

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**OCTOBRE - NOVEMBRE 2017**  
**N°174**

**Direction du Secrétariat Général**

**SOMMAIRE**  
**OCTOBRE - NOVEMBRE 2017**

*Pages*

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS** (*Conseil du 2 novembre 2017*) **3**

**PARTIE 2 : DECISIONS** (*Conseil du 2 novembre 2017*) **264**

**PARTIE 3 : ARRETES** (*du 3 octobre au 2 novembre 2017*) **479**



## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

### *Pages*

HORS COMMISSION.....	10
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	34
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION.....	47
CULTURE.....	51
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT.....	94
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT.....	169
LOGEMENT.....	193
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	230
RESSOURCES HUMAINES.....	237
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	251
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	256

# PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGES</b>
14957	Hors Commission - Actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes externes et internes - Désignation	11
15006	Hors Commission - Équipement d'intérêt métropolitain - Mise à disposition de locaux et répartition des coûts - Renouvellement des conventions	18
15007	Hors Commission - Apprentissage de la natation - Affectations de subventions - Convention d'attribution - Autorisation de signature	21
15008	Hors Commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Ensemble contre le Sida Sidaction à l'occasion de la 14ème Fête des Vignes - Approbation - Autorisation de signature	24
15009	Hors Commission - Convention relative à la logistique urbaine entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste - Approbation - Autorisation de signature	26
15010	Hors Commission - Remboursement des frais de mission des agents - Approbation	30
15011	Hors Commission - Commissions du Conseil de Métropole - Composition - Approbation	32
<b>N°DÉLIB</b>	<b>ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES</b>	<b>PAGES</b>
14958	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Commissions délégation de service publics (CDSP) - Commission d'appel d'offres (CAO) - Elections	35
15005	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Madame Claire Lavictoire - Résiliation anticipée de bail - Abandon de créance - Autorisation	45
<b>N°DÉLIB</b>	<b>AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - POLITIQUE AGRO-ECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE</b>	<b>PAGES</b>
14965	Agro-écologie et alimentation - Politique agro-écologique et alimentaire - Programme National pour l'Alimentation- Subvention à la SOMIMON délégataire du Marché d'Intérêt National de Montpellier Méditerranée Métropole - Demande de subventions	48
<b>N°DÉLIB</b>	<b>CULTURE</b>	<b>PAGES</b>
14983	Culture - Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	52
14984	Culture - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier pour la mise en œuvre d'une saison artistique au bar du Théâtre Jean Vilar - Autorisation de signature	55
14985	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Association des Paralysés de France - Pôle adulte Montpellier - Service Accueil de Jour et Section Annexe Etablissement et Service d'Aide par le Travail - Autorisation de signature	57
14986	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Secours Populaire Français, Fédération de l'Hérault - Autorisation de signature	60
14987	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec la "Société des Amis du Louvre" - Approbation - Autorisation de signature	63
14988	Culture - Médiathèques - Schéma de développement culturel territorial pour la lecture publique - Approbation	66
14989	Culture - Médiathèques - Contrat Territoire Lecture - Autorisation de signature	69
14990	Culture - Médiathèques - Convention de coopération pour la mise en place du Passeport multimédia avec la commune de Sussargues - Autorisation de signature	71
14991	Culture - Médiathèques - Prise en charge des frais liés aux résidences de création littéraire et demandes de subventions afférentes - Approbation	74

# PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	CULTURE (suite)	PAGES
14992	Culture - Médiathèque Jules Verne de Saint Jean de Védas - Équipement culturel d'intérêt métropolitain - Modification de la liste des équipements transférés - Approbation	77
14993	Culture - Médiathèques - Convention de mise à disposition de locaux de la médiathèque centrale Emile Zola au bénéfice des Archives municipales de Montpellier - Autorisation de signature	80
14994	Culture - Opéra Comédie et Agora, Cité internationale de la danse - Avenants n°2 aux conventions d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Autorisation de signature	82
14995	Culture - Comédie du Livre 2018 - Prise en charge des frais liés à la venue des intervenants et demandes de subvention - Approbation	85
14996	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat pédagogique avec le Centre de Ressources d'Expertise et Performance Sportive (CREPS) de Montpellier - Autorisation de signature	88
14997	Culture - Manifestation "La Métropole fait son cirque" - Attribution de subventions et conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	90
14998	Culture - Convention de partenariat avec la société Live Nation France Festivals dans le cadre du festival "I Love Techno 2017" - Autorisation de signature	92
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
14933	Développement économique - Financement des entreprises - Souscription au fonds Aelis Innovation - Souscription au fonds d'amorçage Irdinov2 - Conventions - Autorisation de signature et d'affectation des crédits	95
14934	Développement économique - Partenariat Agence France Entrepreneur - Appel à projets pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires - Conventions de partenariat - Autorisation de signature	99
14935	Développement économique - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention au BRGM pour le Projet Dem'eaux - Avenant à la convention de financement	102
14936	Développement économique - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour le Projet Celimer - Avenant à la convention	105
14937	Développement économique - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet BNIF - Convention - Avenant à la convention	107
14938	Développement économique - Cité intelligente - Mission Barcelone - Smart City Expo World Congress du 13 au 16 novembre 2017 - Participation - Approbation	109
14939	Développement économique - Attribution de subvention à French South Digital - Convention - Autorisation de signature	112
14940	Développement économique - Attribution de subvention à l'association "La Mêlée" - Antenne de Montpellier - Convention - Autorisation de signature	115
14941	Développement économique - Port Marianne "Portes de la Méditerranée" - Odysseum-Montpellier - Concession d'aménagement avec la SERM - Compte rendu annuel à la collectivité 2016 - Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation	118
14942	Développement économique - ZAC Odysseum Est - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation	122
14943	Développement économique - ZAC Hippocrate - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation	125

# PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT (suite)</b>	<b>PAGES</b>
14944	Développement économique - Concession parc Marcel Dassault et sa première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte rendu annuel à la Collectivité - Approbation - Autorisation de signature	128
14945	Développement économique - Concession ZAC Marcel Dassault 2ème extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte rendu annuel à la collectivité - Avenant n°6 - Approbation - Autorisation de signature	131
14946	Développement économique - Concession Garosud - Communes de Montpellier et de Lattes - Compte rendu annuel à la collectivité - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature	134
14947	Développement économique - Concession d'aménagement Parc Eurêka - Communes de Castelnau-le-Lez et de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité - Avenant n°16 à la concession - Approbation - Autorisation de signature	137
14948	Développement économique - Concession Parc 2000 - Extension et VEAS - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation - Autorisation de signature	141
14949	Développement économique - Concession Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation - Autorisation de signature	144
14950	Développement économique - Concession Euromédecine - Communes de Montpellier et de Grabels - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation - Avenant n°2 et avenant n°10 - Autorisation de signature	147
14951	Développement économique - Concession ZAC Descartes - Commune de Lavérune - Compte rendu annuel à la collectivité - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature	151
14952	Développement économique - Concession Parc Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte rendu annuel à la Collectivité - Approbation - Autorisation de signature	154
14953	Développement économique - Village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) et restructuration du secteur du frigoulet - Commune de Cournonsec - Concession d'aménagement - Compte rendu annuel à la Collectivité Locale - Approbation	156
14954	Développement économique - Parc d'activités du Salaison - Vendargues - Mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison confié à la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité locale - Avenant n°4 - Autorisation de signature	159
14955	Développement économique - Zone d'activités économiques Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Instauration d'un périmètre de sursis à statuer - Approbation - Autorisation de signature	163
14956	Développement économique - Zone d'activités économiques "Lauze Est" - Commune de Saint Jean de Védas - Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Engagement de la procédure - Autorisation de signature	166

# PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DELIB</b>	<b>DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT</b>	<b>PAGES</b>
14959	Développement et aménagement durable du territoire - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson – Mandats Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M – Comptes rendus annuels à la collectivité (exercice 2016) – Avenant n°2 au mandat d'études – Approbation – Autorisation de signature	170
14960	Développement et aménagement durable du territoire - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Mandats Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Comptes rendus annuels à la collectivité (exercice 2016) - Avenant n°2 au mandat d'études - Approbation - Autorisation de signature	173
14961	Développement et aménagement durable du territoire - Secteur de la Mogère - CAMBACERES - Concession d'aménagement de la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité - Avenant n°5 - Convention d'avance de trésorerie - Avenant n°4 - Approbation	176
14962	Développement et aménagement durable du territoire - Ecocité - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte rendu annuel à la collectivité 2016 - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Avenant n°4 à la concession - Approbation	181
14963	Développement et aménagement durable du territoire - Projet Urbain Partenarial - Juvignac - "Carrière de l'Ort" - Avenants aux conventions avec la SCCV "Domaine de Belrose" et la SARL "Kalithys" - Projet de convention sur la parcelle BV0003 pour partie - Avenants et projet de convention de reversement - Autorisation de signature	187
14964	Développement et aménagement durable du territoire - Action foncière pour le développement économique - Commune de Montpellier - Secteur "Zenith Sud" - Avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie - Autorisation de signature	191
<b>N°DELIB</b>	<b>LOGEMENT</b>	<b>PAGES</b>
14966	Logement - Construction de 27 logements sociaux - Résidence "Le Parc Monteillet" - Boulevard des Moures à Villeneuve-les-Maguelone - Attribution de subvention à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	194
14967	Logement - Construction de 11 logements locatifs sociaux - Résidence "City Zen", rue de Fontcarrade à Montpellier - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	196
14968	Logement - Construction de 16 logements sociaux - Résidence « Saint-Germain des Prés » - Avenue du Cap à Lattes - Abrogation de la délibération n°14417 - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	198
14969	Logement - Construction de 10 logements sociaux - Résidence "New 123", 123 bis avenue de Palavas à Montpellier - Garantie d'emprunt à la société FDI FONCIERE - Convention - Autorisation de signature	201
14970	Logement - Construction de 60 logements sociaux étudiants - Résidence "Le Thalès" tranche 2 - 1567 avenue Albert Einstein à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Résidences Sociales de France - Convention - Autorisation de signature	204

# PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>LOGEMENT (suite)</b>	<b>PAGES</b>
14971	Logement - Construction de 19 logements sociaux - Résidence "Jardin des Beaux-Arts", 11/13 avenue Saint-Lazare à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	207
14972	Logement - Construction de 3 logements en location-accession - Résidence "Le Monteillet", boulevard des Moures à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	210
14973	Logement - Construction de 30 logements en location-accession - Résidence "Le Domaine de Belrose", chemin de l'Ort à Juvignac - Garantie d'emprunt à la SCCV Le Domaine de Belrose - Convention - Autorisation de signature	214
14974	Logement - Construction de 28 logements en location-accession - Résidence "Le Mélia", ZAC Cantausse lot 11B, rue de Perdigal à Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Convention - Autorisation de signature	218
14975	Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence "Marie Louise" - 997 rue des Bouisses à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Domicil - Délibération n°14605 du 17 mai 2017 - Modification - Autorisation de signature	221
14976	Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/ Figuerolles /Nord Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation de 22 logements - Autorisation de signature	224
14977	Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 47 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	227
<b>N°DELIB</b>	<b>PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC</b>	<b>PAGES</b>
15000	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri Demeter - Compte rendu annuel à la collectivité au titre de 2016 - Approbation	231
15001	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST au titre de 2016 - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation	234
<b>N°DÉLIB</b>	<b>RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>PAGES</b>
14978	Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Extension de service commun de Direction du Secrétariat Général - Création d'un service commun du courrier - Autorisation de signature	238
14979	Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - CCAS - Avenant à la convention de service commun de Direction Générale des Services - Modification - Autorisation de signature	241
14980	Ressources Humaines - Régime indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire - Approbation	245
14981	Ressources Humaines - Modalités de recours à des vacations - Création de nouvelles vacations pour l'organisation de manifestations - Autorisation de signature	247
14982	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs	249

## PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	<b>PAGES</b>
14999	Service public de l'eau et de l'assainissement - MAERA - Création du comité de suivi et designation des membres - Approbation	252
<b>N°DÉLIB</b>	<b>VOIRIE, ESPACE PUBLIC</b>	<b>PAGES</b>
15002	Voirie, Espace Public - Commune de Lattes - Travaux de remise en état de la voirie du chemin de la Jasse de Maurin - Convention de remboursement avec SNCF RESEAU - Autorisation de signature	257
15003	Voirie, Espace Public - Convention d'entretien des espaces publics du PRAE Via Domitia avec le syndicat mixte du PRAE - Approbation - Autorisation de signature	259
15004	Voirie, Espace Public - Programmation 2017- Travaux de renouvellement de l'éclairage public sur les communes de Cournonsec et Lavérune - Modification de la convention relative aux travaux d'enfouissement de réseaux sur la commune de Beaulieu - Demande de subvention - Approbation - Autorisation de signature	261

## **HORS COMMISSION**





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **HORS COMMISSION – ACTUALISATION DES REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE AU SEIN DES DIVERS ORGANISMES EXTERNES ET INTERNES - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Compte tenu de l'évolution du Bureau de la Métropole et des délégations accordées aux Vice-Présidents, il est proposé de désigner les représentants titulaires et suppléants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des organismes cités ci-après.

En application de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Président propose au Conseil de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret, mais par un vote à main levée.

### **– Syndicat Hérault Energies (SHE)**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : M. L. JAOUL – M. JM. LUSSERT – Mme E. LLORET – Mme S. JANNIN – Mme I. GUIRAUD – Mme P. MIRALLES.

**Représentants suppléants** : Mme R. ILLAIRE – Mme C. LEVY-RAMEAU – M. JL. MEISSONNIER – M. JM. ALAUZET – Mme T. DASYLVA – M. P. KRZYZANSKI.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

### **– Syndicat Mixte Garrigues Campagne**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : M. JM. LUSSERT - M. P. DUDIEUZERE - M. JL. MEISSONNIER - M. A. MOYNIER - M. L. JAOUL - M. G. PASTOR - M. G. BALAZUN – Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. Y. PELLET - M. Alain SOULIER (Baillargues) – Mme Anne THIBAUT (Beaulieu) - M. Frédéric LAFFORGUE (Castelnau-le-Lez) - M. Serge ESCURET (Castries) - M. Julien BASCOUL (Clapiers) - M. Vincent MEYNIER (Clapiers) - M. Jean-Marie DOMENECH (Restinclières) – M. Jean-Pierre DACHEUX (Saint-Drézéry) – Mme Anne-Marie ARQUILLIERE (Saint Geniès des Mourgues).

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (20 votes contre et 5 abstentions).

### **– Syndicat intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc (SBL)**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. JM. ALAUZET – Mme R. ILLAIRE - M. T. BREYSSE - M. R. CAIZERGUES - Mme P. MIRALLES – M. JM. LUSSERT - Mme M. CASSAR - Mme I. GUIRAUD - M. J.F. AUDRIN - M. J. VERA - M. Gilles NURIT (Cournonsec) - M. Robert MARTY (Cournonterral) - M. François PETIT (Lavérune) - Mme Sylvie CINCON (Pignan) - M. Raymond CELIE (Saussan) – M. Henri FONTVIEILLE (Saint Jean de Védas) - M. Jean HARDEMAN (Saint Georges d'Orques).

**Représentants suppléants** : M. L. JAOUL - Mme Thérèse VIDAL (Fabrègues) - M. Jean-Olivier JOB (Fabrègues) - M. Mohamed IMZOURH (Cournonsec) - M. Norbert BOUZEREAU (Cournonsec) - M. Thierry AUGUST (Cournonterral) - Mme Marie ALBERT (Cournonterral) - M. José JOLY (Lavérune) - M. Philippe LENOIR (Lavérune) - M. Alain VALLETTE-VIALLARD (Murviel-lès-)

Montpellier) - M. Julien BIEGEL (Pignan) - M. Daniel DELAUZE (Pignan) - Mme Anne ROUX (Saussan) - Mme Nathalie SOLBES (Saussan) – M. Paul De BOISGELIN (Saint Jean de Védas) - M. Daniel SCIALOM (Saint Jean de Védas) - M. André COEURVEILLE (Saint Georges d'Orques) – Mme Chantal CHOMEL (Saint Georges d'Orques).

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (18 votes contre et 7 abstentions).

– **Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Conseil d'administration**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : Mme R. ILLAIRE - M. R. CALVAT - Mme C. CLARAC – Mme C. DONADA – M. P. DUDIEUZERE - Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. T. BREYSSE - M. P. KRZYZANSKI - Mme E. LLORET - M. JM. LUSSERT – Mme B. ROUSSEL-GALIANA - M. A. EL KANDOUSSI - M. JL. SAVY – Mme M. FOURCADE.

**Membre Expert** : M. Alain GUILBOT.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (20 votes contre et 6 abstentions).

– **Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : M. G. PASTOR - M. JL. COUSQUER – Mme M. FOURCADE - Mme I. GUIRAUD - M. E. PENSO - M. L. JAOUÏ - M. JL. SAVY – M. N. SEGURA - M. F. ABERT - Mme V. BARTHAS-ORSAL - M. JL. MEISSONNIER - Mme C. LEVY-RAMEAU – Mme S. KERANGUEVEN - Mme B. ROUSSEL-GALIANA.

Mme Isabelle Touzard propose à l'Assemblée une seconde liste :

**Représentants titulaires** : M. G. PASTOR – Mme C. MARION – Mme I. GUIRAUD – M. N. SEGURA – M. R. CAIZERGUES – M. JL. SAVY – M. L. JAOUÏ – M. E. PENSO – M. JL. COUSQUER – M. F. ABERT – Mme C. LEVY-RAMEAU – Mme S. KERANGUEVEN – Mme I. TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 57 voix pour et 7 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.

– **Association des Villes Universitaires de France (AVUF)**

Le Président propose en tant que :

**Représentant titulaire** : Mme C. MARION.

**Représentant suppléant** : M. M. LEVITA.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

– **Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART)**

Le Président propose en tant que :

**Représentant titulaire** : M. JP. RICO.

**Représentant suppléant** : M. T. BREYSSE.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

– **Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault "Hérault Transport"**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : M. JP. RICO - M. L. JAOUÏ - M. A. EL KANDOUSSI - M. JL. MEISSONNIER - Mme S. JANNIN - Mme R. ILLAIRE.

**Représentants suppléants** : Mme T. DA SYLVA - M. P. DUDIEUZERE - M. A. MOYNIER - M. JM. LUSSERT - M. S. TORTORICI - M. N. SEGURA.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

– **C.A.S.S.C. Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : Mme R. ILLAIRE - Mme R. BUONO - Mme T. DA SYLVA

**Représentants suppléants** : Mme MH. SANTARELLI - Mme. M. FOURCADE - M. A. EL KANDOUSSI.

Mme Isabelle Touzard propose à l'Assemblée une seconde liste :

**Représentants titulaires** : M. P. BONNAL – Mme R. ILLAIRE – Mme C. DARDE.

**Représentants suppléants** : M. T. QUILES – M. J. VERA – M. R. CAIZERGUES.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 58 voix pour et 6 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.

– **Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) SA3M**

Le Président propose en tant que :

**Administrateurs** : M. P. SAUREL (AG) - M. G. PASTOR – M. JF. AUDRIN - M. P. DUDIEUZERE - Mme R. ILLAIRE - M. T. BREYSSE - M. R. CAIZERGUES - M. JL. MEISSONNIER - M. JP. RICO.

**Censeur** : M. A. MOYNIER.

Mme Isabelle Touzard propose à l'Assemblée une seconde liste :

**Administrateurs** : M. P. SAUREL – M. R. CAIZERGUES – M. JF. AUDRIN - M. P. BONNAL – M. T. BREYSSE – M. JL. MEISSONNIER – M. C. MEUNIER – M. G. PASTOR – M. JP. RICO.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 56 voix pour et 9 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.

– **Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France (CINEMED)**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : M. T. BREYSSE - Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. B. TRAVIER - Mme P. DANAN.

Mme Isabelle Touzard propose à l'Assemblée une seconde liste :

**Représentants titulaires** : M. C. COUR – Mme J. GALABRUN-BOULBES – M. B. TRAVIER – M. R. CAIZERGUES.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 58 voix pour et 6 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.

– **Opéra et Orchestre National de Montpellier (OONM)**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : M. B. TRAVIER - M. J.L. COUSQUER - Mme V. PEREZ - M. G. BARRAL - Mme C. LEVY-RAMEAU.

**Personnes qualifiées Métropole** : M. Jean-Pierre ROUANET – Mme Marie-Christine CHAZE - M. Didier DESCHAMPS - M. Yves LARBIOU.

Mme Isabelle Touzard propose à l'Assemblée une seconde liste :

**Représentants titulaires** : M. B. TRAVIER – M. J.L. COUSQUER – M. C. COUR - M. G. BARRAL – Mme C. LEVY-RAMEAU.

**Personnes qualifiées Métropole** : M. Jean-Pierre ROUANET – Mme Marie-Christine CHAZE - M. Didier DESCHAMPS - M. Yves LARBIOU.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 59 voix pour et 6 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.

– **Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (S.D.I.S. 34)**

Le Président propose en tant que :

**Représentant titulaire** : Mme A. YAGUE.

**Représentant suppléant** : Mme P. MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (16 votes contre et 9 abstentions).

– **Copropriétés**

Le Président propose la candidature de Mme V. PEREZ pour les copropriétés suivantes :

- Copropriété, 2, place des Héros, 34740, Villeneuve-lès-Maguelone ;
- Copropriété, 9, Boulevard Louis Blanc, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, Acropole, 34967, Montpellier ;
- Copropriété, Font Del Rey, 34080, Montpellier ;
- Copropriété, Font Del Rey 2, 34080, Montpellier ;
- Copropriété, La Coupole Nord Volume 51, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, La Coupole Sud (Immeuble), 34000, Montpellier ;
- Copropriété, La Vigie, 34000, Montpellier
- Copropriété, Les Echelles de la Ville, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, Les Pins A, 34000, Montpellier ;
- Copropriété, Saint Martin 11, 34000, Montpellier.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

– **Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion de l'Hérault (CDIAE)**

Le Président propose en tant que :

**Représentant titulaire** : Mme A. YAGUE.

**Représentant suppléant** : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

– **Syndicat mixte du Parc Régional d'Activités Via Domitia**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : M. P. DUDIEUZERE - M. L. JAOUL - M. G. PASTOR.

**Représentants suppléants** : M. JM. LUSSERT – Mme E. LLORET – Mme C. MARION.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

– **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) – Démocratie de proximité**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : M. L. JAOUL - M. G. PASTOR - Mme T. DA SYLVA – Mme M. BODKIN - Mme A. YAGUE.

**Représentants suppléants** : M. G. LANNELONGUE - Mme V. BARTHAS-ORSAL – Mme M. DRAY-FITOUSSI - M. A. MOYNIER - Mme R. BUONO.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

– **Comission Intercommunale pour l'Accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite (CIAPMR)**

Le Président propose en tant que :

**Représentants titulaires** : Mme R. BUONO - M. L. JAOUL - M. M. FRAYSSE – Mme A. YAGUE - Mme S. BOUALLAGA - Mme S. JANNIN - Mme R. ILLAIRE - M. J. MALEK - Mme J. GALABRUN-BOULBES.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

– **Université Paul Valéry UM3 – Université tiers temps – Conseil d'Administration**

Le Président propose en tant que :

**Représentant titulaire** : M. B. TRAVIER.

**Représentant suppléant** : Mme A. YAGUE.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

– A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée ;
- prendre acte de ces désignations et autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;

Délibération n° 14957

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150731-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s) :**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es) :**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



## **HORS COMMISSION – ÉQUIPEMENT D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ET RÉPARTITION DES COÛTS - RENOUELEMENT DES CONVENTIONS**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la Communauté d'Agglomération a défini l'intérêt communautaire et précisé les équipements relevant de cette définition, à transférer dont la base de canoë-kayak de La Valette, le Stade de la Mosson « Mondial 98 » et le Centre Nautique Neptune.

De plus, par délibération n°5206 en date du 27 juin 2003, la Communauté d'Agglomération a procédé à l'acquisition de la piscine Alfred Nakache, sise à l'intérieur du complexe sportif municipal Léon Cazal.

Enfin, par délibération n°9087 en date du 24 septembre 2009, le Conseil Communautaire a approuvé le transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier du gymnase Peyrou situé au sein du complexe Pitot-Peyrou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation de ces installations a mis en évidence l'imbrication avec des équipements communaux ou mis à la disposition de la Ville de Montpellier.

La configuration de ces cinq installations sportives a nécessité de conventionner avec la Ville de Montpellier afin de régler les modalités de gestion et d'utilisation de celles-ci. C'est l'objet, d'une part, de la délibération n°9286 du 22 décembre 2009 par laquelle la Communauté d'Agglomération a autorisé la conclusion d'une convention relative à la répartition des coûts de chauffage entre la salle Pierre de Nogaret et le complexe Pitot-Peyrou et, d'autre part, de la délibération n°12531 du 1<sup>er</sup> octobre 2014 qui a autorisé la signature des conventions concernant la base de Canoë-kayak de La Valette, le stade de la Mosson « Mondial 98 », le Centre Nautique Neptune et la piscine Nakache qui arriveront à échéance le 31 décembre 2017.

Il convient donc d'établir, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, une nouvelle convention pour chaque établissement, conformément à l'article L. 5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales, qui aura pour objet de régler les modalités de répartition des coûts qui résultent de cet usage, mais également de ceux résultant de l'absence de réseaux de fluides séparés. Les parties géreront de manière autonome les espaces dont elles ont la responsabilité et dont les usages n'interfèrent pas sur le fonctionnement de l'autre équipement.

La Ville de Montpellier remboursera à Montpellier Méditerranée Métropole, l'ensemble des charges relevant de la gestion des autres équipements.

Le calcul de ces charges est déterminé en fonction des critères suivants : la superficie, le volume, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation, le coût d'installations similaires. Le montant de ces charges sera arrêté annuellement au moment de la facturation établie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est donc proposé au Conseil de Métropole de reconduire les conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant les cinq établissements concernés pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, selon les mêmes modalités que précédemment soit jusqu'au 31 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion des conventions relatives à la mise à disposition et à la répartition des coûts des équipements mentionnés ci-dessus ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150356-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

**M. Philippe SAUREL.**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**HORS COMMISSION – APPRENTISSAGE DE LA NATATION - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Actions de formation au Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique à destination d'un public en difficulté d'insertion professionnelle.

Pour la cinquième année, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement à l'emploi par le sport à destination d'un public en difficulté d'insertion.

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à développer des parcours de préparation à la qualification au B.N.S.S.A (Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique) dédiés aux demandeurs d'emplois.

De véritables perspectives de recrutements sur des emplois saisonniers ou vacataires ont pu être constatées à l'issue des premières années de déploiement de ce dispositif.

Pour la mise en œuvre de ce projet à vocation sociale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'appuyer sur des associations ou clubs aquatiques du territoire et certifiés dans le secteur de la formation aquatique et du secourisme.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 2000 € pour le club de « Palmes de Montpellier »,
- 2000 € pour le club « Montpellier Sauvetage,
- 2000€ Montpellier Paillade Natation,
- 2000 € pour le club « Aqualove ».

2/ Renouvellement du dispositif « J'apprends à nager ».

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'actions depuis plusieurs années, s'est engagée, à assurer l'apprentissage de la natation auprès des scolaires de l'enseignement primaire.

En complémentarité de cette intervention, elle a lancé depuis 2013, l'opération Prévention des Noyades, en prélude aux saisons d'été, afin de promouvoir la sécurité des bonnes pratiques de baignade auprès d'un large public.

Pour compléter ces actions, la Métropole souhaite renouveler le dispositif « J'apprends à nager », au sein de ses piscines, durant les périodes de petites vacances scolaires, en partenariat avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et les clubs phares locaux de natation.

L'objectif de ce dispositif, est de permettre à tous les enfants entrant en classe de 6<sup>ème</sup> de savoir nager. Une priorité est donnée aux enfants issus des quartiers ciblés dans le cadre de la politique de la Ville.

Des stages gratuits d'apprentissage ou de renforcement des acquis, en vue d'obtenir le test Sauv'Nage, validé par le Conseil Interfédéral des Activités Aquatiques, seront donc organisés dans cinq piscines métropolitaines, en coopération avec cinq clubs de natation à partir des vacances d'automne 2017 :

## Délibération n° 15007

- au Centre Nautique Neptune avec le Montpellier Paillade Natation,
- à la piscine Spilliaert avec le Montpellier Nat Synchro,
- à la piscine Vives avec le Montpellier Sauvetage,
- à la piscine Nakache avec l'ASPTT,
- à la piscine Pitot avec Aqualove Sauvetage.

Pour ce faire, une ligne d'eau sera mise à disposition gratuitement des clubs partenaires, durant les jours d'ouverture au public de 9h à 11h30, ce qui permettra d'organiser trois cours par jour, durant la totalité des 3 périodes de vacances scolaires (automne, Noël, hiver et printemps).

Pour soutenir l'intervention des clubs partenaires, il est proposé d'attribuer à chacun d'entre eux une subvention de fonctionnement de 1000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions ainsi que leurs affectations, dont le versement sera conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150231-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**HORS COMMISSION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ASSOCIATION ENSEMBLE CONTRE LE SIDA SIDACTION À L'OCCASION DE LA 14ÈME FÊTE DES VIGNES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole célèbre chaque année l'un des fleurons de son patrimoine, le vin, grâce à la Fête des Vignes.

Curieux, amateurs éclairés et œnologues confirmés peuvent découvrir le fruit du travail des caves et domaines viticoles de la Métropole.

Pour 3 € seulement, le visiteur se voit remettre :

- un verre à vin et un coupon donnant droit à 3 dégustations (à utiliser au gré de ses envies, sur les différents stands des viticulteurs présents),
- un billet de tombola, - un coupon lui donnant droit à une bouteille de vin offerte pour l'achat d'un carton de six, le dimanche dans les domaines participant à l'opération.

Depuis 2004, année de la création de la Fête des Vignes, les recettes engendrées par la vente de tickets ont toujours été intégralement reversées à une œuvre caritative.

Au-delà de la fête, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi inscrire les retombées d'une telle manifestation dans la durée et dans l'action.

Ainsi, depuis 2006, ce sont près de 190 000 € qui ont été versés par Montpellier Méditerranée Métropole au Sidaction dans le cadre de cette fête ; une somme destinée à faire progresser la lutte contre le sida et à aider la recherche médicale et les malades.

En 2016, la totalité de la recette de la manifestation soit la somme de 21 815,00 € a été reversée au Sidaction.

Depuis 14 ans, l'entité a à cœur de maintenir la convivialité de cette manifestation qui promeut les viticulteurs de son territoire et manifeste son soutien au Sidaction notamment pour l'investissement permanent de cette association pour le développement des programmes de recherche et d'aide aux malades.

L'édition 2017, 14ème Fête des vignes, aura lieu sur l'esplanade Charles de Gaulle à Montpellier les 24 et 25 novembre de 11h à 20h et le 26 dans les vignobles.

Il est proposé de conclure une convention avec l'association Ensemble contre le Sida pour définir les modalités de versement total de la recette de la manifestation au bénéfice du Sidaction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec l'association Ensemble contre le Sida Sidaction ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1149277-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**HORS COMMISSION – CONVENTION RELATIVE À LA LOGISTIQUE URBAINE  
ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE GROUPE LA POSTE -  
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Métropole et son grand bassin de vie, en forte croissance démographique, représentent plus d'un million d'habitants et plus de 37 000 entreprises. Ce dynamisme génère des flux intenses de marchandises sur le territoire. Face aux nombreux défis qu'engendrent ces derniers, et comme affirmé dans la délibération n°13887 du 30 juin 2016, l'enjeu est de construire une filière logistique innovante qui soit un véritable atout économique, social et environnemental pour la Métropole.

La Métropole a l'ambition de définir les conditions d'une suppression progressive des livraisons polluantes avec, sur les cœurs de ville, un transfert vers des solutions à très faibles émissions, en véhicules électriques, gaz naturel véhicule, cargo-cycles, charriots à pied... Afin d'accélérer le rajeunissement du parc circulant sur son territoire et de développer des solutions innovantes de mobilités, la Métropole soutient des solutions basées sur le véhicule mutualisé, la création d'espaces logistiques en centre-ville....

Conscient de l'impact de son activité sur la pollution et la congestion urbaines, La Poste souhaite se positionner comme un acteur de référence de la « livraison propre » en ville.

C'est pourquoi elle se propose de co-construire, avec la Métropole et les acteurs économiques, des solutions de logistiques urbaines innovantes permettant de limiter l'étalement urbain et de s'adapter à la ville dense, mais aussi de renforcer l'attractivité des centres-villes et de préserver les commerces de proximité.

Afin de permettre une organisation optimale des transports de marchandises, Montpellier Méditerranée Métropole et La Poste partageant des intérêts communs en termes de logistique urbaine, ont décidé de conclure en ce sens une convention d'une durée de 3 ans renouvelable.

La Poste s'engage notamment à faire ses meilleurs efforts pour :

- Poursuivre le développement de la livraison du courrier en mode doux en s'appuyant sur les parkings P+TRAM de Montpellier Méditerranée Métropole pour livrer le courrier, stationner les vélos à assistance électrique dans un environnement sécurisé et faciliter l'utilisation du tramway pour la distribution urbaine.

- Mettre en place sur Montpellier, à partir de 2018, un dispositif de livraison des colis, le soir, en véhicules à faible émission, certifiés peu bruyants.

- Convertir progressivement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole le reste de ses tournées diesel en tournées en mode à faible émission afin de livrer les plis et colis en s'appuyant sur un mode de transport plus propre (vélos à assistance électrique, chariots piéton, utilisation des transports en commun, véhicules électriques, véhicules GNV ou toute autre nouvelle technologie innovante permettant un transport plus propre).

Les deux engagements précédents sont pris par La Poste sous réserve des contraintes et limites, notamment réglementaires, en termes de nombre maximal de véhicules électriques pouvant être rechargés simultanément à l'intérieur des bâtiments et de la mise en place, de stations d'avitaillement en gaz naturel pour véhicules en nombre suffisant sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

- Mener un travail collaboratif avec d'autres partenaires logisticiens, y compris de l'économie sociale et solidaire et avec les entreprises du territoire, afin de créer un ou plusieurs centres de mutualisation dans l'objectif de réduire le nombre de kilomètres parcourus en ville.

- S'appuyer sur ses consignes à colis placées sur les espaces publics ou dans les lieux de flux multimodaux du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole (stations de transport en commun, gares, etc.) et des lieux d'habitation dense ou de concentration de commerces de proximité pour réduire le nombre de kilomètres parcourus et de véhicules sur la route, pour la livraison et la collecte de colis.

## Délibération n° 15009

- Contribuer à la mise en place du schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville visé par la délibération cadre n° 13887 du 30 juin 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole sur la logistique et le transport de marchandises en ville, selon des modalités à définir entre les parties.
- Contribuer à une instance territoriale de coopération afin de développer des solutions de logistique urbaine innovante intégrant la dimension numérique.

De son côté Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à créer les conditions favorables au développement des activités de logistique à faible émission, dont La Poste est un acteur majeur, conformément à la délibération n°13887 du 30 juin 2016.

Les actions suivantes constituent le socle de son plan d'actions :

- mettre en place un schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville à horizon 2020, auquel La Poste contribuera, visant notamment à :
    - o optimiser les livraisons de marchandises dans les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
    - o contribuer à établir des réglementations du transport de marchandises offrant des plages horaires de circulation significativement plus larges pour les véhicules à faible émission, GNV et électriques.
  - Contribuer à la poursuite du déploiement d'un réseau de stations d'avitaillement en GNV ouvertes au public ;
  - prendre en compte la logistique urbaine dans les aménagements urbains ;
  - favoriser l'émergence :
    - o d'un ou plusieurs Centres de Distribution Urbains (CDU) multi-opérateurs sur ou à proximité du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier afin de développer notamment la massification des flux amont, la mutualisation de la distribution en centre-ville et le stockage déporté pour les commerçants et les PME du centre-ville ;
    - o des Espaces Logistiques Urbains (ELU) en zones denses.
  - Favoriser l'émergence d'une instance de coopération ayant pour objet de faire de la logistique un levier de croissance pour le territoire afin de permettre un dialogue entre les collectivités, les opérateurs logistiques et les commerçants, destiné à mettre en place des solutions logistiques performantes et adaptées aux exigences des citoyens et des professionnels. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole mettra en place des expérimentations de logistique urbaine avec La Poste et d'autres partenaires et partagera des retours d'expérience en mobilisant la communauté French Tech.
- Afin de piloter ce partenariat, La Poste et La Métropole décident de constituer un comité de suivi dédié aux modalités pratiques de mise en œuvre des engagements figurant dans la Convention annexée à la présente délibération.
- Il se réunira à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ou de La Poste aussi souvent que nécessaire et au minimum une fois par année civile.

Le comité de suivi aura notamment pour mission de :

- faire régulièrement le bilan de l'avancée des engagements définis dans la convention ;
- permettre aux Parties d'échanger en cas de dysfonctionnements constatés dans la mise en œuvre ou l'exécution de la Convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre le Groupe LA POSTE et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire et notamment la convention sus-citée.

Délibération n° 15009

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1149551-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s) :**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es) :**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **HORS COMMISSION – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE MISSION DES AGENTS - APPROBATION**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les modalités et conditions du règlement des frais de déplacements temporaires sont prévues par les dispositions combinées du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales, modifié en 2007 et du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Pour ce qui concerne le montant des indemnités versées dans le cadre de ces déplacements en France métropolitaine, ce dernier est fixé par arrêté ministériel de façon forfaitaire à 15.25 € pour les frais de repas et 60 € pour les frais d'hébergement (Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat).

Toutefois, et en application de l'article 7-1 du Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 susvisé, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières (telles que la réalité des prix, les déplacements fréquents en région parisienne contribuant à la bonne exécution des missions de service public de Montpellier Méditerranée Métropole...) une délibération peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires qui ne pourront en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Par conséquent il est proposé de fixer les règles concernant les frais d'hébergement et de repas:

Pour les frais d'hébergement, il est proposé, à titre dérogatoire, les règles de remboursement suivantes :

- 100 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission à Paris ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris).
- 80 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris).

Ce barème est fixé pour une durée limitée à 3 ans. Le remboursement sera effectué sur la base de la dépense réellement engagée dans la limite des plafonds définis ci-dessus.

Pour les frais de repas, il est proposé de fixer le remboursement sur la base forfaitaire précisé par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé : 15,25 € par repas du midi ou du soir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le remboursement des frais de missions tel que défini ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 930 et 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1151910-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE -  
COMPOSITION - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la délibération n°14851 du Conseil du 27 septembre 2017 modifiant la liste des commissions thématiques, et au regard des demandes d'inscription reçues suite à l'appel à candidatures subséquent auprès des élus métropolitains et communaux, il convient de mettre à jour la composition des commissions métropolitaines.

Les tableaux figurant en annexe sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1146856-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET  
AFFAIRES JURIDIQUES**





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
COMMISSIONS DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLICS (CDSP) - COMMISSION D'APPEL  
D'OFFRES (CAO) - ELECTIONS**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1411-5, les Commissions de Délégation de Service Public et la Commission d'Appel d'offres sont composées du Président de la Métropole ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant du Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes siègent également au sein de ses Commission avec voix consultative.

Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants des Commissions de Délégation de Service Public concernant les services publics relatifs à l'exploitation du Zénith, du Corum et des plages, à l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée, de l'Eau potable, l'Eau brute et l'Assainissement, du Traitement des déchets ménagers et assimilés, pour la gestion et l'exploitation des services funéraires et de l'Energie, ainsi que les cinq membres titulaires et 5 membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 27 septembre 2017, en application de l'article D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection des commissions, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole. La date limite de dépôt était fixée au jeudi 2 novembre 2017 à 12 heures ;
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public ou Commission d'Appel d'Offres ;
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne pouvait comprendre que des noms de conseillers au sein du Conseil de Métropole y compris pour les membres suppléants.

Après approbation de ces modalités d'organisation de scrutin par l'Assemblée, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres des commissions suivantes :

**- la Commission d'Appel d'Offres :**

**Liste n°1 proposée par Monsieur le Président :**

**Membres titulaires :**

H. DE VERBIZIER  
R. BUONO  
G. BARRAL  
L. ACQUIER  
R. COTTE

Membres suppléants :

G. CASTRE  
C. MARION  
M. BODKIN  
P. KRZYZANSKI  
G. LANNELONGUE

**Liste n°2 proposée par le Groupe de Coopération Métropolitaine :**

Membres titulaires :

P. BONNAL  
C. DARDE  
M. CASSAR  
C. DONADA  
R. REVOL

Membres suppléants :

C. COUR  
J. VERA  
I. TOUZARD  
R. CAIZERGUES  
J. RAYMOND

Il est procédé à l'élection à bulletin secret selon les conditions définies ci-dessus.

\* 1er tour de scrutin :

Présents (émargements) : 88

Votants : 86

Bulletins nuls : 7

Bulletins blancs : 5

Suffrages exprimés : 74

Sièges à pourvoir : 5 titulaires et 5 suppléants

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 14

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 56 - Attribution au quotient : 4

- Liste 2 : Voix obtenues : 18 - Attribution au quotient : 1

Suppléants :

- Liste 1 : Voix obtenues : 56 - Attribution au quotient : 4

- Liste 2 : Voix obtenues : 18 - Attribution au quotient : 1

Sont élus comme membres titulaires :

H. DE VERBIZIER  
R. BUONO  
G. BARRAL  
L. ACQUIER  
P. BONNAL

Et comme membres suppléants :

G. CASTRE  
C. MARION  
M. BODKIN  
P. KRZYZANSKI  
C. COUR

**- la Commission de Délégation de Service Public relative à l'exploitation du Zénith, du Corum et des plages :**

**Liste n°1 proposée par Monsieur le Président :**

Membres titulaires :

JL. COUSQUER  
N. SEGURA  
T. DASYLVA  
JF. AUDRIN  
R. CAIZERGUES

Membres suppléants :

J. GALABRUN-BOULBES  
E. PASTOR  
S. KERANGUEVEN  
J DOMERGUE  
B. ROUSSEL-GALIANA

**Liste n°2 proposée par le Groupe de Coopération Métropolitaine :**

Membres titulaires :

C. COUR  
C. JABADO  
T. QUILES  
C. DARDE  
R. CAIZERGUES

Membres suppléants :

P. BONNAL  
A. LARUE  
C. MEUNIER  
I. TOUZARD  
MC. PANOS

Il est procédé à l'élection à bulletin secret selon les conditions définies ci-dessus.

\* 1er tour de scrutin :

Présents (émargements) : 88

Votants : 84

Bulletin nul : 1

Bulletins blancs : 8

Suffrages exprimés : 76

Sièges à pourvoir : 5 titulaires et 5 suppléants

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 56 - Attribution au quotient : 3 – Attribution au plus fort reste : 1

- Liste 2 : Voix obtenues : 19 - Attribution au quotient : 1

Suppléants :

- Liste 1 : Voix obtenues : 56 - Attribution au quotient : 3 – Attribution au plus fort reste : 1

- Liste 2 : Voix obtenues : 19 - Attribution au quotient : 1

Sont élus comme membres titulaires :

JL. COUSQUER  
N SEGURA  
T. DASYLVA  
JF. AUDRIN  
C. COUR

Et comme membres suppléants :

J. GALABRUN-BOULBES  
E. PASTOR  
S. KERANGUEVEN  
J DOMERGUE  
P. BONNAL

**- la Commission de Délégation de Service Public relative à l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée :**

**Liste n°1 proposée par Monsieur le Président :**

Membres titulaires :

H.DE VERBIZIER  
M.BODKIN  
CH. MARION  
JL COUSQUER  
E. LLORET

Délibération n° 14958

Membres suppléants :

C. NAVARRE  
B. MICHEL  
A. MOYNIER  
C. HART  
J. FRECHE

**Liste n°2 proposée par le Groupe de Coopération Métropolitaine :**

Représentants titulaires :

I. TOUZARD  
R. REVOL  
E. PASTOR  
M. CASSAR  
A. LARUE

Représentants suppléants :

C. COUR  
MC. PANOS  
P. BONNAL  
JP. GRAND  
C. DONADA

Il est procédé à l'élection à bulletin secret selon les conditions définies ci-dessus.

\* 1er tour de scrutin :

Présents (émargements) : 88

Votants : 86

Bulletins nuls : 2

Bulletins blancs : 6

Suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 titulaires et 5 suppléants

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 60 - Attribution au quotient : 4

- Liste 2 : Voix obtenues : 18 - Attribution au quotient : 1

Suppléants :

- Liste 1 : Voix obtenues : 60 - Attribution au quotient : 4

- Liste 2 : Voix obtenues : 18 - Attribution au quotient : 1

Sont élus comme membres titulaires :

H.DE VERBIZIER  
M.BODKIN  
CH. MARION  
JL COUSQUER  
I. TOUZARD

Et comme membres suppléants :

C. NAVARRE  
B. MICHEL  
A. MOYNIER  
C. HART  
C. COUR

**- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics Eau potable, Eau brute et Assainissement :**

**Liste n°1 proposée par Monsieur le Président :**

Représentants titulaires :

JL MEISSONNIER  
A. EL KANDOSSI  
S. JANNIN  
L.JAOUL  
R. CALVAT

Délibération n° 14958

Représentants suppléants :

P DUDIEUZERE  
JM. LUSSERT  
M.FRAYSSE  
J DOMERGUE  
A. MOYNIER

**Liste n°2 proposée par le Groupe de Coopération Métropolitaine :**

Représentants titulaires :

R. REVOL  
J. RAYMOND  
M. CASSAR  
A. LARUE  
MC. PANOS

Représentants suppléants :

C. DONADA  
I. TOUZARD  
R. CAIZERGUES  
T. DEWINTRE  
J. VERA

Il est procédé à l'élection à bulletin secret selon les conditions définies ci-dessus.

\* 1er tour de scrutin :

Présents (émargements) : 88

Votants : 86

Bulletin nul : 0

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 79

Sièges à pourvoir : 5 titulaires et 5 suppléants

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 60 - Attribution au quotient : 4

- Liste 2 : Voix obtenues : 19 - Attribution au quotient : 1

Suppléants :

- Liste 1 : Voix obtenues : 60 - Attribution au quotient : 4

- Liste 2 : Voix obtenues : 19 - Attribution au quotient : 1

Sont élus comme membres titulaires :

JL MEISSONNIER  
A. EL KANDOUSSI  
S. JANNIN  
L.JAOUL  
R. REVOL

Et comme membres suppléants :

P DUDIEUZERE  
JM. LUSSERT  
M.FRAYSSE  
J DOMERGUE  
C. DONADA

**- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du Traitement des déchets ménagers et assimilés :**

**Liste n°1 proposée par Monsieur le Président :**

Représentants titulaires :

JP RICO  
M FOURCADE  
R. COTTE  
R. BUONO  
G. PASTOR

Délibération n° 14958

Représentants suppléants :

M.MAJDOUL  
J. MALEK  
R. CAIZERGUES  
J. VERA  
A. LLEDO

**Liste n°2 proposée par le Groupe de Coopération Métropolitaine :**

Représentants titulaires :

C. MEUNIER  
C. JABADO  
T. QUILES  
A. LARUE  
MC. PANOS

Représentants suppléants :

I. TOUZARD  
J. RAYMOND  
JP. GRAND  
M. CASSAR  
J. VERA

Il est procédé à l'élection à bulletin secret selon les conditions définies ci-dessus.

\* 1er tour de scrutin :

Présents (émargements) : 88

Votants : 86

Bulletin nul : 1

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 titulaires et 5 suppléants

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 59 - Attribution au quotient : 3 – Attribution au plus fort reste : 1

- Liste 2 : Voix obtenues : 19 - Attribution au quotient : 1

Suppléants :

- Liste 1 : Voix obtenues : 59 - Attribution au quotient : 3 – Attribution au plus fort reste : 1

- Liste 2 : Voix obtenues : 19 - Attribution au quotient : 1

Sont élus comme membres titulaires :

JP RICO  
M FOURCADE  
R. COTTE  
R. BUONO  
C. MEUNIER

Et comme membres suppléants :

M.MAJDOUL  
J. MALEK  
R. CAIZERGUES  
J. VERA  
I. TOUZARD

**- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics pour la gestion et l'exploitation des services funéraires :**

**Liste n°1 proposée par Monsieur le Président :**

Représentants titulaires :

L ACQUIER  
R. COTTE  
JL. SAVY  
G. BALAZUN  
E. PENSO

Représentants suppléants :

TH. BREYSSE  
M.FRAYSSE  
S. BOUALLAGA  
R. ILLAIRE  
R. CAIZERGUES

**Liste n°2 proposée par le Groupe de Coopération Métropolitaine :**

Représentants titulaires :

J. VERA  
C. DARDE  
E. PASTOR  
C. DONADA  
M. CASSAR

Représentants suppléants :

R. CAIZERGUES  
MC. PANOS  
C. COUR  
T. DEWINTRE  
C. JABADO

Il est procédé à l'élection à bulletin secret selon les conditions définies ci-dessus.

\* 1er tour de scrutin :

Présents (émargements) : 88

Votants : 86

Bulletin nul : 0

Bulletins blancs : 9

Suffrages exprimés : 77

Sièges à pourvoir : 5 titulaires et 5 suppléants

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 59 - Attribution au quotient : 3 – Attribution au plus fort reste : 1

- Liste 2 : Voix obtenues : 18 - Attribution au quotient : 1

Suppléants :

- Liste 1 : Voix obtenues : 59 - Attribution au quotient : 3 – Attribution au plus fort reste : 1

- Liste 2 : Voix obtenues : 18 - Attribution au quotient : 1

Sont élus comme membres titulaires :

L. ACQUIER  
R. COTTE  
JL. SAVY  
G. BALAZUN  
J. VERA

Et comme membres suppléants :

TH. BREYSSE  
M.FRAYSSE  
S. BOUALLAGA  
R. ILLAIRE  
R. CAIZERGUES

**- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics de l'Energie :**

**Liste n°1 proposée par Monsieur le Président :**

Représentants titulaires :

T. DA SYLVA  
R. ILLAIRE  
H. DE VERBIZIER  
G. LANNELONGUE  
J-P. MOURE



Représentants suppléants :

G. BARRAL  
JM ALAUZET  
V. DEMON  
A. BRISSAUD  
A. LLEDO

**Liste n°2 proposée par le Groupe de Coopération Métropolitaine :**

Représentants titulaires :

J. RAYMOND  
I. TOUZARD  
A. LARUE  
T. QUILES  
MC. PANOS

Représentants suppléants :

C. DONADA  
R. CAIZERGUES  
J. VERA  
T. DEWINTRE  
M. CASSAR

Il est procédé à l'élection à bulletin secret selon les conditions définies ci-dessus.

\* 1er tour de scrutin :

Présents (émargements) : 88

Votants : 87

Bulletins nuls : 5

Bulletins blancs : 4

Suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 titulaires et 5 suppléants

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 60 - Attribution au quotient : 4
- Liste 2 : Voix obtenues : 18 - Attribution au quotient : 1

Suppléants :

- Liste 1 : Voix obtenues : 60 - Attribution au quotient : 4
- Liste 2 : Voix obtenues : 18 - Attribution au quotient : 1

Sont élus comme membres titulaires :

T. DA SYLVA  
R. ILLAIRE  
H. DE VERBIZIER  
G. LANNELONGUE  
J. RAYMOND

Et comme membres suppléants :

G. BARRAL  
JM ALAUZET  
V. DEMON  
A. BRISSAUD  
C. DONADA

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'élection au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel pour les six Commissions de Délégation de Services Publics précitées et la Commission d'Appel d'Offres ;
- autoriser les membres élus à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Certifié Exécutoire

Publié le : 08/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 08/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1149833-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 08/11/2017

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
MADAME CLAIRE LAVICTOIRE - RÉSILIATION ANTICIPÉE DE BAIL - ABANDON DE  
CRÉANCE - AUTORISATION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait l'acquisition le 11 juillet 2014 par voie de préemption des parcelles cadastrées CW 41 et CW 44 d'une superficie totale de 11 156 m<sup>2</sup> supportant un ensemble immobilier, lieudit le Mas Neuf situées sur la commune de Juvignac. Cette opération a été validée par décision n°D2013-873 en date du 9 décembre 2013. Cette acquisition s'est déroulée dans le cadre de la constitution des réserves foncières. Au sein de l'ensemble immobilier, deux logements étaient loués lors de l'acquisition. La Métropole a dû se subroger aux anciens propriétaires et a repris les contrats de location.

Au cours de l'année 2016, suite au départ de l'un des locataires, les services de la Métropole ont effectué une visite de contrôle des logements. Il est apparu que le bâti présentait une fragilité structurelle pouvant entraîner un danger pour l'autre locataire toujours en place à savoir Madame Claire Lavictoire. Afin de lui permettre de se reloger, la locataire a sollicité une remise gracieuse du montant du loyer pour le mois de juin 2016

Au vu du contexte du dossier, il est proposé au Conseil que Montpellier Méditerranée Métropole approuve l'abandon de sa créance pour le loyer du mois de juin 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'abandon des créances de loyer du mois de juin 2016, pour un montant de 500 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a signé tout document relatif a cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150796-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – POLITIQUE AGRO-ÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - PROGRAMME NATIONAL POUR L'ALIMENTATION- SUBVENTION À LA SOMIMON DÉLÉGATAIRE DU MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - DEMANDE DE SUBVENTIONS**

Mme M. FOURCADE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable, en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée candidate à un appel à projet PNA (Programme National de l'Alimentation) 2016-2017, lancé par le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt.

La candidature de Montpellier Méditerranée Métropole, au regard des attendus de l'appel à projets, a été organisée autour de trois grands axes :

- 1/ Mettre en œuvre une politique alimentaire territoriale : donner à voir l'existant, mutualiser et stimuler les initiatives
- 2 / Rassembler l'ensemble des acteurs dans une gouvernance partagée.
- 3/ Re-territorialiser la consommation alimentaire : faciliter la connexion entre l'offre agricole et la demande alimentaire locales.

Montpellier Méditerranée Métropole a été sélectionnée comme lauréate nationale 2016-2017 au printemps dernier et doit bénéficier à ce titre de financements dédiés de l'Etat (DRAAF) et de l'ADEME.

Le montant prévisionnel de subventions qui devrait être notifié prochainement par l'Etat et l'ADEME est de l'ordre de 42 500 € au total.

Afin de finaliser le processus de notification, il convient de solliciter l'attribution et le versement de ces subventions auprès des partenaires co-financeurs : la DRAAF et l'ADEME.

Par ailleurs, au titre de l'axe trois de la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole, un des projets proposés concerne le lancement d'un « *guide en temps réel* » des produits agricoles locaux par le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, l'objectif est de faire évoluer les modalités de mise en marché des produits commercialisés sur le carreau des producteurs, en proposant aux acheteurs (restaurateurs, primeurs, grossistes, GMS et restaurations collectives) des informations actualisées sur la diversité des produits et leurs volumes disponibles, semaine après semaine.

Le projet de « *guide en temps réel* » des produits agricoles locaux s'articulera autour :

- d'une « vitrine » (dématérialisée) des produits locaux, présentant, pour chaque produit : le périmètre de proximité, une cartographie des producteurs-fournisseurs locaux, les volumes disponibles par fournisseur, le volume total dans le périmètre, et bien sûr la saisonnalité des produits ;
- d'un annuaire géolocalisé des producteurs-fournisseurs ;
- d'une cartographie des outils structurants utilisés par les opérateurs métropolitains : abattoirs, ateliers de transformation, unités de production culinaire (ces infrastructures étant pour la plupart situées hors métropole).

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé d'attribuer une partie de la subvention reçue par la Métropole pour un montant de 8 500 € à la SOMIMON – MERCADIS afin de permettre le développement du projet de «guide en temps réel», retenu dans le cadre du dossier de candidature PNA de Montpellier Méditerranée Métropole.

Enfin, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour le co-financement des actions de la politique agro-écologique et alimentaire métropolitaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les subventions auprès de l'Etat et de l'ADEME, au titre du PNA 2016-2017,
- décider de l'octroi d'une partie des subventions, pour un montant de 8 500 €, à la SOMIMON - MERCADIS,
- dire que la part de subvention à hauteur de 8 500€ sera reversée à la SOMIMON - MERCADIS sous réserve de la signature d'une convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SOMIMON - Mercadis,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter tout financement possible concernant la mise en œuvre de la politique agro-écologique et alimentaire métropolitaine,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. R. CALVAT, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150773-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**CULTURE**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASILVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les orientations de sa politique culturelle font de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire. A ce titre, un fonds spécial culture a été créé pour soutenir sur des montants limités des actions culturelles ponctuelles organisées sur le territoire métropolitain, dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations modestes de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin d'aider à la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les deux subventions suivantes :

1/ Affectation d'une subvention de 2 000 € à l'association Ars Musica : L'association Ars Musica a notamment pour vocation la promotion de la musique baroque au travers des activités de l'ensemble Ariana, fondé en 2000 et composé de musiciens professionnels, qui présente des oeuvres du patrimoine européen des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, ainsi que certains chefs d'oeuvres du répertoire. Dans sa programmation, l'ensemble invite aussi à la découverte de jeunes solistes et de nouveaux talents et s'attache particulièrement à la mise en valeur du patrimoine architectural et historique. Compte tenu de son rayonnement et de la qualité de ses actions, il est proposé de soutenir cette association à hauteur de 2 000 € pour l'année 2017.

2/ Affectation d'une subvention de 1 000 € à l'association « Revue Souffles, les écrivains méditerranéens » : Cette association est porteuse de la revue « Souffles », qui se définit comme une fenêtre poétique sur les Méditerranées, oeuvrant au dialogue des arts et des lettres par les diverses manifestations et publications qu'elle présente. Son action s'inscrit dans une logique de promotion du patrimoine littéraire méditerranéen et d'irrigation du territoire, proposant notamment des soirées poétiques à la médiathèque centrale Emile Zola ou au festival d'improvisation dans les arts « Les Herbes Folles » de Saussan. Il est proposé de soutenir les projets de cette association par l'attribution d'une subvention de 1 000 €.

Par ailleurs, il est également proposé d'attribuer une subvention au Club de la presse Occitanie de Montpellier.

Fondé en 1984, le Club de la presse Occitanie de Montpellier est une association à but non lucratif née de la volonté de journalistes et de professionnels de la communication de créer un lieu d'échange, de partage et de réflexion autour de l'évolution de leurs métiers. Il a notamment pour objectif de mieux connaître et appréhender les pratiques et spécificités de chacun de ces métiers, et se donne également pour mission la défense de la liberté d'expression et de la presse. A la fois relai d'information, outil de veille active et acteur dans le domaine de la formation et de la recherche d'emploi, le Club de la presse Occitanie joue un rôle important dans la structuration du secteur des métiers de l'information et de la communication à l'échelle métropolitaine.

Aussi, en soutien à ces nombreuses activités, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 10 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations susmentionnées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat afférentes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14983

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité hormis l'affectation de subvention à l'association Club de la presse Occitanie de Montpellier qui est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150436-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER  
POUR LA MISE EN ŒUVRE D’UNE SAISON ARTISTIQUE AU BAR DU THÉÂTRE JEAN  
VILAR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent s’associer afin de réaliser le projet de mise en œuvre d’une saison artistique au bar du Théâtre Jean Vilar, dans le cadre des actions menées conjointement au titre de la Politique de la Ville.

Le théâtre Jean Vilar, situé dans le quartier Prioritaire de la Mosson, propose chaque année une programmation riche et variée, à destination du grand public, mais aussi des publics traditionnellement éloignés de la culture.

Depuis 2016, le projet associé au bar du théâtre répond à cet objectif, en présentant une programmation de petites formes artistiques, concerts de musique, représentations de théâtre jeune public, lectures et soirées participatives, ou encore projets construits en collaboration avec les associations du quartier et les habitants. Il propose ainsi une configuration permettant une plus grande proximité entre les artistes et un public souvent peu familier des salles de spectacles traditionnelles, dans un espace conçu pour être à la fois chaleureux, convivial et ouvert sur le quartier.

Sa programmation artistique 2017-2018 s’articule autour de trois axes :

- proposer la diffusion de formes adaptées au lieu et à son environnement social et culturel ;
- construire des projets avec les habitants et les associations ;
- développer l’éducation artistique et la médiation culturelle de proximité.

Ce projet répond aux objectifs opérationnels définis dans le cadre de la Politique de la Ville, en participant à l’appropriation d’un équipement culturel par un territoire et ses habitants, et à la construction d’un parcours de pratiques avec les événements et équipements culturels de ce territoire.

Aussi est-il proposé de conclure un partenariat avec la Ville de Montpellier pour la réalisation de ce projet, le théâtre Jean Vilar se voyant confier sa mise en œuvre, Montpellier Méditerranée Métropole s’engageant à le soutenir financièrement à hauteur de 30 000 € au titre de l’exercice 2017.

Ce partenariat prendra effet à la date de signature de la convention afférente, et jusqu’au 30 juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat susmentionnée avec la Ville de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l’acte :

034-243400017-20171102-lmc1150801-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l’original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE - PÔLE ADULTE MONTPELLIER - SERVICE ACCUEIL DE JOUR ET SECTION ANNEXE ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

L'Association des Paralysés de France (APF) est un partenaire conventionné de la Métropole depuis le 31 juillet 2014. Dans ce cadre, le musée Fabre a accompagné chaque année deux groupes d'usagers sous la forme de projets spécifiques proposant des visites guidées adaptées et des ateliers de pratiques plastiques. Près de 800 personnes en situation de handicap moteur ont été ainsi accueillies. Cette démarche a pu évoluer favorablement vers une co-construction fructueuse en s'appuyant notamment sur les nombreux ateliers d'expression et visites de sites culturels que l'APF a développés à l'accueil de Jour. Ce partenaire a garanti le volet « citoyenneté » du projet en associant régulièrement proches et familles aux activités en lien avec le musée Fabre.

Afin d'inscrire dans la durée le projet mené par l'Association des Paralysés de France – Pôle adulte Montpellier – Service Accueil de Jour et Section Annexe Etablissement et Service d'Aide par le Travail, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

L'Association des Paralysés de France – Pôle adulte Montpellier, dans le cadre de ses missions a pour vocation de proposer des activités adaptées favorisant l'insertion et l'autonomie sociale de ses adhérents. Le présent partenariat concerne un groupe d'une quinzaine d'usagers en situation de handicap moteur.

L'APF de Montpellier – ADJ / SAESAT s'engage à :

- respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre,
- assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance,
- proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre,
- prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge,
- valoriser le partenariat établi,
- informer le musée Fabre de toute communication sur le projet,
- souscrire à un abonnement annuel de 30 € sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure de 30 € sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires,
- s'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur,
- inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser,
- mettre à disposition ses plasticiens ou médiateurs pour assurer les activités de visites et d'atelier de pratiques artistiques pour un montant estimatif de 3 000 €.

Cette convention est conclue pour un an reconductible deux fois. Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin de définir conjointement les perspectives et objectifs à atteindre sur les périodes de reconduction.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Association des Paralysés de France – Pôle adulte Montpellier – Service Accueil de Jour et Section Annexe Etablissement et Service d'Aide par le Travail,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150343-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, FÉDÉRATION DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Le Secours populaire, Fédération de l'Hérault, développe l'accès à la culture dans une démarche d'éducation populaire. L'appropriation des lieux du patrimoine, l'accès à l'ensemble des offres culturelles, la valorisation des personnes à travers l'expression artistique, l'accès à la citoyenneté, l'ouverture à la diversité culturelle et le développement de l'esprit d'initiative et de l'esprit critique doivent participer à déjouer les logiques de l'exclusion.

Afin d'inscrire dans la durée le projet mené avec le Secours Populaire Français, Fédération de l'Hérault, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

Le Secours Populaire Français, Fédération de l'Hérault, dans le cadre de ses missions a pour vocation de proposer des activités favorisant l'insertion et l'autonomie sociale de ses adhérents. Le présent partenariat concerne un groupe d'une quinzaine d'usagers en situation d'isolement social et d'éloignement culturel.

Dans le cadre de cette convention de partenariat, Le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault s'engage à :

- ✓ Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre ;
- ✓ Assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance ;
- ✓ Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre ;
- ✓ Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge ;
- ✓ Valoriser le partenariat établi ;
- ✓ Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet ;
- ✓ Souscrire à un abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage quant à lui à :

- ✓ Proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires ;
- ✓ S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur ;
- ✓ Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser ;
- ✓ Mettre à disposition ses plasticiens ou médiateurs pour assurer les activités de visites et d'atelier de pratiques artistiques pour un montant estimatif de 3 000 €.

Cette convention est conclue pour un an reconductible deux fois. Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin de définir conjointement les perspectives et objectifs à atteindre sur les périodes de reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec Le Secours Populaire Français – Fédération de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150345-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LÜSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s) :**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASILVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es) :**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA "SOCIÉTÉ DES AMIS DU LOUVRE" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis plus de cent ans, la Société des Amis du Louvre a pour mission d'offrir au grand public un accès privilégié aux collections nationales. Avec plus de 69 000 membres, la Société des Amis du Louvre, reconnue d'utilité publique en 1898, est aujourd'hui le premier mécène privé du musée du Louvre et le plus ancien. Les membres de la Société des Amis du Louvre constituent un vaste public indépendant d'amateurs d'art, français et étrangers, qui sont aussi parmi les visiteurs les plus fidèles des grands musées.

Retraçant l'histoire de la création européenne de la Renaissance à nos jours, à travers ses prestigieuses collections permanentes, le musée Fabre propose aux amateurs d'art chevronnés ou néophytes des expositions de niveau international. Il est régulièrement salué par la presse spécialisée en raison de la richesse de ses collections, de sa fréquentation importante (environ 300 000 visiteurs par an), de la diversité et de la variété de sa programmation, et de ses actions pédagogiques.

Afin d'intensifier encore son rayonnement, une convention avait été conclue par délibération n°12325 du 19 juin 2014 avec la Société des Amis du Louvre, par laquelle celle-ci s'engageait à mettre en avant l'actualité du musée Fabre dans ses divers supports de communication. Cette convention étant arrivée à échéance et compte-tenu de l'intérêt de ce partenariat, il est proposé de la reconduire.

Cette convention définit les engagements de chaque partenaire.

La Société des Amis du Louvre :

- édite chaque trimestre à l'attention de ses membres un bulletin d'information dans lequel elle indiquera l'actualité du musée Fabre ;
- envoie chaque mois aux membres disposant d'une adresse mail (25 000 internautes) la lettre des Amis du Louvre qui les informe de l'actualité des musées partenaires et de leurs avantages ;
- attire régulièrement l'attention sur une exposition ou un musée en particulier en rappelant le tarif préférentiel accordé à ses membres sur sa page Facebook (69 000 abonnés) ;
- met à disposition de ses adhérents des documents d'information relatifs aux expositions du musée Fabre dans le bureau d'accueil de la Société idéalement situé dans l'allée du Grand Louvre.

En contrepartie, le musée Fabre s'engage à faire bénéficier les adhérents de la Société des amis du Louvre d'un accès à tarif réduit aux collections permanentes et aux expositions temporaires, tant en visite libre qu'en visite guidée, selon la grille tarifaire en vigueur.

La nouvelle convention, conclue pour une durée de trois ans, permet ainsi au musée Fabre de conserver son positionnement dans le réseau des 80 musées, dont plus de 30 en région, qui ont mis en place ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement de la convention de partenariat avec la Société des Amis du Louvre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec la Société des Amis du Louvre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14987

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1148146-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



## **CULTURE – MÉDIATHÈQUES - SCHÉMA DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL TERRITORIAL POUR LA LECTURE PUBLIQUE - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de développement de la lecture publique à l'échelle de son territoire grâce à 14 équipements répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain. La Direction des médiathèques et du livre pilote cette action dans et hors les murs, et contribue, grâce à ce maillage territorial polycentrique, à l'équité territoriale en favorisant l'accès du plus grand nombre au livre, à la lecture, et à la culture sous toutes ses formes. Les médiathèques de la Métropole irriguent le territoire bien au-delà des limites géographiques des communes et des quartiers où elles sont implantées. Pôles structurants d'intérêt métropolitain, elles jouent un rôle fort de développement culturel en partenariat avec le tissu associatif et avec les bibliothèques communales depuis de longues années.

Les manifestations concrètes de cette politique de partenariat et de coopération menées depuis plus de 20 ans avec les bibliothèques communales sont nombreuses : développement du catalogue collectif avec 17 communes, mise en place du passeport multimédia avec 10 communes, dépôts de documents, formation continue des personnels, politique de valorisation du patrimoine écrit et graphique, participation de toutes les bibliothèques du territoire aux manifestations culturelles annuelles majeures que sont la Comédie du Livre, Partir en livre, Festi Petits, et La Métropole en Jeux. Ces actions de coopération prennent en compte, dans leurs contenus, les évolutions des pratiques culturelles actuelles, en particulier celles liées à la lecture numérique, à la culture audiovisuelle et vidéo-ludique, afin qu'elles soient partagées par le plus grand nombre et spécifiquement par celles et ceux qui en sont éloignés ou empêchés.

Bien plus, grâce au développement de services numériques accessibles 24h/24h à destination de tous les habitants métropolitains quel que soit leur lieu d'habitation, la Direction des médiathèques et du livre met à disposition des e-books, des revues numériques, des programmes d'auto-formation, des films et vidéos à la demande. Le développement de ces services innovants est piloté par la médiathèque centrale Emile Zola, tête de pont du réseau, dont les missions sont non seulement patrimoniales mais aussi de valorisation et de diffusion des pratiques numériques. Ce dynamisme est incontestablement reconnu sur la scène nationale dans plusieurs domaines : patrimoine, numérique, cinéma, jeux vidéo. Les habitants des 31 communes métropolitaines bénéficient donc au quotidien des avantages de ces collaborations multiples et de cette coopération à la carte.

Il est proposé de dessiner les orientations à venir dans un schéma de développement culturel territorial de la lecture publique respectant trois logiques : une logique de complémentarité avec les bibliothèques municipales, une logique de subsidiarité en construisant une offre de services à la carte à destination des communes, une logique d'attractivité pour contribuer à faire du territoire métropolitain une destination culturelle de choix.

Ce schéma de développement permettra de porter à la connaissance des communes et des acteurs concernés par la promotion du livre, de la lecture et de la diffusion des savoirs toute la gamme des partenariats et actions possibles en développant une politique de coopération élargie. Deux thèmes structurent cette offre : l'action culturelle et la valorisation du patrimoine d'une part, l'informatique documentaire et les services numériques d'autre part. Forte de l'expertise développée dans ce domaine, il est proposé de mettre en œuvre des solutions numériques permettant une mutualisation efficiente de service qui repose sur l'utilisation du même logiciel bibliographique, tout en garantissant pour les structures concernées la gestion indépendante de leurs collections et de leurs équipements.

Ce schéma permet de prendre la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture, afin de donner une forme qui corresponde aux ambitions renouvelées pour le développement de l'offre culturelle des bibliothèques et médiathèques sur le territoire de la Métropole en renforçant la dynamique de coopération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le schéma de développement culturel territorial de la lecture publique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150236-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **CULTURE – MÉDIATHÈQUES - CONTRAT TERRITOIRE LECTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Du fait de la volonté de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication) de favoriser le développement du livre et de la lecture dans une perspective d'aménagement du territoire et d'accès égalitaire des publics à une offre culturelle de qualité, et celle de Montpellier Méditerranée Métropole d'inscrire les actions culturelles dans sa politique de développement territorial en s'appuyant sur la structuration de son réseau intercommunal de lecture publique, il est proposé d'entrer dans le dispositif Contrat Territoire-Lecture pour les années 2017-2019.

Les objectifs principaux de ce contrat, définis conjointement entre les partenaires, s'articulent autour de trois axes structurants :

- Les actions en direction de l'enfance et des jeunes publics, par l'extension territoriale de la manifestation « Festi'petits », consacrée aux bébés lecteurs de 0 à 3 ans ;
- Le soutien aux rencontres d'auteurs organisées à la médiathèque centrale Emile Zola ;
- Le soutien aux animations littéraires sur le territoire de la Métropole par les auteurs accueillis en résidence dans le logement situé au sein du site archéologique Lattara - Musée Henri Prades à Lattes.

Pour ces interventions, l'Etat s'engage dans le cadre du contrat à financer en 2017 à hauteur de 50 %, soit 16 000€, les actions menées sur ces thèmes.

Cette aide de l'Etat permettra d'amplifier la politique déjà menée en matière d'action culturelle territorialisée. Le montant de l'aide financière de l'Etat pour 2018 et 2019 fera l'objet d'annexes budgétaires annuelles validées en Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du Contrat Territoire-Lecture 2017-2019 ;
- autoriser les demandes de subventions afférentes, en particulier auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150238-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **CULTURE – MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA AVEC LA COMMUNE DE SUSSARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait de l'intercommunalité une coopérative d'action publique au service des communes et mène une politique de développement de la lecture publique à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques métropolitaines à d'autres médiathèques communales de la Métropole, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements métropolitains de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre Montpellier Méditerranée Métropole et deux communes du territoire, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

Depuis 2012, le Conseil de Métropole a approuvé par délibération huit nouvelles conventions avec les communes de Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral, Cournonsec, Fabrègues, Lattes, Prades-le-Lez, Saint-Drezery et Grabels.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et la médiathèque de la commune de Sussargues.

Elle prévoit la délivrance d'une carte passeport donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans l'une des deux entités signataires de la convention de fréquenter les autres établissements partenaires, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription.

Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération déjà instituée avec la commune de Sussargues : participation au catalogue collectif, participation aux manifestations culturelles majeures que sont les Préfaces de la Comédie du Livre, les Rencontres de la Comédie du Livre, Festi Petits, et La Métropole en Jeux.

Elle s'inscrit dans une démarche générale qui prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération relative au dispositif "Passeport multimédia" avec la commune de Sussargues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150233-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**CULTURE – MÉDIATHÈQUES - PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIÉS AUX RÉSIDENCES DE CRÉATION LITTÉRAIRE ET DEMANDES DE SUBVENTIONS AFFÉRENTES - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'une résidence de création dans le bâtiment attenant au musée archéologique Henri Prades. Ce lieu a été aménagé pour accueillir tout au long de l'année des auteurs et artistes pour des durées variables.

Cette résidence de création littéraire fonctionne selon un programme et des critères établis sur trois périodes distinctes :

- De janvier à mai : soutien à la jeune création littéraire contemporaine, résidence de création assortie d'une bourse de création. L'auteur accueilli y consacrera au moins 70% de son temps à la création artistique, et au maximum 30% de son temps à des actions de médiation sur le territoire métropolitain et régional, en lien avec les acteurs culturels locaux et établissements scolaires. Ces résidences s'inscriront notamment dans le cadre de l'action du réseau des médiathèques et de la Comédie du Livre.
- Période estivale : accueil des auteurs invités dans le cadre des actions culturelles du réseau des médiathèques
- Septembre à Décembre : soutien à la création culturelle locale ou en lien avec des acteurs locaux dans le cadre de partenariats.

Pour la première période, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne en charge l'intégralité des bourses des auteurs accueillis, à hauteur de 2 000 € par mois, sauf dans le cas d'une aide financière du Centre National du Livre qui viendrait s'y substituer en partie.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra également en charge les frais de déplacement des auteurs invités pour les trois périodes, depuis leur domicile et, le cas échéant, vers les différents lieux d'intervention sur le territoire métropolitain.

En soutien à l'organisation de ces résidences, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Région Occitanie, et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge de la bourse de création à hauteur de 10 000 € pour l'année 2018, et la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement des auteurs et artistes invités dans le cadre des résidences d'auteur, à hauteur de 1 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser les demandes de subvention les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Région Occitanie et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie en soutien à l'organisation de ces résidences d'auteur,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150239-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**CULTURE – MÉDIATHÈQUE JULES VERNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - ÉQUIPEMENT CULTUREL D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - MODIFICATION DE LA LISTE DES ÉQUIPEMENTS TRANSFÉRÉS - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Lors de sa séance du 18 septembre 2002, le Conseil a défini les critères relatifs à l'intérêt communautaire. Au titre de la compétence construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels, l'assemblée délibérante a considéré que sont d'intérêt communautaire les institutions culturelles structurantes du territoire intercommunal dans les domaines de la formation, de la création et de la diffusion, qui ont vocation à concerner l'ensemble du territoire communautaire, qui sont de notoriété nationale ou internationale, et qui ont un caractère unique sur le territoire communautaire.

Le passage en Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1<sup>er</sup> janvier 2015 a emporté également évolution de l'intérêt communautaire en intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L5217-4 du Code général des collectivités territoriales.

Le réseau de lecture publique de Montpellier Méditerranée Métropole comprend actuellement quatorze établissements répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain, et répond entièrement aux critères définissant l'intérêt métropolitain énoncés ci-dessus. Compte tenu de la pertinence de renforcer ce réseau d'équipements et de développer son rayonnement dans le Sud-Ouest du territoire intercommunal, la Médiathèque Jules Verne de Saint Jean de Védas, de par les nombreux services et activités qu'elle propose au public, constitue un équipement d'intérêt métropolitain favorisant l'accès à la lecture et à la culture au plus grand nombre.

Inaugurée en 2000, la Médiathèque Jules Verne dispose de surfaces de plus de 1 100 m<sup>2</sup>, et d'un fonds documentaire regroupant près de 47 000 ouvrages référencés dans un catalogue informatisé : plus de 33 600 livres, 8 500 CD audio, 4 300 DVD, 500 CD-ROMS, et 96 titres de revues et journaux. Le public jeune et adulte y a ainsi accès à des documents traditionnels (livres, revues, journaux, CD audio et DVD) mais aussi à internet et ses ressources en ligne, à des ordinateurs, tablettes et liseuses. Les tout-petits bénéficient également d'un secteur particulier où ils peuvent découvrir, accompagnés de leurs parents ou de leurs enseignants, albums et contes pour une sensibilisation au plaisir de lire et un éveil à la connaissance.

La Médiathèque propose par ailleurs des accueils scolaires et un programme d'animations et de rendez-vous très diversifiés, s'adressant à tous les âges : séances de contes et projections vidéo, initiations à l'informatique et à l'usage d'Internet, ateliers de création sous la houlette d'artistes, auteurs, illustrateurs, conteurs ou comédiens, conférences-débats, conférences musicales et mini-concerts, clubs de lecture, etc.

En accord avec la commune de Saint Jean de Védas, il est donc proposé que l'établissement soit intégré à la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences dans le domaine culturel, telles que définie par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à la majorité qualifiée des membres du Conseil que la Médiathèque Jules Verne de Saint-Jean-de-Védas est un équipement d'intérêt métropolitain,
- décider du transfert de cet équipement à compter du 1er janvier 2018, conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, à Montpellier Méditerranée Métropole, après calcul des transferts de charges et inscription de l'opération dans le budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150145-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASILVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**CULTURE – MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX DE LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE EMILE ZOLA AU BÉNÉFICE DES ARCHIVES MUNICIPALES DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite des délibérations du 28 novembre 2002 de la Ville de Montpellier et du 29 novembre 2002 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant transfert de la Ville à la Communauté d'Agglomération du bâtiment dénommé alors Bibliothèque centrale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, mettait à disposition de la Ville de Montpellier des locaux destinés aux Archives municipales au sein de la médiathèque centrale Emile Zola.

Dans cette optique, une convention avait été signée entre les deux institutions. Elle précisait notamment les modalités de mise à disposition et les conditions de remboursement, de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole, des charges liées à l'usage du bâtiment, sur la base d'un ratio de 8%, proportionnel aux surfaces occupées, appliqué à l'ensemble des dépenses communes engagées annuellement par la Métropole dans ce cadre (chauffage, électricité, contrats de prestation de service, frais de maintenance etc.).

Cette convention prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2003 pour une durée de quinze ans, , arrive donc à échéance au 31 décembre 2017.

Il est proposé de renouveler cette mise à disposition pour une durée de cinq années supplémentaires, le projet d'installation des Archives municipales, ainsi que des Archives métropolitaines, dans l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, devant aboutir à l'horizon de l'année 2020.

Cette nouvelle convention reprend les termes de la précédente en ce qui concerne les modalités de mise à disposition des espaces et les conditions de remboursement des charges liées à l'usage du bâtiment de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux de la médiathèque centrale Emile Zola au bénéfice des Archives municipales de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150720-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**CULTURE – OPÉRA COMÉDIE ET AGORA, CITÉ INTERNATIONALE DE LA DANSE - AVENANTS N°2 AUX CONVENTIONS D'AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

**1. Opéra Comédie**

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de l'Opéra Comédie, situé boulevard Victor Hugo à Montpellier.

Bâtiment emblématique et majeur du patrimoine culturel métropolitain, l'Opéra Comédie accueille actuellement la structure associative « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitane Pyrénées-Méditerranée », qui y propose chaque année une importante programmation lyrique et symphonique.

L'occupation de l'Opéra Comédie est régie par une convention dont les termes ont été approuvés par délibération n°10874 du 24 mai 2012. Celle-ci arrivant à échéance, il est proposé de la prolonger par avenant jusqu'au 31 décembre 2017.

**2. Agora, Cité internationale de la Danse**

Par ailleurs, par délibération n°12868 du 31 mars 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention d'occupation temporaire de l'Agora, Cité internationale de la Danse, située Boulevard Louis Blanc, à Montpellier, avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier.

Par cette mise à disposition, Montpellier Méditerranée Métropole permet à Montpellier Danse de développer, dans le domaine de la danse, une activité de création, production, organisation, exploitation, gestion et formation. De la même manière, le Centre Chorégraphique National de Montpellier a la faculté d'œuvrer, auprès d'un public le plus large possible, à la promotion de l'art chorégraphique et des disciplines associées, par une activité de création et de présentation de spectacles et d'œuvres chorégraphiques, de formation et de soutien de toute association ou groupement de personnes répondant à cette mission.

La convention d'occupation temporaire de l'Agora, Cité internationale de la Danse arrivant également à son terme, il est proposé, au vu du bilan positif des activités mises en œuvre dans ce cadre, de la prolonger jusqu'au 31 décembre 2017.

Dans les deux cas, l'ensemble des clauses et termes des conventions susmentionnées non modifié par les présents avenants demeurera applicable pendant la période de prolongation.

A son issue, de nouvelles conventions seront établies entre les parties afin de définir les conditions d'occupation des deux équipements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des avenants n°2 aux conventions d'autorisation temporaire d'utilisation et d'occupation du domaine public de l'Opéra Comédie et de l'Agora, Cité internationale de la Danse,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les présents avenants, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BARRAL, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150154-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **CULTURE – COMÉDIE DU LIVRE 2018 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIÉS À LA VENUE DES INTERVENANTS ET DEMANDES DE SUBVENTION - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Comédie du Livre fêtera cette année sa 33<sup>ème</sup> édition les 25, 26 et 27 mai 2018. Comme chaque année, cette manifestation littéraire proposera un programme de rencontres autour de l'année littéraire écoulée, et ouvrira une fenêtre sur la littérature contemporaine néerlandaise et flamande. Plus de deux cents auteurs seront présents, invités par les librairies montpelliéraines et par Montpellier Méditerranée Métropole pour participer à des séances de dédicaces et à une centaine de moments littéraires : lectures, débats, conférences, petits déjeuners littéraires, spectacles...

### **I. Contrats d'intervention et prise en charge des frais de déplacements**

Conformément aux prescriptions du Centre National du Livre, Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge la rémunération des personnalités invitées (auteurs, professionnels du livre, invités...) ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement, et leur repas durant leurs présences.

Le montant maximal des dépenses est évalué comme suit :

- Frais de déplacement : 50 000 € TTC ;
- Frais d'hébergement : 50 000 € TTC ;
- Frais de restauration : 45 000 € TTC.

### **II. Demandes de subventions**

Depuis de nombreuses années, la Comédie du Livre peut compter sur l'accompagnement et le soutien financier de ses partenaires : le Centre National du Livre, la Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit (SOFIA) et la Région Occitanie. Cette année, la mise à l'honneur de la littérature néerlandaise offre à la Métropole l'opportunité de nouveaux partenariats avec l'Ambassade des Pays-Bas en France et l'Institut des lettres néerlandaises. Montpellier Méditerranée Métropole pourrait obtenir de la part de ces différentes structures des conseils et des aides permettant la prise en charge directe ou le règlement des frais relatifs à la venue des auteurs.

Afin d'offrir à la Comédie du Livre une envergure et une renommée nationale et internationale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des structures citées et de toute autre institution susceptible d'apporter un soutien financier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement des auteurs, artistes intervenants et invités dans le cadre de la Comédie du Livre 2018 à hauteur de 50 000 € TTC maximum,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais d'hébergement des auteurs, artistes intervenants et invités dans le cadre de la Comédie du Livre 2018 à hauteur de 50 000 € TTC maximum,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de restauration des auteurs, artistes intervenants et invités dans le cadre de la Comédie du Livre 2018 à hauteur de 45 000 € TTC maximum,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser les demandes de subvention les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit, de la Région Occitanie, de l'Ambassade des Pays-Bas en France, du Centre des lettres néerlandaises et de toute autre institution susceptible d'apporter un soutien financier à l'organisation de la Comédie du Livre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150234-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE AVEC LE CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole a notamment pour missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, avec l'Education nationale, avec les structures de diffusion, et de constituer pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs tout en repérant et en formant les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier d'artiste. Pour cela, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique et en danse.

Le CREPS (Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive) de Montpellier a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est donc le lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi, grâce aux cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle. Il est un lieu d'accueil pour des stages pour lesquels il met à disposition ses installations.

Dans le cadre de la pratique de la danse, le CREPS de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique visant à l'occupation réciproque de locaux et à l'accueil d'élèves, afin de mutualiser les moyens et d'ouvrir les classes du Conservatoire aux étudiant(e)s du CREPS de Montpellier.

Les modalités principales de ce partenariat sont les suivantes :

Le CREPS de Montpellier s'engage à mettre à disposition du CRR, un studio de danse les mardis de 17h00 à 20h30 et les mercredis de 14h00 à 19h00 à l'exception des vacances scolaires et des jours fériés.

En contrepartie, le CRR s'engage à mettre à disposition des élèves de la formation de danse du CREPS une salle de danse pour un cours de classique et un cours de pédagogie technique classique.

Il s'engage également à faire bénéficier gratuitement les élèves en préformation au CREPS de deux cours de danse classique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Centre de Ressources d'Expertise et Performance Sportive de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150571-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**CULTURE – MANIFESTATION "LA MÉTROPOLÉ FAIT SON CIRQUE" - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ET CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Forte du succès des éditions précédentes, Montpellier Méditerranée Métropole organise en partenariat avec les associations mentionnées ci-dessous la 7<sup>ème</sup> édition de la manifestation « La Métropole fait son cirque », du 14 novembre au 10 décembre 2017.

Elle proposera un programme de spectacles, d'animations et d'ateliers de pratique circassienne réparti sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Des chapiteaux mis en place par le Centre des arts du cirque Balthazar s'implanteront dans les communes de Cournonterral, Jacou et Grabels pour accueillir un ensemble de spectacles programmés par le Pôle Cirque d'Alès et le Centre des arts du Cirque Balthazar, et la commune de Vendargues accueillera, également sous chapiteau, un spectacle d'une compagnie programmée par le Pôle Cirque d'Alès.

Des spectacles seront également proposés par le Pôle Cirque d'Alès au sein de la médiathèque d'intérêt métropolitain Emile Zola, ainsi que dans les médiathèques municipales de Jacou et Cournonterral et à la bibliothèque pour tous de Grabels.

Enfin, des ateliers destinés aux enfants d'écoles primaires seront mis en œuvre par l'Ecole de cirque Balthazar dans les communes de Cournonterral, Jacou et Grabels, tandis que l'école de cirque Kérozen et Gazoline organisera des ateliers scolaires dans les communes de Lavérune et de Cournonsec et que l'école de cirque Zépétra assurera des ateliers transgénérationnels (scolaires et personnes âgées) dans les communes de Vendargues et Montaud.

En soutien aux activités développées dans le cadre de cette manifestation, il est proposé d'affecter des subventions aux associations suivantes :

Associations	Montant
Pôle Cirque Occitanie - Alès	36 000 €
Ecole de Cirque Balthazar - Montpellier	30 000 €
Ecole de cirque Zépétra – Castelnau le Lez	5 000 €
Ecole de cirque Kérozen et Gazoline	4 000€

L'affectation de ces subventions se formalisera par la conclusion de conventions de partenariats précisant les obligations des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions aux associations susmentionnées, tel que précisé ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat correspondantes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150143-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ LIVE NATION FRANCE FESTIVALS DANS LE CADRE DU FESTIVAL "I LOVE TECHNO 2017" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Soutenu depuis 4 ans par Montpellier Méditerranée Métropole, la 7ème édition française du festival I Love Techno, organisée par la société Live Nation France Festivals, se déroulera à Montpellier le 16 décembre 2017.

Évènement majeur de la scène électronique française et européenne, ce festival propose un programme riche et varié, au moyen de plusieurs scènes et d'une programmation de plus de 10h de musique non-stop. Compte tenu de la qualité de cette manifestation, de son rayonnement sur le territoire métropolitain et bien au-delà, et du succès rencontré lors des dernières éditions, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son soutien à l'édition 2017 du festival, en le connectant notamment à la scène électronique émergente du territoire, riche de nombreux artistes talentueux.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole et Live Nation France envisagent de présenter, dans le cadre du festival, quatre artistes locaux sélectionnés à l'issue d'un concours.

Il est ainsi proposé de conclure avec l'organisateur de l'évènement une convention de partenariat qui définit les engagements de chacune des parties :

- La société Live Nation France s'engage à mettre à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole une scène secondaire destinée aux quatre djs sélectionnés, afin que ceux-ci s'y produisent pendant le festival I Love Techno 2017. La scène mise à disposition sera habillée aux couleurs de Montpellier Méditerranée Métropole. Live Nation France s'engage en outre à donner un accès à la scène principale (greenstage) au lauréat du concours, selon un créneau horaire à définir.
- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre à sa charge les frais de location de la scène secondaire, y compris régie technique, pour un montant de 95 000 € T.T.C. Cette somme sera versée à la société Live Nation France, sur présentation d'une facture.

La convention à intervenir prendra effet à compter de la date de sa signature jusqu'au 17 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la société Live Nation France Festivals,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150144-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – FINANCEMENT DES ENTREPRISES -  
SOUSCRIPTION AU FONDS AELIS INNOVATION - SOUSCRIPTION AU FONDS  
D'AMORÇAGE IRDINOV2 - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE ET  
D'AFFECTATION DES CRÉDITS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

**1 - Préambule :**

Des offres en matière d'aides financières aux entreprises innovantes engageant des programmes de recherche et d'innovation existent en France et en région. Toutefois, ces aides, conformément à la réglementation européenne en matière d'aide d'Etat à la RDI, ne financent les projets que jusqu'à la réalisation d'un prototype ou d'un démonstrateur.

Le relais doit être assuré par les structures de financement de haut de bilan.

Le marché français du capital-risque est peu développé pour accompagner les start-ups dans les premières phases critiques de leur vie. Le nombre de business angels et l'émergence du crowdfunding apparaissent insuffisants pour pallier cette défaillance.

Les entreprises innovantes se trouvent alors dans des impasses pour financer les dépenses post R&D leur permettant d'accéder au marché (industrialisation et développement commercial).

En phase avec les besoins du territoire, IRDI SORIDEC Gestion, société régionale de gestion de fonds d'investissement, issue de la fusion entre IRDI et SA SORIDEC dont la Métropole est actionnaire à hauteur de 1%, envisage aujourd'hui de se doter de nouveaux outils permettant de couvrir l'ensemble des besoins des start-up du territoire :

- un nouveau fonds d'amorçage IRDInov 2 prenant le relais d'IRDInov en fin de période d'investissement ;
- un fonds de capital innovation afin d'assurer le continuum de financement et adresser le segment du capital risque non éligible aux fonds FNA.

Le volet métropolitain du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internalisation (SRDEII), adopté le 2 février 2017, prévoit que la Métropole puisse se mobiliser aux côtés de la Région afin de renforcer les ressources disponibles en faveur du capital-innovation par une participation à des véhicules de ce type. La Région Occitanie a fait valider par son assemblée une souscription de 9M€ à ces fonds (4M€ sur l'innovation, 5M€ sur l'amorçage).

Montpellier Méditerranée Métropole propose d'abonder à hauteur de 3M€ (2.5M€ dans le fonds d'innovation et de 0.5M€ dans le fonds d'amorçage).

**2 – Souscription de la Métropole au Fonds d'Amorçage « IRDINOV 2 »**

**2.1 Caractéristique du fonds :**

Il s'agit d'un fonds professionnel de capital investissement (FPCI) régi par l'article L 214-38 du Code monétaire et financier et ses textes d'application ainsi que par le Règlement du Fonds d'une durée de vie de 12 ans avec possibilité de propagation de 2 ans supplémentaires, il vise un montant total de souscription de 35 M€ à 40 M€.

La stratégie d'investissement du Fonds est la suivante :

- intervention sur les phases d'Amorçage/démarrage commercial ;
- pour les Petites Entreprises de moins de 50 salariés innovantes de moins de 8 ans n'ayant pas levé de fonds auprès de « fonds professionnels » ;
- localisées sur l'ensemble du territoire des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine ;
- opérant sur tous secteurs, notamment industrie (dont agrotech, photonique, aérospatial, chimie/matériaux) greentech, numérique, TIC et santé.

Le Fonds portera une attention particulière aux projets d'entreprises répondant aux défis sociétaux et aux enjeux d'avenir (usine du futur, transition énergétique, économie circulaire, silver économie, sécurité, mobilité, ...).

Le Fonds bénéficiera de l'intervention de l'Etat au titre du FNA et devra respecter les critères du Fonds National d'Amorçage (FNA) suivants :

- au moins 50% des participations devront présenter un chiffre d'affaires égal à zéro au moment de l'investissement ;
- si les entreprises réalisent déjà du chiffre d'affaires au moment de l'investissement, il devra être inférieur à 250 K€ ;
- les entreprises ne devront pas présenter de résultat net positif au moment de l'investissement (hors Production immobilisée, CIR et autres subventions).

Objectifs en nombre d'investissements : entre 20 et 25 participations.

Tickets d'intervention compris entre 300 k€ et 3 M€ en plusieurs tours :

- stratégie « 50 k€ » avec un maximum de 20 dossiers (max. 1 M€) ;
- prise de participation minoritaire au capital des sociétés.

### 2.2 Souscription de Montpellier Méditerranée Métropole :

Montpellier Méditerranée Métropole se propose de souscrire à des parts de catégorie A du FPCI IRDINOV 2 à hauteur de 0.5 millions d'euros. Ce niveau d'abondement permet d'accéder à la gouvernance avec un siège au comité d'investissement, instance clé pour l'étude des projets d'entreprises, en particulier pour ceux qui seront implantés sur le territoire métropolitain.

Le Fonds a sollicité l'accompagnement du FNA pour un montant de 20 M€. La Région Occitanie a approuvé une souscription à hauteur de 5M€ lors de son assemblée du 30 juin 2017.

### 3 - Souscription de la Métropole au Fonds d'Innovation : 2.5M€

#### 3.1 Caractéristique du fonds

Il s'agit d'un Fonds Professionnel de Capital Investissement (FPCI) régi par l'article L 214-38 du Code monétaire et financier et ses textes d'application ainsi que par le Règlement du Fonds. D'une durée de vie de 12 ans avec possibilité de propagation de 2 ans supplémentaires, il vise un Montant Total de Souscription de 35 M€ à 40 M€.

Le premier closing du Fonds se fera lorsque le montant total des souscriptions aura atteint un minimum de 25 millions d'euros. Il est envisagé à l'automne 2017. Un premier appel de fonds serait émis avant fin décembre 2017.

La stratégie d'investissement du Fonds est la suivante :

- investissement dans les TPE ou PME innovantes non cotées en création et post-amorçage ;
- localisées sur les territoires des régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine ;
- opérant dans tous les secteurs et prioritairement sur les secteurs du numérique/TIC, santé, industrie (dont agrotech, photonique, aérospatial, chimie/matériaux), greentech.

Le Fonds portera une attention particulière aux projets d'entreprises répondant aux défis sociétaux et aux enjeux d'avenir (usine du futur, transition énergétique, économie circulaire, silver économie, sécurité, mobilité...).

Objectifs d'intervention : entre 25 et 30 entreprises accompagnées sur des tickets de 250 K€ à 3,5 M€.

#### 3.2 Souscription de Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole se propose de souscrire à des parts de catégorie A du FPCI Innovation porté par IRDI SORIDEC Gestion pour un montant d'intervention de 2.5 millions d'euros. Ce montant donne droit à une participation aux deux instances de la gouvernance du fonds : le comité des porteurs de parts (qui discute des orientations stratégiques du fonds) et le comité d'investissement, qui apporte un avis d'experts sur les dossiers présentés. Les startups accompagnées par la Métropole, et notamment son incubateur (BIC) sont particulièrement dans le profil visé par ce fonds. Il est donc stratégique d'y prendre une place significative.

La Région Occitanie a approuvé une souscription à hauteur de 4M€ lors de son assemblée du 30 juin 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter les crédits à IRDI SORIDEC Gestion, société de gestion en charge de la mise en œuvre des fonds AELIS Innovation et IRDINOV 2, dont elle assurera la gestion,
- dire que les crédits nécessaires pour l'année 2017 sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 906,
- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire à des parts de catégorie A du Fonds Professionnel de Capital Investissement « AELIS Innovation » géré par IRDI SORIDEC Gestion à hauteur de 2 500 000 €,
- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire à des parts de catégorie A du Fonds Professionnel de Capital Investissement « IRDINOV 2 » géré par IRDI SORIDEC Gestion à hauteur de 500 000 €,
- autoriser le Président à signer les bulletins de souscription, les conventions mentionnées ci-dessous et tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1149756-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARTENARIAT AGENCE FRANCE ENTREPRENEUR - APPEL À PROJETS POUR L'ENTREPRENEURIAT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion par l'économie et de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) en 2016.

Il s'agit d'un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2020.

L'enjeu majeur et global du PODEM est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi, partenariale et renouvelée, selon les trois grands axes suivants :

- Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique,
- Organiser des parcours d'insertion vers l'emploi et l'entrepreneuriat,
- Coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés.

Le développement économique urbain constitue donc une des priorités retenues et un des objectifs est de favoriser la création et le développement d'entreprises au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

L'Agence France Entrepreneur - AFE (Ex-APCE) a pour objet de renforcer et mieux coordonner l'action nationale et locale en faveur de l'entrepreneuriat, prioritairement dans les territoires fragiles, notamment les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les zones de revitalisation rurale, les zones d'aides à finalité régionale et l'Outre-mer, au service de trois priorités :

- favoriser des créations et reprises d'entreprises plus pérennes et créatrices d'emploi,
- aider au développement des très petites entreprises (TPE), de petites et moyennes entreprises (PME) qui créent de l'emploi,
- innover pour créer un cadre plus favorable à l'initiative économique.

Aussi pour soutenir son action, l'AFE a bénéficié de la part de l'État de dotations spécifiques visant à soutenir des initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles portées par les Régions et Métropoles via un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé en 2017.

La candidature de Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue par l'Agence France Entrepreneur, et à ce titre des appels à projets communs vont être lancés pour la période 2018 – 2020. Ces appels à projets s'inscrivent dans le cadre du PODEM - Contrat de ville et en particulier autour de l'enjeu qui vise à « soutenir le développement de l'activité économique pour et dans les quartiers ».

A travers ces appels à projets annuels, Montpellier Méditerranée Métropole et l'AFE se donnent pour objectif général commun d'accroître le nombre de créateurs et/ou repreneurs accompagnés ainsi que de renforcer la pérennité et le développement de l'activité des entreprises implantées sur ces territoires fragiles afin notamment qu'elles créent des emplois au profit des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Montpellier Méditerranée Métropole prévoit de consacrer 180 000 € sur trois ans aux appels à projets, soit 60 000 € annuellement.

L'AFE apportera un soutien d'un montant égal, soit une enveloppe de 180 000 € versée à la Métropole pour la période 2018-2020.

Un cahier des charges visant à définir le cadre des appels à projets a été co-construit avec l'AFE. Ce dernier se caractérise par :

- Les publics cibles : ce sont les porteurs de projets de création ou reprise d'entreprises, résidant dans un quartier prioritaire ou s'y implantant ainsi que les entreprises implantées dans les quartiers.
- Les projets attendus : ils devront s'inscrire dans un cadre stratégique et opérationnel appelé « Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole ».
- Les modalités de gestion de l'appel à projets : l'ensemble du processus (diffusion du cahier des charges, renseignement des porteurs de projets, gestion administrative des dépôts de projets, suivi et évaluation des actions financées ...) est organisé par les services de Montpellier Méditerranée Métropole. Les partenaires du PODEM-Contrat de ville en particulier ainsi que l'AFE sont associés à la gestion de l'appel à projets et notamment de l'instruction des projets.

Pour l'exercice 2018, il est proposé de lancer l'appel à projets « Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole » en novembre 2017.

La sélection des projets s'effectuera en début d'exercice 2018 et l'attribution des financements se fera en Conseil de Métropole, à l'issue du vote du budget primitif.

Le partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence France Entrepreneur s'articulera autour :

- D'une convention cadre sur la période 2017-2020 ayant pour objet de définir les modalités de coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'AFE relatives aux appels à projets annuels « Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole ».
- D'une convention d'application pour l'exercice 2018 ayant pour objet de définir les conditions particulières applicables au financement par l'AFE de l'appel à projets 2018 « Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence France Entrepreneur,
- approuver la convention cadre de partenariat 2017-2020 ainsi que la convention d'application 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence France Entrepreneur,
- approuver le cahier des charges de l'appel à projets conjoint « Programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole »,
- approuver une proposition d'enveloppe de subventions prévisionnelle de 60 000 euros par année sur la période 2018-2020, sous réserve du vote des crédits correspondants au budget de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150566-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s) :**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es) :**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU BRGM POUR LE PROJET DEM'EAUX - AVENANT À LA CONVENTION DE FINANCEMENT**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), Montpellier Méditerranée Métropole soutient le projet « Dem'eaux » dont l'objectif est de mettre en œuvre des méthodes innovantes d'exploration des réservoirs souterrains complexes et de conception d'outils d'exploitation et de gestion concertée d'usages multiples et à forts enjeux économiques. Il s'appuie sur deux réservoirs d'eau souterraine complexes, Roussillon et Thau, représentatifs du contexte méditerranéen par leur nature et leur histoire géologique (aquifère sédimentaire pour le Roussillon, aquifère karstique pour Thau), ainsi que par les pressions qui s'y exercent (évolution démographique littorale, développement touristique, changement climatique, ...).

Les ressources en eau souterraine du secteur de l'étang de Thau et plus particulièrement de la presqu'île de Balaruc-les-Bains présentent un intérêt majeur pour le territoire, que ce soit pour l'alimentation en eau potable, mais également pour le développement économique, avec en particulier l'activité conchylicole au niveau de l'étang, ainsi que le thermalisme sur la presqu'île de Balaruc-les-Bains (1<sup>ère</sup> station thermale en France avec plus de 46 000 curistes en 2014).

Ce secteur est situé à la convergence d'eaux souterraines provenant de divers réservoirs superficiels et profonds : eaux karstiques froides des Causses d'Aumelas et de la Gardiole, eaux d'origine marine (étang et mer) et eaux thermales chaudes et minéralisées. Ces différents réservoirs sont en interaction les uns avec les autres selon des processus complexes dont les paramètres ne sont pas tous connus. Ces interactions sont à l'origine de conflits d'usage, de dégradation de la qualité et de problèmes de quantité d'eau. L'aquifère karstique et thermal de la presqu'île de Balaruc a notamment subi des phénomènes d'intrusion d'eau saumâtre par l'intermédiaire de la source sous-marine de la Vise, située dans l'étang de Thau. Lors de ce phénomène dit « d'inversac » qui peut durer plusieurs mois (plus de 6 mois en 2010, près de 6 mois en 2014), la source de la Vise, au lieu de fournir de l'eau douce utile à la vie biologique de l'étang de Thau, absorbe l'eau saumâtre de la lagune. Ce phénomène a pour conséquence une modification des paramètres physico-chimiques des eaux de l'hydrosystème, observé au niveau des ouvrages des thermes de Balaruc et sur la source AEP de Cauvy.

Pour soutenir ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole a attribué une subvention de 200 000 € au projet Dem'eaux porté par le BRGM dans le cadre du contrat de Plan Etat-Région lors du Conseil du 14 décembre 2016 par délibération n°14319.

Cependant, plusieurs facteurs ont freiné le démarrage du projet dont l'acquisition des équipements scientifiques.

De ce fait, il est proposé au vote du Conseil un projet d'avenant à cette convention portant sur le report de la date d'échéance de la convention au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le BRGM pour le projet Dem'eaux,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150585-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT (IRD) POUR LE PROJET CELIMER - AVENANT À LA CONVENTION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Projet CELIMER, financé au titre du CPER 2015-2020, a pour objectif de créer un pôle visible et attractif des sciences marines en région Occitanie. La vision du projet est que le pôle soit reconnu comme un leader national et international dans le domaine de la recherche, de la formation et de l'innovation dans les sciences marines, avec pour priorités géographiques la Méditerranée et les Pays du Sud. Le projet ambitionne de développer des recherches collaboratives publiques-privées ambitieuses. Comprendre et prédire la dynamique de la biodiversité et des écosystèmes marins, assurer la durabilité des activités humaines en lien avec la mer, nécessitent des recherches à partir d'équipements d'observation et d'analyses combinant les sciences du vivant et environnementales. CELIMER crée un réseau de plateaux techniques et analytiques coordonnés pour observer, expérimenter et modéliser la biodiversité marine. Ces équipements viennent renforcer les plateaux techniques et analytiques de Montpellier – Sète et Palavas existants et permettent de créer de nouvelles plateformes (Biologging lab, Scénario lab) uniques en France. Le projet CPER CELIMER permet de développer un véritable espace de recherche performant et attractif, dédié aux sciences marines, de par la création ou le renforcement de plusieurs plateaux techniques.

Pour soutenir le projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention d'investissement de 200 000€ dans le cadre du CPER 2015-2020 lors du conseil du 14 Décembre 2016.

Plusieurs facteurs ont freiné le démarrage du projet ainsi que les priorités d'acquisition des équipements initialement prévue.

Dans ce contexte, il est nécessaire de prolonger la convention de financement jusqu'au 31 Décembre 2018 et de modifier les équipements initialement prévus pour le plateau Montpelliérain. En effet, le microscope inversé avec micromanipulateur identifié dans la précédente convention sera remplacé par un microscope en version motorisé Z couplé à un système d'imagerie performant. Suite à ce besoin urgent et financièrement plus onéreux, il a été décidé de ne pas acquérir le fluorimètre immergeable de type diving-pam et de réduire l'enveloppe allouée au plateau d'écophysiologie pour l'équipement de la salle écophysiologie contaminants du site universitaire du Triolet UM (bat 24). Les autres équipements (microscope en fluorescence variable type imaging PAM et accessoires Flowcam) identifiés dans la convention feront comme prévu l'objet d'une acquisition dans le cadre de ce financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'IRD pour le projet Celimer
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150556-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER POUR LE PROJET BNIF - CONVENTION - AVENANT À LA CONVENTION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le projet « BioNanoImaging Foundry » (BNIF), soutenu dans le cadre du CPER 2015-2020, vise à favoriser la recherche translationnelle, « de l'éprouvette au lit du patient, du spin à la plante », ce qui se traduira par un impact significatif en termes de développement économique et de création d'emplois. Les entreprises de biotechnologie, utilisatrices des services de BNIF, bénéficiant d'une large gamme de prestations et d'expertises de haut niveau, seront mieux à même de procéder au développement et à la validation de leur produit, ceci se traduisant par des gains substantiels en matière de compétitivité. Les entreprises associées impliquées dans le développement de technologies d'imagerie trouveront sur BNIF un environnement intégré unique, apte à faciliter leur R&D et à raccourcir leur cycle de validation. Elles bénéficieront également d'une visibilité accrue auprès des utilisateurs et des partenaires de BNIF. Ainsi, en améliorant la compétitivité et les capacités d'innovations des entreprises et en favorisant les transferts technologiques, BNIF contribuera de manière indéniable à la création de valeurs et d'emplois et par là-même au renforcement de l'attractivité du territoire.

BNIF aura deux activités : d'une part, celle d'une plateforme de service en imagerie afin de répondre à une question biologique, d'autre part celle de démonstrateur, par le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies d'imagerie.

Pour soutenir ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention de 200 000€ le 14 Décembre 2016 par délibération n°14323 dans le cadre du CPER2015-2020.

Plusieurs facteurs ont freiné le retro-planning du projet notamment des retards pris dans la passation des marchés publics pour l'acquisition des équipements.

Dans ce contexte, et afin de permettre le bon déroulement du projet ainsi que son financement, il est proposé au vote du Conseil un projet d'avenant à la convention portant sur le report de la date d'échéance au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier pour le projet BNIF,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150568-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - MISSION BARCELONE  
- SMART CITY EXPO WORLD CONGRESS DU 13 AU 16 NOVEMBRE 2017 -  
PARTICIPATION - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue comme un territoire « catalyseur », qui expérimente et met en oeuvre le concept de « Cité Intelligente ».

En partenariat avec les entreprises, les universités, les organismes de recherche et opérateurs d'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de s'appuyer sur des solutions numériques pour améliorer les services et applications en direction de ses citoyens et usagers, favorisant une meilleure qualité de vie tout en améliorant la performance et la compétitivité de ses acteurs économiques.

Le Smart City Expo World Congress (SCEWC) de Barcelone est l'un des plus importants rassemblements des smart cities à l'échelle mondiale réunissant 17000 visiteurs and 600 exposants provenant de 126 pays ; plus de 80 conférences y sont organisées. .

En outre, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire/Ministère de la Cohésion des Territoires présent sur le stand de l'Institut de la Ville durable a proposé à la métropole d'intervenir en binome avec une entreprise dans le champ de la mobilité innovante.

Cette intervention technique permettra d'illustrer la mobilité inclusive avec Faciligo, start up incubée au BIC et lauréate du Challenge Big Data lancé par la Métropole dans le cadre de la Cité intelligente et mettre en évidence l'accompagnement de la Métropole.

En outre, sur les 3 journées, plus de 80 conférences multithématiques sont organisées ; la participation à ces conférences sur les sujets les plus en pointe dans le domaine de la Smart city constitue une occasion de former les équipes en charge de la Cité intelligente.

Compte tenu de l'ampleur du Smart City Expo World Congress (nombre d'exposants et de conférences) et de l'opportunité d'intervenir au titre de la métropole sur le stand de l'Institut de la Ville durable, la présence de 3 techniciens et d'un élu est requise.

Il est donc proposé une participation de Montpellier Méditerranée Métropole à Smart City Expo World Congress (SCEWC) à Barcelone.

Le cout prévisionnel de la mission est estimé à 4300 euros maximum. La Métropole prend en charge les prestations transport, hôtel et repas ainsi que le forfait pour accéder aux conférences. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission du 13 au 16 novembre 2017 au Smart City Expo World Congress de Barcelone,
- approuver la participation d'un élu et de trois techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver la prise en charge financière estimée au maximum à 4300 euros sur la base de frais réels,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14938

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150439-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LÜSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À FRENCH SOUTH DIGITAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans le secteur du numérique.

Les actions de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du numérique et de l'entrepreneuriat innovant ont constitué une composante essentielle de la candidature à la labellisation des métropoles French Tech en 2014, qui a induit le portage du dossier de candidature par Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis la labellisation French Tech en novembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole porte l'équipe opérationnelle French Tech et anime, en lien étroit avec l'ensemble des acteurs concernés, les initiatives et projets de l'écosystème.

Les groupements d'entreprises comme FrenchSouth.Digital constituent un maillon important de l'écosystème French Tech compte tenu de leurs actions en faveur du développement des entreprises innovantes et des entreprises du secteur du numérique.

FrenchSouth.Digital est une association qui a pour vocation de favoriser le développement du secteur du numérique sur la partie « Languedoc Roussillon » de la Région Occitanie.

FrenchSouth.Digital regroupe environ 200 adhérents, majoritairement du territoire métropolitain, parmi lesquels des startups, dont certaines sont ou ont été accompagnées par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Plussh, Soledge, Virdys, Imagygame, etc.), des entreprises technologiques « champions » comme Awox ou Care Labs, ainsi que des grandes entreprises comme Dell ou IBM.

FrenchSouth.Digital comprend trois collèges, définis par l'association pour traiter des problématiques et des attentes spécifiques de ses membres : Smart Software (éditeurs de logiciels), Digital Content and Creation (création numérique, advergames, jeux vidéo) et Media Cloud Interactivity (diffusion de contenus sur le web et chaînes de production de ces contenus)

L'association a établi un plan d'actions autour de plusieurs axes clés :

- Représentation de la filière numérique sur le territoire en catalysant et relayant les initiatives et actions locales,
- Soutien à l'innovation pour et par la filière numérique dans les secteurs du social (sensibilisation à la RSE, projet de création d'un label RSE) et de l'environnement (Green IT Day, une journée dédiée à l'innovation environnementale par le numérique),
- Développement des compétences, de la compétitivité et de la visibilité des entreprises du numérique.

Dans ce cadre et afin de mettre en œuvre son plan d'actions, l'association FrenchSouth Digital a sollicité une subvention auprès de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est à noter que Montpellier Méditerranée Métropole accueille FrenchSouth.Digital au sein de la pépinière Cap Omega. A ce titre, FrenchSouth Digital anime la Maison du Numérique qui vise à favoriser les croisements et échanges entre acteurs, faciliter l'accès à la connaissance et la maîtrise des outils et usages TIC, réduire la « fracture numérique » entre les acteurs privés, le grand public et les universitaires et développer des projets, expérimenter et diffuser l'innovation.

Enfin, un projet de fusion avec Digital Place, cluster du numérique basé à Toulouse et agissant sur les mêmes thématiques et au travers d'actions similaires sur le territoire Midi-Pyrénées a été entériné lors des assemblées générales des deux associations.

Délibération n° 14939

La fusion sera effective au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et une présence de l'association sera assurée à la fois à Toulouse et Montpellier.

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de soutenir l'association FrenchSouth.Digital selon les modalités suivantes :

- L'attribution d'une subvention à hauteur de 35 000 € pour l'exercice 2017.
- La mise à disposition à titre gracieux de locaux (bureaux et Maison du Numérique) au sein de la pépinière Cap Omega valorisée à hauteur de 16 376,04 euros HT charges comprises pour l'exercice 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 35 000 euros à French South Digital, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150205-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION "LA MÊLÉE" - ANTENNE DE MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans le secteur du numérique.

Les actions de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du numérique et de l'entrepreneuriat innovant ont constitué une composante essentielle de la candidature à la labellisation des métropoles French Tech en 2014, qui a induit le portage du dossier de candidature par Montpellier Méditerranée Métropole. Depuis la labellisation French Tech en novembre 2014 et son renouvellement en juillet 2016, Montpellier Méditerranée Métropole porte l'équipe opérationnelle French Tech et coordonne l'action de l'écosystème.

Les groupements d'entreprises comme « La Mêlée Montpellier » constituent un maillon important de l'écosystème French Tech compte tenu de leurs actions en faveur du développement des entreprises innovantes.

L'antenne montpelliéraine de l'association « La Mêlée », basée à Toulouse, a été créée en 2015. Le positionnement de l'association a évolué par rapport à ses débuts (création en 2000). En effet, elle est passée d'un rôle de soutien de la filière numérique à une vision élargie à la transformation numérique et à l'innovation digitale. Désormais, sur 600 adhérents environ, 30% sont issus de la filière numérique.

L'objectif de l'antenne de Montpellier est de faire émerger les échanges autour de l'innovation et de la transformation digitale.

La Mêlée se veut passerelle inter-entreprises et inter-projets, pour rendre visible l'attractivité territoriale, développer les synergies et l'émergence de projets, start-ups, événements porteurs à l'intérieur et aussi vers l'extérieur du territoire.

La feuille de route de La Mêlée combine l'organisation d'ateliers récurrents autour de la transformation digitale et de l'innovation adressés aux acteurs de l'écosystème local et de projets événementiels d'envergure tels que la Nuit des Réseaux, dont la première édition à Montpellier s'est tenue le 7 juin 2017 ou le Train de l'innovation.

L'association est également organisée en commissions thématiques (environ 15 à ce jour), animées par les adhérents (avec dans chaque commission un représentant administratif de l'association). Chaque commission organise ses propres événements : speed working, barcamp...

En parallèle, l'association porte un projet de déploiement d'un Club Innovation à Montpellier, visant à instaurer des relations pérennes entre startups et grands groupes dans la région.

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association La Mêlée, au titre de l'exercice 2017, pour un montant de 2 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 2 000 euros à La Mêlée Montpellier, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150209-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PORT MARIANNE "PORTES DE LA MEDITERRANÉE" - ODYSSEUM-MONTPELLIER - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ 2016 - AVENANT N°3 À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La ZAC créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005 couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces dans le cadre d'un ensemble réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégrés au projet d'extension planifié du centre-ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes.

L'opération ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités du transfert ont été fixées par délibérations respectives de la Ville et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La Métropole, a confié à la SERM par un avenant n°5 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°6367 du 15 mars 2005, la réalisation et l'exploitation provisoire du pôle ludique 2 d'une Surface de plancher d'environ 28 000 m<sup>2</sup> et porté l'échéance de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2012.

Montpellier Méditerranée Métropole, a confié à la SERM par un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7252 du 26 septembre 2006, l'extension du périmètre de la ZAC.

La Métropole a confié à la SERM par un avenant n°7 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, le Conseil a approuvé le programme des Equipements Publics de la ZAC « Port Marianne - Portes de la Méditerranée » ainsi que son dossier de réalisation.

Par délibération n°7775, en date du 23 juillet 2007, un avenant n°8 à la concession d'aménagement a été approuvé, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016.

Parallèlement, les projets de réalisation des activités se sont poursuivis : construction de l'aquarium Mare Nostrum, du Pôle Ludique 2, ouverture de restaurants, ouverture du magasin « Décathlon » en 2008, inauguration du Centre Commercial, du prolongement de la ligne 1 du tramway, et du parking d'échange Circé à l'automne 2009.

Par avenant n°9 suivant délibération du n°10321 du 28 juillet 2011, le montant prévisionnel de la participation de la collectivité a été fixé à 4 320 000 € HT affectée à la réalisation de la place du XXème siècle.

Par avenant n°10 en date du 8 septembre 2014 reçu en Préfecture le 24 septembre 2014 (délibération du 31 juillet 2014) le Conseil a approuvé la prolongation de la durée de la concession jusqu'en 2025.

Par délibération du 19 juillet 2012, reçue en Préfecture le 25 juillet 2012, le Conseil a approuvé une convention d'avance de trésorerie, signée le 13 août 2012.

Par délibération du 19 décembre 2013, reçue en Préfecture le 23 décembre 2013, le Conseil a approuvé une nouvelle convention d'avance de trésorerie, signée le 20 décembre 2013, et reçue en Préfecture le 26 février 2014.

Par une délibération du Conseil du 25 octobre 2016 un avenant n°11 en date du 02 novembre 2016, ont été approuvées les conditions de prélèvement des acomptes concernant la rémunération due au concessionnaire au titre des opérations de liquidation et l'avenant n°2 à la convention de trésorerie qui modifie les dates de remboursement des avances consenties par la Métropole.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2015 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

### **ZAC Portes de la Méditerranée – infrastructures**

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 56 313 000 € HT dont 427 000 € HT réalisés en 2016 correspondant aux études urbaines, impôts fonciers et travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC ainsi qu'à l'acquisition à la ville de Montpellier d'un terrain de 322 m² objet du rapport relatif aux acquisitions, puis la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2016 s'élève à 54 678 000 € HT.

Le cabinet Bruno Fortier a conduit ses missions d'études urbaines a pour le développement du secteur dit « Grand périmètre Odysseum » couvrant le périmètre des opérations Odysseum, Odysseum Est, Hippocrate et leurs environnants (A9 à requalifier notamment).

Cette mission permet d'envisager les opportunités de développement de chaque entité composant ce périmètre étendu. Requalification de l'A709, échangeur Odysseum et prolongation du tramway poseront les bases du développement des opérations.

Le CRAC prend en compte :

les recettes actualisées qui intègrent :

- le projet d'extension d'IKEA, représentant une recette attendue de 482 K€ en 2017,
- Une convention de participation sur la parcelle Baush & Lomb (18 000 m² sdP à 232 € HT/m²) soit 4.3 M€ de recettes en 2025,
- la commercialisation du lot 2 (2964 m² SdP - projet Amonite) en 2017, représentant 587 K€ de recettes,
- une commercialisation prévisionnelle du lot 6, à l'est de Décathlon (10 000 m² SdP) escomptée en 2018 et 2019, représentant 4.5 M€ de recettes,
- Les autres droits à construire restant à réaliser,
- Les pénalités de retard sur la non-réalisation des droits à construire sur le volume 27.

Pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération, Montpellier Méditerranée Métropole a consenti une avance de 12 M€ à l'opération dont 2 M€ ont été remboursés fin 2015.

Les 10 M€ restant dus seront remboursés selon l'échéancier suivant :

- 1 M€ en 2017 (report de 2016)
- 5 M€ en 2018,
- 1 M€ en 2019,
- 3 M€ en 2025.

Les négociations engagées avec Klépierre concernant le solde à percevoir de la cession du Pôle Ludique 2 et les droits à construire non honorés arrivés à échéance (parcelle SL 134 et volume 27) n'étant pas finalisées, le CRAC prévoit l'échelonnement prévisionnel de remboursement calé sur les propositions en cours de discussion.

Cet échéancier sera recalé éventuellement au prochain CRAC, dans l'objectif poursuivi d'un remboursement maximum des avances consenties au plus tôt, dès formalisation des accords en cours de négociations avec Klépierre.

Dans le cas contraire, il conviendra de positionner un nouvel emprunt.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 59 730 000 € HT en dépenses. Il prend en compte la légère augmentation des dépenses liées à l'achèvement de la ZAC.

Le bilan financier prévisionnel révisé des recettes de l'opération s'établit à 63 248 000 € HT en recettes.

### **ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Pôle Ludique 2**

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 31 280 000 € HT. Les recettes s'élèvent en 2016 à 24 828 000 €. HT correspondant au 1er règlement de 21 700 000 € HT par l'investisseur Icade Klépierre de l'achat du pôle ludique (le montant total s'élevant à 29 000 000 € HT, le solde restant à verser en 2019, 2020 et 2021, acte signé fin 2010) et aux loyers perçus. Du fait du rythme de commercialisation du pôle ludique, un risque sur cession de 1 741 000 € HT a été provisionné en 2019-2020.

Pour préfinancer la construction du pôle ludique 2, la SERM a mobilisé trois emprunts de 6 000 000 € chacun, dont 15 000 000 € en 2007 et 3 000 000 € en 2008.

Quinze millions d'emprunts sont arrivés à échéance fin 2012 dont douze remboursés sur l'année 2012, 6 M€ en 2014.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 32 748 000 € HT en dépenses et 30 368 000 € HT en recettes.

**ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Parking d'échanges Odysseum**

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées correspondant aux acquisitions foncières, aux honoraires d'études et aux travaux, s'élève à 25 989 000 € HT sans dépenses réalisées en 2016. Le montant des recettes réalisées est de 24 856 000 € HT à fin 2016.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 25 989 000 € HT en dépenses et 24 856 000 € HT en recettes, le solde de 1 133 000 € HT restant à la charge de la ZAC.

L'ouvrage a été inauguré et mis en service en septembre 2009 et acquis définitivement par la Métropole en décembre 2009.

**ZAC Portes de la Méditerranée – Bilan consolidé**

L'opération « Port Marianne – Portes de la Méditerranée » est une opération économiquement équilibrée à son terme (2025), sous réserve du versement par le groupe Klepierre du solde de cession du Pôle Ludique 2 (négociations en cours) et de la réalisation du potentiel programmatique du site, le foncier restant aménageable pouvant encore générer environ 80.000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

A ce titre, le site fait l'objet d'études de valorisation, de promotion des opportunités et de densification par l'Agence B. Fortier.

Le bilan augmente de 791 K€ HT consécutivement à une augmentation des dépenses compensées par une augmentation des charges foncières liées à la valorisation des emprises cessibles encore disponibles dans le périmètre de la ZAC. La participation reste donc inchangée à 5 734 K€ HT.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 114 697 000 € HT en dépenses et en recettes.

Il est proposé de modifier la convention d'avance de trésorerie tel que précisé ci avant, par un avenant n°3.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération "Port Marianne-Portes de la Méditerranée" à Montpellier présenté par la SERM pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'infrastructures de la ZAC, de la construction du pôle ludique 2, et du parking d'échange Odysseum ainsi que le bilan consolidé de l'opération d'aménagement,
- approuver le bilan des acquisitions en application de la loi 95-127 du 8 février 1995,
- approuver l'avenant numéro 3 à la convention d'avance de trésorerie,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants précités ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150548-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s) :**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es) :**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC ODYSSEUM EST - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la SAAM par délibération n°9463. La concession a été signée le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, « en proue » sur l'entrée est de Montpellier, entre l'autoroute A709, l'avenue Pierre Mendès-France et le boulevard Télémaque, sur une superficie de 11,5 ha, proche du tramway, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités qui reste à préciser (activités tertiaires, hôtelières, ludiques, commerciales et/ou de services) en lien à la forte valeur ajoutée de ce site exceptionnel par sa localisation.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM, devenue la SA3M, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées est de 121 K€ HT, consistant essentiellement en études techniques et urbaines, et en frais de redevance d'archéologie préventive.

L'urbaniste Bruno Fortier a été désigné comme urbaniste coordonnateur. Il aura en charge les études de développement de ce secteur mais aussi des secteurs Odysseum et Hippocrate, en lien notamment avec l'évolution des grandes infrastructures qui desservent et impactent le grand périmètre dans lequel s'insère ce site : réalisation du Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) et du PEM de la gare Montpellier-Sud-de-France, déplacement de l'autoroute A9 et affectation de l'A709 à une fonction de contournement sud de Montpellier, prolongement de la ligne 1 de tramway, création de franchissement vers le futur quartier Cambacérès, au sud de l'A709.

Ces études sont en cours.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la Métropole. Dans l'attente d'un engagement de la viabilisation et de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire au concédant, prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011, est reportée en 2019 afin de retarder et donc de limiter, le recours à l'emprunt. Celui-ci est prévu en 2019, et son montant est revu à la baisse à 500 K€, permettant de réduire les frais financiers prévisionnels.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit toujours à 16 737 K€ HT, en recettes et en dépenses.

Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme C. MARION, M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150362-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC HIPPOCRATE - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'opération Port Marianne-Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté, a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM par délibération en date du 20 décembre 2000.

La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, offrant une surface constructible maximale de 48 000 m<sup>2</sup>, dont 24 000 m<sup>2</sup> dédiés à des établissements médicaux et para-médicaux, 22 000 m<sup>2</sup> à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m<sup>2</sup> affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession, confiée à la SERM, a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Métropole et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m<sup>2</sup> de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Métropole.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, Montpellier Méditerranée Métropole a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SA3M. Une avance remboursable de 600 K€ a été mise en place afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation. Le remboursement de cette avance a été effectué en 2016.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SA3M présente à la Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession, s'élève à 2 063 K€ HT, dont 93 K€ sur l'année 2016, consistant essentiellement en rémunération de la société, en frais d'études (essentiellement avis sur PC) et en travaux de voirie et honoraires techniques pour la livraison du lot K d'Oc Santé (clinique du Millénaire) pour l'implantation d'un immeuble médical de dialyse.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2016 s'élève à 2 747 K€, dont 838 K€ en 2016 correspondant à la cession du lot K à la société Oc'Santé pour un programme de 2 260 m<sup>2</sup> (immeuble de dialyse) et à des indemnités de dépassement de programme de cette même société sur les lots A, B et D1 (extension des urgences et des blocs opératoires). Il ne reste que 3 parcelles à commercialiser. Le total prévisionnel des dépenses et des recettes s'établit à l'équilibre à 4 793 K€, en hausse de 328 K€.

En recettes, sont prises en compte une meilleure valorisation en activités des lots restants.

En dépenses un budget complémentaire de 248 K€ est prévu en travaux pour l'aménagement de la rue du mas de Barlet et des abords de la rue Nina Simone au droit de la ZAC et des lots F/F1 et G.

Il ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Hippocrate à Montpellier, présenté par la SA3M pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150385-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION PARC MARCEL DASSAULT ET SA PREMIÈRE EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la SERM l'aménagement de la Z.A.C. Parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992. Cette concession a fait par la suite l'objet de 3 avenants en date des 28 juillet 1992, 30 août 1993 et 6 septembre 1999. Suite à la loi SRU, un avenant a transformé le traité de concession en concession d'aménagement.

Les avenants n°2 et 4 approuvés respectivement le 23 juillet 2003 et le 20 mars 2006 ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur 35 ha dont 27 ha cessibles, le Parc Marcel Dassault accueille les activités de négoce, de petites logistiques urbaines, activités industrielles et services aux entreprises.

L'avenant n°7 à la concession d'aménagement, approuvée par délibération n°8962 du Conseil du 3 juillet 2009, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2014. Par avenant n° 9 approuvé par délibération n°10317 du Conseil du 28 juillet 2011, le périmètre de la concession a été élargi à la parcelle AC52, propriété de la Montpellier Méditerranée Métropole (17 630 m²).

L'avenant n°11 approuvé par délibération du 25 octobre 2016 a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2019 afin de terminer la commercialisation et de réaliser les remises d'ouvrages.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 11 612 000 € H.T. dont 73 000 € en 2016, correspondant essentiellement à la réalisation de petit travaux. Seuls quelques travaux de finition et de remise en état restent à engager avant les remises d'ouvrage du bassin de rétention et des rues Farman et Hilsz.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2016 s'élève à 12 016 000 € H.T., dont 183 000 € de recettes foncières en 2016 correspondant à la cession du lot 21 (2 595 m²) à la SCI PPG qui avait signé un compromis cette même année. Seul le lot 16 (3 904 m²) reste à commercialiser (actuellement sous option).

A terme, le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 12 103 000 € H.T. pour les dépenses et à 12 311 000 € pour les recettes.

La participation du concédant, déjà versée, reste inchangée à 1 441 000 € H.T. et le bilan global de l'opération permettra donc en fin d'exercice de dégager un solde positif de 207 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault et de sa première extension présenté par la SERM pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault et de sa première extension présenté par la SERM pour l'exercice 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14944

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150400-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION ZAC MARCEL DASSAULT 2ÈME EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°6 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault 2ème extension à Saint Jean de Védas. Tout comme le parc Marcel Dassault, cette extension est destinée à accueillir les activités de négoce, de petite logistique urbaine, des activités industrielles et de services aux entreprises sur 21 hectares de foncier fortement impacté par les lignes à haute tension et par une canalisation de gaz.

La ZAC, créée le 16 novembre 2007, a connu des difficultés principalement liées dans un premier temps au tracé de l'autoroute A9, puis de la ligne LGV, mais aussi liées à la prise en compte de la sensibilité écologique du site (ZNIEFF).

Courant 2013, des études complémentaires sont apparues nécessaires afin de prendre en considération l'extension du périmètre d'étude de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP), ainsi que les investigations environnementales permettant une meilleure connaissance de la faune et de la flore protégées présentes dans le périmètre du projet d'aménagement.

Le complément d'étude d'impact et le diagnostic faune-flore établis en 2014 confirment la présence d'espèces protégées sur la zone d'étude. Au regard des enjeux environnementaux sur le périmètre de l'opération, le projet d'aménagement de la Z.A.C. Marcel Dassault 2<sup>ème</sup> extension sera soumis à la réalisation d'un dossier de demande de dérogation auprès du Comité National pour la Protection de la nature (CNP).

Plusieurs scénarii ont été étudiés afin de prendre en compte à la fois le potentiel économique du site (notamment au regard de la qualité de sa desserte routière) et les contraintes environnementales.

La concession d'aménagement a fait l'objet de trois avenants en date du 23 juin 2010, du 19 juillet 2012 et du 31 juillet 2014.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la S.E.R.M. présente à la Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au cours de l'année 2016, les dépenses réalisées s'élèvent à 50 000 € correspondant essentiellement à la rémunération du concessionnaire. Aucune recette, n'a été enregistrée pour l'année 2016.

Le poste acquisition foncière a été revue à la hausse, tenant compte de l'acquisition de terrains à la SCI La Colombes et situés en dehors du périmètre de la DUP ainsi que de 38 hectares environs destinés à la compensation écologique.

Le bilan financier actualisé de l'opération est revu à la baisse à 12 326 000 € HT en recettes et en dépenses, prenant en compte la réalisation de macro-lots.

L'établissement du dossier de réalisation de la Z.A.C., conformément au scénario qui sera retenu, est donc suspendu à l'autorisation du CNPN. L'objectif étant d'obtenir cette autorisation en 2018. Des recherches foncières sont actuellement afin de proposer des terrains pour la mise en œuvre de compensation écologique.

Compte tenu des contraintes liées au dossier CNPN et des incertitudes inhérentes, les études pré-opérationnelles doivent se poursuivre jusqu'à fin 2018, avec un démarrage des travaux au mieux en 2019. Le planning de l'opération étant bouleversé, la rémunération forfaitaire de l'aménageur s'en trouve modifiée. Par ailleurs, il est aussi proposé de modifier l'échéancier de versement de la participation, objet de l'avenant n°6.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement de la Z.A.C. Marcel Dassault 2ème extension présenté par la SERM pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2ème extension présenté par la SERM pour l'exercice 2016,
- approuver l'avenant n°6,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909,
- Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°6 ainsi que tout document relatif.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150578-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION GAROSUD - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°4 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du 23 février 2000, le Conseil a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de Z.A.C. créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000.

L'avenant n°2, approuvé par délibération n°5298 du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les communes de Montpellier et de Lattes qui couvre désormais une superficie totale de 114 hectares dont 76 hectares cessibles destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services.

L'arrêté préfectoral n°2007-01-1664 en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud Extension et l'arrêté préfectoral n°2007-01-2165 en date du 16 octobre 2007 a déclaré cessibles les parcelles incluses dans son périmètre. Par arrêté préfectoral n°2008-I-70 du 15 janvier 2008, sont autorisés au titre de la réglementation sur l'eau, les travaux à entreprendre pour la réalisation de la Z.A.C. Garosud Extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la S.E.R.M. présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 59 423 000 € H.T., dont 2 039 000 € H.T. pour l'exercice 2016, correspondant essentiellement à la poursuite des travaux de la tranche 2 de la Z.A.C. Garosud Extension.

Le poste travaux est en augmentation de 439 000 € du fait du déplacement de lignes enterrées males répertoriées sur les plans du concessionnaire et de la reprise des travaux suite aux occupations illicites par les gens du voyage, mais aussi, du fait du nouveau découpage de lots nécessitant la réalisation de nouveaux raccordements aux réseaux. Une fois les travaux de la tranche 2 terminés, seuls les travaux sur la rue du colonel Massoud ainsi que des travaux de finition des tranches antérieures resteront à réaliser.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2016 s'élève à 46 416 000 € H.T., dont 889 000 € H.T. pour l'exercice 2016 correspondant à la cession du lot 11 (4 434 m<sup>2</sup>) à la SCI LOCAFRAN. Cette recette est inférieure aux prévisions attendues. Néanmoins, cinq compromis de vente ont néanmoins été signés en 2016 : le lot 80.1 (2 700 m<sup>2</sup> Sdp) à la SCI CIRRUS PEGASE, le lot 30a (5 500 m<sup>2</sup>) à la SCCV SAINT ROCH LAZARD GROUP REAL ESTATE, le lot 16 (4 000 m<sup>2</sup> de terrain) à EMST THYSSEN, le lot 5 (5795 m<sup>2</sup>) à CIRRUS F TECH et le lot 3a (8 842 m<sup>2</sup>) à ESPACE ENTREPRISE pour une extension.

A terme, le total des recettes est en augmentation de 354 000 €, puisqu'il intègre des potentiels de densification avec de nombreuses conventions de participation. Cette augmentation des recettes compense en partie l'augmentation des dépenses de travaux.

Un fond de concours est prévu en 2020 pour participation au montant lié à la réalisation du bassin de rétention de Combemale (207 k€ HT correspondant à 38 % du coût initial de l'ouvrage). Ce bassin aura deux fonctions : récupération des eaux de pluie provenant de la Z.A.C. et écrêtement des eaux de ruissellement provenant d'autres quartiers amonts.

Par ailleurs, afin de maintenir la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à 15 008 400 € H.T., (entièrement versée à ce jour), une nouvelle avance de trésorerie de 500 000 € est demandée par la S.E.R.M en 2017 auprès de la Métropole et sera remboursée en 2027 (avenant n°4).

A terme, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement est maintenu à l'équilibre à 62 640 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des Parcs d'Activités Garosud et Garosud Extension à Montpellier et à Lattes, présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- prendre acte de la cession du lot 11 et de la signature de 5 compromis de vente par la S.E.R.M. au cours de l'exercice 2016,
- approuver l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150408-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT PARC EURÊKA - COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°16 À LA CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil Communautaire a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier. La ZAC créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche.

La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé rue avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505, rue Louis Lépine.

Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains sur le territoire de Castelnau-le-Lez de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste).

La SERM a réalisé l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur.

Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Métropole a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI). Cet immeuble a été réalisé et cédé à la Métropole, qui le gère.

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur une superficie de 39 hectares sur la commune de Castelnau-le-Lez, modifié par délibération du 29 octobre 2013, pour réaliser un programme mixte d'activités tertiaires, socio-médical, artisanales et de logements.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération du 6 février 2014, ainsi que l'avenant à la concession d'aménagement afin de permettre une programmation mixte. Enfin le dossier de réalisation et le programme d'équipement public de la ZAC ont été modifié par délibération du 27 janvier 2017 afin d'intégrer une participation de l'opération d'un montant de 2 927 K€ à la création d'un groupe scolaire communal (financement d'un tiers de l'investissement par la concession).

La concession vient à échéance en 2022.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2016 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

**Le Parc Eurêka, le lotissement Jean Mermoz et l'extension du Parc Eurêka sur Castelnau-le-Lez :**

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 54 992 K€ HT dont 5 126 K€ HT en 2016, correspondant principalement à la phase 1 de travaux de viabilisation d'Extension Eurêka achevée en 2016, incluant la réalisation des bassins d'écroulement de la Lironde, les premières voiries pour la desserte des premiers lots et le verger. Ont aussi été réalisées des fouilles sur le secteur Cauquilloux, sur 5000 m². Ces terrains sont maintenant libérés et les travaux de viabilisation sont en cours.

La société Engie a été retenue pour mettre en place des services connectés innovants à destination des usagers du Quartier Eurêka (suivi de consommations énergétiques, services de proximité, lien social, accompagnement des seniors en faveur du maintien à domicile, développement de services innovants grâce à l'Open Data). La plateforme et les premiers services associés seront mis en service à la livraison du premier lot du quartier prévu en 2018.



Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2016 s'élève à 32 276 K€ HT dont 3 456 K€ HT en 2016. La commercialisation continue sur un rythme constant, avec une vente réalisée en 2016 (le lot 13 de Quartier Eurêka à Hellenis/Cardinal pour un programme de 10 400 m<sup>2</sup> de surface de plancher) et trois compromis de vente (avec Linkcity et Libriciel sur Quartier Eurêka, pour respectivement 7 283 et 2 528 m<sup>2</sup> de surface de plancher, et avec l'entreprise Quantum Surgical, dirigée par Monsieur Bertin Nahoum, sur le Parc Eurêka pour 3 442 m<sup>2</sup> SdP).

Le bilan financier prévisionnel actualisé de ces trois opérations d'aménagement passe à 92 813 K€ HT en dépenses (+6 701 K€) et à 91 710 K€ HT en recettes (+6 121 K€) avec un déficit de 1 103 K€. Cette hausse du bilan prévisionnel d'aménagement en dépenses est liée essentiellement à l'ajout d'une participation de 2 927 K€ prévue en 2022 pour le financement d'un groupe scolaire communal, aux fouilles archéologiques sur le secteur Cauquilloux et aux travaux de dévoiement du réseau d'eau brute. L'augmentation des recettes au bilan d'aménagement correspond à une revalorisation des recettes prévisionnelles tenant compte de la programmation mixte sur Extension Eurêka.

#### **L'Hôtel d'entreprises du Millénaire :**

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m<sup>2</sup> de surfaces utiles. Le taux d'occupation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire est à fin 2016 de 79%.

Le résultat net d'exploitation de cet immeuble sur l'année 2016 est de 103 K€.

Il n'est plus occupé que par des baux précaires dans la perspective de la démolition de ce bâtiment fin 2019. Une étude de reconversion du site a été confiée à Ubak pour un programme de logement de 11 000 m<sup>2</sup>. Une recette de charge foncière de 3 300 K€ est inscrite en 2020.

Les occupants de l'immeuble sont accompagnés dans un projet de relocalisation soit dans la future halle French Tech, soit dans un programme privé ou via l'acquisition d'un foncier.

Le résultat net d'exploitation prévisionnel est de 272 K€.

#### **L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :**

Ensemble immobilier de 1 161 m<sup>2</sup> utiles sur une parcelle de 3 017 m<sup>2</sup>. À fin 2016, l'immeuble était occupé à 92%. Le dernier lot vacant a été loué en avril 2017 portant le taux d'occupation à 100%.

Le résultat d'exploitation de cet ensemble immobilier est de 44 K€ sur l'année 2016. Le résultat d'exploitation prévisionnel s'établit à 662 K€.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises incluant la cession du MIBI s'établit à 114 985 000 € HT. La participation d'équilibre prévisionnelle du concédant est inchangée, à 3 358 000 € HT.

Un nouvel avenant n°16 prévoit d'autoriser l'Aménageur à consentir des conventions d'occupation des voiries, espaces verts et espaces libres au profit d'un opérateur énergétique. En effet, dans le cadre de la démarche EcoCité - Ville de demain, Montpellier Méditerranée Métropole a demandé à la SERM d'élaborer un schéma directeur énergétique basé sur le développement des énergies renouvelables. Pour la ZAC EUREKA extension, le schéma retenu prévoit une production thermique à bas carbone basée sur la récupération d'énergie sur data-center, ainsi qu'une production d'électricité photovoltaïque qui, ensemble, vont permettre aux futurs immeubles de bénéficier d'une alimentation en énergie renouvelable. La construction et l'exploitation de ce réseau impliquent également le passage de canalisations enterrées, sous les propriétés privées de la SERM, concessionnaire d'aménagement, dans le périmètre de la ZAC EUREKA Extension et constituant les assiettes foncières notamment des futures voiries. Le présent avenant a donc pour objet d'autoriser l'aménageur à consentir des conventions d'occupation au profit d'un opérateur énergétique. La durée de ces conventions pourra excéder le terme de la présente concession d'aménagement. Le tarif de cette occupation sera conforme aux montants définis par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Eureka à Montpellier et Castelnau-le-Lez, présenté par la SERM pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°16 et tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150575-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION PARC 2000 - EXTENSION ET VEAS  
- COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ -  
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé de la réalisation de la Z.A.C. Parc 2000 dans la zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la S.E.R.M. La Z.A.C. a été créée le 29 mai 2000 sur 6.5 ha. Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession, confiant à la S.E.R.M. les missions d'étude, de réalisation et d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7 hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la Zone Franche Urbaine (Z.F.U.) ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007. A noter, que le nouveau dispositif intitulé « Zone Franche Urbaine – territoire entrepreneur », court désormais jusqu'au 31 décembre 2020.

Cette opération intitulée « Z.A.C. Parc 2000 Extension », a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Afin de prendre en compte notamment l'accroissement de missions de gestion locative résultant de l'entrée en vigueur de la loi Pinel, l'avenant n°9 à la rémunération de l'aménageur a été signé le 16 octobre 2015 et prévoit l'augmentation de 1% de la rémunération de l'aménageur sur les postes de perception des loyers et sur les postes liés aux dépenses d'exploitation.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la S.E.R.M. présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2016 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et sa première extension) ; et enfin, le compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises (V.E.A.S.).

**Opération d'aménagement**

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 13 363 000 € H.T. dont 163 000 € H.T. en 2016 correspondant essentiellement à des petits travaux et à la rémunération de l'aménageur. Les travaux d'aménagement des espaces publics sont achevés. Seule une enveloppe est provisionnée pour la reprise de certains ouvrages avant leur remise à la Métropole envisagée en 2021/2022.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2016 s'élève à 12 334 000 € H.T. dont 1 025 000 € H.T. en 2016 provenant de la vente de 3 lots : le lot 16b (450 m²) à la SCI SCALEO pour extension du bâtiment existant, le lot G3 (1252 m²) à l'APEA, le lot F2 (3429 m²) à POLE EMPLOI. Par ailleurs, un compromis de vente a été signé avec AMP CONSEIL sur le lot G2 (1000 m²). La concrétisation de la commercialisation des derniers lots devrait intervenir à brève échéance.

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) s'établit à terme, à 13 747 000 € H.T. en dépenses et à 12 908 000 € H.T. en recettes.

L'opération d'aménagement a connu un exercice 2016 favorable avec la reprise de la commercialisation permettant au bilan d'afficher une amélioration des recettes de 203 000 € qui couvrent la légère augmentation prévisionnelle des dépenses, notamment en travaux. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'opération d'aménagement est ainsi maintenue à 1 278 000 € H.T. grâce à cette augmentation des recettes et à une remontée de trésorerie du V.E.A.S. Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.).

**Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.)**

Le V.E.A.S. comprend un immeuble regroupant 11 bureaux (700 m<sup>2</sup>) et 10 locaux d'ateliers (1 800 m<sup>2</sup>). Fin 2016, son taux d'occupation n'était que de 76 % (1 atelier et 6 bureaux vacants). Depuis, ce taux d'occupation est remonté à 90 % avec la concrétisation de trois nouvelles locations. Le montant des loyers perçus (hors charges) était de 124 000 € H.T. en 2016.

L'opération V.E.A.S. bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € H.T. entièrement versée par Montpellier Méditerranée Métropole. Les sommes investies dans l'opération sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel sur 20 ans qui s'établit à 4 906 000 € H.T. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2016 reste excédentaire de 758 000 € malgré le départ de plusieurs entreprises. Au terme de la concession, le compte d'exploitation du V.E.A.S. prévoit un excédent de l'ordre de 839 000 € permettant une remontée de trésorerie au profit de l'opération d'aménagement.

**Bilan consolidé**

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant à la fois les opérations d'aménagement Parc 2000 et sa première extension ainsi que la réalisation et l'exploitation du V.E.A.S. s'établit à 18 653 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation totale de la Métropole maintenue à 1 827 000 € H.T, entièrement versée à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension ainsi que du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.), présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2016,
- prendre acte des cessions de terrains et de la signature du compromis de vente réalisées par la S.E.R.M. au cours de l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 et le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150139-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION PARC 2000 2ÈME EXTENSION -  
COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ -  
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de 2006. Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en Préfecture le 2 mai 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvés. La Z.A.C. Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension fut créée par la même occasion.

Par délibération du Conseil du 29 septembre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (S.A.A.M., devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - SA3M) a été désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement fut approuvé.

L'opération est située sur la commune de Montpellier, à l'interface entre des quartiers déjà urbanisés : le quartier de la Mosson et les Z.A.C. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, la Z.A.C. Pierres Vives au Nord, le quartier Celleneuve au Sud, et enfin, l'entreprise pharmaceutique à l'Est.

Cette seconde extension bénéficie d'une forte valeur de localisation renforcée par la proximité de la ligne 3 de tramway. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha. et emploiera près de 3 400 personnes.

Une mixité fonctionnelle et sociale se développera sur cette seconde extension. En effet, outre des activités artisanales et tertiaires, la Z.A.C. accueillera près de 220 logements. Par une offre adaptée, la programmation des logements favorisera l'accession abordable des ménages aux revenus médians. Les futurs résidents profiteront de la proximité de la ligne de tramway. Un bassin de rétention paysagé constituera un élément fort de la Z.A.C. et jouera le rôle d'espace d'agrément accessible aux usagers du quartier. Au Sud de la Z.A.C. (façade sur la rue du Pilory), des commerces et/ou services se développeront en rez-de-chaussée des immeubles de logements.

A la suite de différents recours sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) intitulée « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles d'accord ont été signés par le concédant avec une partie des expropriés tel que prévu par la délibération n°10611 du 30 janvier 2012. Parallèlement, à la signature des protocoles, une seconde Déclaration d'Utilité Publique qui concernait, cette fois ci, la réalisation des travaux de la Z.A.C. a été fixée par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012. L'ensemble du foncier a ainsi été maîtrisé par le concédant.

Le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés lors du conseil de Métropole du 30 septembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2016, 2 572 000 € H.T. ont été dépensés (dont 149 000 € H.T. sur l'exercice 2016), correspondant essentiellement à la réalisation d'étude et de travaux mais aussi à des frais financiers.

Du fait de l'occupation illicite des terrains par la communauté Roms, les travaux n'ont pu démarrer en 2016 alors que plusieurs sociétés avaient fait savoir leur souhait de s'y implanter (AERS, Audio Sud, Scène Expo, ...). Des consultations promoteurs en logement abordables (lots 1 et 2) ont néanmoins été lancées au second semestre 2016 et les lots 12 et 13 ont été attribués à ACM pour la réalisation de logements sociaux.

Depuis, le camp de la communauté Roms a pu être cantonné dans la partie Sud des terrains de la Z.A.C., libérant ainsi les 2/3 Nord de la ZAC afin de permettre le démarrage d'une première tranche de travaux au printemps 2017.

La participation d'équilibre (189 000 €) reste inchangée et a entièrement été perçue par l'aménageur. Néanmoins, afin de maintenir à l'équilibre la trésorerie de l'opération, un emprunt supplémentaire de la SA3M de 2 000 000 € apparaît nécessaire en 2017.

A terme, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant total de 6 121 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la Z.A.C. Parc 2000 2ème Extension présenté par la S.A.3.M. pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150138-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION EUROMÉDECINE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION - AVENANT N°2 ET AVENANT N°10 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II sur les communes de Montpellier et de Grabels et a concédé l'opération à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.).

Après extension du périmètre suite à la délibération du 20 décembre 1989, le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de constructions de 570 000 m<sup>2</sup> dédié principalement aux activités médicales et paramédicales et autres activités tertiaires et de services aux entreprises, et enfin, à de l'habitat notamment du côté du quartier de la Valsière sur Grabels.

Par un avenant approuvé le 10 juillet 2002, les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies Cap Gamma et Cap Delta ont été confiées à la S.E.R.M. et l'échéance de la convention a été portée au 31 décembre 2027. Par un avenant n°6, approuvé le 30 avril 2008, la S.E.R.M. s'est vue confier ces mêmes missions pour réaliser un 3<sup>ème</sup> hôtel d'entreprises, dénommé Cap Sigma, qui viendra conforter le biopôle. Alors que les deux premiers hôtels d'entreprises ont été livrés en 2004 et 2007, Cap Sigma a été livré en 2011.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment de l'article L.300-5, la S.E.R.M. présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2016 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

**Opération d'Aménagement du Parc Euromédecine II**

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées pour l'opération d'aménagement du parc Euromédecine II s'élève à 36 608 000 € HT dont 1 208 000 € HT pour l'exercice 2016, correspondant essentiellement à la poursuite des travaux d'aménagement de la tranche 3 sur les rues David et Prunelle (secteur grabelois) mais aussi la rémunération de l'aménageur et des frais financiers.

Suite aux malfaçons identifiés sur la rue Pasteur, un référé expertise est en cours. En effet, alors que cette voie a été réalisée en 2007, de nombreux désordres ont été identifiés sur la chaussée. A noter que la réfection des désordres n'est pas prise en compte par le présent bilan financier de l'aménageur.

Le poste acquisition foncière est en augmentation de 668 000 € afin de réaliser les acquisitions à l'amiable de trois parcelles sur le secteur de Puech villa (TK 7, TK 11 et TK 14) pour une superficie d'environ 2 hectares.

Au 31 décembre 2016, 75 % du foncier cessible était commercialisé. Quatre compromis de vente ont été signés en 2016 correspondant au lot 322 (1837 m<sup>2</sup>) avec la SCI EFATA 2015 (IDVET), le lot 336 (2624 m<sup>2</sup>) avec la SCI SAVIEZZA, le lot 35b (351 m<sup>2</sup> sur Montpellier) au syndicat des copropriétés 69 rue Jean Giroux, et enfin, le lot 330 (4050 m<sup>2</sup>) à la SCI ASTOGA (Achat Solutions).

Ces deux derniers compromis ont débouché sur la signature d'actes authentiques au cours de l'année 2016. Concernant le compromis avec la SCI SAVIEZZA, celui-ci est désormais caduc faute d'obtention du financement par le porteur de projet.

A terme, le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement s'établit à 49 892 000 € HT en dépenses et à 49 787 000 € HT en recettes avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics de 7 964 000 € HT, entièrement versée à ce jour.

**Biopôle : réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta**

A terme, le biopôle devrait accueillir 6 hôtels d'entreprises. Cap Gamma (construit en 2004) et Cap Delta (en 2007) en constituent les deux premiers plots (3500 m<sup>2</sup> chacun), aménagés en bureaux

et en plateaux techniques de haut niveau (laboratoires). Au terme de la concession, les dépenses d'investissement de Cap Gamma et de Cap Delta représentent 17 323 000 € HT.

Au 31 décembre 2016, l'immeuble Cap Gamma était occupé à 100% avec des loyers perçus, représentant 595 000 € HT (hors charges) pour l'année 2016.

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses d'exploitation de Cap Gamma s'élève à 8 285 000 € HT dont 721 000 € HT pour l'année 2016. Le cumul des recettes d'exploitation au 31 décembre 2016 est de 8 668 000 € HT dont 874 000 € HT pour l'année 2016. Au terme de la concession, les dépenses prévisionnelles d'exploitation s'élèveront à 14 977 000 € HT et les recettes prévisionnelles à 16 002 000 € HT. Depuis, des difficultés financières sont pressenties pour Cap Gamma suite à la liquidation d'ORIBASE PHARMA et au transfert d'OXELTIS de Cap Gamma vers Cap Delta à une renégociation du loyer d'IDENIX. Par ailleurs, la fermeture d'IDENIX qui occupe la moitié du bâtiment a depuis été annoncée pour fin 2017.

Ces départs entraînent une baisse du résultat d'exploitation en fin de concession (2027) de 572 000 € et le nouveau bilan fait apparaître des loyers réduits de 978 000 €. Ainsi, une participation supplémentaire de 500 000 € est demandé à la métropole afin d'engager des travaux de réaménagement nécessaire à sa relocation et afin de soutenir la trésorerie. La relocation n'est envisagée que progressivement d'ici 2020.

Au 31 décembre 2016, Cap Delta était loué à 83 % pour un montant total de loyers s'élevant à 429 000 € (hors charge). Au 31 décembre 2016, les dépenses d'exploitation de Cap Delta s'élèvent à 11 596 000 € HT dont 910 000 € HT pour l'année 2016 ; alors que les recettes d'exploitation s'élèvent à 13 163 000 € HT dont 635 000 € HT pour l'année 2016. A terme, le cumul des dépenses d'exploitation s'élève à 20 242 000 € HT et le cumul des recettes d'exploitation à 21 856 000 € HT.

#### **Biopôle : réalisation et exploitation de Cap Sigma**

Réalisé en 2011 avec l'aménagement d'un site contigu de 2 ha, Cap Sigma est le troisième hôtel d'entreprises du Biopôle. Au 31 décembre 2016, le taux d'occupation était de 68 % puisqu'un lot de 93 m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée ainsi que la totalité du R+3 (745 m<sup>2</sup>) restent vacants.

L'exploitation du bâtiment reste très tendue. Des travaux d'aménagement pour un montant de 729 000 € sont prévus en 2018, 2019 et 2020 si un preneur est trouvé. Des avances interopérations viendront réguler les trésoreries ainsi qu'une participation supplémentaire de 700 000 € sollicitée auprès du concédant.

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses d'investissement réalisées s'élève à 9 355 000 € HT dont 83 000 € HT pour l'année 2016. Le bilan d'exploitation prévisionnel de Cap Sigma pour la durée de la concession s'élève à 14 677 000 € HT en dépense et intègre les recettes d'exploitation estimées à 11 599 000 € HT.

#### **Bilan financier prévisionnel consolidé.**

Le total des charges est en augmentation de 666 000 €, du fait notamment de l'acquisition de nouvelles parcelles sur Puech Villa, de l'augmentation des frais financiers et de travaux à réaliser sur le biopôle. Par ailleurs, l'accumulation de nouvelles charges conjuguée à un faible rythme de commercialisation fragilisent fortement la trésorerie.

Ainsi, il est proposé d'augmenter la participation du concédant de 500 000 € pour Cap Gamma et de 700 000 € pour Cap Sigma (une augmentation totale de la participation de 1 200 000 € en 2019) et d'appeler une avance de trésorerie du concédant de 500 000 € pour l'année 2018 qui sera remboursée en 2020.

Par ailleurs et au regard du faible rythme de la commercialisation d'Euromédecine II et afin de maintenir à l'équilibre la trésorerie de l'opération d'aménagement, il est proposé d'attribuer une nouvelle avance de trésorerie en 2022 pour l'opération d'aménagement à hauteur de 2 000 000 € qui sera remboursée par la S.E.R.M. en 2027.

Ce faible rythme de commercialisation amène toutefois à s'interroger sur une diversification de la vocation de la Z.A.C. telle que cela est proposé dans l'étude menée par La Fabrique Urbaine. Cette

diversification devrait permettre d'améliorer la commercialisation, de favoriser la mixité au sein de ce parc et lui donnerait davantage de consistance (création de centralités et de zones récréatives, qualité des espaces publics, ...).

A échéance, le versement des participations et avances de trésorerie supplémentaires mentionnées ci-avant permettent au bilan financier prévisionnel consolidé de l'ensemble de la concession (opération d'aménagement et Biopôle) de rester équilibré à 98 978 000 € HT en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II, les bilans d'investissement et les comptes d'exploitation prévisionnels de Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma, ainsi que le bilan consolidé des opérations,
- prendre acte des cessions réalisées et des compromis de vente signés au cours de l'exercice 2016,
- approuver l'avenant n°2 portant sur la convention d'avance de trésorerie (avance supplémentaire de 2 500 000 €) nécessaire au maintien à l'équilibre du bilan d'opération,
- approuver l'avenant n°10 portant l'augmentation de la participation d'équilibre du concédant (1 200 000 € supplémentaires),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer l'avenant n°2 d'avance de trésorerie, l'avenant n°10 lié à la participation d'équilibre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150277-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVÉRUNE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale de 2006 (SCoT) est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire, et notamment d'assurer son rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Métropole. D'une manière générale, le SCoT restreint les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants.

Le SCoT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord de la Commune de Lavérune sur le lieu-dit « Las Serres » qui est desservi par les routes départementales RD5E puis par la RD5E2.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la Z.A.C. Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil du 23 mars 2009 et la Z.A.C. Descartes a été créée sur environ 6 hectares. L'aménagement répondra à une partie de la demande d'implantation d'entreprises dans un secteur offrant peu de foncier disponible pour les activités artisanales et de négoce, les petites industries, la petite logistique, ...

Par délibération n°9461 du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.) devenue SA3M a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la Z.A.C. Descartes.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC. La Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue par arrêté préfectoral du 28 septembre 2012.

Par sa séance du 11 avril 2013, le Conseil a approuvé le Programme des Equipements Publics ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Descartes.

Par délibération du 30 septembre 2015 portant sur le compte rendu annuel sur l'exercice 2014 et la suite du résultat fructueux de l'appel d'offre lié aux travaux de viabilisation, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature de l'avenant n°4 au traité de concession permettant de ramener ainsi le montant de la participation d'équilibre à 2 590 000 € H.T. au lieu des 2 529 000 € H.T. prévu précédemment.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2016, 4 179 000 € H.T. ont été dépensés, dont 1 885 000 € H.T. pour l'année 2016 correspondant essentiellement aux travaux d'aménagement d'espace publics et de viabilisation. Ces travaux ont démarré en 2015 et s'achèveront fin 2017.

L'intégralité du foncier est désormais maîtrisée par l'aménageur. Deux unités foncières ont été achetée en 2016 : une parcelle à sous négociation amiable avec la signature d'un pacte de préférence et une double mutation, une parcelle dont les ayants-droits ont accepté un traité d'adhésion sous seing privé. Par ailleurs, deux chemins communaux ont été acquis par l'aménageur après déclassement.

Plusieurs fonds de concours sont prévus au bilan pour des aménagements extérieurs à la ZAC (655 000 €) nécessaire notamment pour la reprise du réseau d'eaux usées réalisé sur la RD5E2 (déjà réalisé), pour l'aménagement de deux plateaux traversant sur la RD5E2 nécessaire à la sécurité des entrées et sorties de la Z.A.C., pour une provision correspondant à la participation à hauteur de 50 % de travaux de modification du carrefour à feux RD5E2/RD5E et l'aménagement d'une piste cyclable jusqu'en entrée de Z.A.C.

De nombreuses entreprises ont manifesté leur intérêt pour s'implanter sur la Z.A.C. Trois actes de vente ont été signés en 2016 : le lot 15 (2715 m<sup>2</sup>) avec la SCI LE ZEPHYR (NAZON), le lot 11 (1888 m<sup>2</sup>) avec la SCI BSJ'IMMO (Délice des Bois) et le lot 8 (1186 m<sup>2</sup>) avec M. SEDDIK (DSL Telecom). Par ailleurs, trois compromis de vente ont été signés en 2016 : le lot 9 (11 957 m<sup>2</sup>) avec la SCI ESTIMMO (parfumeur Esteban), le lot 12 (1627 m<sup>2</sup>) avec la SCI PSL MIJOU LAN (PS Service) et le lot 3 (2120 m<sup>2</sup>) avec AMPERIANCE. Les dernières commercialisations sont attendues d'ici 2019. A ce titre, un avenant de prolongation de la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2019 est ici proposé.

Dans le cadre du Plan de Redynamisation Local (PLR), une subvention du FEDER de 144 000 € est attendue en 2018.

Au terme de la concession, le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant d'environ 6 029 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la Z.A.C. Descartes présenté par la S.A3M. pour l'exercice 2016,
- prendre en considération les actes et les compromis de vente réalisés en 2016 par l'aménageur,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser l'avenant n°5 au traité de concession, prorogeant la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150562-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONCESSION PARC CHARLES MARTEL -  
COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA  
COLLECTIVITÉ - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM.), la réalisation du Parc d'Activités Charles Martel dans le cadre d'une convention publique d'aménagement (procédure du lotissement). Situé dans le prolongement du parc d'activités communal du Larzat à Villeneuve-lès-Maguelone, Charles Martel est destiné à l'accueil d'activités industrielles, artisanales et de services aux entreprises. Ce parc couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole, le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2016, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 965 000 € HT dont 13 000 € HT pour l'année 2016, correspondant à quelques travaux d'entretien.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2016 s'élève à 2 138 000 € HT et aucune recette n'a été perçue en 2016. Un seul lot reste à commercialiser (lot 16). Celui-ci doit préalablement être redécoupé (3 649 m<sup>2</sup>) ultérieurement afin de permettre la réalisation de la voie de connexion vers la future extension du secteur d'activités (Z.A.C. Charles Martel Extension). En effet, alors que l'accès au parc d'activités Charles Martel s'effectue actuellement par une voie en impasse sur près d'un kilomètre, à terme, ce bouclage permettra de connecter la RD 185 et la RD 612 via la future extension, et donc d'améliorer la desserte de l'ensemble du secteur. Les dépenses liées à cette voie de connexion ne seront pas affectées à la présente concession mais à la Z.A.C. Charles Martel Extension.

Seuls des petits travaux d'entretien et de remise en état du bassin de rétention restent à réaliser dans le cadre de la concession. La concession prend fin au 31 décembre 2019.

Alors qu'aucune participation financière ne sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole, le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 2 123 000 € HT en dépenses et à 2 338 000 € HT en recettes soit un résultat d'opération excédentaire de 215 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, présenté par la S.E.R.M. pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150402-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COMMUNE DE COURNONSEC - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ LOCALE - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération du conseil n°5522 du 26 novembre 2003, a confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM), dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, les missions d'études préalables, acquisitions foncières et réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) «Hannibal». Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construits. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires, d'ingénierie et de services. La première étape est aujourd'hui réalisée, elle consistait en la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble de 2 000 m<sup>2</sup> dont 1 243 m<sup>2</sup> d'ateliers et 667 m<sup>2</sup> de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m<sup>2</sup>. La deuxième étape consistant à définir une opération d'aménagement d'ensemble est en cour. La concession d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2025.

L'ensemble du secteur peut accueillir une opération d'aménagement d'ensemble dont le programme détaillé reste à définir.

Par avenant n°1 au traité de concession, approuvé par délibération n°6040 du Conseil en date du 30 juillet 2004, le concédant a augmenté le montant de sa participation à la construction du VEAS « Hannibal » de 214 700 €.

Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°9596 du 23 juin 2010, le concédant a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires. Cet avenant au traité de concession prend en compte le versement d'une participation complémentaire de 120 000 € permettant de financer la réalisation des études précitées.

Par avenant n°3 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°11043 en date du 19 juillet 2012, le concédant a augmenté sa participation de 150 000 €, cette participation a été entièrement versée en 2012.

Par avenant n°4 au traité de concession, approuvé par délibération du Conseil n°13301 en date du 30 septembre 2015, le concédant a approuvé le versement d'une rémunération forfaitaire annuelle de 10 000 € H.T sur les années 2015 et 2016 ainsi que la modification des modalités de rémunération du concessionnaire concernant ses missions de commercialisation et de promotion.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

**Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) :**

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 582 400 € H.T. bénéficiant d'une participation de Montpellier Méditerranée Métropole de 992 000 € H.T. entièrement versée. Le cumul des dépenses d'exploitation et d'amortissement techniques réalisées au 31 décembre 2016 s'élève à 2 362 000 € H.T. dont 219 000 € H.T. réalisées en 2016. Le cumul des recettes d'exploitation réalisées au 31 décembre 2015 s'élève à 1 963 000 € H.T. dont 222 000 € H.T. en 2016. Elles proviennent du versement des loyers et récupération des charges et de la quote part des subventions virées au résultat. Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat du bâtiment par la Métropole pour un montant de 594 000 €.

En 2016, 3 entreprises ont quitté le VEAS et 4 entreprises s'y sont installées. Fin 2016, 1 atelier et 2 bureaux peuvent être proposés à la location. Le taux d'occupation du VEAS est égal à 86% et est stable par rapport à l'année 2015.

**Restructuration du secteur du « Frigoulet » :**

Le concessionnaire a réalisé des études qui ont permis au concédant de déterminer les modalités de valorisation d'une unité foncière de 1 500 m<sup>2</sup>, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le bilan financier prévisionnel actualisé consolidé s'établit à 5 085 000 € H.T et est en diminution de 26 000 € H.T par rapport à l'année 2015, ceci s'expliquant par la diminution des frais financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité tel que présenté ci-avant ;
- approuver le bilan financier prévisionnel d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services tel que présenté ci-avant ;
- approuver le bilan consolidé de la convention publique d'aménagement tel que présenté ci-avant ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150380-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON -  
VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION POUR LA  
REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON CONFIE À LA SA3M  
- COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ LOCALE - AVENANT N°4 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Créée en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 157 hectares et accueille aujourd'hui près de 230 entreprises représentant plus de 2 700 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui redonne progressivement une nouvelle attractivité au parc d'activité.

Par délibération n°9462 en date du 1<sup>er</sup> avril 2010, le Conseil a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et défini le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat pour un montant de 6 258 529 € HT.

Par délibération n°12463 en date du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°1 au mandat d'étude et de réalisation initial.

Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 105 000 € H.T;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 500 000 €, soit un montant total des avances à 700 000 €;
- la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant.

Par délibération n°13149 en date du 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé à la signature de l'avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation initial.

Celui-ci portait sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des aléas en phase de travaux de rénovation du réseau d'eau potable, pour la porter à un montant de 7 937 000 € HT ;
- l'augmentation de 41 000 HT de la rémunération spécifique du mandataire, liée aux nouvelles études pré opérationnelles, non prévues au mandat initial ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat, pour un montant de 600 000 €, soit un montant total des avances à 1 300 000 € ;
- la prorogation d'un an de la durée du mandat liée à l'augmentation du volume des travaux et aux nouvelles études pré opérationnelles à conduire.

Par délibération n°14153 en date du 25 octobre 2016, le Conseil a autorisé la signature de l'avenant n°3 au mandat d'étude et de réalisation initial.

Celui-ci portait sur :

- la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 15 000 € HT du mandataire, liée à l'engagement et le suivi des études préalables au réinvestissement urbain de la façade RD 613-610 ainsi qu'au traitement de l'interface entre le parc d'activités du Salaison et les zones habitées voisines. Cette rémunération complémentaire de 15 000 € HT était intégrée au Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) approuvée par délibération n°11785 en date du 25 juillet 2013, mais non intégrée aux avenants successifs.
- la prorogation de la durée du mandat jusqu'au 4ème trimestre 2019 afin d'intégrer la poursuite des études de requalification de la façade sur les RD 613 et 610 et la réalisation des travaux sur la fin de la rue de la Marbrerie et l'impasse de la Calade.

## Délibération n° 14954

La phase « diagnostic » des études « urbaines » concernant la requalification de la façade du parc d'activités sur les RD 613 et 610 a été finalisée en 2016 et celles-ci se poursuivront jusqu'au 3ème trimestre 2017. L'étude relative à la signalétique du Parc a également été finalisée.

De nouvelles études s'échelonneront sur les années 2017 et 2018 :

- schéma directeur hydraulique à l'échelle du parc d'activités du Salaison ainsi que des études sur la qualité sanitaire du cours d'eau,
- étude de structure de l'infrastructure ferroviaire existante ainsi que du potentiel en fret ferroviaire,
- étude des trafics routiers,
- étude de faisabilité d'un parking poids lourds mutualisé,
- étude en vue de la mise en place d'une plate-forme numérique.

Les travaux de voirie liés à la 1<sup>ère</sup> tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont achevés et ont permis la requalification complète de 3,7 km de voirie représentant près de 5,3 ha.

Les travaux concernant le réseau pluvial, la plate-forme de voirie et les espaces verts sur la fin de la rue de la « Marbrerie » et l'impasse de la « Calade » sont programmés pour 2018 afin de permettre l'intégration de la requalification du réseau pluvial sur ce secteur, non prévue initialement et nécessaire au vu des dysfonctionnements constatés.

Les résultats de la première tranche de requalification du parc d'activités du Salaison sont perceptibles :

- Requalification complète de 3,7 km de voirie (plateforme de voirie, éclairage public, espaces verts, fibre optique, réseau pluvial, réseau d'eaux usées, réseau d'adduction en eau potable et défense incendie représentant près de 5,3 ha.
- Requalification de la plateforme de voirie de l'ancienne route de Sommières sur une distance de 700 m.
- Intensification de l'activité économique sur le parc d'activités illustrée par l'implantation de plus de 40 nouvelles entreprises, représentant près de 600 emplois.
- Requalification et densification des emprises privatives par des investissements privés sur près de 18,5 ha illustrées notamment par la délivrance d'autorisation d'urbanisme portant sur la création de près de 35 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.
- Obtention le 03 avril 2015 de la certification « HQE Aménagement<sup>TM</sup> démarche certifiée par Certivéa » en ce qui concerne les phases 1 à 5 du système de management d'opération de la 1<sup>ère</sup> tranche de requalification du parc d'activités du « Salaison » qui est toujours la seule opération de requalification d'un parc d'activités à bénéficier de cette certification en France.

Le bilan financier prévisionnel est inchangé et est égal 8 288 000 € HT ou 9 940 000 € TTC et intègre l'avenant n°4 au mandat. Le financement du mandat reste inchangé, il est entièrement supporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet d'avenant n°4 au mandat d'études et de réalisation intègre la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 77 000 € HT du mandataire, liée à l'accompagnement des entreprises du parc d'activités et à la création d'une plate-forme numérique à l'attention des entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau bilan financier prévisionnel ;
- approuver l'avenant n°4 au mandat initial ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme S. JANNIN, M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150372-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZONE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES LAUZE EST - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE DE SURSIS À STATUER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Schéma d'Accueil des Entreprises de la Métropole (SAE) a mis en évidence l'insuffisance du foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire de la Métropole. L'un des grands enjeux du SAE est de renforcer l'offre de foncier d'activités, notamment celles de type économie productive, vecteur de richesse et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. Ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects potentiellement très importante. Les activités productives et logistiques ont aussi un effet structurant. Les objectifs quantitatifs à programmer pour la période 2017-2032 (16 années) s'établissent à hauteur de 280 hectares cessibles pour les activités accompagnant les besoins et la croissance de l'économie locale et entre 50 et 200 hectares cessibles pour les activités, d'origine notamment exogène au territoire, renforçant l'économie productive.

Les enseignements de cette analyse des besoins en foncier économique à l'échelle de la Métropole, conduisent aussi à renforcer l'offre sur les secteurs situés à l'ouest du territoire, en valorisant leur proximité avec les infrastructures routières, dans la limite des contraintes environnementales et spatiales et de leur bonne intégration paysagère.

Le site de la « Lauze Est » sur la commune de Saint Jean de Védas, se situe au sud de l'autoroute A9 de part et d'autre de la RD612. Il est inclus dans une zone d'extension urbaine du SCOT approuvé le 16 février 2006, et présente un fort potentiel de développement économique dans le prolongement des Parcs d'activités existants de la Lauze et de Marcel Dassault, à proximité d'infrastructures routières importantes. Outre l'accueil d'entreprises, ce parc permettra la création d'emplois.

Pour s'assurer de la faisabilité de ce projet, la Métropole, compétente en matière d'aménagement des zones économiques (article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales), a confié à l'automne 2013, un mandat à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M., devenue depuis SA3M) afin de réaliser les études préalables à l'aménagement de cette zone.

Afin de conforter l'action foncière sur ce site, la Métropole a également sollicité l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) afin de constituer les réserves nécessaires à ce projet. A cet effet, une convention d'anticipation foncière a été signée par la Métropole et l'EPF-LR le 3 juin 2015. Cette convention les autorise à acquérir à l'amiable, par préemption et par voie d'expropriation.

La délibération du Conseil de Métropole du 25 octobre 2016 a défini les objectifs et modalités de la concertation en vue de créer une Zone d'aménagement Concerté, sur environ 35 hectares.

Néanmoins, sans attendre la finalisation des études et afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement, il est proposé au Conseil de Métropole de prendre en considération la mise à l'étude de ce secteur d'aménagement et de délimiter les terrains concernés, selon les dispositions de l'article L 424-1 du code de l'urbanisme. Ce périmètre d'étude sera reporté sur les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme et la Métropole sera consultée sur toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol comprise dans le périmètre d'études.

Le Maire pourra opposer un sursis à statuer sur toute demande d'autorisation de travaux, de construction ou d'installation, déposé dans le périmètre pris en considération, dans la mesure où l'autorisation sollicitée serait susceptible de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement envisagée sur le site de la Lauze Est par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération l'étude de l'aménagement de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de Védas,
- approuver la délimitation des terrains concernés par cette opération, suivant le plan annexé à la présente délibération, donnant sursis à statuer, selon les dispositions de l'article L 424-1 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et à effectuer les formalités de publicité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150563-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LÜSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZONE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES "LAUZE EST" - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Schéma d'Accueil des Entreprises de la Métropole (SAE) a mis en évidence l'insuffisance du foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire de la Métropole. L'un des grands enjeux du SAE est de renforcer l'offre de foncier d'activités, notamment celles de type économie productive, vecteur de richesse et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présente qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. Ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects très importante. Les activités productives et logistiques ont aussi un effet structurant. A ce titre, le PADD du SCoT en cours de révision, identifie les besoins en fonciers aménageables pour la période 2019-2040 compris entre 26.5 ha et 28 ha / an pour les activités dites « courantes ». Pour les activités exogènes et exceptionnelles, ce besoin est identifié entre 145 ha et 240 ha à l'horizon 2040. Les enseignements de cette analyse des besoins en foncier économique à l'échelle de la Métropole, conduisent aussi à renforcer l'offre sur les secteurs situés à l'ouest du territoire, en valorisant leur proximité avec les infrastructures routières, dans la limite des contraintes environnementales et spatiales et de leur bonne intégration paysagère.

Le site de la « Lauze Est » sur la commune de Saint Jean de Védas, se situe au Sud de l'autoroute A9 de part et d'autre de la RD 612. Il est inclus dans une zone d'extension urbaine du SCoT approuvé le 16 février 2006, et présente un fort potentiel de développement économique dans le prolongement des Parcs d'activités existants de la Lauze et de Marcel Dassault, à proximité d'infrastructures routières importantes.

Pour s'assurer de la faisabilité de ce projet, la Métropole, compétence en matière d'aménagement des zones d'activités économiques, a confié à l'automne 2013, un mandat à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée métropole (SA3M), afin de réaliser les études préalables à l'aménagement de cette zone.

Afin de conforter l'action foncière sur ce site, la Métropole a également sollicité l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR), aujourd'hui devenu Etablissement Public Foncier d'Occitanie, afin de constituer les réserves nécessaires à ce projet. A cet effet, une convention d'anticipation foncière a été signée par la Métropole et l'EPF le 3 juin 2015. Cette convention les autorise à acquérir à l'amiable, par préemption et par voie d'expropriation.

Ainsi, sur environ 35 hectares, la création d'un nouveau Parc d'activités économiques sur le secteur dit de la Lauze Est (à l'est des Zones Industrielles existantes de la Lauze et de Marcel Dassault), viendra compléter l'offre de foncier économique de la Métropole nécessaire dans les années à venir. Outre l'accueil de nouvelles entreprises, le parc permettra la création d'emplois. La délibération du Conseil de Métropole du 25 octobre 2016 a défini les objectifs et modalités de la concertation en vue de créer la Zone d'Aménagement Concerté.

Les études préalables ont d'ores et déjà mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de Saint Jean de Védas applicables sur la partie la plus à l'Est de la « Lauze Est » (secteur dit de la « grande Lauze »), ne sont aujourd'hui pas compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet est donc subordonnée à une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'adapter les règles du document d'urbanisme avec ce projet d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'engagement de la procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas afférant au projet de la zone d'activités économiques sur le lieu dit de la "Lauze Est",
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document et à prendre toutes les mesures administratives nécessaires à la conduite de cette procédure.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150686-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU  
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - MANDATS MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ/SA3M - COMPTES RENDUS ANNUELS À LA COLLECTIVITÉ (EXERCICE 2016) - AVENANT N°2 AU MANDAT D'ÉTUDES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes. Par cette même délibération il a également décidé de confier à la SA3M :

- un mandat pour la réalisation des études préalables relevant du protocole sur le quartier de la Mosson ;
- un mandat de réalisation de quatre Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) sur 8 copropriétés fragiles ou dégradées de la Mosson.

Ces deux mandats ont été signés le 1<sup>er</sup> septembre 2016, transmis en préfecture le 13 septembre 2016 et notifiés par le mandant au mandataire le 16 septembre 2016.

Par décision du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au mandat d'études Mosson, signé le 7 avril 2017, reçu en préfecture le 18 avril 2017 et notifié le 2 mai 2017, pour intégrer la mission d'OPCU (Ordonnancement Pilotage Coordination Urbain) dans le mandat d'études confié à la SA3M.

L'avancement des différentes étapes du mandat d'études initial et de son avenant n°1 a permis de mener le travail de partenariat avec les différents services et notamment ceux de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et des autres maîtres d'ouvrage pour notamment : valider le calendrier d'intervention, mettre en place les référents représentant la Métropole pour le suivi du mandat et partager la méthodologie de travail ainsi que le processus de validation. Au 30 septembre 2017, pour sept études sur les douze que compte le mandat, il aura été mis au point :

- le planning consolidé de lancement des consultations, de suivi des études et de remise des livrables,
- les procédures de lancement des consultations,
- les dossiers de consultation, leur validation et leur publication,
- les rapports d'analyse des offres,
- les modalités et processus de validation par délibération ou décision de la Métropole,
- les notifications des marchés des prestataires attributaires,
- la programmation des réunions de lancement des études et autres missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Avant la fin de l'année 2017, deux consultations vont être lancées pour désigner les prestataires des études de sécurité sûreté publique et d'hydraulique. Les consultations des trois dernières études (politique intercommunale de peuplement, étude des parkings sous dalle et étude des sols) seront lancées début 2018.

Pour permettre la finalisation du programme visé par le mandat et son avenant n°1 tout en prenant en compte les calendriers contraints du protocole de préfiguration, du mandat d'études ainsi que les nouveaux montants et calendriers réajustés en fonction des marchés des prestataires attributaires pour la réalisation des études, il est proposé un avenant n°2 pour proroger de six mois le mandat initial de 24 mois, jusqu'au 30 mars 2019.

Le bilan qui est présenté s'établit à 1 686 000 € en dépenses et 2 023 000 € en recettes, dont 196 000 € réalisés en dépenses et 233 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2016. Le coût de la rémunération totale est porté à 841 000 € HT (1 009 200 € TTC) au lieu de 673 000 € HT (807 600 € TTC).

## Délibération n° 14959

L'avancement du mandat POPAC Mosson en cours de réalisation a permis de :

- rencontrer l'ensemble des syndics de ces copropriétés,
- récupérer totalement ou partiellement les données sur les copropriétés,
- lancer sur certaines copropriétés des études multi-thématiques,
- étudier la question de la constitution en sociétés des anciennes copropriétés et d'autres questions foncières (notamment l'imbrication de garages),
- travailler avec les instances de gouvernance des copropriétés,
- rencontrer les principaux partenaires concernés.

Le bilan pour ce mandat s'établit à 600 000 € en dépenses et 720 000 € en recettes, dont 100 000 € réalisés en dépenses et 120 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des comptes rendus annuels à la collectivité au 31 décembre 2016, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de préfiguration, du mandat d'études du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et du mandat de réalisation des POPAC Mosson, qui sont mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Métropole ;
- approuver les bilans prévisionnels des 2 mandats établis par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- approuver le projet d'avenant n°2 de prolongation pour 6 mois du mandat d'études pour le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant précité ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150278-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DES CÉVENNES - MANDATS MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE/SA3M - COMPTES RENDUS ANNUELS À LA COLLECTIVITÉ (EXERCICE 2016) - AVENANT N°2 AU MANDAT D'ÉTUDES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes. Par cette même délibération, il a également décidé de confier à la SA3M :

- un mandat pour la réalisation des études préalables relevant du protocole sur le quartier des Cévennes ;
- un mandat de réalisation de deux Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) sur les copropriétés fragiles ou dégradées situées dans le périmètre de la copropriété principale des Cévennes.

Ces deux mandats ont été signés le 1<sup>er</sup> septembre 2016, transmis en préfecture le 13 septembre 2016 et notifiés par le mandant au mandataire le 16 septembre 2016.

Par décision du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au mandat d'études Cévennes, signé le 7 avril 2017, reçu en préfecture le 18 avril 2017 et notifié le 2 mai 2017, pour intégrer la mission d'OPCU (Ordonnancement Pilotage Coordination Urbain) dans le mandat d'études confié à la SA3M.

L'avancement des différentes étapes du mandat d'études initial et de son avenant n°1 a permis de mener le travail de partenariat avec les différents services et notamment ceux de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et des autres maîtres d'ouvrage pour notamment : valider le calendrier d'intervention, mettre en place les référents représentant la Métropole pour le suivi du mandat et partager la méthodologie de travail ainsi que le processus de validation. Au 30 septembre 2017, pour quatre études sur les sept que compte le mandat, il aura été mis au point :

- le planning consolidé de lancement des consultations, de suivi des études et de remise des livrables,
- les procédures de lancement des consultations,
- les dossiers de consultation, leur validation et leur publication,
- les rapports d'analyse des offres,
- les modalités et processus de validation par délibération ou décision de la Métropole,
- les notifications des marchés des prestataires attributaires,
- la programmation des réunions de lancement des études et autres missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Avant la fin de l'année 2017, deux consultations vont être lancées pour désigner les prestataires des études de sécurité sûreté publique et activités commerciales. La consultation de la dernière étude (maîtrise d'œuvre urbaine) sera lancée début 2018.

Pour permettre la finalisation du programme visé par le mandat et son avenant n°1 tout en prenant en compte les calendriers contraints du protocole de préfiguration, du mandat d'études ainsi que les nouveaux montants et calendriers réajustés en fonction des marchés des prestataires attributaires pour la réalisation des études, il est proposé un avenant n°2 pour proroger de six mois le mandat initial de 24 mois, jusqu'au 30 mars 2019.

Le bilan qui est présenté s'établit à 476 000 € en dépenses et 571 200 € en recettes, dont 32 000 € réalisés en dépenses et 37 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2016. Le coût de la rémunération totale est porté à 146 000 € HT (175 200 € TTC) au lieu de 117 000 € HT (140 400 € TTC).

L'avancement du mandat POPAC Cévennes, en cours de réalisation sur la copropriété principale des Cévennes, a permis de :

Sur la copropriété Cévennes 1 :

- accompagner la finalisation des travaux pour les bâtiments H et N
- accompagner le lancement des travaux pour les bâtiments L et J
- préparer et accompagner la réhabilitation des bâtiments M et K

Sur les autres copropriétés :

- rencontrer les syndics y compris l'administrateur provisoire
- rencontrer les conseils syndicaux
- récupérer les données financières et de gestion

Le bilan pour ce mandat s'établit à 400 000 € en dépenses et 480 000 € en recettes, dont 50 000 € réalisés en dépenses et 60 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des comptes rendus annuels à la collectivité au 31 décembre 2016, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de préfiguration, du mandat d'études du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes et du mandat POPAC Cévennes, qui sont mise en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver les bilans prévisionnels des 2 mandats établis par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- approuver le projet d'avenant n°2 de prolongation de 6 mois du mandat d'études pour le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant précité ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150279-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - CAMBACERES - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT DE LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°5 - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AVENANT N°4 - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le site du quartier Cambacérès (Mogère), localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée, mise en service en mai 2017 et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) pour des livraisons prévues fin 2017.

Il constitue aussi et surtout le site d'accueil de la future gare nouvelle - Pôle d'Echange Multimodal (PEM) - pour laquelle SNCF-R (SNCF-Réseau, anciennement RFF), a signé un contrat de partenariat le 4 février 2015 avec le groupement formé par ICADE, pour assurer sa conception, sa construction, son entretien, sa maintenance et son financement. La mise en service de la gare est prévue en juillet 2018.

De ce fait, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue SA3M et créé une ZAC sur 60 ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echanges Multimodal à échéance de sa livraison.

Par délibération du 6 février 2014, la Métropole a décidé de confier à la SA3M la réalisation et le portage dans le cadre de cette opération d'aménagement, de la réalisation d'un cluster-hôtel d'entreprises (Halle French Tech), fer de lance de la filière numérique et de la démarche French Tech, objet d'un avenant n°1 à la concession.

Par délibération du 31 juillet 2014 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement du secteur Mogère, compte tenu du décalage dans le temps de la livraison de la gare de Nîmes-Manduel-Redessan dont dépend la fréquentation de la gare nouvelle de Montpellier, il a été décidé de :

- limiter, dans un premier temps, les travaux à la desserte et viabilités de la gare, en phase avec son échéance de livraison prévue dès 2017 ;
- s'assurer de la réalisation des mesures conservatoires sans lesquelles les aménagements ultérieurs seraient beaucoup plus onéreux pour la métropole, notamment s'il fallait les réaliser après la mise en service des deux infrastructures ;
- redéfinir le projet d'aménagement du secteur de la Mogère.

Par délibération du 30/09/2015 ont été actés l'intégration des projets de travaux liés à la géothermie d'une part et à l'implantation du groupe Septeo Genapi d'autre part.

Par délibération du 25/09/2016, a été intégrée la reprise, en 2016, des études urbaines et pré-opérationnelles suite à la désignation, du groupement XDGA comme urbaniste notamment pour permettre la livraison de la Halle French Tech en 2020. Le quartier Cambacérès est confirmé comme le futur quartier dédié à l'innovation dans un environnement mixte, à la fois quartier d'affaires, résidentiel et de loisirs, pour accueillir notamment l'écosystème French Tech et son bâtiment Totem de l'innovation, élément emblématique de ce nouveau quartier qui alliera l'animation urbaine au « dialogue » de la ville avec le paysage naturel et patrimonial environnant. Ont également été intégrés, des ajustements concernant les montants de travaux de géothermie et modalités de financement associées.

Depuis cette date :

- les travaux nécessaires à la desserte et à la viabilité de la gare ont été réalisés en phase avec l'échéance de sa livraison, pour une mise en service en 2018 ;
- les viabilités liées à la desserte en géothermie et au chauffage urbain ont fait l'objet d'adaptation, pour tenir compte d'optimisations techniques sollicitées par l'ADEME dans le cadre des subventions demandées et d'une cohérence de desserte des premiers lots à partir de 2020 ;
- la coordination des chantiers des différents maîtres d'ouvrages sur le secteur a été poursuivie, notamment pour finaliser les négociations avec les maîtres d'ouvrages d'infrastructure quant aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation concomitante de l'autoroute déplacée, du CNM et de la gare ; il s'agit notamment de l'ouvrage de franchissement de l'A9 pour permettre la prolongation de la ligne 1 de tramway jusqu'au parvis de la gare ;
- les études de définition ont avancé pour permettre de définir le parti d'aménagement du quartier et du parc de la Mogère (phase AVP) ;
- les études de programmation et de définition pour la halle French Tech ont été engagées et l'agence d'architecture Muoto a été désignée dans le cadre d'une procédure de concours de maîtrise d'œuvre ;
- pour permettre un traitement qualitatif des espaces publics qui valorise le paysage urbain, l'intégration d'œuvres d'art et d'interventions artistiques est souhaitée.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire, présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2016, l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

En matière d'études, l'année 2016 et le début de l'année 2017 ont principalement concerné :

- l'engagement des missions permettant de définir le parti d'aménagement du quartier et du parc ;
- l'aboutissement des procédures nécessaires à la réalisation des aménagements hydrauliques et paysagers du parc et à l'exploitation de la ressource géothermale sur le secteur (l'autorisation requise au titre de la législation sur l'eau pour les travaux du parc a été accordée après enquête publique par arrêté préfectoral du 31 janvier 2017, et l'autorisation d'exploitation de ressource géothermale et d'ouverture des travaux correspondant a été accordée après enquête publique par arrêté préfectoral du 22 août 2017) ;
- la coordination des chantiers des différents maîtres d'ouvrages sur le secteur, notamment la finalisation des négociations avec les maîtres d'ouvrages d'infrastructures quant aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation concomitante de l'autoroute déplacée, du CNM et de la gare ;
- les études de programmation et de définition pour la halle French Tech et le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre en 2017 pour en désigner l'architecte ;
- l'ensemble des études opérationnelles en accompagnement des travaux de viabilité (géomètre, géotechnique, etc.)

En matière de travaux, l'année 2016 et le début de l'année 2017 ont été consacrés à :

- la poursuite des travaux de viabilité et desserte de la gare et des premiers îlots du quartier ;
- l'engagement des travaux de réalisation d'un système de ressource en géothermie et de chauffage urbain, notamment dans l'optique de la desserte de la gare en 2017 ;
- la réalisation des travaux de desserte et de viabilité pour les projets Septeo et Schneider Electric situés dans le périmètre de la concession d'aménagement sur la commune de Lattes et financés dans le cadre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) approuvées par délibération en juillet 2015 et mai 2016.



Par ailleurs, la définition programmatique et les objectifs généraux de la Halle French Tech ont permis de définir plus précisément son coût et les modalités de réalisation à retenir.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération est ainsi actualisé tenant compte des éléments suivants :

- respect du budget des travaux nécessaires à la desserte de la gare ;
- augmentation du coût des travaux de chauffage urbain et de géothermie en lien avec les optimisations techniques sollicitées par l'ADEME d'une cohérence de desserte des premiers lots à partir de 2020 ; cette augmentation est compensée par des subventions à verser par l'ADEME ;
- intégration d'une rémunération complémentaire au titre de la coordination des travaux, pour le compte d'ASF, objet d'un avenant à la concession et financée intégralement par ASF ;
- avancement d'une première tranche d'études de maîtrise d'œuvre, de travaux et de commercialisation du quartier, en lien avec la mise en service de la halle French Tech en 2020 ;
- évolutions du coût et des modalités de réalisation de la halle French Tech en tenant compte d'une approche précautionneuse au regard des subventions sollicitées à ce stade auprès des différents partenaires.

Ce bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit ainsi à 294 612 K€ soit une augmentation de 2 012 K€.

Le programme prévisionnel des travaux et honoraires s'élève à 188 711 K€ soit une augmentation de 2 069 K€.

La rémunération prévisionnelle de l'aménageur s'élève à 26 790 K€, (+ 94 k€), liée notamment à l'engagement au titre des coordinations inter maîtres d'ouvrages de travaux hydrauliques mutualisés financés par ASF et de l'actualisation de la rémunération au titre de la construction de la halle French Tech. Le montant global de la rémunération forfaitaire est porté à 11 132 K€.

Le programme des espaces publics de la concession d'aménagement du quartier est complété pour intégrer la mise en place d'œuvres artistiques en lien avec les objectifs d'innovation du projet urbain dans une perspective de valorisation et de rayonnement de l'opération d'aménagement à l'échelle métropolitaine et nationale.

Ces modifications font l'objet d'un avenant n°5 au traité de concession.

Le bilan financier fait apparaître des besoins de trésorerie, à couvrir par une avance complémentaire de trésorerie remboursable, à mettre en place par la collectivité, de 4 000 K€, qui s'ajoute à l'avance de 10 800 K€ déjà approuvée, pour accompagner le lancement de la halle French Tech entre 2017 et 2020. Celle-ci fait l'objet d'un avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie, dont les versements s'échelonnent de la façon suivante :

Cumul à 2016	2017	2018	2019	2020	Total
4 300 K€	2 000 K€	5 000 K€	2 000 K€	1 500 K€	14 800 K€

Cette avance est consentie jusqu'au 31/12/2026 au plus tard.

Elle fera l'objet de remboursement partiel en fonction des disponibilités de trésorerie de l'opération selon les modalités prévisionnelles suivantes :

Modalités de remboursement	Versements en euros
2020	4 000 K€
2022	3 000 K€
2023	1 500 K€
2027	6 300 K€

L'opération d'aménagement nécessite 11,5 M€ d'emprunt, en conséquence du phasage précautionneux des cessions au-delà de 2021. Ce poste est en évolution de 1 M€. Le portage de la halle French Tech nécessite 17.1 M€ d'emprunt.

Le montant de la participation de la métropole pour les équipements primaires est inchangé par rapport au CRAC précédent, soit 6.081 M€.

Compte tenu des incertitudes sur les subventions mobilisables pour accompagner la réalisation de la Halle French Tech, une participation complémentaire de la métropole à sa réalisation est rendue nécessaire, à hauteur de 5 030 K€. Cette participation sera optimisée au fur et à mesure des subventions obtenues par la Métropole. Ces différentes subventions interviendront ainsi en déduction de la participation complémentaires de 5 030 K€ actuellement au bilan de la concession. A ce stade, sont d'ores et déjà envisagées les subventions liées au Contrat Plan Etat Région (CPER) pour un montant de 2.230.700 € dont 1.100.000 € de l'Etat et 1 130 700 € de la Région.

Le montant total de la participation à l'opération d'aménagement est ainsi porté à 11 111 K€.

Le fonds de concours versé par l'opération à la collectivité est inchangé (16 220 K€).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement présenté par la SA3M pour l'exercice 2016 relatif à la concession d'aménagement "secteur de la Mogère" ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération ;
- approuver l'avenant n°5 à la concession d'aménagement "secteur de la Mogère" renommée "Cambacérès", tenant compte du bilan prévisionnel remanié. La ZAC "OZ1" incluse dans le périmètre de cette concession, créée par délibération du 29 octobre 2013 est également renommée ZAC "Cambacérès"
- approuver l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie ;
- approuver tout document relatif à cette affaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150716-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ -  
COMMUNES DE LATTES ET DE PÉROLS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ODE  
À LA MER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ 2016 - SOCIÉTÉ  
D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ (SA3M) -  
AVENANT N°4 À LA CONCESSION - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini au travers de son schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur nommé « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre, ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il fait l'objet d'une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie. La collectivité a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Montpellier Méditerranée Métropole a également décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2015 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- le renouvellement du tissu économique existant,
- la recomposition des équipements commerciaux,
- l'introduction de logements, de programmes tertiaires, de services et d'équipements (mixité autour des stations de Tram),
- la modernisation et/ou création d'équipements publics.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher nouvelles.

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre opérationnel de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire est opéré selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

### **Etat d'avancement de l'opération d'aménagement d'ensemble**

L'activité de l'Opération en 2016 s'est caractérisée par la poursuite des procédures réglementaires (ZAC, PLU, PUP), les acquisitions foncières stratégiques, la mise à jour du plan-guide d'ensemble, les études d'urbanisme sur trois secteurs désormais en phase opérationnelle, et les études techniques niveau AVP de équipements publics primaires d'ensemble. Cela a conduit à mettre à jour tous les chiffrages travaux à l'échelle de l'ensemble du projet sur la base des nouveaux plans et descriptifs établis par la Maîtrise d'œuvre urbaine.

#### **Ode Acte 1 :**

Cette ZAC comprend un nouvel îlot mixte d'environ 35.000 m<sup>2</sup> SDP de tertiaire (dont 10.000 m<sup>2</sup> livrés) et 85.000 m<sup>2</sup> SDP de commerces (c'est-à-dire environ 60.000 m<sup>2</sup> de surface de vente), à développer par un opérateur, composés essentiellement de grandes et moyennes surfaces spécialisées, majoritairement déjà présentes sur le site et issues des secteurs du Fenouillet / Solis / Bir Hakeim lesquels sont destinés à être recomposés en quartiers à dominante résidentielle). Ce programme permet ainsi d'enclencher le processus de mutation et de renouvellement urbain, en accueillant massivement le transfert d'enseignes situées le long de la route de la mer, et en libérant certains secteurs en mutation d'ODE Acte 2.

La société IF ECOPOPLE filiale de FREY S.A., opérateur spécialisé dans les espaces commerciaux de restructuration d'entrées de ville, a été désignée sur la base d'une offre complète comprenant un projet architectural destiné à conforter le pôle tertiaire existant du Parc d'Activités de l'Aéroport, et apporter une réponse au transfert des enseignes existantes du secteur de la Route de la Mer, souhaitant moderniser leur outils de travail, au sein d'un îlot tertiaire et commercial novateur et structuré, en liaison avec son environnement.

Le compromis de vente du terrain a été signé le 15 décembre 2014, et le dossier de demande d'autorisation d'aménagement commercial pour les 61 521 m<sup>2</sup> de vente du projet ont été autorisés par la CDAC le 5 février 2015, puis réitéré par la CNAC Commission Nationale d'Equipeement Commercial le 16 juillet 2015, qui a rejeté et/ou retenu irrecevable les recours déposés auprès de la CNAC. Les recours contentieux ont été rejetés par la Cour Administrative d'Appel par jugement en date du 07/07/2016. Le conseil d'Etat a validé l'autorisation commerciale en mars 2017. Le permis de construire a été déposé le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Un minimum de 70% desdites surfaces de vente est réservé au transfert des enseignes transférées depuis les secteurs situés à l'intérieur du périmètre de la concession d'aménagement et/ou un environnement proche contiguë à ce périmètre.

#### **Ode Acte 2 :**

La ZAC, créée fin 2013, permet de poursuivre le renouvellement urbain (secteurs Delta / Fenouillet Nord / Solis), et d'envisager la rénovation commerciale des hypermarchés et de leurs galeries en introduisant des logements/services en superposition des commerces. Elle accompagne ce renouvellement par des projets résidentiels sur les terrains acquis sur les secteurs du Mas de Couran et de l'Estagnol).

Elle s'étend sur un périmètre d'environ 111 ha, pour une constructibilité totale de 640.000 m<sup>2</sup>

En 2016, l'aménageur a poursuivi la préparation des procédures administratives nécessaires à l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC (rédaction du dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau en vue d'un dépôt courant 2016, étude de sécurité ESSP, programme des équipements publics et financement) qui seront soumis à l'approbation des collectivités et des services de l'Etat en 2017. Le dossier Loi sur l'eau a fait l'objet d'un arrêté après avis favorable du commissaire enquêteur le 28 juin 2017.

Afin de permettre aux communes de Lattes et Pérols de remplir à court terme leurs obligations de développement d'habitat et de mixité sociale au titre du Plan Local d'Habitat, des actions ont été mises en œuvre, comme la désignation d'équipes d'architectes-urbanistes coordonnateurs sur les secteurs

Hauts de Lattes et Fenouillet Bir Hakeim, la modification des PLU des deux communes, la désignation des opérateurs pour des programmes de logements sociaux. Sur Pérols, deux permis de construire ont été accordés pour un programme de 338 logement porté par le promoteur M&A (ce programme a fait l'objet en 2016 d'une convention de participations au coût des équipements publics entre la métropole, la SA3M et M&A) et une résidence Jeunes Actifs 110 logement portés par ACM. Les travaux ont débuté en 2017.

Sur Lattes deux permis de construire accordés pour 77 logement Ad Vitam PEGASE et 88 logements pour le promoteur PITCH. Ces deux programmes font l'objet en 2017 de convention de participations au coût des équipements publics entre la métropole, la SA3M et les constructeurs

### **Zone en diffus hors ZAC :**

Parallèlement, la SA3M conduit le développement sur les secteurs urbanisés mixtes non intégrés en ZAC, dans le cadre de procédures d'urbanisme appropriées (secteurs à TA majorée et PUP ...) afin d'accueillir des projets privés spontanés en cas de mutation foncière (ex. secteur entre Boirargues et l'avenue Georges Frêche). Une opération a été livrée en 2016 : siège social de la SA Villages d'Or, et 64 logement pour le constructeurs Ubat logements. Un programme de bureau pour le siège social d'Helenis.

Du point de vue des mouvements financiers effectués sur la période précédente il est à noter fin 2016 que l'opération enregistre un cumul de 51,420 M€ de charges, dont 4,269 M€ réalisés en 2016 en études, travaux préparatoires et fouilles archéologiques et rémunérations, financées par 1,775 M€ de loyers et 6,549 M€ de cessions. 10,421 M€ de participations du concédant, 10 M€ d'avance de trésorerie de la métropole, 26,5 M€ d'emprunts, et 0,3 M€ de dépôts de garantie.

En matière de produits, on note l'acte de vente à la SCCV Les Corollys pour 5.300 m<sup>2</sup> de Sdp sur la ZAC Ode acte 1, ainsi que la convention de participation pour le projet M&A.

### **Prospective de l'opération d'aménagement d'ensemble**

La conjonction de plusieurs faits potentiellement générateurs de pertes de charges foncières conduit l'aménageur à proposer au concessionnaire des mesures adaptées et de nature à compenser ces potentielles baisses de recettes.

Les recours sur la modification 3 du PLU sur le secteur des Hauts de Lattes ainsi que les nouvelles hypothèses du PPRI de Pérols ont été l'occasion de revisiter la faisabilité de la programmation de l'ensemble des quartiers sur les 250 ha de la concession. Une analyse multi factorielle a permis d'éclaircir les potentialités et d'identifier les menaces afin de définir une stratégie de développement ambitieuse mais maîtrisée jusqu'en 2040, positionnant l'opération Ode à la Mer comme un vecteur important de la production du logement à l'échelle métropolitaine avec un rythme de production lissé de 500 logements par ans pour la période considérée.

Une recomposition du plan guide affinant les densités afin de les adapter à leur contexte en les repositionnant sur les points d'intensité de desserte a permis d'améliorer l'efficacité des aménagements futurs.

Parallèlement la réflexion s'est poursuivie autour du projet de Pôle Autonomie Santé de Lattes (PAS), porté par la commune de Lattes, structuré autour de la notion d'autonomie et que Montpellier Méditerranée Métropole soutient.

L'ETAPE est le premier volet d'un programme plus ambitieux visant à créer les conditions de développement d'un Pôle d'excellence "Autonomie en Santé". Dans ce cadre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M ont été désigné le 15/06/2017 par l'Etat, lauréat de l'appel à manifestation national « Démonstrateur Industriel Ville Durable : Montpellier Capital Santé aux 4 âges de la vie ». Ce label consacre l'action menée sur Castelnau-le-Lez avec Euréka et celle menée sur Lattes avec le Pôle Autonomie Santé.

Sur ces bases une nouvelle prévision a été effectuée pour l'opération d'ensemble. Ainsi, l'augmentation des produits de 233,01 M€ HT à 243,54 M€ HT provient principalement de nouvelles recettes correspondant à l'intégration au bilan des évolutions du plan masse, du projet de Pôle Autonomie Santé, de nouvelles recettes locatives provenant d'une durée de détention plus longue des locaux commerciaux acquis fin 2015, de l'ajustement du montant prévisionnel des cessions des charges foncières de logements libres (valeurs de marché comparables, et nouveaux lots à bâtir), des provisions pour risque de commercialisation, mais également de l'ajustement du montant prévisionnel des participations des constructeurs n'ayant pas acquis leur terrain de l'aménageur, aux

futurs équipements publics de la concession Ode à la Mer et aux références de marché d'opérations voisines, et du programme des équipements publics de la ZAC Ode acte 2 à approuver en 2017.

L'enveloppe des dépenses a été adaptée dans les mêmes proportions, sans modifier pour autant la participation à l'équilibre de la Métropole. Les dépenses complémentaires correspondent principalement : à l'ajout de travaux de VRD primaires autour des Coteaux de Bellevue / Soriech Sud / Terres de Soleil / Pailletrice : pour 3,90 M€ ; de travaux VRD secondaires dans le quartier de Bir Hakeim selon le nouveau plan masse établi par le groupement d'urbaniste Toure- Garcia : 2,60 M€ ; Enfin à l'augmentation du coût des travaux de fouilles archéologiques : 1,30 M€.

Les dépenses intègrent la construction du « Pôle Autonomie Santé » (partie publiques et privées) intégrée au programme du quartier des Hauts-de-Lattes, en dépenses travaux VRD et honoraires techniques liés aux nouveaux chiffrages établis sur la base de programmes et descriptifs de travaux affinis.

Par ailleurs, un opération immobilière située à cheval sur la ZAC Ode Acte 2 et hors du périmètre de la concession sur la commune de Pérols (programme immobilier de commerces et bureaux se situant dans le quartier « Bir Hakeim » sur les parcelles AE 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 138) conduit à intégrer dans la concession les travaux d'équipements publics concourant à l'opération globale d'aménagement, y compris ceux nécessaires à la viabilisation de ce programme.

La nécessité de développer une stratégie énergétique sur l'opération d'ensemble, amène à autoriser l'aménageur à consentir des conventions d'occupation des voiries, espaces verts et espaces libres au profit d'un opérateur énergétique. La durée de ces conventions pourra excéder le terme de la présente concession d'aménagement. Le tarif de cette occupation sera conforme aux montants définis par la Métropole..

Enfin, pour proposer un rythme de commercialisation conforme aux orientations du futur SCoT des capacités du marché et de la mutation au sein du site, il est proposé de prolonger la concession à 29 ans (date d'expiration 31 décembre 2040). La rémunération de l'aménageur tient compte de cette prolongation de la concession à 2040.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'un avenant n°4 à la concession d'aménagement.

Le nouveau bilan prévisionnel proposé est donc porté à un budget total de 243,540 M€, sans évolution majeure du montant des participations financières publiques des collectivités.

La participation financière d'équilibre de la Métropole est maintenue à 32,42 M€.

La participation au développement économique spécifiquement affectée à la construction de la partie publique du Pôle Autonomie Santé sera versée par la Métropole à hauteur de 1 M€. De même, la nouvelle subvention de l'Etat et de la Région Occitanie à la construction de la partie publique du Pôle Autonomie santé est prise en compte à hauteur et de 1,53 M€, dans le cadre du contrat de plan Etat/ Région (CPER) signé en 2016 par la Métropole.

L'avance de trésorerie de 10 M€ déjà versée par la Métropole est maintenue, dont 2 M€ seront remboursés en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération d'aménagement Route de la Mer Ode à la Mer, présenté par la SA3M pour l'exercice 2016,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement Route de la Mer, présenté par la SA3M pour l'exercice 2016,
- approuver l'avenant n°4 à la concession d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14962

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150770-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL - JUVIGNAC - "CARRIÈRE DE L'ORT" - AVENANTS AUX CONVENTIONS AVEC LA SCCV "DOMAINE DE BELROSE" ET LA SARL "KALITHYS" - PROJET DE CONVENTION SUR LA PARCELLE BV0003 POUR PARTIE - AVENANTS ET PROJET DE CONVENTION DE REVERSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Projet Urbain partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25-1 à R332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce, à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Sur le territoire de la commune de Juvignac, le secteur de la « Carrière de l'Ort » d'une superficie de 3,7 ha comprend les parcelles BV12, BV15 et BV03 pour partie. Le projet d'aménagement d'ensemble de ce secteur consiste en la création d'environ 250 logements correspondant à 16 100 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP), génère l'accueil d'environ 500 habitants supplémentaires et induit la réalisation de nouveaux équipements publics.

Par délibération en date du 28 septembre 2015 le Conseil Municipal de la ville de Juvignac a notamment approuvé la délimitation de ce périmètre global, les modalités de partage des coûts des équipements à réaliser ainsi que l'engagement de réaliser les équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage revient à la commune.

Par délibération n°13257 en date du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention de projet urbain partenarial (PUP) avec la SCCV « Domaine de Belrose » et la SARL « Kalithys », pour permettre la prise en charge financière d'une partie des équipements publics nécessaires, liés à l'arrivée d'une population supplémentaire.

Les conventions de PUP ont été signées le 26 janvier 2016 avec la SARL « Kalithys » et le 2 décembre 2015 avec la SCCV « Domaine de Belrose ».

La convention de reversement des produits de la convention de PUP relative à la SARL « Kalithys » a été signée le 24 mars 2016.

La convention de reversement des produits de la convention de PUP relative à la SCCV « Domaine de Belrose » a été signée le 22 décembre 2015.

Par arrêté n°8 – 2017 en date du 9 janvier 2017 le Maire de Juvignac a autorisé le transfert du PC 34123 15 M0042 entre la SARL « Kalithys » et la SCCV « Les Bains ».

Les conventions de projets urbains partenarial signées le 26 janvier 2016 avec la SARL « Kalithys » et le 2 décembre 2015 avec la SCCV « Domaine de Belrose » et les conventions de reversement de produits des projets urbain partenariaux, signées le 24 mars 2016 et le 22 décembre 2015 doivent en conséquence faire l'objet d'un avenant pour intégrer :

- une modification du programme de construction, réduisant la SDP globale du programme du projet d'aménagement d'ensemble de 16 100 m<sup>2</sup> de SDP à 15 304 m<sup>2</sup> de SDP ;
- une modification du programme d'équipement lié au projet d'aménagement d'ensemble intégrant un maillage du réseau d'adduction d'eau potable permettant d'assurer la défense incendie du projet d'aménagement d'ensemble ;
- une modification du coût des équipements publics induits par l'opération immobilière le projet d'aménagement d'ensemble ;
- une modification de la part financière mise à la charge des promoteurs qui portent ou porteront une opération sur les parcelles cadastrées BV12, BV15 et BV03 pour partie ;
- une modification du signataire de la convention de PUP signée le 26 janvier 2016 avec la SARL « Kalithys » pour prendre en considération le transfert du PC 34123 15 M0042.

Le tableau suivant récapitule le nouveau programme d'équipements, les nouveaux montants mis à la charge des constructeurs, de la ville de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole.

PROGRAMME D'EQUIPEMENTS		A la charge des constructeurs		A la charge de la ville de JUVIGNAC		A la charge de la Métropole	
Nature des équipements publics financés	Coût H.T.	%	Montant H.T.	%	Montant H.T.	%	Montant H.T.
Salle polyvalente de 150 m2	255 000 €	100%	255 000€	0%	0 €	0%	0 €
Deux (2) salles de classes	1 150 000 €	80%	920 000€	20%	230 000€	0%	0 €
<b>Sous-total superstructure</b>	<b>1 405 000€</b>		<b>1 175 000€</b>		<b>230 000 €</b>		<b>0 €</b>
<b>Subventions envisageables</b>	<b>0 €</b>				<b>0 €</b>		<b>0 €</b>
<b>Montant global du programme initial voté en 2015 (déduction faite des subventions)</b>	<b>1 405 000€</b>		<b>1 175 000€</b>		<b>230 000 €</b>		<b>0 €</b>
<b>Renforcement du réseau AEP pour garantir la défense incendie du programme (intervention non prévue initialement)</b>	<b>35 017,63 €</b>		<b>35 017,63 €</b>		<b>0€</b>		<b>0 €</b>
<b>Montant global du nouveau programme</b>	<b>1 440 017,63€</b>		<b>1 210 017,63 €</b>		<b>230 000 €</b>		<b>0 €</b>

Le tableau suivant permet de visualiser l'évolution de la répartition de la part financière mise à la charge des promoteurs.

		Répartition initiale			Nouvelle répartition		
CONSTRUCTEURS	Références cadastrales	SDP en m2	%	Montant PUP H.T. (voté en 2015)	SDP en m2	%	Montant PUP H.T.
SCCV "Domaine de BELROSE"	BV12	9 227	57%	669 750,00	9 227	60.29%	729 536,90 €
SARL KALITHYS	BV15	4 951	31%	364 250,00	4 951	32.35%	391 453,03 €
Porteur de projet BV03	BV3 partie	1 908	12%	141 000,00	1 126	7.36%	89 027,70 €
<b>TOTAL</b>		<b>16 086</b>	<b>100%</b>	<b>1 175 000,00</b>	<b>15 304</b>	<b>100%</b>	<b>1 210 017,63€</b>

Les projets d'avenants aux conventions de PUP signées le 26 janvier 2016 avec la SARL « Kalithys » et le 2 décembre 2015 avec la SCCV « Domaine de Belrose » et les projets d'avenants aux conventions de reversement des produits liés aux conventions de PUP, signées le 24 mars 2016 et le 22 décembre 2015, sont annexés à la présente délibération.

Concernant la partie de la parcelle cadastrée BV0003, un troisième porteur de projet devra ultérieurement signer une convention PUP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications du programme de construction, du programme d'équipement lié au projet d'aménagement, du coût des équipements publics, de la part financière mise à la charge des promoteurs, du signataire de la convention de PUP signée le 26 janvier 2016 avec la SARL « Kalithys » pour prendre en considération le transfert du PC 34123 15 M0042, tel que décrit ci-avant,
- approuver les projets d'avenants aux conventions de PUP signées le 26 janvier 2016 avec la SARL « Kalithys » et le 2 décembre 2015 avec la SCCV « Domaine de Belrose »,

- approuver les projets d'avenants aux conventions de reversement des produits liés aux conventions de PUP, signées le 24 mars 2016 et le 22 décembre 2015,
- approuver le projet de convention de PUP à signer avec le futur porteur de projet sur la partie de la parcelle cadastrée BV03,
- approuver le projet de convention de reversement des produits liés à la convention de PUP qui sera signée avec le porteur de projet sur la partie de la parcelle cadastrée BV0003,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants aux conventions de PUP signées le 26 janvier 2016 avec la SARL « Kalithys » et le 2 décembre 2015 avec la SCCV « Domaine de Belrose », les avenants aux conventions de reversement des produits liés aux conventions de PUP, signées le 24 mars 2016 et le 22 décembre 2015, la convention de PUP qui sera passée avec le futur porteur de projet sur la partie de la parcelle cadastrée BV03, la convention de reversement des produits liés à la convention de PUP qui sera passée avec le porteur de projet sur la partie de la parcelle cadastrée BV0003, ainsi que tout document afférent à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150389-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ACTION FONCIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR "ZENITH SUD" - AVENANT N°1 À LA CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIÈRE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le secteur dénommé « Zénith sud », sur la commune de Montpellier, a une place stratégique en terme de situation géographique, à proximité de l'échangeur A9 / RD612, situé à l'entrée est de la ville de Montpellier. Il s'étend le long de la façade de l'avenue Pierre Mendès-France.

C'est pourquoi, ce site est inscrit dans une zone d'extension urbaine du SCoT, identifiée comme site à haute valeur paysagère. Il est classé au PLU, en zone à urbaniser à vocation économique et en zonage agricole pour la partie la plus à l'ouest. Il est inclus dans la zone C du Plan d'Exposition au Bruit, n'autorisant que les constructions à usage d'activité.

Tous ces éléments concourent à prévoir une évolution à long terme de ce secteur qui permettra un développement de l'offre économique sur le territoire, compte tenu de sa visibilité et de son attractivité à proximité d'un échangeur autoroutier.

Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPF) ont signé la convention d'anticipation foncière n° 2015 H 2991 le 20 décembre 2016, permettant à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie de réaliser les acquisitions sur ce secteur.

L'EPF Occitanie a déjà procédé à des acquisitions sur ce secteur et des négociations sont actuellement en cours.

Il convient donc de poursuivre la constitution de réserves foncières engagée sur l'ensemble de ce périmètre.

Pour mener à bien ces futures acquisitions, il est proposé de signer l'avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière précitée portant de 5 000 000€ à 10 000 000€ le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF d'Occitanie envers Montpellier Méditerranée Métropole, les autres dispositions de la convention demeurant inchangées et applicables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 la convention d'anticipation foncière entre la Métropole et l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme S. JANNIN, Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1151129-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "LE PARC MONTEILLET" - BOULEVARD DES MOURES À VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 27 logements sociaux, résidence « Le Parc Monteillet », boulevard des Moures à Villeneuve-les-Maguelone.

Le programme comprend 19 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 8 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Jean-Baptiste MIRALLES, le programme développe une surface habitable de 1 772 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 8 T2, 13 T3, 5 T4, 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : **3 828 992 €**
- Subvention Etat Déléguée : 62 912 €
- Subvention conseil régional : 27 000 €
- Prêt CDC : 2 845 671 €
- Prêt PEEC : 324 000 €
- Fonds propres : 542 409 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 27 000 €.**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 27 000 € à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional pour la réalisation de 27 logements locatifs sociaux, résidence « Le Parc Monteillet », boulevard des Moures à Villeneuve-les-Maguelone ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1149929-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX -  
RÉSIDENTE "CITY ZEN", RUE DE FONTCARRADE À MONTPELLIER - ATTRIBUTION  
DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 11 logements sociaux, résidence « City Zen », rue de Fontcarrade à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BACOTEC, comprend 7 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 4 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Atelier RIO Concept Architecture domicilié à Montpellier, il développe une surface habitable de 747,90 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 2 T2, 4 T3, 5 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : **1 560 224 €**
- Subvention Etat Déléguée : 29 400 €
- Subvention Conseil Régional : 11 500 €
- Prêt CDC : 1 256 324 €
- Prêt Action Logement : 54 000 €
- Fonds propres : 187 000 €
- **Participation de Montpellier Méditerranée Métropole : 22 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 22 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, Résidence « City Zen », rue de Fontcarrade à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1149935-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SAINT-GERMAIN DES PRÉS » - AVENUE DU CAP À LATTES - ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°14417 - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°14417 du 25 janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM FDI Habitat la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Saint-Germain des Prés », avenue du Cap à Lattes.

Toutefois, le prix de revient du programme ayant augmenté suite à l'acquisition d'un logement supplémentaire, la SA d'HLM FDI Habitat a décidé de revoir à la hausse le montant des prêts sollicités auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il est par conséquent proposé d'abroger la délibération n°14417 du 25 janvier 2017 et donc de délibérer à nouveau sur cette garantie d'emprunt. Pour rappel, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Hélénius, comprend désormais 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture montpelliéraine Garcia Diaz.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 398 980 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 480 008 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 419 448 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 321 879€ ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 177 645 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	480 008 €	419 448 €	321 879 €	177 645 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			

Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
--	--

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°14417 du Conseil du 25 janvier 2017 ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 1 049 235 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 398 980 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements locatifs sociaux, résidence « Saint Germain des Prés » à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme S. JANNIN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150583-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "NEW 123", 123 BIS AVENUE DE PALAVAS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI FONCIERE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La société FDI Foncière a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 10 logements locatifs sociaux, résidence « New 123 », 123 bis avenue de Palavas à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le Cabinet d'architecture MDR domicilié à Montpellier.

FDI Foncière demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant total de 1 250 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon sont les suivantes :

Désignation	PLS
Montant du prêt	1 250 000 €
Durée	42 ans dont période de réalisation du prêt : de 3 à 24 mois dont période d'amortissement : 40 ans
Périodicité des échéances	trimestrielle
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,36 %
Profil d'amortissement	amortissement progressif
Remboursement Anticipé	Indemnité forfaitaire calculée sur les montants remboursés par anticipation et égale à $K \cdot 0.80\% \cdot (N/365)$ où K = le capital remboursé par anticipation et N = le nombre de jours compris la date de valeur du remboursement anticipé et la date de la dernière échéance du prêt (date d'extinction du prêt telle que déterminée au jour de l'entrée en amortissement). Indemnité forfaitaire comme indiqué ci-dessus sur la base du capital remboursé par anticipation et frais de gestion de 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 €.
Révisabilité du taux et des charges de remboursement	En fonction de la variation du taux de rémunération du Livret A

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Foncière, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.



Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Foncière est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Foncière opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Foncière pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 937 500 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 1 250 000 € sollicité par la société FDI FONCIERE auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon pour financer la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « New 123 », 123 bis avenue de Palavas à Montpellier;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon et la société FDI FONCIERE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1151243-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASILVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 60 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS -  
RÉSIDENTE "LE THALÈS" TRANCHE 2 - 1567 AVENUE ALBERT EINSTEIN À  
MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM RÉSIDENCES SOCIALES  
DE FRANCE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Résidences Sociales de France, filiale du bailleur social Immobilière 3F Groupe Action Logement, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 60 logements locatifs sociaux pour étudiants, résidence « Le Thalès » Tranche 2, situés 1 567 avenue Albert Einstein à Montpellier. La résidence sera gérée par l'association Habitat Social et Etudiant – Rhône (HSE). Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Pégase Immobilier, comprend 60 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Elle vient compléter une première tranche de 82 logements locatifs sociaux étudiants ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil de Métropole du 27 septembre 2017 pour la garantie des emprunts contractés.

Le projet a été conçu par le cabinet montpelliérain d'architecture Jean-Baptiste Miralles.

Résidences Sociales de France demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % les trois emprunts d'un montant total de 2 026 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 579 920 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 1 015 000 € ;
- un Prêt Locatif Social Complémentaire (CPLS) d'un montant de 431 080 €.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil de Métropole du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémentaire
Montant du prêt	579 920 €	1 015 000 €	431 080 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum		
Périodicité des échéances	annuelle		
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %		
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %		
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)		
Modalité de révision	double révisabilité limitée		
Taux annuel de progressivité	0 à 0.50 % maximum		

Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
---	--

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour le prêt PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Résidences Sociales de France, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Résidences Sociales de France est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Résidences Sociales de France opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Résidences Sociales de France pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 100 % ouvre un droit à réservation portant sur 20 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 026 000 €, représentant 100 % des trois prêts sollicités par la SA d'HLM Résidences Sociales de France auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 82 logements locatifs sociaux pour étudiants, résidence « Le Thalès » tranche 2, situés 1567 avenue Albert Einstein à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Résidences Sociales de France, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150085-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 19 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "JARDIN DES BEAUX-ARTS", 11/13 AVENUE SAINT-LAZARE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 19 logements locatifs sociaux, opération « Jardin des Beaux-Arts », située 11/13 avenue Saint-Lazare à Montpellier.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Les Nouveaux Constructeurs, comprend 13 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture SOLER ANTOINE domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 508 952 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 422 935 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 504 841 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 334 846 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 246 330 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	422 953 €	504 841 €	334 846 €	246 330 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	24 mois	-	24 mois	-
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,34 %	- 0,20 %	+ 0,34 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts prioritaires)			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 1 % maximum			

Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
--	--

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 131 714,00 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 508 952 €, sollicités par Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 19 logements sociaux, opération « Jardin des Beaux-Arts », 11/13 avenue Saint-Lazare à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1149343-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION -  
RÉSIDENTE "LE MONTEILLET", BOULEVARD DES MOURES À VILLENEUVE-LÈS-  
MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS  
MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA), de 3 logements en location-accession, résidence « Le Monteillet », boulevard des Moures à Villeneuve-Lès-Maguelone. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend au total 30 logements, dont 27 locatifs sociaux et 3 logements en accession sociale à la propriété (PSLA), ainsi qu'une crèche. Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Jean-Baptiste Miralles domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 503 150,00 € qu'il sollicite auprès de La Banque Postale.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil de communauté du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par La Banque Postale sont mentionnées ci-après :

<b>Montant du prêt PSLA</b>	503 150,00 €
<b>Durée</b>	7 ans
<b>Commission d'engagement</b>	0,10% du montant du prêt
<b>Phase de mobilisation des fonds</b>	Du 15/12/2017 au 15/12/2019 soit 24 mois
<b>Taux d'intérêt annuel</b>	EONIA post-fixé + 0,72%
<b>Base de calcul</b>	Nombre exact de jours d'utilisation des fonds sur la base d'une année de 360 jours.
<b>Versement des fonds</b>	Les fonds sont versés au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur, le prêteur se réservant la possibilité de demander à tout moment, et dès qu'ils seront disponibles, les justificatifs de toute nature permettant d'identifier les besoins de tirages
<b>Paiement des intérêts</b>	Mensuel
<b>Remboursement anticipé</b>	Pas de remboursement anticipé durant la phase de mobilisation
<b>Commission de non utilisation</b>	0,05%

<b>Phase d'amortissement – Tranche obligatoire à Taux Fixe du 15/12/2019 au 15/12/2024</b>
--

<b>Montant</b>	<p>La tranche est mise en place par arbitrage automatique le 15/12/2019 dans la limite du montant du prêt, sauf dans le(s) cas suivant(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'emprunteur a renoncé expressément avant le 15/12/2019 en tout ou partie à la mise en place par arbitrage automatique. Dans l'hypothèse où des fonds ont été versés pendant la phase de mobilisation, le montant de la tranche obligatoire sera égal à l'encours constaté à la fin de la phase de mobilisation.</li> <li>- Ajustement du montant par le prêteur aux besoins réels de l'emprunteur à la suite d'une demande de production de justificatifs. A défaut d'arbitrage automatique, le montant de la tranche obligatoire sera égal à l'encours en phase de mobilisation constaté à la fin de la phase de mobilisation.</li> </ul> <p>A défaut d'arbitrage automatique, le montant de la tranche obligatoire sera égal à l'encours en phase de mobilisation constaté à la fin de la phase de mobilisation.</p>
<b>Durée</b>	5 ans
<b>Taux d'intérêt annuel</b>	Taux fixe de 0,67%
<b>Base de calcul</b>	Mois forfaitaire de 30 jours sur une année de 360 jours
<b>Périodicité des échéances d'intérêts</b>	Trimestrielle
<b>Amortissement du capital</b>	In fine
<b>Remboursement anticipé</b>	<p>Remboursement anticipé total ou partiel possible à une date d'échéances d'intérêts sans indemnité en cas de levée de l'option par le(s) locataire(s) accédant(s) (une copie de l'acte de vente devra être produite)</p> <p>Dans tous les autres cas, le client devra régler une indemnité actuarielle</p> <p>Préavis : 35 jours calendaires</p>

Au cas où Le Nouveau Logis Méridional pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de La Banque Postale par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 503 150,00 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional auprès de La Banque Postale pour la réalisation de 3 logements en location-accession, résidence « Le Monteillet » à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre La Banque Postale et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150697-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE "LE DOMAINE DE BELROSE", CHEMIN DE L'ORT À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SCCV LE DOMAINE DE BELROSE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SCCV Le Domaine de Belrose a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 30 logements en location-accession, résidence « Le Domaine de Belrose » à Juvignac. Le programme comprend au total 151 logements dont 42 locatifs sociaux, 79 logements en accession libre et 30 logements en accession sociale à la propriété (PSLA).

Le projet a été conçu par l'architecte montpelliérain Philippe RUBIO.

La SCCV Le Domaine de Belrose demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 4 370 000 € qu'elle sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole sont mentionnées ci-après :

<b>Montant prêt PSLA</b>	4 370 000,00 €
<b>Période de préfinancement</b>	
<b>Durée</b>	de 3 à 24 mois maximum
<b>Taux d'intérêt</b>	Taux fixe 1.9%
<b>Périodicité</b>	Mensuelle
<b>Modalités de décaissement</b>	Les fonds pourront être décaissés en une ou plusieurs tranches
<b>Conditions de remboursement</b>	La période de préfinancement débute à la signature du contrat et prendra fin lorsque la totalité du prêt aura été décaissée, et au plus tard après la date de première échéance. A la fin de la période de préfinancement, le préfinancement est consolidé en un prêt à long terme.
<b>Période d'amortissement</b>	
<b>Durée</b>	30 ans
<b>Taux d'intérêt</b>	Taux d'intérêt annuel fixe de 1.90 %
<b>Périodicité des échéances</b>	Mensuelle
<b>Type d'amortissement</b>	Echéances constantes
<b>Date de la première échéance</b>	Au plus tard le 15/11/2020

<b>Date de la dernière échéance</b>	Au plus tard le 15/10/2052																						
<b>Frais et commissions</b>	Frais de dossier : 4300 €																						
<b>Conditions de remboursement anticipé</b>	<p><b>Remboursement anticipé volontaire :</b>  En cas de remboursement anticipé partiel, le montant du remboursement ne peut être inférieur à 10 % du capital emprunté à l'origine. Le capital restant dû après ce remboursement sera étalé sur la durée restant à courir. Une indemnité de gestion, égale à 3 mois d'intérêts, calculée au taux en cours du prêt sera exigée sur le capital remboursé par anticipation ou sur le capital à réaménager.  Une indemnité financière sera exigée, dont le montant est déterminé par application du ratio durée écoulée / durée initiale du prêt (ratio exprimé en pourcentage). Ce ratio mesure le nombre de mois d'intérêts qui seront prélevés au titre de l'indemnité financière et qui est établi ainsi :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Durée écoulée/Durée initiale</th><th>Mois d'intérêts d'IF</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>0 – 10%</td><td>9 mois</td></tr> <tr><td>11 – 20%</td><td>8 mois</td></tr> <tr><td>21 – 30%</td><td>7 mois</td></tr> <tr><td>31 – 40%</td><td>6 mois</td></tr> <tr><td>41 – 50%</td><td>5 mois</td></tr> <tr><td>51 – 60%</td><td>4 mois</td></tr> <tr><td>61 – 70%</td><td>3 mois</td></tr> <tr><td>71 – 80%</td><td>2 mois</td></tr> <tr><td>81 – 90%</td><td>1 mois</td></tr> <tr><td>91 – 100%</td><td>0 mois</td></tr> </tbody> </table> <p><b>Remboursement anticipé obligatoire :</b>  <u>En cas de levée d'option par l'accédant et d'octroi à l'accédant par le PRETEUR d'un ou plusieurs prêts ayant pour objet le financement du transfert de propriété :</u>  Les sommes provenant du décaissement du ou des prêts octroyés par le PRETEUR à l'accédant, pour financer le transfert de propriété du logement suite à la levée d'option, seront affectées au remboursement anticipé partiel du PRET à hauteur :  - de la fraction du capital restant dû correspondant au logement pour lequel l'option a été levée  - et le cas échéant, des intérêts courus non payés sur cette fraction du capital restant dû jusqu'à la date du remboursement anticipé.  La date du remboursement anticipé du PRET correspondra à la date de décaissement du ou des prêts octroyés par le PRETEUR à l'accédant.</p> <p><u>En cas de levée d'option par l'accédant et de financement du transfert de propriété sans l'aide d'un prêt consenti par le PRETEUR :</u>  L'EMPRUNTEUR s'engage à rembourser par anticipation :  - la fraction du capital restant dû, au titre du PRET, correspondant au logement pour lequel l'option a été levée ;  - et le cas échéant, les intérêts courus non payés sur cette fraction du capital restant dû jusqu'à la date du remboursement anticipé.  La date du remboursement anticipé du PRET correspondra à la date de la vente effective du logement.</p> <p><u>En cas de non-levée d'option par un locataire-accédant au terme convenu au sein du contrat de location-accession :</u>  L'EMPRUNTEUR s'engage à rembourser par anticipation la fraction du capital restant dû, au titre du PRET, correspondant au logement pour lequel l'option n'a pas été levée. Ce remboursement anticipé devra</p>	Durée écoulée/Durée initiale	Mois d'intérêts d'IF	0 – 10%	9 mois	11 – 20%	8 mois	21 – 30%	7 mois	31 – 40%	6 mois	41 – 50%	5 mois	51 – 60%	4 mois	61 – 70%	3 mois	71 – 80%	2 mois	81 – 90%	1 mois	91 – 100%	0 mois
Durée écoulée/Durée initiale	Mois d'intérêts d'IF																						
0 – 10%	9 mois																						
11 – 20%	8 mois																						
21 – 30%	7 mois																						
31 – 40%	6 mois																						
41 – 50%	5 mois																						
51 – 60%	4 mois																						
61 – 70%	3 mois																						
71 – 80%	2 mois																						
81 – 90%	1 mois																						
91 – 100%	0 mois																						

	<p>intervenir à la date de l'échéance mensuelle suivant la date à laquelle le contrat de location-accession est arrivé à terme.</p> <p><u>Dans le cas où un ou plusieurs logement(s) ne bénéficie(nt) pas de l'agrément définitif :</u></p> <p>L'EMPRUNTEUR s'engage à rembourser par anticipation la fraction du capital restant dû, au titre du PRET, correspondant au(x) logement(s) ne bénéficiant pas de l'agrément définitif. Ce remboursement anticipé devra intervenir à la date de l'échéance mensuelle suivant la date à laquelle l'EMPRUNTEUR a eu connaissance du défaut d'agrément définitif.</p>
--	--

Au cas où la SCCV Le Domaine de Belrose pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 4 370 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SCCV Le Domaine de Belrose auprès du Crédit Agricole pour la réalisation de 30 logements en location-accession, résidence « Le Domaine de Belrose » à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SCCV Le Domaine de Belrose, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1151273-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE "LE MÉLIA", ZAC CANTAUSSEL LOT 11B, RUE DE PERDIGAL À SAINT-BRÈS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 28 logements en location-accession, résidence « Le Méliá », situés ZAC Cantausse lot 11B Bât.B à Saint-Brès.

Le projet, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vestia Promotion, a été conçu par le cabinet d'architecture Jean-Baptiste Miralles à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 2 700 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	2 700 000 €
Durée :	30 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
dont amortissement	23 ans
<b>Phase de mobilisation</b>	
Durée :	2 ans maximum
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 3 mois (arrondie au 1/100 <sup>ème</sup> de point supérieur) + 1,10% étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) 3 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 3 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro
Périodicités des échéances	règlement des intérêts calculés sur les fonds mobilisés
Echéances :	trimestrielles
Versement des fonds	en 1 ou plusieurs fois pour un montant minimum de 500 000 €
<b>Phase de consolidation</b>	
<b>1<sup>ère</sup> période de différé d'amortissement de 5 ans</b>	
* A l'issue de la période de différé d'amortissement de 5 ans, une quotité de 1 080 000 € maximum pourra être amortie de 5 ans sur la durée résiduelle de 23 ans. Une réduction du montant du prêt de 60% sera donc obligatoirement appliquée.	
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 6 ou 12 mois (arrondie au 1/100 <sup>ème</sup> de point supérieur) + 1,10% étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) 6 ou 12 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 6 ou 12 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro
<b>2<sup>nd</sup> période de 23 ans d'amortissement pour un montant maximum de 1 080 000 €</b>	
Durée :	23 ans maximum
Amortissement du capital	progressif ou constant (au choix de l'emprunteur)

Conditions financières :	<p>au choix du client :</p> <p>Tibeur (Euribor) 6 ou 12 mois (arrondie au 1/100<sup>ème</sup> de point supérieur) + 1.25% étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) 6 ou 12 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 6 ou 12 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro</p> <p>ou</p> <p>- Module taux fixe :</p> <p>Taux fixe du moment issu de la cotation proposée par le prêteur et acceptée par l'emprunteur. (durée minimale du module taux fixe : 2 ans)</p> <p>A l'issue du module. Taux fixe : option entre Taux révisable (voir ci-dessus) ou nouveau module taux fixe</p> <p><i>L'option taux fixe ne sera possible que dans le cas d'une conservation des logements dans le patrimoine de l'emprunteur, loués dans les conditions réglementaires du PLS.</i></p>
Périodicités des échéances	semestrielle ou annuelle selon l'index choisi
Indemnité de remboursement anticipé obligatoire	aucune indemnité ne sera perçue des ventes intervenant dans le cadre du dispositif PSLA (levée d'option)
Remboursement anticipé	<p>En cas de remboursement en période de taux fixe : indemnité actuarielle dans le cas où le taux de réemploi du capital remboursé est inférieur au taux en vigueur avec un minimum de 6 mois d'intérêts.</p> <p>Dans les autres cas : indemnité de 3% du capital remboursé par anticipation.</p>

Au cas où la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 2 700 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par PROMOLOGIS auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 28 logements en location-accession, résidence « Le Méliá », situés ZAC Cantausse lot 11B à Saint-Brès ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150021-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "MARIE LOUISE" - 997 RUE DES BOUISSSES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - DÉLIBÉRATION N°14605 DU 17 MAI 2017 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°14605 du 17 mai 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM Domicil la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Marie Louise », 997 rue des Bouisses à Montpellier.

La délibération initiale comportant une erreur matérielle, il est proposé de modifier les conditions de la garantie accordée par Montpellier Méditerranée Métropole intégrant une période de préfinancement de 3 à 24 mois qui n'a pas lieu d'être :

- Conditions de la garantie accordée par Montpellier Méditerranée Métropole (délibération du 17 mai 2017) :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par DOMICIL est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si DOMICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- Conditions de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre en compte dans la présente délibération :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification à la délibération n°14605 du 17 mai 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Domicil, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

Délibération n° 14975

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150207-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS "COURREAU/ FIGUEROLLES /NORD ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE 22 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonné à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonné à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonné à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de 22 logements locatifs pour un montant total de 138 678 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1149613-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 47 LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quarante-sept logements situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Courmonsec, Courmonterral, Fabrègues, Jacou, Juvignac, Le Crès, Montaud, Montpellier, Prades-le-Lez, Sussargues et Vendargues pour un montant total de 157 668 €. Quarante et un de ces logements sont occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, et six seront loués à loyer maîtrisé après travaux. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1149709-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC  
– TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT POUR  
L'OPÉRATION DE RÉNOVATION / EXTENSION / EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI  
DEMETER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU TITRE DE 2016 -  
APPROBATION**

Mme V. BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant plus de 20 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Métropole en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de construction réalisation exploitation maintenance dit CREM pour le process), Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat conclue avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi M.O.P.).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consistent notamment à :

- conserver et rénover le bâtiment existant ;
- utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- moderniser entièrement la cabine de tri ;
- conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envois ;
- refaire des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation.

A l'issue de la phase de négociations menées avec les trois candidats admis à concourir, le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié conformément au planning prévisionnel le 12 Mai 2016 à l'équipe SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE pour un montant de 764 869,38 € HT toutes tranches confondues.

Les études ont démarré en suivant, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé en vue du lancement de la consultation pour l'attribution d'un Marché Global de Performance ayant pour objet la conception et la réalisation du process de tri ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier. L'avis lié à cette consultation a été publié en Décembre 2016.

2017 sera l'année de la désignation du titulaire du Marché Global de Performance. Dès notification de ce dernier, les études de maîtrise d'œuvre liées à la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process pourront se poursuivre.

Parallèlement les investigations préalables seront menées courant 2017 afin de disposer des données et informations indispensables au bon avancement de l'opération (lancement de l'étude de caractérisation des déchets, relevé géomètre 3D...). Aucuns travaux n'ont encore été engagés à ce stade de l'opération.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de la rémunération du mandat et, d'autre part, par le versement d'avances.

Les 100 K€ prévus en 2016 au titre du versement d'avances ont été réalisés début 2017. Au titre de la rémunération de la société, 176 K€ HT ont été versés en 2016 soit une rémunération cumulée de 192 K€ HT. L'arrêt des comptes au 31 décembre 2016 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant de 101 K€ TTC.

S'agissant de la procédure de dialogue compétitif pour la conception du nouveau process, il convient de rappeler que les candidats avaient toute latitude pour concevoir un procédé de tri différent de celui initialement envisagé par le maître d'œuvre. A ce stade de l'avancement du projet, dans la perspective du bon déroulement du processus de consultation qui portera tant sur le volet process que sur le volet exploitation, il est apparu nécessaire de se doter d'un budget plus important pour le volet conception-réalisation du nouveau process, portant en particulier sur les postes suivants :

- d'une part pour les équipements, les postes relatifs aux convoyeurs, et à la presse à balles,
- d'autre part pour les périphériques, les dispositifs relatifs à l'électricité et au contrôle commande, du fait des nouvelles exigences normatives en matière de sécurité et de conduite de process, ainsi qu'aux passerelles, escaliers et garde-corps prescrits par les exigences de sécurité des travailleurs,
- enfin, les postes études, montage, et essais.

Le montant prévisionnel du bilan ainsi ajusté est porté à 20 175 K€ TTC soit + 2 505 K€ TTC par rapport au bilan initial de la convention valeur janvier 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2015 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150887-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**



**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST AU TITRE DE 2016 - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme V. BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Complémentairement, la Métropole a autorisé par délibération n°10431 du 29 septembre 2011, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité AMETYST, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz. Deux avenants ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier.

Dans ce cadre, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2016 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Le bilan 2015 du mandat complémentaire avait présenté la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie dans l'ensemble de l'usine, pour un montant arrêté à 1 309 860 € H.T. (montant prévisionnel initial 1 300 700 € H.T.) et réceptionnés le 31 mars 2015.

Concernant la conception et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz dont le montant est estimé à 1 850 000 € H.T, la notification du marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation est intervenue le 07 août 2014.

Au terme de la phase diagnostic des études de maîtrise d'œuvre, les études d'avant-projet se sont déroulées de mars 2015 à mai 2016. Elles ont fait l'objet de nombreux échanges entre la maîtrise d'œuvre, l'exploitant et la collectivité. Sur ces bases, les études de Projet ont débuté en mai 2016. La dernière version émise par le maître d'œuvre le 29 octobre 2016 n'a pas pu faire l'objet d'une validation du maître d'ouvrage à ce jour du fait de points de divergence apparus à ce stade entre les propositions de la maîtrise d'œuvre et les préconisations de l'exploitant. Sans l'accord de la Collectivité le mandataire ne saurait prendre la décision de valider cette étape à la Maîtrise d'œuvre, cette décision pouvant entraîner le non-respect du programme. Dès lors, les phases suivantes n'ont pu être engagées.

La poursuite de la mise en œuvre opérationnelle du projet est conditionnée par la validation du dossier PRO. A cet effet, les parties ont désigné des référents techniques afin de définir conjointement les solutions techniques les plus adaptées, dans le respect du programme fixé.

Le bilan présenté au CRAC 2016 s'élève à 5 168 K€ TTC, valeur janvier 2016, inchangé par rapport au bilan 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2016 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150888-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

**M. Philippe SAUREL.**

## **RESSOURCES HUMAINES**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - EXTENSION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DU COURRIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique. Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de mutualisation de leurs administrations.

La fonction de direction du Secrétariat Général est d'ores et déjà assurée de façon mutualisée depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2016 entre la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, et concerne actuellement le seul poste de directeur. Cette mutualisation a permis à la fois de créer une entité de « Secrétariat Général » identifiée et commune aux deux entités référentes de l'administration et des élus sur les questions relatives à la gestion de l'Assemblée ou aux projets relatifs au traitement du courrier mais aussi de favoriser la transversalité entre les équipes.

Afin d'approfondir cette démarche, il est aujourd'hui proposé d'étendre le service commun de Direction du Secrétariat général :

- d'une part et à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017 aux postes de chargé(e) de mission du Secrétariat Général et d'assistante(e) de direction,
- d'autre part et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au service courrier.

Le service commun de Direction du Secrétariat Général sera dans sa version étendue géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de :

	Métropole	Ville
Directeur du Secrétariat Général Chargé de mission du Secrétariat général Assistant de direction	50%	50%
Service courrier	19%	81%

Les avis des Comités Techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été sollicités sur l'avenant à la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

1. Extension aux postes de chargé(e) de mission du Secrétariat général et d'assistante(e) de direction  
L'enjeu de cette extension du service commun au poste de chargé de mission est d'approfondir la transversalité sur un certain nombre de missions dont le traitement en commun sera garant de plus de fluidité et de transparence (suivi et organisation de la formation et des déplacements des élus, gestion des représentations extérieures des deux entités et référent sur les procédures relatives à la transparence de la vie publique, rédaction et mise à jour des arrêtés de délégation des élus et de l'administration, gestion de l'astreinte des élus, création d'espaces collaboratifs de la direction, accompagnement de projets structurants de la direction et notamment des projets de dématérialisation : courrier, actes, affichage, signature électronique...).

L'interface avec les deux Assemblées délibérantes sera ainsi assurée de manière plus cohérente et lisible pour l'administration comme pour les élus.

L'extension du service commun au poste d'assistant(e) de direction permettra quant à elle d'assurer une gestion en termes de ressources humaines, de logistique, ainsi que budgétaire et comptable centralisée au niveau de la direction, apportant un véritable soutien administratif au directeur ainsi qu'à l'ensemble des chefs de service de la direction, et particulièrement du service Courrier.

## 2. Extension au service Courrier

La Direction du Secrétariat Général est aujourd'hui composée de trois services et une unité :

- Le service de l'Assemblée Municipale,
- Le service de l'Assemblée de la Métropole,
- Le service du Courrier Ville,
- L'unité du Courrier Métropole.

La gestion de l'Assemblée Municipale et de l'Assemblée de la Métropole a pour vocation à rester, pour des raisons de gouvernance politique distincte, assurée par deux services distincts.

Il apparaît en revanche indispensable, au vu du nombre de flux croisés de courrier entre les deux entités et de l'imbrication croissante des compétences, que soit traité de manière commune et au sein d'un seul service, le courrier de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les enjeux sont les suivants :

- Rendre plus efficace et plus rapide le traitement du courrier, avec la création d'une cellule de lecture et de traitement unique à même de diffuser le courrier des deux entités, tout en identifiant les compétences croisées et les doublons de traitement ;
- Participer à la création d'une culture administrative commune, par le développement d'outils et de procédures convergents (flux de parapheurs, procédures de gestion et d'archivage du courrier...) ;
- Porter le projet de dématérialisation du courrier à l'échelle de la Métropole ;
- Réaliser de réelles économies d'échelle en centralisant la collecte et l'affranchissement du courrier au sein d'un service unique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification apportée au service commun de Direction du Secrétariat Général,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées ( 16 abstentions et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1151155-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s) :**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es) :**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CCAS - AVENANT À LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de la Ville de Montpellier ont placé la coopération et le développement des synergies entre entités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de mutualisation de leurs administrations, et notamment de leur Direction Générale des Services. Elles ont également engagé un vaste chantier de convergence de leurs politiques de ressources humaines, auquel le CCAS est largement associé.

Sur la base d'une première phase de rapprochement des missions de Directeur de la cohésion sociale et de Directeur Général du CCAS de la Ville de Montpellier, durant laquelle de nombreuses mises en cohérence de dispositifs publics et d'articulation de projets ont été opérées, il est proposé d'étendre, au domaine de la cohésion sociale et du vivre ensemble, cette synergie qui allie proximité, actions municipales et enjeux métropolitains.

Dans cet esprit, il est proposé de modifier la convention de service commun de direction générale entre la Ville et la Métropole, en associant le CCAS à cette convention, exclusivement pour le poste de Directeur Général Adjoint en charge de la solidarité et du vivre ensemble, assurant également les missions de Directeur Général du CCAS. Les ambitions de cette démarche sont multiples :

- Développer une politique de cohésion sociale cohérente à l'échelle de la Ville de Montpellier, qui articule dynamiques associatives et intervention publique de proximité ;
- Assurer des modalités d'intervention transversales et inscrire des orientations et des objectifs communs dans un souci de mise en œuvre efficiente de l'action sociale municipale ;
- Créer les conditions d'un portage renforcé de la politique de la ville métropolitaine et du contrat de ville qui en est la déclinaison.
- Contribuer activement à la coopérative de services engagée avec les 31 communes de la Métropole en matière d'action sociale et à la mise en réseau des CCAS communaux ;

Cette mutualisation permettra ainsi d'optimiser la coopération entre la Ville, le CCAS et la Métropole, tant dans l'articulation des interventions publiques que dans la gestion des fonctions supports, tout en facilitant une meilleure appropriation des enjeux de la politique de cohésion sociale à l'échelle du bloc communal dans son ensemble.

L'avenant à la convention de service commun entre la Ville et la Métropole associe le CCAS de la Ville de Montpellier aux deux premiers signataires pour une mise en place au 1er décembre 2017.

Le service commun reste géré par Montpellier Méditerranée Métropole et est placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président du CCAS, du Maire de la Ville de Montpellier ou du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par le CCAS et la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 10% pour la Métropole, 10% pour la Ville et de 80% pour le CCAS.

Les avis des Comités Techniques du CCAS, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification apportée au service commun de Direction Générale des Services,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées ( 17 abstentions et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1151267-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE - MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du 8 octobre 2012, le versement d'une part complémentaire du régime indemnitaire liée aux résultats et à la valeur professionnelle, appréciée notamment lors de l'entretien professionnel annuel, a été instauré.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques,
- Les qualités relationnelles,
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

La présente délibération vient, comme chaque année, préciser et modifier les modalités d'attribution de la part complémentaire, dont le principe a été décidé par la délibération précitée n°11123 en date du 8 octobre 2012.

Le versement de cette part en 2018 concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés justifiant d'une ancienneté sur l'ensemble de la période de référence, établie entre le 1<sup>er</sup> novembre 2016 et le 31 octobre 2017.

Pour les agents transférés de l'article L.2511-4-1 et les agents mutualisés de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la période de référence sera établie à compter de leur date de transfert ou de mutualisation au sein de Montpellier Méditerranée Métropole et ce jusqu'au 31 octobre 2017.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents sur l'ensemble de la période de référence, soit 360 jours d'absences. En outre, cette part sera réduite de moitié pour les agents totalisant au moins 180 jours d'absences sur la période de référence. Pour les agents transférés de l'article L.2511-4-1 et les agents mutualisés de l'article L.5211-4-2, le nombre de jours d'absence sera proratisé en fonction de leur date d'arrivée dans la collectivité. Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie et longue durée), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité, le détachement et la mise à disposition (si l'agent n'est pas rémunéré par Montpellier Méditerranée Métropole).

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant annuel moyen de 300 euros bruts par agent. Les attributions individuelles s'effectueront selon les niveaux de montants annuels suivants : 0 €, 50 €, 100 €, 150 €, 200 €, 250 €, 300 €, 350 €, 400 €, 450 €, 500 €, 550 € et 600 €.

Compte tenu des transferts de l'article L.2511-4-1 et des mutualisations de l'article L.5211-4-2, il est proposé d'attribuer la part complémentaire indemnitaire aux agents qui ont opté pour le régime indemnitaire de Montpellier Méditerranée Métropole selon les mêmes conditions, au prorata de leur ancienneté dans la collectivité par voie de transfert ou de mutualisation.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire a été soumise au Comité Technique du 19 octobre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la Part Complémentaire Indemnitaire pour l'année 2017,
- dire que les crédits sont inscrits au budget,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1151265-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**RESSOURCES HUMAINES – MODALITÉS DE RECOURS À DES VACATIONS  
- CRÉATION DE NOUVELLES VACATIONS POUR L'ORGANISATION DE  
MANIFESTATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par sa délibération n°12243 en date du 19 mai 2014, l'Assemblée délibérante a fixé les modalités de recours à des vacances.

Il convient de compléter ce dispositif pour favoriser la réalisation de manifestations, notamment culturelles et sportives, en permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de pouvoir solliciter les renforts et compétences indispensables à leur bon déroulement.

Dans le cadre de ces manifestations, des agents d'autres services que le service organisateur de la manifestation peuvent effectivement être mobilisés.

Des agents de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent ainsi être amenés à réaliser des travaux supplémentaires.

Il peut également être nécessaire de faire appel à des agents extérieurs, et notamment à des renforts et compétences de la Ville de Montpellier, pour assurer le bon déroulement de manifestations transférées dans le cadre de la démarche de convergence et de mutualisations entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Les agents concernés interviendraient alors en cumul d'activités.

Réciproquement et dans les mêmes conditions, la Ville de Montpellier pourrait être amenée à solliciter les renforts et compétences de Montpellier Méditerranée Métropole pour ses manifestations, et notamment les agents et compétences transférés dans le cadre de la démarche de convergence et de mutualisations de leurs administrations.

Il convient donc d'établir un cadre et des modalités de rétribution adaptées à ces interventions pour l'organisation des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est en conséquence proposé de créer une vacation et de définir des taux horaires de rémunération selon les plages ou jours d'interventions :

- Jour de 7h00 à 22h00 : 12, 95 € / heure
- Dimanche et jour férié : 21, 58 € / heure
- Nuit de 22h00 à 7h00 : 25, 90 € / heure

Les agents concernés seront rémunérés en application de ces taux horaires et sur état de présence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'une vacation et les taux horaires spécifiques de jour, de nuit et de dimanche,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1151266-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

### **I - Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;  
Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe après avis du Comité Technique du 19 octobre 2017;

### **III- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe après avis du Comité Technique du 19 octobre 2017.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité et des transformations de postes.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14/11/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 14/11/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20171102-lmc1150558-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

## **SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MAERA - CRÉATION DU COMITÉ DE SUIVI ET DESIGNATION DES MEMBRES - APPROBATION**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la station d'épuration MAERA et de son émissaire en mer, un comité de suivi « Maera » avait été instauré par arrêté préfectoral n°2004.01.1301 le 1<sup>er</sup> juin 2004. Présidé par le représentant de l'Etat, composé notamment d'associations, d'organismes professionnels, d'élus des communes riveraines et de scientifiques, il s'était depuis régulièrement réuni afin que puissent être présentés les résultats du suivi annuel du rejet en mer mis en service en 2005 mais aussi les améliorations progressives apportées à l'ensemble du système de collecte et de traitement des eaux usées des communes raccordées.

Or, ce comité avait été instauré pour une durée limitée et n'a plus d'existence juridique depuis le 29 mai 2017. Par ailleurs, l'instruction des dossiers d'autorisation du nouveau projet de modernisation et d'adaptation de MAERA étant en cours par les services de l'Etat, ceux-ci ne souhaitent plus être en charge de cette instance de discussion et recommandent à la Métropole d'en reprendre le pilotage.

Au regard des enjeux environnementaux du nouveau projet de modernisation engagé par Montpellier Méditerranée Métropole, le maintien d'une instance de discussion autour de la station de traitement des eaux usées Maera paraît opportune. Cela répondrait également à la demande de l'ensemble des membres du comité précédemment constitué.

Aussi, il est proposé de créer un nouveau comité de suivi, sous l'égide de la Métropole, dont la composition et le mode de fonctionnement doivent être définis.

Ce comité aura un double objectif :

1. rendre compte du fonctionnement de la station de traitement, de son émissaire de rejet en mer et des réseaux de collecte associés,
2. communiquer et échanger sur le projet de modernisation de Maera.

La composition proposée reprend celle du comité initial en l'adaptant au contexte et aux enjeux à venir. Elle comporte cinq collèges à raison d'un représentant par organisme : (i) un collège d'acteurs institutionnels, (ii) un collège d'élus, (iii) un collège d'associations et de professionnels de la mer, (iv) un collège d'experts, d'universitaires et de chercheurs et (v) un collège d'usagers riverains.

### **Le collège d'acteurs institutionnels (i) comprend :**

- Mme la Directrice de l'Ecologie à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), ou son représentant,
- M. le Chef de la division milieux marins et côtiers à la Direction de l'Environnement de la DREAL ou son représentant,
- M. le Chef du Service Eau, Risques et Nature au sein de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), ou son représentant,
- Mme la Directrice de la santé publique à l'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie, délégation de Montpellier, ou son représentant,
- M. le Directeur de la Délégation de Montpellier de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, ou son représentant,
- M. le Directeur Régional Délégué de l'ADEME Occitanie à Montpellier, ou son représentant.

### **Le collège des élus (ii) comprend :**

- M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Mme la 1<sup>ère</sup> vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, vice-présidente déléguée au Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, ou son représentant,

- M. le Maire de Lattes, ou son représentant,
- M. le Maire de Palavas-les-Flots, ou son représentant,
- M. le Maire du Grau du Roi, ou son représentant,
- M. le Maire de La Grande Motte ou son représentant,
- M. le Président du syndicat du bassin versant du Lez (SYBLE), ou son représentant,
- Mme la Présidente de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens, ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat Intercommunal des Etangs Littoraux (SIEL), ou son représentant
- M. le Président du Syndicat Mixte de l'Etang de l'Or (SYMBO) ou son représentant.

**Le collège des associations et professionnels de la mer (iii) comprend :**

- M. le Président du Comité Régional des pêches maritimes et des élevages marins du Languedoc-Roussillon (CRPMEM), ou son représentant,
- M. le Président du syndicat mixte pour le développement de la pêche et la protection des zones marines dans le golfe d'Aigues-Mortes, ou son représentant,
- M. le Président du Comité Régional Conchylicole de Méditerranée (CRCM), ou son représentant,
- M. le Président du Comité Départemental des pêches maritimes et des élevages marins du Gard (CDPMEM), ou son représentant,
- M. le 1<sup>er</sup> Prud'homme des patrons pêcheurs de Palavas-Les-Flots, ou son représentant,
- M. le 1<sup>er</sup> Prud'homme des patrons pêcheurs du Grau du Roi, ou son représentant,
- M. le 1<sup>er</sup> Prud'homme des patrons pêcheurs Sète-Môle, ou son représentant,
- M. le Président des Compagnons de Maguelone, ou son représentant
- M. le Président de l'Union Fédérale des Consommateurs (UFC), ou son représentant,
- M. le Président de France Nature Environnement, délégation de Montpellier, ou son représentant,
- Mme la Présidente de l'Association des Amis et Riverains du Ponant, ou son représentant
- M. le Président du collectif d'associations de protection de la nature et des usagers de la baie d'Aigues-Mortes (CAPNUBAM), ou son représentant,
- Mme la Présidente de l'association Mosson-Coulée Verte, ou son représentant.

**Le collège d'universitaires et de chercheurs (iv) comprend :**

- M. le Directeur de l'IFREMER, Laboratoire Environnement et Ressources du Languedoc-Roussillon (LER-LR), station de Sète, ou son représentant,
- M. Monfort, Directeur de Recherche au CNRS, ou son représentant,
- M. le Directeur Régional du CEPRALMAR, ou son représentant,
- Mme la Directrice de la Filière Eau et Génie Civil à Polytech Montpellier, ou son représentant,
- Mme la Responsable du Laboratoire Hydro Sciences de l'Université de Montpellier, ou son représentant,
- M. le Représentant de l'Unité de Recherche IRSTEA-UMR-GEAU,
- M. le Président d'AQUA-VALLEY, ou son représentant,
- M. le Président de l'Observatoire de l'eau de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant.

**Le collège d'usagers comprend 3 habitants de Lattes riverains de la station représentant le quartier :**

- M. Marcon,
- M. Poulain,
- M. Boismenu.

Le comité de suivi MAERA est présidé par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant. Les membres s'investissent bénévolement et sont nommés pour une durée de 5 ans. Le comité de suivi se réunit au moins une fois par an en séance plénière.

En application de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret, mais par un vote à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du comité de suivi Maera,
- décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée ;
- approuver la liste de ses membres et organismes représentés, désignés pour une durée de 5 ans,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150911-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC**



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – COMMUNE DE LATTES - TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE LA VOIRIE DU CHEMIN DE LA JASSE DE MAURIN - CONVENTION DE REMBOURSEMENT AVEC SNCF RESEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le projet de contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier (CNM) est déclaré d'utilité publique depuis le 17 mai 2005. L'objectif du contournement est de permettre le doublement du trafic ferroviaire de marchandises en 10 ans pour limiter la croissance du nombre de poids lourds sur l'autoroute A9, s'inscrivant ainsi dans un objectif de développement durable, et de renforcement des dessertes T.E.R.

A l'occasion des travaux, et en particulier de l'utilisation des accès routiers, des nuisances liées au passage répétitif des engins de chantier ont causé des dégradations sur le Chemin de la Jasse de Maurin sur la commune de Lattes.

Afin de remettre en état cette voirie, Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Réseau se sont rapprochées pour convenir par voie conventionnelle des modalités techniques, financières et administratives de réalisation des travaux nécessaires.

Ces travaux seront réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole, SNCF Réseaux prendra en charge l'intégralité du financement.

Le montant de la participation financière de la SNCF s'établit à 24 800 € H.T soit 29 760 € T.T.C, sur la base de 800 m², surface à réhabiliter depuis l'Institut Coopératif du Vin jusqu'à la base de vie installée par le chantier SNCF. Le montant définitif sera ajusté au vu du décompte des dépenses réalisées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de remboursement entre la Métropole de Montpellier et SNCF Réseau ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150270-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION D'ENTRETIEN DES ESPACES PUBLICS  
DU PRAE VIA DOMITIA AVEC LE SYNDICAT MIXTE DU PRAE - APPROBATION -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et le Conseil Régional Languedoc Roussillon, devenu Conseil Régional Occitanie, ont décidé d'unir leurs compétences et moyens en matière de développement économique et de s'associer afin de constituer un syndicat mixte dénommé "Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Via Domitia", dont la création a été entérinée par arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Le Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Via Domitia est compétent pour mettre en œuvre et réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, à vocations industrielle, commerciale, tertiaire et artisanale, d'intérêt régional, dite "Via Domitia", sur les communes de Castries et de Vendargues.

La création de cette ZAC souhaite répondre à la forte demande de foncier économique de la part des entreprises locales et ainsi diversifier la base économique des zones d'activités, en concrétisant la compétitivité internationale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la région Occitanie.

C'est dans ce contexte que le syndicat mixte du Parc régional d'activités économiques Via Domitia et Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie, se sont rapprochés afin de mettre à disposition du syndicat des moyens généraux susceptibles d'assurer les prestations nécessaires à l'entretien, l'exploitation et la sécurisation du parc d'activité.

Il est proposé de contractualiser cette mise à disposition de moyens de Montpellier Méditerranée Métropole par voie conventionnelle, conformément aux dispositions de l'article L 5111-1 du Code général des collectivités territoriales pour la réalisation de prestations liées à la gestion de la voirie, du réseau pluvial, de l'éclairage public et de l'entretien des aménagements paysagers.

L'ensemble des prestations réalisées par la Métropole fera l'objet d'une contrepartie financière forfaitaire dont le coût estimé est de 42 000 € T.T.C par an, correspondant au coût estimé des moyens nécessaires pour accomplir l'ensemble de ces missions.

La convention, d'une durée de 4 ans, sera extensible à compter de la réalisation de la tranche 2 du PRAE, et ce par voie d'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition de services de Montpellier Méditerranée Métropole pour le syndicat mixte du parc régional d'activités économiques via domitia,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. C. COUR, M. P. DUDIEUZERE, M. L. JAOUL, Mme E. LLORET, Mme C. MARJON, M. G. PASTOR.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1148981-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 2 NOVEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le 2 novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PETIT, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. P. BONNAL, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, Mme P. DANAN à M. Philippe SAUREL, Mme T. DASYLVA à M. G. BARRAL, M. H. DE VERBIZIER à M. S. TORTORICI, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. A. LARUE à M. J.-P. GRAND, M. E. PENSO à M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ à Mme V. DEMON, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme I. GIANIEL, M. G. LANNELONGUE, M. A. MOYNIER**

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – PROGRAMMATION 2017- TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC SUR LES COMMUNES DE COURNONSEC ET LAVÉRUNE - MODIFICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RÉSEAUX SUR LA COMMUNE DE BEAULIEU - DEMANDE DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans la poursuite des projets communaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique

A ce titre, dans le cadre de la programmation de travaux 2017, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation de l'éclairage public.

La programmation métropolitaine de travaux de rénovation des réseaux d'éclairage public 2017 décline les opérations suivantes :

**Pôle Plaine Ouest :**

**Commune de Cournonsec :**

Travaux de mise en conformité de l'éclairage public (remplacement des luminaires à vapeur) – Rue du jeu de tambourin et rue de la vierge.

**Montant total des travaux : 11 599,22 € TTC ;**  
Subventions potentielles Hérault Energies : 6 500 € TTC ;  
Montant à charge Métropole : 5 099,22 € TTC.

**Commune de Lavérune :**

Travaux de mise en conformité de l'éclairage public (remplacement des luminaires à vapeur) – Impasse de la piscine et Lotissement le Lassederon.

**Montant total des travaux : 70 690,94 € TTC ;**  
Subventions potentielles Hérault Energies : 20 000 € TTC ;  
Montant à charge Métropole : 50 690,94 € TTC.

D'autre part, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec le Syndicat Hérault Energies, des conventions définissant les principaux droits et obligations des parties pour des projets liés à des travaux d'enfouissement, d'effacement, d'extension et de renforcement de l'éclairage public, en application de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage.

L'annexe financière à la convention des travaux d'enfouissement de réseaux et de rénovation de l'éclairage public, rue de la république à Beaulieu doit être modifiée comme suit :

**Commune de Beaulieu :**

Enfouissement de réseaux et rénovation Rue de la République.

**Montant total des travaux : 132 131,89 € TTC ;**

Montant des travaux « électricité » : 73 943,40 € TTC ;

Montant des travaux « éclairage public » : 29 423,27 € TTC ;

Montant des travaux « télécommunications » : 28 765,22 € TTC ;

Modification subventions potentielles Hérault Energies sur l'ensemble des travaux : 15 000 € ;

Nouvelle subvention Départementale récupérée par Hérault Energies : 6 100 € ;

Une partie de la TVA sur les travaux est directement récupérée par Hérault Energies : 11 553,65 € ;

Montant à charge Métropole : 52 088,49 € TTC (inchangé).

Echéancier de travaux : Dernier semestre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets de rénovation de l'éclairage public situés sur les communes de Cournonsec et de Lavérune;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour des travaux;
- approuver le projet de modification de la convention financière relative aux travaux d'enfouissement de réseaux sur la commune de Beaulieu;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole;
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et à son exécution dont les demandes de subvention.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. J.-M. ALAUZET, Mme T. DASYLVA, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14/11/2017

Déposé En Préfecture

Le : 14/11/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20171102-lmc1150269-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

## PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 2 novembre 2017  
 Décisions prises par le Président  
 et non présentées lors du précédent Conseil,  
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° <b>DECISIONS</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
D2017-255	Décision relative à la vente des emprises de terrains nécessaires au futur plateau sportif au profit de la commune de Cournonterral.	272
D2017-498	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise à extraire du Chemin du Martinet - Parcelles BX 32 et BX 34 commune de Clapiers - Parcelle BL 139 commune de Castelnau-le-Lez	274
D2017-537	Décision relative à un contrat de support et de maintenance applicative du logiciel équipements de la voirie (SMARTGEO)	276
D2017-557	Décision relative au marché 4803VD17 - Entretien et maintenance des véhicules et équipements de la Régie de collecte des déchets ménagers, et de la plateforme de traitement des déchets verts de Grammont.	278
D2017-567	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle CA0062 située 1 rue du Pic Saint-Loup au Crès	280
D2017-574	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3874RI15 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole	282
D2017-581	Décision relative à la vente des parcelles LR 320 - LR 322 - LR 323 et LR 324, au profit de la Société Française d'Habitations Economiques (SFHE) - Avenue de Barcelone - Commune de Montpellier	284
D2017-600	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BY - 23 chemin de Cabriès - Commune de Clapiers	286
D2017-602	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BV12 située chemin des carrières de l'Hort à Juvignac	288
D2017-604	Décision relative à une donation de Madame Geneviève Asse d'une de ses œuvres Sans Titre, 1985	290
D2017-612	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4019EA15 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bassin de rétention et le recalibrage du ruisseau des canaux à Clapiers	292
D2017-618	Décision relative à la résiliation du mandat d'études du site de Sablassou-Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez	294
D2017-622	Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une oeuvre de Christophe Veyrier (Trets, 1637 - Toulon, 1869), Buste de Jean Deydé (1617-1687)	296
D2017-623	Décision relative à l'agrément de candidature de la Ville de Montpellier sur la ZAC Garosud extension à Montpellier	298
D2017-634	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 16 appartenant à Madame Florence MENAGEE - Commune de GRABELS	300
D2017-643	Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'Association PÔLE MONDIAL DE COMPETITIVITE EAU pour une modification de sa surface au sein du bâtiment MIBI	302

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-648	Décision relative à un marché N°4738MG17- Prestations d'installation, de location, de maintenance et de dépose de système anti-intrusion des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	304
D2017-653	Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Bouygues Télécom	306
D2017-654	Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Blue Networks Technologies	308
D2017-657	Décision relative à l'acquisition des parcelles BY 343 et BY 344 auprès de Madame Sylvette SEPTFONDS - Commune de Clapiers	310
D2017-658	Décision relative à l'acquisition de la parcelle IY 407 de 125 m² auprès de la Ville de Montpellier - rue du Faubourg Figuerolles - Commune de Montpellier	312
D2017-661	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public des parcelles cadastrées DV 190 et DV 193, place Jacques d'Aragon - Commune de Lattes	314
D2017-667	Décision relative aux avenants de transfert et de co-utilisation des marchés 4896AT17, 4860AT17 et 4829AT17 transférés par le Conseil Départemental de l'Hérault	316
D2017-668	Décision relative à un marché de prestations de service n°4927DS17 concernant l'achat de matériel de motoculture et d'entretien des aires de pelouse pour Montpellier Méditerranée Métropole	318
D2017-669	Décision relative à l'attribution d'un mandat d'études à la SA3M - Hameau du Baillarguet - Commune de Montferrier-sur-Lez	320
D2017-670	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 245 appartenant à Monsieur et Madame GAY - Commune de Prades-le-Lez	322
D2017-672	Décision relative à la signature d'une convention pour occupation temporaire du domaine de SNCF Réseau - Cheminement Piétons - Quartier les Aubes - Commune de Montpellier	324
D2017-675	Décision relative au marché n°4915DC17 de prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transport, la réservation d'hébergements hôteliers et l'organisation de séjours pour la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole	326
D2017-676	Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°3687DC14 d'acquisition de livres, livres numériques, partitions, éditions adaptées et livres reliés pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, lots 3, 4, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 16, 19 et 20.	328
D2017-677	Décision relative au marché n°4697VD16 - Mesures acoustiques et analyse des rejets sur le parc des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole (20 déchèteries)	330



<b>N° DECISIONS</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
D2017-678	Décision relative à un marché n°3713 - Achat et livraison de papier pour photocopieurs et imprimantes - Avenant de transfert	332
D2017-684	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	334
D2017-685	Décision relative au marché n°2905 de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) pour l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » de Montpellier Méditerranée Métropole	36
D2017-686	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société C.G.T.R au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	338
D2017-687	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SENSING LABS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega et une demande d'extension sur une surface complémentaire	340
D2017-688	Décision relative à la l'avenant n°1 à la convention n° 34 16 0006 02 de mise à disposition avec la SAFER Occitanie d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes	342
D2017-689	Décision relative à une prestation d'accompagnement d'agent en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle) - Marché n°4977RH17	344
D2017-690	Décision d'ester en justice "SCI Odysseum Place de France TGI"	346
D2017-691	Décision d'ester en justice "Société Civile Immobilière ODYSSEUM PLACE DE FRANCE- Cour d'Appel de Montpellier"	347
D2017-692	Décision relative à la modification de la Régie de recettes du parking de l'Hôtel de Ville	348
D2017-693	Décision relative à un avenant au marché n°4519VD16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des phases de conception et de travaux relatives au programme de rénovation / réhabilitation des Points Propreté de Baillargues et Lavérune (34-Hérault)	350
D2017-694	Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation de coupe d'arbres sur la parcelle cadastrée section RI n°3 - Commune de Montpellier	352
D2017-695	Avenant n°1 au marché 4250EA16 de travaux d'amélioration du bassin des Aiguerelles	354
D2017-696	Décision relative à une prestation de transport dans le cadre de trajets domicile- travail concernant un agent reconnu en qualité de travailleur handicapé - Marché 4773RH17	356
D2017-697	Décision relative à un marché n°4817RI17 - Gestion externalisée des réponses aux DT/DICT/ATU pour le réseau télécom de Montpellier Méditerranée Métropole	358
D2017-699	Décision relative à l'acquisition de la parcelle MV 122 avenue Charles Flahault - Commune de Montpellier	360

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-701	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux signée le 18 novembre 2016 dans le cadre de la réalisation de l'Intercepteur Est, parcelles BD n°31, 75 et 216, commune de Montpellier	362
D2017-704	Décision relative à un avenant au marché n° 4181VD16 de traitement des lixiviats par unité mobile - Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux de Castries	364
D2017-705	Décision d'ester en justice "ASSOCIATION ESL TRANSPORT C'EST MAINTENANT - Requête n°1702662-5 TA"	366
D2017-706	Décision relative à la résiliation du marché n°4457AT16 d'entretien régulier et travaux hors programme d'installations d'éclairage public 2016-2018 - Lots 1 et 2 - Commune de Vendargues	367
D2017-707	Décision relative à l'acquisition des parcelles BP 329 et BP 331 route de Mende - Commune de Montpellier	369
D2017-708	Décision relative à l'attribution du marché n°4974AT17 de fourniture et pose de bâtiments modulaires types vestiaires et sanitaires pour le Pôle Vallée du Lez	371
D2017-709	Décision relative à l'acquisition des parcelles CM 448 et CM 449 auprès des copropriétaires de la Résidence Carré Rivoli - Commune de Castelnau-le-Lez	373
D2017-710	Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché 3910 pour le raccordement de Castries à la station d'épuration de MAERA - lot 2 Réseaux	375
D2017-711	Décision relative à la vente de la parcelle PN 151 au profit des époux DESSONS - Chemin des Traverses - Commune de Montpellier	377
D2017-712	Décision d'ester en justice "Adela BARBU - Requête n°1703951-1 TA"	379
D2017-713	Décision relative à l'attribution du marché N°4795AT17 portant sur les travaux de réhabilitation de la voirie du quartier du Devois à Castelnau-le-Lez	380
D2017-714	Décision relative au marché n°2926S17.06 d'études hydrogéologiques et de services connexes pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional	382
D2017-716	Décision relative à l'attribution du marché n°4632AT16 portant sur les travaux de réaménagement de l'avenue des Hauts de Fontcaude à Juvignac	384
D2017-717	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Scouts et Guides de France - Local Domaine de Viviers à Jacou	386
D2017-718	Décision relative à la souscription de contrats de maintenance pour des véhicules techniques auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics	388
D2017-719	Avenant 1 de transfert du marché 4687EA16 pour l'aménagement de 4 ouvrages de franchissement piscicoles	390
D2017-720	Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché 4164EA15 d'anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques	392

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-722	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association EUROBIOMED dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels	394
D2017-723	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SIM&CURE dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	396
D2017-724	Décision relative à l'avenant de prix nouveaux au marché n°4841AT17 de fourniture et pose de glissières de sécurité en bordure des routes départementales - Lot 1 Dispositif de retenue en métal ou mixte bois métal	398
D2017-725	Décision relative à l'agrément de candidature de la société YOVIC CASTELNAU dans le lotissement Jean Mermoz à Castelnau-le-Lez	400
D2017-726	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GEM dans la ZAC Descartes à Lavérune	402
D2017-727	Décision relative à l'avenant de correction du BPU relatif au marché transféré du Département n°4850AT17 de travaux de conservation et de réparation des chaussées des RD - Lot 4 Métropole	404
D2017-728	Décision d'ester en justice "Adela BARBU - Requête n°1704218-3 TA"	406
D2017-729	Décision relative à l'avenant de Transfert à Rhône Alpes Propreté du marché n°4870AT17 (16/M0672) de fourniture et évacuation de produits absorbants routiers - Lot 1 Agence Métropole	407
D2017-730	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 154 appartenant à la SARL Rambier Aménagement - Commune de Prades-le-Lez	409
D2017-731	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine passée avec la société INCITIUS SOFTWARE pour une modification de sa surface au sein du bâtiment MIBI	411
D2017-732	Décision relative à l'abrogation de la convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale	413
D2017-733	Décision relative à l'acquisition des parties communes de la copropriété "Les Portes de la Mer", située rue du Pirée - Commune de Lattes	415
D2017-734	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	417
D2017-735	Décision relative au marché n°4798VD17 - Traitement des collectes des encombrants et des bennes bois des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Tri et valorisation des bennes bois des points propriété	419
D2017-736	Décision relative au mandat d'études préalables pour l'implantation de nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional - Constat d'achèvement - Reddition des comptes et clôture du mandat	421
D2017-737	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AV n°30 et 31 à Cournonterral - Aménagement de la ZAC CANNABE	423

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-738	Décision d'ester en justice "Francis COMBE - Requête n°1703997-5 TA"	425
D2017-739	Décision relative à la signature d'une convention de prise de possession anticipée des parcelles cadastrées AV n°30 et 31 à Courmonterral - Aménagement de la ZAC CANNABE	426
D2017-740	Décision relative à l'agrément de candidature de la société HÉRAULT HABITAT dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	428
D2017-741	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIVODIA - SOLUTIONS CÉRAMIQUES dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	430
D2017-742	Décision relative à l'agrément de candidature de la société VALECO dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	432
D2017-743	Décision relative au marché n°4788CO17 - Impression - Façonnage - Conditionnement et livraison des supports de communication	434
D2017-746	Décision d'ester en justice "Cour Administrative d'Appel de Marseille - Requête en sursis à exécuter"	436
D2017-748	Décision d'ester en justice "Référé mesures utiles - Tramshop Occitanie"	438
D2017-749	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société imaGeau au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	439
D2017-754	Décision d'ester en justice "Occupation illicite rue Louise GUIRAUD à Montpellier"	441
D2017-756	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4317DC16 de reconstruction de la médiathèque A. Césaire - Lot 2 - Gros oeuvre	442
D2017-759	Décision relative à la signature de l'avenant N°3 au marché N°4890AT17 pour l'établissement de prix nouveaux et la prolongation des délais d'exécution	444
D2017-760	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 pour la parcelle section CL n° 62 Lot HDL 25F (société SSCV Les HAUTS DE LATTES) - Commune de Lattes	446
D2017-762	Décision relative à la cession d'un véhicule tractopelle JCB n°941744 en état de véhicule économiquement irréparable suite à un sinistre	449
D2017-763	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 pour la parcelle section CL n° 59 Lot HDL 25D (société SC Le domaine de Lattes) - Commune de Lattes	451
D2017-766	Décision relative suite au sinistre de bris de glace sur le site de l'Agora de la danse à Montpellier - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	454
D2017-767	Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle "Les Dessous d'histoire"	456
D2017-768	Décision relative à une autorisation d'occupation temporaire du domaine public avec le Centre International des Musiques Médiévales	458
D2017-775	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ETIK 3D dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	460

## PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-790	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelles cadastrées AX n° 140 et 141 - Commune de Pérols	462
D2017-791	Décision relative à la cession à titre gratuit de mobiliers vétustes de bureau à l'association "Les Amis et Compagnons Emmaüs"	464
D2017-792	Décision relative à la signature d'un bail de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SCI du Trois Mats - Local 4ième étage et 4 places de parking immeuble "Le Belem" à Montpellier	466
D2017-793	Décision d'ester en justice "Serge ABDOU - requête n°1704637-8TA"	468
D2017-796	Décision relative à la signature d'un bail de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI Du Trois Mats - Immeuble "Le Belem" à Montpellier - Locaux aux 1ier et 3ième étage et 20 places de parking	469
D2017-797	Décision d'ester en justice "Commune de Pérols - Requête n°1704650-8 TA"	471
D2017-801	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de canalisations d'eau au profit de BRL - Parcelle cadastrée CB n°4 - Commune de Lattes	472
D2017-803	Décision relative à la constitution de servitudes de passage de canalisation d'eaux usées sur les parcelles cadastrées A n°1363 sise commune de Sussargues, AB n°324 sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues et F n°84 et 112 sises commune de Castries	474



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente des emprises de terrains nécessaires au futur plateau sportif au profit de la commune de Cournonterral.**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la décision du Président n°2017-231 en date du 13 avril 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de tronçons de voiries situés chemin de la Carrièresasse, chemin Font-Sauret et chemin de Pignan à Gigean - commune de Cournonterral,
- VU la délibération n° 2017-21 en date du 28 mars 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cournonterral portant sur le patrimoine communal : acquisition auprès de Montpellier Méditerranée Métropole de terrains dans le cadre de la réalisation du futur plateau sportif,
- VU l'avis de France Domaine n° 2017-088V0990 en date du 25 avril 2017,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de vendre à la commune de Cournonterral les emprises de terrains comprises dans le périmètre du futur plateau sportif, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir les nouvelles parcelles cadastrées AS 314, AS 315, AS 316, BA 245, BA 246, BA 247, BA 248, BA 249, BA 250, AR 139, AR 140, BC 203, BC 204, BC 205, d'une contenance de 2982 m².

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole vend à la commune de Cournonterral les parcelles cadastrées AS 314, AS 315, AS 316, BA 245, BA 246, BA 247, BA 248, BA 249, BA 250, AR 139, AR 140, BC 203, BC 204, BC 205, d'une contenance de 2982 m², situées sur la commune de Cournonterral, préalablement désaffectées et déclassées.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie à l'euro symbolique conformément à l'évaluation établie par France Domaine.

**ARTICLE 3 :** Maître GAYRAUD, notaire à Pignan, à la demande et aux frais de la commune de Cournonterral, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-255
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921-lmc1141122-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public  
d'une emprise à extraire du Chemin du Martinet - Parcelles BX 32 et BX  
34 commune de Clapiers - Parcelle BL 139 commune de Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et notamment son l'article 43, stipulant qu'ont été apportés en pleine propriété à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE les « biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées mentionnées au I de l'article L.5217-2 », en ce compris la création, l'aménagement et l'entretien de voirie, de parcs et aires de stationnement, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande d'acquisition d'un propriétaire riverain, des parcelles longeant sa propriété situées en partie sur la commune de Clapiers et sur la commune de Castelnau-le-lez, et constituant le terrain d'assise du Chemin du Martinet,
- VU la décision n°2017-11 du 24 janvier 2017, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement des parcelles BX 33 située sur la commune de Clapiers pour une superficie de 308 m<sup>2</sup> et BL 138, située sur la commune de Castelnau-le-Lez pour une superficie de 187 m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que le chemin longeant la propriété du riverain impacte également une partie des parcelles BX 32 et BX 34 situées sur la commune de Clapiers et une partie de la parcelle BL 139 située sur la commune de Castelnau-le-Lez, et qu'il convient de constater la désaffectation du Domaine Public et de prononcer le déclassement de ces emprises,
- **CONSIDERANT** que ces emprises ne sont affectées à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une partie du chemin du Martinet cadastré BX 32 (171 m<sup>2</sup>) et BX 34 (26 m<sup>2</sup>) sur la commune de Clapiers, ainsi qu'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée BL 139 (6 m<sup>2</sup>) sur la commune de Castelnau-le-Lez.



**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une partie du chemin du Martinet cadastrée BX 32 (171 m<sup>2</sup>), et d'une emprise de 26 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée BX 34 sur la commune de Clapiers, ainsi que d'une emprise de 6 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée BL 139 sur la commune de Castelnau-le-Lez, et intègre ce terrain dans son domaine privé.

**ARTICLE 3 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-498
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921-lmc1145926-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de support et de maintenance  
applicative du logiciel équipements de la voirie (SMARTGEO)**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L. 5211-10 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU l'acquisition de la solution équipements de la voirie / SMARTGEO auprès de la société GISMARTWARE, utilisée par la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'assistance et la maintenance applicative de ce système, incluant le logiciel SMARTGEO (site Web, solutions de mobilités et développements spécifiques associés) ;
- **CONSIDERANT** que seule la société GISMARTWARE peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ce système ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de support et de maintenance applicative du logiciel équipements de la voirie (SMARTGEO) est conclu avec la société GISMARTWARE, 314 allée des Noisetiers, bâtiment B, 69760 LIMONEST.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne la solution équipements de la voirie / SMARTGEO installée à la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public ;

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 2 septembre 2018.

**ARTICLE 4** : Le montant maximum annuel de ce contrat s'élève à vingt mille sept cent douze euros TTC (20 712 € TTC), décomposé en une partie forfaitaire s'élevant à deux mille sept cent douze euros TTC (2 712 € TTC) et une partie à bons de commande sans minimum et avec un maximum s'élevant à dix-huit mille euros TTC (18 000 € TTC). Ces dépenses sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 938.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-537
Reçue en Préfecture le	04/10/17
Affichée le	04/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171004-lmc1145425-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4803VD17 - Entretien et maintenance des véhicules et équipements de la Régie de collecte des déchets ménagers, et de la plateforme de traitement des déchets verts de Grammont.**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de « Prévention et de valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

**CONSIDERANT :**

- que l'entretien et la maintenance des véhicules et engins de la Régie de collecte et de la plateforme de Grammont sont externalisés.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25-I.1 et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an reconductible 3 fois par période d'un an, sauf pour le lot n°4 dont la durée s'étend du 20 décembre 2017 au 30 mai 2018, pouvant être prolongée d'un maximum de 6 fois 1 mois.
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 20 juin 2017, a :
  - attribué le lot n°1 du marché 4803VD17, relatif à l'assistance au fonctionnement, la maintenance et la réparation des châssis et équipements des véhicules et engins du site de Pignan à la société Montpellier Poids Lourds, 34 430 Saint Jean de Védas, l'entreprise présentant l'offre économique la plus avantageuse ;
  - attribué le lot n°2 du marché 4803VD17, relatif à l'assistance au fonctionnement, la maintenance et la réparation des châssis et équipements des véhicules et engins du site d'exploitation de Vendargues à la société Montpellier Poids Lourds, 34 430 Saint Jean de Védas, l'entreprise présentant l'offre économique la plus avantageuse ;
  - attribué le lot n°3 du marché 4803VD17, relatif à la fourniture et l'entretien des pneumatiques des véhicules des sites de Pignan et Vendargues, et des engins de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont à la société Euromaster, 38 330 Montbonnot, l'entreprise présentant l'offre économique la plus avantageuse ;

- attribué le lot n°4 du marché 4803VD17, relatif à l'entretien et la maintenance des engins de la plateforme de traitement des déchets verts de Grammont à la société Montpellier Poids Lourds, 34 430 Saint Jean de Védas, l'entreprise présentant l'offre économique la plus avantageuse.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature du marché 4803VD17 lot n°1 relatif à l'assistance au fonctionnement, la maintenance et la réparation des châssis et équipements des véhicules et engins du site de Pignan à l'entreprise Montpellier Poids Lourds, pour un montant estimatif annuel de 290 000,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Il est reconductible 3 fois un an.

D'autoriser la signature du marché 4803VD17 lot n°2 relatif à l'assistance au fonctionnement, la maintenance et la réparation des châssis et équipements des véhicules et engins du site d'exploitation de Vendargues à l'entreprise Montpellier Poids Lourds, pour un montant estimatif annuel de 190 000,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Il est reconductible 3 fois un an.

D'autoriser la signature du marché 4803VD17 lot n°3 relatif à la fourniture et l'entretien des pneumatiques des véhicules des sites de Pignan et Vendargues, et des engins de la plateforme de traitement de déchets verts de Grammont à la société Euromaster, pour un montant estimatif annuel de 70 000,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Il est reconductible 3 fois un an.

D'autoriser la signature du marché 4803VD17 lot n°4 relatif à l'entretien et la maintenance des engins de la plateforme de traitement des déchets verts de Grammont à l'entreprise Montpellier Poids Lourds, pour un montant estimatif de 120 000,00 euros HT, périodes de prolongation comprises. Le marché prend effet à compter du 20/12/2017 jusqu'au 31/05/2018. Il est reconductible 6 fois par périodes de 1 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-557
Reçue en Préfecture le	07/09/17
Affichée le	07/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170907- lmc1145865-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle CA0062 située 1 rue du Pic Saint-Loup au Crès**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PC03409016M0013 en date du 16/11/2016 accordé sur la parcelle CA0062,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des Parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 1 rue du Pic Saint-Loup au Crès.

**ARTICLE 2** : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 22 578.71 € HT.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

**ARTICLE 6** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-567
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921-lmc1146009-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3874RI15 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU la décision n°D2015-85 approuvant le marché n°3874RI15 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, d'un montant annuel compris entre un minimum de 50 246,33 € HT (partie forfaitaire) et un maximum de 65 000 € HT, conclu avec la société ARCHIMED, 49 boulevard de Strasbourg, 59042 LILLE Cedex ;
- VU l'acquisition de 3 licences de réplique Ernes Portail auprès de la société ARCHIMED ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ces licences ;
- **CONSIDÉRANT** que seule la société ARCHIMED peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3874RI15 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société ARCHIMED, d'un montant de mille six cent vingt euros TTC (1 620 € TTC), applicable à la partie forfaitaire du marché.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-574
Reçue en Préfecture le	04/10/17
Affichée le	04/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171004- lmc1148754-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente des parcelles LR 320 - LR 322 - LR 323 et LR 324, au profit de la Société Française d'Habitations Economiques (SFHE) - Avenue de Barcelone - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n° 2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la décision du Président n° D2017-448 en date du 13 juin 2017, relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public des parcelles cadastrées LR 320 – LR 322 – LR 323 et LR 324,
- VU le courrier de la Société Française d'Habitations Economiques (SFHE) acceptant les modalités du transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaine du 25 mai 2016, référence 2016-172V0830.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole vend les parcelles cadastrées LR 320 (275 m<sup>2</sup>) – LR 322 (28 m<sup>2</sup>) – LR 323 (169 m<sup>2</sup>) et LR 324 (446 m<sup>2</sup>) d'une contenance totale de 918 m<sup>2</sup>, préalablement désaffectées et déclassées, à la Société Française d'Habitations Economiques (SFHE), domiciliée 32 rue Robert Mallet Stevens, à Nîmes, selon le prix fixé par France Domaine, soit :

Parcelles LR 320 (275 m<sup>2</sup>) – LR 323 (169 m<sup>2</sup>) et LR 324 (446 m<sup>2</sup>) à l'euro symbolique,  
Parcelle LR 322 (28 m<sup>2</sup>) au prix de 50 €/m<sup>2</sup>, soit 1 400 € pour 28 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Maître Rebecca LHUBAC-ATTIA, notaire à Lunel, à la demande et aux frais de la SFHE, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-581
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1146265-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BY  
- 23 chemin de Cabriès - Commune de Clapiers**

- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les actes notariés des colotis et notamment l'article prévoyant qu'à première réquisition de la commune, les colotis s'engagent à rétrocéder gratuitement la voie et la placette en vue de leur intégration dans le domaine public,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de placette affectée à l'usage public et que la gestion des voiries relève aujourd'hui de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder les parcelles desservies par cette impasse au réseau d'assainissement.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée BY 23 d'une superficie de 587 m², constituant la Placette du Pioch Cabriès, auprès des colotis.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-600
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1146758-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant  
l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le  
raccordement de la parcelle BV12 située chemin des carrières de l'Hort à Juvignac**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PC03412315M0040 en date du 08/04/2016 accordé sur la parcelle BV12,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des Parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située chemin des carrières de l'Hort à Juvignac.

**ARTICLE 2** : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 25 742,25 € HT.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 28 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

**ARTICLE 6** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-602
Reçue en Préfecture le	05/09/17
Affichée le	05/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170905-lmc1146841-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de Madame  
Geneviève Asse d'une de ses oeuvres Sans Titre, 1985**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Madame Geneviève Asse domiciliée 13, rue Ricaut 75013 Paris propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une de ses œuvres, *Sans Titre, 1985* d'une valeur de 50 000 euros (cinquante mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Geneviève Asse d'une de ses œuvres, *Sans Titre, 1985* d'une valeur de 50 000 euros (cinquante mille euros).

**ARTICLE 2** : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président délégué est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-604
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1146898-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4019EA15 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bassin de rétention et le recalibrage du ruisseau des canaux à Clapiers**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques;
- VU le marché 4019EA15 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bassin de rétention et le recalibrage du ruisseau des Canaux à Clapiers conclu avec le CABINET MERLIN pour un montant de 24 800,00 euros HT ;

**CONSIDERANT :**

- que les variantes et les adaptations de l'AVP ne figurant pas au marché initial demandées par le maître d'ouvrage induisent des prix nouveaux,
- qu'il convient de supprimer du marché les phases VISA, DET, AOR,
- qu'il convient de porter le délai d'exécution de la phase AVP à 12 mois,
- qu'il convient de fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4019EA15 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bassin de rétention et le recalibrage du ruisseau des Canaux à Clapiers avec le CABINET MERLIN, avenant d'un montant de 793,75 euros HT.

**ARTICLE 2 :** de prolonger le délai d'exécution de la phase AVP à 12 mois.

**ARTICLE 3 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 4 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-612
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926-lmc1147014-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. J.-M. LUSSERT

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la résiliation du mandat d'études  
du site de Sablassou-Clos de l'Armet à Castelnau-le-lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle concernant la résiliation des marchés publics et accords-cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'Assemblée Générale extraordinaire de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) en date du 24 mai 2016, qui a adopté une modification des statuts de la société devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- **VU** la décision n°D2016-870 ;
- **CONSIDERANT** que la SA3M s'est vu confier par délibération n°9683 en date du 20 juillet 2010 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du site stratégique défini au Schéma de Cohérence Territoriale du Millénaire Sablassou Clos de l'Armet ;
- **CONSIDERANT** que ce mandat d'études a été signé le 23 août 2010, et reçu en Préfecture le 20 septembre 2010 ;
- **CONSIDERANT** que ce mandat d'études a fait l'objet d'un avenant n°2 en vertu de la décision n°2011-671 du 26 novembre 2011 afin notamment de porter le montant évalué des dépenses à engager par le mandataire pour la réalisation des études à 367 836,11 € HT,
- **CONSIDERANT** que ces études sont suspendues depuis le 2 juillet 2012 suite à la décision conjointe de la commune de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que le souhait, dans le cadre de la révision du SCoT, est de remettre à plat les études d'aménagement sur ce secteur en considérant un périmètre plus différent,
- **CONSIDERANT** le protocole de clôture actualisant la reddition des comptes à un montant total de dépenses de 194 299,80 euros TTC.
- **CONSIDERANT** que la décision n°D2016-870 prenait en compte un décompte qui a dû être actualisé.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n°D2016-870 est abrogée.

**ARTICLE 2** : Le mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du site stratégique défini au Schéma de Cohérence Territoriale du Millénaire Sablassou Clos de l'Armet est résilié à la demande du mandant.

**ARTICLE 3** : Il est demandé au mandataire de résilier les contrats en cours et de payer les indemnités de résiliations dues, à savoir 620 euros HT.

**ARTICLE 4** : Est en outre dû au mandataire, en application de l'article 11 de la convention, une indemnité, après indexation, de 4 389,25 euros HT.

**ARTICLE 5** : Le protocole de clôture fait apparaître un total des dépenses réalisées de 194 299,80 euros TTC. Celui-ci est approuvé.

**ARTICLE 6** : Le protocole fait état d'un solde de trésorerie de 11 449,27 euros, soit 20 477,33 € dû par la SA3M de solde d'avance de trésorerie et 9 028,06 euros dû par Montpellier Méditerranée Métropole correspondant à la dernière situation de dépenses et à l'indemnité mentionnée à l'article 4.

**ARTICLE 7** : La résiliation du mandat d'études prendra effet après le paiement du solde mentionné à l'article 6.

**ARTICLE 8** : Monsieur Philippe SAUREL, Président, est autorisé à résilier la convention visée à l'article 1 conformément aux délégations qui lui sont accordées.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-618
Reçue en Préfecture le	12/09/17
Affichée le	12/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170912-lmc1147236-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une oeuvre de Christophe Veyrier (Trets, 1637 - Toulon, 1689), Buste de Jean Deydé (1617-1687)**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une œuvre de Christophe Veyrier (Trets, 1637 – Toulon, 1689), *Buste de Jean Deydé* (1617-1687) d'une valeur totale de 99 258 € (Quatre-vingt-dix-neuf mille et deux cent cinquante-huit euros).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole procède à l'acquisition de l'œuvre de Christophe Veyrier (Trets, 1637 – Toulon, 1689), *Buste de Jean Deydé* (1617-1687) d'une valeur totale de 99 258 € (Quatre-vingt-dix-neuf mille et deux cent cinquante-huit euros).

**ARTICLE 2** : Ce buste sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur, Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de cette acquisition visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-622
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1147335-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la Ville de Montpellier sur la ZAC Garosud extension à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du Tourisme et des parcs d'activité »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature ci-après, présentée la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la Ville de Montpellier est candidate à l'acquisition des parcelles cadastrées OB 22 et OB 84a de 2 762 m². Ces parcelles sont destinées à la réalisation des aménagements paysagers dans la cadre de la construction d'un bâtiment de bureaux et ateliers prévus sur la parcelle mitoyenne OB21 appartenant à la Ville.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la Ville de Montpellier ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-623
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929- lmc1147337-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. G. PASTOR

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 16 appartenant  
à Madame Florence MENAGEE - Commune de GRABELS**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'ordonnance du Juge des Tutelles n° 96/A/05160 en date du 5 juillet 2017, autorisant Monsieur Jean Pierre ILHE demeurant BP 38, 34830 CLAPIERS, agissant en qualité de tuteur de Madame MENAGEE Florence, propriétaire, à vendre la parcelle AP 16 située sur la Commune de GRABELS au prix de un euro symbolique.
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AP 16 d'une superficie de 69 m<sup>2</sup> située rue de la Pinède à GRABELS auprès de Madame MENAGEE Florence représentée par son tuteur Monsieur ILHE Jean-Pierre.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 1 € symbolique, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-634
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1147473-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention du domaine public  
passée avec l'Association PÔLE MONDIAL DE COMPETITIVITE  
EAU pour une modification de sa surface au sein du bâtiment MIBI**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> mai 2013, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole, et l'Association PÔLE MONDIAL DE COMPETITIVITE EAU pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1<sup>er</sup> mai 2016,
- **CONSIDERANT** que l'Association PÔLE MONDIAL DE COMPETITIVITE EAU a « absorbé » le 28 juin 2017 l'Association SWELIA et a sollicité en conséquence Montpellier Méditerranée Métropole pour une modification de sa surface afin d'accueillir les services de l'Association SWELIA,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association PÔLE MONDIAL DE COMPETITIVITE EAU à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 et jusqu'au 30 septembre 2017 pour une extension sur les 36,60 m<sup>2</sup> constitués des modules B0.23 et B0.24 occupés par SWELIA au rez-de-chaussée du bâtiment MIBI, puis à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017, elle restituera cette dernière surface pour louer 14,40 m<sup>2</sup> constitué du module B2.44 contigu à ses bureaux afin de regrouper ses effectifs.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la surface occupée par l'Association PÔLE MONDIAL DE COMPETITIVITE EAU passera de 148,50 m<sup>2</sup> à 126,30 m<sup>2</sup> au sein du bâtiment MIBI.

**ARTICLE 3 :** A compter de sa date de notification, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2019.

**ARTICLE 4 :** A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'Association PÔLE MONDIAL DE COMPETITIVITE EAU pour la nouvelle surface totale de 126,30 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 1 707,57 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°14313 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 5 :** La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 6 :** Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-643
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921-lmc1149268-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché N°4738MG17- Prestations d'installation, de location, de maintenance et de dépose de système anti-intrusion des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de l'Administration générale, affaires juridiques, contentieux et protocole ;

**CONSIDERANT :**

- que les locaux et logements rendus vacants sur le patrimoine immobilier de Montpellier Méditerranée Métropole mais également, les logements et/ou immeubles en cours de construction ou réhabilitation, nécessite l'installation ou la location de systèmes de sécurité,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et passée en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande d'un maximum de 50 000€ HT annuel, d'une durée initiale de 1 an à compter du 23 septembre 2017 ou de sa notification si celle-ci est postérieure à cette date. Il peut être reconduit 3 fois par période successive de 1 an pour une durée maximale de 3 ans,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour le critère technique au regard du mémoire technique et 40% pour le critère prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif,
- qu'après analyse des offres, l'entreprise SECUR INDOOR, sise au 1 avenue des Violettes, 94 380 Bonneuil-sur-Marne, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4738MG17 à l'entreprise SECUR INDOOR, pour un montant maximum annuel de 50 000 euros HT.

Le marché prend effet à compter 23 septembre 2017 ou de sa notification si celle-ci est postérieure à cette date. Il peut être reconduit 3 fois par période successive de 1 an pour une durée maximale de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 935, 936 et 938.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché 4738MG17 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-648
Reçue en Préfecture le	12/09/17
Affichée le	12/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170912-lmc1147665-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/09/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Bouygues Télécom**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Développement du très haut débit et de la fracture numérique » ;
- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au bénéfice de BOUYGUES TELECOM ;
- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire;

**CONSIDERANT :**

- que la Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n°14310 en date du 14 décembre 2016 ;
- que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base afin d'appliquer l'évolution tarifaire ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec l'opérateur BOUYGUES TELECOM.

**ARTICLE 2 :** de dire que la recette sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-653
Reçue en Préfecture le	12/09/17
Affichée le	12/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170912- lmc1148724-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/09/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Blue Networks Technologies**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Développement du très haut débit et de la fracture numérique » ;
- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 15 novembre 2016 au bénéfice de Blue Networks Technologies ;
- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire;

**CONSIDERANT :**

- que la Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n°14310 en date du 14 décembre 2016 ;
- que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base afin d'appliquer l'évolution tarifaire ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec l'opérateur Blue Networks Technologies.

**ARTICLE 2 :** de dire que la recette sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-654
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926- lmc1147808-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles BY 343 et BY 344  
auprès de Madame Sylvette SEPTFONDS - Commune de Clapiers**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'accord donné par Madame Sylvette SEPTFONDS en date du 4 juillet 2017, pour la cession des parcelles BY 343 et BY 344 d'une superficie respective de 440 m<sup>2</sup> et 95 m<sup>2</sup>, situées chemin de Cabriès à Clapiers ;
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont en nature de cheminement piétonnier et talus.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées BY 343 et BY 344 d'une superficie respective de 440 m<sup>2</sup> et 95 m<sup>2</sup> auprès de Madame Sylvette SEPTFONDS.

**ARTICLE 2 :** L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-657
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929- lmc1147870-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle IY 407 de 125 m<sup>2</sup> auprès de la Ville de Montpellier - rue du Faubourg Figuerolles - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération n° V2017/159 en date du 22 juin 2017 du Conseil municipal de la Ville de Montpellier acceptant la vente de la parcelle nouvellement cadastrée IY 407, d'une contenance de 125 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Ville de Montpellier, la parcelle IY 407 d'une superficie de 125 m<sup>2</sup>, située rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** La transaction est acceptée à l'euro symbolique.

**ARTICLE 3 :** Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir pour le bâti existant, et à engager toutes procédures administratives nécessaires aux travaux de démolition.

**ARTICLE 6 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-658
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1147863-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public des parcelles cadastrées DV 190 et DV 193, place Jacques d'Aragon - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré affecté à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-818 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré affecté à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser les parcelles cadastrées DV 190 et DV 193, accessoires de voirie, avant de pouvoir les céder,
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public des parcelles cadastrées DV 190 et DV 193, d'une contenance respective de 43 m<sup>2</sup> et de 180 m<sup>2</sup> situées place Jacques d'Aragon à Lattes.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public des deux emprises cadastrées DV 190 et DV 193 à Lattes, et intègre lesdites emprises dans son domaine privé.

**ARTICLE 3** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-661
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1148066-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux avenants de transfert et de co-utilisation des marchés 4896AT17, 4860AT17 et 4829AT17 transférés par le Conseil Départemental de l'Hérault**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté n°2017-21 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie, Espace Public » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer des avenants de transfert et de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées par le Conseil Départemental de l'Hérault,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** de conclure un avenant actant le transfert du marché n° 4896AT17 (07/M0179) relatif à la « RD116 – Rectification entre le PR 8,00 et le PR 9,00 et réalisation d'un ouvrage de franchissement sur la Mosson – Villeneuve les Maguelone – maîtrise d'œuvre », notifié le 16/05/2007 pour un montant de 88 202,30 € HT, avec EGIS France sise 34000 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2 :** d'apporter les modifications ci-après à la décision n° D2017-529 relative aux avenants de co-utilisation des marchés transférés par le Conseil Départemental, concernant le marché n°4860AT17.

Au lieu de lire :

« 23° Marché 4860AT17 (15M0166) lot 6 (Agence départementale de Montpellier) relatif aux Entretien des espaces verts hors agglomération en bordure des routes départementales et traitements spécifiques, conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec SAS CIEL VERT à PEROLS (34470), pour un montant global de 15 000 HT / an pour Montpellier Méditerranée Métropole »,

Il convient de lire :

« 23° Marché 4860AT17 (15M0166) lot 2 (Est Héraultais) relatif à l'entretien spécialisé des espaces verts le long des routes départementales et traitements spécifiques, conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec SAS CIEL VERT à PEROLS (34470), sans minimum et maximum ».

Il convient d'apporter la modification ci-après à la décision n° D2017-522 relative aux avenants de transfert des marchés transférés par le Conseil Départemental, concernant le marché n°4829AT17.

Au lieu de lire :

« Marché 4929AT17 (17M0022) relatif aux prestations topographiques, parcellaires et assistance à maîtrise d'ouvrage – Lot 8 : territoire de la Direction Aire Métropolitaine Est Héraultais »,

Il convient de lire :

« Marché 4829AT17 (17M0022) relatif aux prestations topographiques, parcellaires et assistance à maîtrise d'ouvrage – Lot 8 : territoire agence métropole ».

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-667
Reçue en Préfecture le	11/09/17
Affichée le	11/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170911-lmc1148120-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/09/2017

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché de prestations de service n°4927DS17  
concernant l'achat de matériel de motoculture et d'entretien  
des aires de pelouse pour Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine de sports et traditions sportives,

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'améliorer la qualité de l'entretien des terrains de sport engazonnés de haut niveau, un marché n°4927DS17 en vue de l'acquisition de matériels spécifiques a été passé avec la société SOLVERT sise à Plaisir (78370) 90 avenue de Dreux (lots 1 et 2 décompacteur gamme rapide et un ramasse carottes) et avec la société CEVENNES MOTOCULTURE sise à Baillargues (34670) 66 rue de Colombiers - RN 113 (lots 3 et 4 Epareuse et tondeuse rotative autoportée).
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de fournitures à bons de commandes pour une durée de trois mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
  - Prix des prestations au regard du DQE (Détail Quantitatif Estimatif) pour 40%,
  - Mémoire technique remis avec l'offre pour 60%.
- qu'après analyse, pour les lots 1 et 2 (décompacteur gamme rapide et un ramasse carottes) la société SOLVERT sise à PLAISIR (78370) 90 avenue de Dreux présente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- qu'après analyse, pour les lots 3 et 4 (Epareuse et tondeuse rotative autoportée), la société CEVENNES MOTOCULTURE sise à Baillargues (34670) 66 rue de Colombiers - RN 113 présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer les lots 1 et 2 du marché n°4927DS17 à la société SOLVERT sise à Plaisir (78370) 90 avenue de Dreux pour un montant de 40 000 € HT répartis comme suit :

- lot 1 (décompacteur gamme rapide) pour un montant de 26 000 € HT,
- lot 2 (ramasse carottes) pour un montant de 14 000 € HT ;

**ARTICLE 2** d'attribuer les lots 3 et 4 du marché n°4927DS17 à la société CEVENNES MOTOCULTURE sise à Baillargues (34670) 66 rue de Colombiers - RN 113 pour un montant de 17 280 € HT répartis comme suit :

- lot 3 (Epareuse) pour un montant de 10 400 € HT,
- lot 4 (tondeuse rotative autoportée) pour un montant de 6 880 € HT

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de trois mois.

**ARTICLE 4** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-668
Reçue en Préfecture le	15/09/17
Affichée le	15/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170915-lmc1148140-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/09/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'un mandat d'études à la SA3M  
- Hameau du Baillarguet - Commune de Montferrier-sur-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil par délibération en date du 26 juillet 2017, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a acquis, en 2011, une quinzaine d'hectares de foncier sur le secteur de Baillarguet et qu'elle maîtrise la quasi-totalité du foncier du hameau.
- **CONSIDÉRANT** que des études préalables à l'aménagement du hameau de Baillarguet sur la commune de Montferrier-sur-Lez ont été réalisées au cours de la l'année 2016 par l'atelier Barriquand et frydlender. Cette étude a mis en évidence plusieurs principes d'aménagement : conforter la silhouette du hameau perché, créer une structure d'espaces publics à dominante piétonne, gérer la voiture de manière adaptée et innovante, développer une architecture variée avec une matérialité propre.
- **CONSIDÉRANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite qu'un ensemble d'études complémentaires soient menées sur le site du hameau afin d'étudier les valorisations de son foncier et de préciser les conditions juridiques et économiques de l'opération immobilière.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat est passé avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne un mandat d'études en vue de définir les conditions juridiques et économiques de la valorisation de son foncier.

**ARTICLE 3** : Le mandat d'étude est décomposé en :

- une tranche ferme regroupant les études de faisabilité technique préalable (topographie, études de sol, études environnementales, VRD, hydraulique, ...),
- une tranche optionnelle comprenant l'approfondissement des études environnementales, un diagnostic Habitat-Faune-Flore sur 4 saisons, l'adaptation au besoin du projet immobilier, l'adaptation des documents d'urbanisme et enfin, la constitution des pièces nécessaires à la consultation de promoteurs / constructeurs.

**ARTICLE 4** : Le contrat prend effet à compter de sa notification. Sa durée est fixée à 18 mois.

**ARTICLE 5 :** Le montant global du contrat s'élève à 232 000 € H.T. et se décompose comme suit :

- 67 000 € H.T. en ce qui concerne l'exécution des études de la tranche ferme ;
- 75 000 € H.T. en ce qui concerne l'exécution des études de la tranche optionnelle ;
- 30 000 € H.T. en ce qui concerne la rémunération du mandataire pour la tranche ferme ;
- 60 000 € H.T. en ce qui concerne la rémunération de mandataire pour la tranche optionnelle ;

**ARTICLE 6 :** Cette dépense est prévue au budget de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909.

**ARTICLE 7 :** Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-669
Reçue en Préfecture le	05/09/17
Affichée le	05/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170905-lmc1148259-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 245 appartenant à Monsieur et Madame GAY - Commune de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse de vente en date du 3 Juillet 2017 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AP 245 (issue de la parcelle AP 167) d'une superficie de 109 m<sup>2</sup> située impasse de la Source à Prades-le-Lez.
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AP 245 (issue de la parcelle AP 167) d'une superficie de 109 m<sup>2</sup>, située impasse de la Source à Prades-le-Lez auprès de Monsieur et Madame GAY.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 10 € /m<sup>2</sup> TCC soit un total de 1090 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-670
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929- lmc1148268-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention pour  
occupation temporaire du domaine de SNCF Réseau  
Cheminement Piétons - Quartier les Aubes - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires, d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la proposition de convention rédigée par la société YXIME gestionnaire du patrimoine foncier et immobilier de l'établissement public SNCF Réseau,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser l'utilisation d'un cheminement piéton ouvert au public, aménagé sur la propriété de SNCF Réseau dans le quartier des Aubes à Montpellier, par la signature d'une convention d'occupation temporaire,
- **CONSIDERANT** que la convention d'occupation est consentie à titre gratuit pour une durée de 5 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public de SNCF Réseau, pour l'utilisation d'un cheminement piéton dans le quartier des Aubes à Montpellier,

**ARTICLE 2** : La convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour se terminer le 31 décembre 2021, sachant que par avenant, la durée ne pourra pas excéder 8 ans.

**ARTICLE 3** : La convention est acceptée à titre gratuit compte tenu de l'affectation du bien, à savoir un cheminement piéton. En contrepartie, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à assurer un bon état d'entretien du bien.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Président est autorisé à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à la délibération portant sur les délégations permanentes.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-672
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1148323-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4915DC17 de prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transport, la réservation d'hébergements hôteliers et l'organisation de séjours pour la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT :**

- que, compte tenu des besoins en titres de transport, hébergements hôteliers et organisations de séjours nécessaires à la mise en œuvre de la Comédie du livre et de la saison culturelle de la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de formaliser ce type de commandes par un marché à procédure adaptée,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, à bons de commandes, pour une durée d'un an,
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (40%) et la valeur technique (60% : moyens humains 20%, modalités d'organisation et de conduite opérationnelle des prestations 20%, modalités de mise à disposition et livraison des titres de transport 10%, modèle d'état récapitulatif mensuel des commandes 10%),
- qu'après analyse, l'entreprise Méridien Voyages, sise Espace commercial Bocaud, Route de Vendargues, 34830 Jacou présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4915DC17 de prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transport, la réservation d'hébergements hôteliers et l'organisation de séjours pour la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole à la société Méridien Voyages, sise Espace commercial Bocaud, Route de Vendargues, 34830 Jacou, pour un montant minimal de 10 000 € HT et un montant maximal de 85 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché n°4915DC17 de prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transport, la réservation d'hébergements hôteliers et l'organisation de séjours pour la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-675
Reçue en Préfecture le	19/09/17
Affichée le	19/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170919-lmc1148351-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°3687DC14 d'acquisition de livres, livres numériques, partitions, éditions adaptées et livres reliés pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, lots 3, 4, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 16, 19 et 20.**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération n°12331 attribuant les lots n°3, 4, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 16, 19 et 20 du marché n°3687DC14 d'acquisition de livres, livres numériques, partitions, éditions adaptées et livres reliés pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à la librairie Sauramps, sise Le Triangle, CS 19026, 34967 Montpellier Cedex 2 pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;

**CONSIDERANT :**

- que suite à sa reprise par le groupe Amétis (Cf. Arrêt n°17/03667 de la Cour d'Appel de Montpellier du 19 juillet 2017), les coordonnées administratives de la librairie Sauramps ont été modifiées ;
- qu'afin d'assurer la continuité du service public, il y a lieu d'acter ces modifications par un changement de titulaire des lots 3, 4, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 16, 19 et 20 du marché n°3687DC14 et la signature d'un avenant de transfert,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°3687DC14 lots 3, 4, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 16, 19 et 20 en vue du transfert à la société Sauramps Comédie SAS (251 rue Albert Jacquard, 34967 Montpellier ; SIRET : 831 273 784 00015) des prestations effectuées jusqu'alors dans ce cadre par la librairie Sauramps (Le Triangle, CS 19026, 34967 Montpellier Cedex 2 ; SIRET : 457 800 993 00083).

**ARTICLE 2 :** de dire que le présent avenant n°1 est sans incidence financière sur le montant du marché.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-676
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926-lmc1148365-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4697VD16 - Mesures acoustiques et analyse des rejets sur le parc des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole (20 déchèteries)**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer un marché de services pour les mesures acoustiques et analyse des rejets sur le parc des déchèteries de la Métropole de Montpellier (20 déchèteries)
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique au regard du mémoire technique (60%) et le prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'AE (40%).
- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la société SOCOTEC France – Pôle QHSE Méditerranée a présenté les offres économiquement les plus avantageuse pour les lots n°1 et n°2.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché 4697VD16, décomposé en 2 lots, comme suit :

Lot n° 1 : Mesures acoustiques à l'entreprise SOCOTEC France - Pôle QHSE Méditerranée sise 1140 avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier, pour un montant de 22 500,00 euros HT. La durée globale du marché est de 12 mois à compter de L'OS de démarrage.

Lot n° 2 : Analyse des rejets des eaux pluviales à l'entreprise SOCOTEC France - Pôle QHSE Méditerranée sise 1140 avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier, pour un montant de 5 520,00 euros HT. La durée du marché est de 3 ans, à compter de l'OS de démarrage. En ce qui concerne le rejet des eaux pluviales, 18 déchèteries seront analysées une fois tous les 3 ans. 2 déchèteries (Castelnau-le-Lez et Mosson) seront analysées une fois par an

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.



Décision n° D2017-677

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-677
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926- lmc1148433-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3713 - Achat et livraison de papier pour photocopieurs et imprimantes - Avenant de transfert**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole ;
- VU la délibération n°12403 du 31 juillet 2014 attribuant le marché n°3713 « Achat et livraison de papier pour photocopieurs et imprimantes » à l'entreprise Papeterie de France, sise 41 rue delizy Bât B 93692 - Pantin pour un montant initial annuel de 43 943,97 euros HT et pour une durée de 12 mois reconductible 4 fois ;

**CONSIDERANT**

- que l'entreprise Papeterie de France a fait l'objet d'un rachat par l'entreprise INAPA France, sise 41 rue Delizy Immeuble les Diamants B 93500 – Pantin, le 30 juin 2017,
- que l'article 139 4° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 autorise le remplacement du titulaire initial du marché public par un nouveau titulaire, à la suite d'une fusion par absorption simple du titulaire initial,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert au marché n°3713MG14 portant sur « l'achat et livraison de papier pour photocopieurs et imprimantes » avec l'entreprise INAPA France sise 41 rue Delizy, Immeuble les Diamants B, 93500 - Pantin.

**ARTICLE 2** : cet avenant de transfert n'a aucune incidence financière sur le marché.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-678
Reçue en Préfecture le	12/09/17
Affichée le	12/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170912-lmc1148444-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/09/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines des développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 mai 2010 passée entre la Métropole et la société NAMAÉ CONCEPT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 14 avril 2017,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société NAMAÉ CONCEPT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAMAÉ CONCEPT pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 28 février 2018.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAMAÉ CONCEPT pour la surface de 14,40 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 209,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-684
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1148538-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°2905 de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) pour l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la convention de mandat (délibération n°12712 du 18 décembre 2014) confiant à la SA3M la réalisation du nouveau centre de tri Demeter ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer un marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) en phases de conception et de réalisation pour l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » de Montpellier Méditerranée Métropole.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée ouverte, avec possibilité de négociation.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (40%) et la valeur technique au regard de la note méthodologique (60%).
- que le rapport d'analyse des offres établi par SA3M propose d'attribuer le marché à l'entreprise NOVICAP sise Tour Part-Dieu, 129 rue Servient, 69003 Lyon, qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché 2905 à l'entreprise NOVICAP pour un montant de 28 000 ,00 euros HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification.

Les délais d'exécution de chacune des tranches sont fixés comme suit :

- Tranche ferme : 14 mois à compter de la notification du marché, décomposés comme suit :

- Phase n°1 (DIAG, APS) : 0,5 mois ;
- Phase n°2 (APD, APD+) : 13 mois (y compris la période de « latence ») ;
- Tranche optionnelle n°1 : 11 mois ;
- Tranche optionnelle n°2 : 18 mois ;
- Tranche optionnelle n°3 : 25 mois

**ARTICLE 2** : d'autoriser Monsieur le Directeur Général de SA3M à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-685
Reçue en Préfecture le	19/09/17
Affichée le	19/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170919- lmc1148549-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société C.G.T.R au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 5 décembre 2014 passée entre la Métropole et la société C.G.T.R pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 8 décembre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société C.G.T.R n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire d'un an.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société C.G.T.R pour une période d'un an à compter de sa date de notification.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société C.G.T.R pour la surface de 82,40 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 114,04 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente, Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-686
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1148557-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SENSING LABS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega et une demande d'extension sur une surface complémentaire**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans le domaine du «Développement économique, l'enseignement supérieur et recherche, innovation, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> août 2014 passée entre la Métropole et la société SENSING LABS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 29 novembre 2016,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance et que la société SENSING LABS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire d'un an,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société SENSING LABS a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension sur une surface supplémentaire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SENSING LABS pour une période d'un an à compter de sa date de notification.

## **ARTICLE 2**

Conformément à l'article III.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société est autorisée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 à étendre son activité sur une surface de 29,76 m<sup>2</sup>, partie du module B124, située au premier étage de la pépinière en zone verte.

## **ARTICLE 3**

A compter de cette date, la surface occupée dans la pépinière Cap Omega par la société SENSING LABS passera de 58,35 m<sup>2</sup> à 88,11 m<sup>2</sup> et la redevance mensuelle HT et HC à payer par ladite société passera de 788,89 euros à 1 191,25 euros conformément au tarif approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 4** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-687
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006- lmc1148571-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la l'avenant n°1 à la convention n° 34 16 0006  
02 de mise à disposition avec la SAFER Occitanie d'un ensemble  
de parcelles situées sur les communes de Montpellier et Lattes**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet d'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0006 02 portant minoration des emprises mise à disposition de la SAFER Occitanie par Montpellier Méditerranée Métropole suite à la réalisation de travaux par ASF sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SH n° 25 – 45 – 51 – 80 et 81,
- **CONSIDERANT** que la surface exploitable est ramenée de 87ha 65a 97ca à **78ha 17a 22ca**, portant ainsi la redevance globale de la CMD de 13 430€ à **13 070€**.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : L'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0006 02 de mise à disposition de la SAFER Occitanie est accepté.

**ARTICLE 2** : La superficie mise à disposition est ramenée à 78ha 17a 22ca et la redevance globale à 13 070€.

**ARTICLE 3** : Les autres clauses de la convention initiale demeurent inchangées.

**ARTICLE 4** : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention n°34 16 0006 02 et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-688
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926-lmc1148626-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une prestation d'accompagnement d'agent en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle) - Marché n°4977RH17**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de garantir et de faciliter l'accès et le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de garantir l'accompagnement d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole en situation de handicap par un auxiliaire de vie professionnelle et cela dans le cadre de son activité professionnelle,
- **CONSIDERANT** la procédure de mise en concurrence et l'analyse des offres,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un accord cadre à bon de commande n°4977RH17 visant à assurer une prestation d'accompagnement d'un agent en situation de handicap par un auxiliaire de vie professionnelle est passé avec la société SO'Lifes, 121 rue d'Athènes – BAL 34, 34000 Montpellier

**ARTICLE 2** : Cet accord cadre à bon de commande concerne l'accompagnement professionnel d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu travailleur handicapé.

**ARTICLE 3** : L'accord cadre à bon de commande est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Cet accord cadre à bon de commande est passé avec un minimum de 3 500 € HT et un maximum de 45 000 € HT sur la durée totale du marché. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-689
Reçue en Préfecture le	05/09/17
Affichée le	05/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170905-lmc1148713-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2017

Mme R. ILLAIRE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "SCI Odysseum Place de France TGI"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement au dépôt de la requête près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la Société civile immobilière ODYSSEUM PLACE DE FRANCE tendant à l'annulation d'un avis des sommes à payer d'un montant de 198 277 euros correspondant au règlement de la redevance spéciale de la collecte des déchets économiques assimilables aux déchets ménagers pour l'année 2016.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « PARME AVOCATS ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-690
Reçue en Préfecture le	12/09/17
Affichée le	12/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170912-lmc1148677-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "Société Civile Immobilière  
ODYSSEUM PLACE DE FRANCE- Cour d'Appel de Montpellier"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement à la requête en appel déposée près la Cour d'Appel de Montpellier par la SCI Odysseum Place de France contre le jugement rendu le 4 juillet 2017 (RG n°16/04273) par le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déboutant la SCI de sa demande d'annulation de l'avis des sommes à payer en date du 25 janvier 2016 émis par Montpellier Méditerranée Métropole à l'encontre de la SCI au titre de la redevance spéciale de la collecte des déchets économiques assimilables aux déchets ménagers pour l'année 2015.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « PARME AVOCATS ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-691
Reçue en Préfecture le	12/09/17
Affichée le	12/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170912- lmc1148679-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la modification de la Régie de recettes du parking de l'Hôtel de Ville**

- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° D2015-697 du 8 décembre 2015, portant création d'une régie de recettes pour les droits de stationnement (parking Hôtel de Ville) à Montpellier, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis conforme du 29 août 2019, du comptable assignataire,

**CONSIDERANT**, la nouvelle attribution par marché au prestataire INDIGO, l'adresse de la régie du parking de l'Hôtel de Ville est modifiée.

**D E C I D E**

La décision n° D2015-697 est modifiée comme suit :

**ARTICLE 1** : Il est institué une régie de recettes prolongée pour le parking Hôtel de Ville, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : Cette régie est installée dans les locaux d'INDIGO, Parc du Triangle – Allée Jules Milhau – 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse les produits suivants :

- droits de stationnement dans le parking,
- cartes d'abonnement.

**ARTICLE 4** : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par carte bancaire,

- par chèque,
- par virement (bancaire, mandat administratif),
- par prélèvement automatique.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets de reçu magnétique issus de la caisse automatique, factures ou cartes d'abonnement.

**ARTICLE 5 :** Dans le cadre de la régie prolongée, la date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, est fixée à trois mois.

**ARTICLE 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 7 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**ARTICLE 8 :** Un fonds de caisse d'un montant de 2 600 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 9 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 400 000 €.

**ARTICLE 10 :** Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9, et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 14 :** Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 15 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-692
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1148683-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant au marché n°4519VD16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des phases de conception et de travaux relatives au programme de rénovation / réhabilitation des Points Propreté de Baillargues et Lavérune (34-Hérault)**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- que le marché n°4519VD16 de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation des phases de conception et de travaux relatives au programme de rénovation / réhabilitation des Points Propreté de Baillargues et Lavérune (34-Hérault) - lots n°1 et n°2, a été conclu avec le CABINET MERLIN SAS- Multiparc du Salaison - Bât 9 - 145 rue de la Marbrerie - 34740 Vendargues
- que le marché a été notifié, par un Ordre de Service, le 8 septembre 2016 pour une durée de 12 mois soit jusqu'au 7 septembre 2017.
- qu'une prolongation de ce marché, d'une durée de 6 mois et sans incidence financière, est nécessaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature des 2 avenants de prolongation du marché n°4519 VD 16, décomposé en 2 lots, comme suit :

- Lot n° 1 : Point propreté de Baillargues, sa prolongation prendra effet le 8 septembre 2017 pour une durée de 6 mois, jusqu'au 7 mars 2018. Cette prolongation n'a pas d'incidence financière.
- Lot n° 2 : Point propreté de Lavérune, sa prolongation prendra effet le 8 septembre 2017 pour une durée de 6 mois, jusqu'au 7 mars 2018. Cette prolongation n'a pas d'incidence financière.

**ARTICLE 2 :** de dire qu'il n'y aura aucune dépense supplémentaire imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-693
Reçue en Préfecture le	07/09/17
Affichée le	07/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170907-lmc1148685-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation de coupe d'arbres  
sur la parcelle cadastrée section RI n°3 - Commune de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de « l'Agro-écologie et de l'alimentation »,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée fait partie du domaine de la Condamine mis à disposition de la société TERRACOOA, laquelle accompagne pour l'exploitation de ce domaine le collectif « La Ferme Urbaine Collective de la Condamine », bénéficiaire de l'appel à projet initié dans le cadre de la mise en œuvre de la politique « Agroécologie et Alimentation »,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée supporte un verger dont les arbres fruitiers, âgés de 30 à 40 ans, sont parasités par un champignon,
- **CONSIDERANT** qu'un nouveau verger sera planté sur la parcelle pour être mis en production.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une demande de déclaration préalable portant autorisation de coupe d'arbres sur la parcelle située sur la commune de Montpellier et cadastrée section RI n°3.

**ARTICLE 2** : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande d'autorisation et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-694
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1148688-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant n°1 au marché 4250EA16 de travaux d'amélioration du bassin des Aiguerelles**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement;
- VU la décision n°D2016-546 attribuant le marché n°4250EA16 de travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles à l'entreprise SPIE SUD OUEST, sise PA Marcel Dassault – 170 rue Henri Farman – BP 70339 – 34435 Saint Jean de Védas Cedex pour un montant de 170 989,30 euros HT et pour une durée de 12 mois;

**CONSIDERANT :**

- que la prolongation des délais d'exécution ainsi que des travaux supplémentaires ont été notifiés par ordres de service,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4250EA16 de travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles à l'entreprise SPIE SUD OUEST, sise PA Marcel Dassault – 170 rue Henri Farman – BP 70339 – 34435 Saint Jean de Védas Cedex, avenant d'un montant de 605,56 euros HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-695
Reçue en Préfecture le	14/09/17
Affichée le	14/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170914-lmc1148693-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/09/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une prestation de transport dans le cadre de trajets domicile- travail concernant un agent reconnu en qualité de travailleur handicapé - Marché 4773RH17**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de garantir le transport d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu travailleur handicapé, entre son domicile et son lieu de travail,
- **CONSIDÉRANT** que cette prise en charge, au moyen d'aller-retour, entre les communes de Béziers et de Montpellier, devra être assurée pour une période d'un an et selon une fréquence de 12 trajets par mois, soit un total de 138 trajets par an,
- **CONSIDERANT** la procédure de mise en concurrence et l'analyse des offres,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4773RH17 visant à assurer une prestation de transports dans le cadre de trajets entre le domicile et le travail est passé avec la société JL International, ZAE Jean Monnet, 1 rue Paul Henri Spaak, 77240 Vert Saint Denis.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le transport d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu travailleur handicapé, entre son domicile situé sur la commune de Béziers et son lieu de travail situé sur la commune de Montpellier, à raison de 12 trajets par mois.

**ARTICLE 3** : Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification et pourra être reconduit de manière tacite 3 fois par période d'un an.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel du marché s'élève à 19 458 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-696
Reçue en Préfecture le	05/09/17
Affichée le	05/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170905-lmc1148715-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/09/2017

Mme R. ILLAIRE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4817RI17 - Gestion externalisée des réponses aux DT/DICT/ATU pour le réseau télécom de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Développement du très haut débit et de la fracture numérique » ;
- **CONSIDÉRANT :**
  - la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole en tant que gestionnaire d'un réseau de communications électroniques de traiter les DT (déclarations de travaux), et les DICT (déclarations d'intention de commencement des travaux), les DT-DICT conjointes et les ATU (avis de travaux urgents) ;
  - qu'une procédure a été lancée le 19 mai 2017 conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum et avec un maximum annuel de 20 000 € H.T, pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable par reconduction tacite trois fois par période d'un an ;
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
    - 1 – valeur technique (60 %),
    - 2 – prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %) ;
  - que l'entreprise SOGELINK, sise 131 chemin du Bac à Traille - Les Portes du Rhône 69647 CALUIRE CEDEX, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4817RI17 de gestion externalisée des réponses aux DT/DICT/ATU pour le réseau télécom de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SOGELINK, pour un montant maximum, reconduction éventuelle comprise, de quatre-vingt mille Euros H.T. (80 000 Euros HT.). Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, renouvelable par reconduction tacite trois fois par période d'un an.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900 et 930.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-697
Reçue en Préfecture le	07/09/17
Affichée le	07/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170907- lmc1148721-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/09/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle MV 122  
avenue Charles Flahault - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'accord du propriétaire « SCI 37 CF » sur les modalités de cession de la parcelle MV 122 de 7 m<sup>2</sup> au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle MV 122 de 7 m<sup>2</sup> pour élargir le trottoir au carrefour de l'impasse Valteline et de l'avenue Charles Flahault afin de sécuriser le cheminement des piétons.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI 37 CF la parcelle MV 122 de 7 m<sup>2</sup> sur la commune de Montpellier pour élargir le trottoir.

**ARTICLE 2** : L'acquisition aura lieu au prix de 60 €/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 420 € TTC pour 7 m<sup>2</sup>, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-699
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929-lmc1148925-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux signée le 18 novembre 2016 dans le cadre de la réalisation de l'Intercepteur Est, parcelles BD n°31, 75 et 216, commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- VU la convention d'occupation temporaire signée en date du 18 novembre 2016 par M. Raymond GROUSSET, par laquelle il consent à Montpellier Méditerranée Métropole une occupation temporaire des parcelles lui appartenant, sises commune de Montpellier et cadastrées BD n°31, n°75, n°216, pour une surface occupée totale de 16 900 m<sup>2</sup>, durant une seule période de 9 mois devant se dérouler de janvier à septembre de l'année 2017 ou de l'année 2018,
- VU la décision n°2016-910 en date du 22 décembre 2016 entérinant la signature de la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie le 18 novembre 2016 par M. GROUSSET sur les parcelles cadastrées BD n°31, n°75, n°216, sises commune de Montpellier, lui appartenant,
- VU l'avenant n°1, consenti le 1er septembre 2017 par M. Raymond GROUSSET, à la convention d'occupation temporaire signée en date du 18 novembre 2016 précitée, modifiant la durée d'occupation de 9 à 13 mois, la prise d'effet au 1er septembre 2017, et par conséquent l'indemnisation du propriétaire de 13 140 € à 18 980 €,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de démarrer au plus tôt les travaux de réalisation de l'Intercepteur Est, dont la finalité est de permettre le raccordement à la station d'épuration intercommunale de MAERA des communes de Montferrier-sur-Lez, Clapiers, Prades-le-Lez, Saint-Clément-de-Rivière ainsi que les secteurs nord de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'allonger la durée des travaux à 13 mois au vu des études menées par la Métropole depuis la signature de la convention en novembre 2016,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : L'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux signée le 18 novembre 2016 est signé entre M. Raymond GROUSSET et Montpellier Méditerranée Métropole



Décision n° D2017-701  
sur les parcelles BD n°31, 75 et 216, sises rue de Ferran, commune de Montpellier, pour une surface occupée respective de 1030 m<sup>2</sup>, 15 000 m<sup>2</sup> et 5 870 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : L'avenant n°1 modifie la période d'occupation qui se déroulera désormais en une seule période de treize mois du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 30 septembre 2018.

**ARTICLE 3** : L'avenant n°1 modifie également l'indemnisation globale et forfaitaire de l'occupation qui est désormais de 18 980 € (dix-huit mille neuf cent quatre-vingt euros).

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-701
Reçue en Préfecture le	08/09/17
Affichée le	08/09/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170908- lmc1148793-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 08/09/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant au marché n° 4181VD16 de traitement des lixiviats par unité mobile - Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux de Castries**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n° A2017-190 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- que le marché n° 4181VD16 de traitement des lixiviats par unité mobile – Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux de Castries, a été conclu pour un montant de 56 800€ HT, avec l'entreprise H2O TECHS - Hameau de Socquentot - 3 rue du bois de longueville - 76730 SAINT-MARDS.
- que le marché a été notifié le 21 septembre 2016 pour une durée de 12 mois soit jusqu'au 20 septembre 2017.
- que la prestation objet du marché a pour objectif de compléter en cas d'urgence due à des précipitations exceptionnelles le traitement actuel des lixiviats sur le site.
- que l'absence prolongée d'événements exceptionnels conduit à devoir prolonger la durée du marché sur une période d'un an et sans incidence financière.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature d'un avenant de prolongation du marché n° 4181VD 16, sa prolongation prendra effet le 21 septembre 2017 pour une durée d'un an, jusqu'au 20 septembre 2018. Cette prolongation n'a pas d'incidence financière.

**ARTICLE 2 :** De dire qu'il n'y aura aucune dépense supplémentaire imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-704
Reçue en Préfecture le	19/09/17
Affichée le	19/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170919-lmc1148840-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/09/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "ASSOCIATION ESL TRANSPORT  
C'EST MAINTENANT - Requête n°1702662-5 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1702662-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 juin 2017 par l'Association "ESL TRANSPORT C'EST MAINTENANT" contre le refus tacite de Montpellier Méditerranée Métropole d'accéder à la demande de l'Association et de Madame Anne ROUX sollicitant la mise en place d'un service de transports scolaires répondant aux besoins des élèves de la commune de Saussan.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « PARME AVOCATS ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-705
Reçue en Préfecture le	12/09/17
Affichée le	12/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170912- lmc1148947-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la résiliation du marché n°4457AT16 d'entretien régulier et travaux hors programme d'installations d'éclairage public 2016-2018 - Lots 1 et 2 - Commune de Vendargues**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU le Décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 relatif à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- VU le transfert, de la commune de Vendargues à Montpellier Méditerranée Métropole, des lots 1 et 2 du marché n°4457AT16 d'entretien régulier et travaux hors programme d'installations d'éclairage public 2016-2018 dont la SAS BONDON, sise « Les Méjeans » 34871 à Lattes, est titulaire, pour une durée d'un an renouvelable deux fois, et un montant s'élevant à 42 302, 00 € HT concernant le lot 1 « Entretien régulier du réseau d'éclairage public dédié aux espaces ouverts à la circulation publique et des feux de signalisation » puis, pour un montant maximum s'élevant à 300 000 € HT concernant le lot 2 « Travaux hors programme relatifs à la maintenance, rénovation, renouvellement, extension du réseau d'éclairage public dédié aux espaces ouverts à la circulation publique et des feux de signalisation » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'un nouveau marché n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public – Lot n°4 Pôle Cadoule et Bérange– comprenant la commune de Vendargues a été attribué et notifié le 14 février 2017 au groupement ALLEZ/BONDON,
- que ce nouveau marché est économiquement plus avantageux que le marché transféré par la commune de Vendargues et techniquement plus adapté à la réalisation des prestations sur le territoire du Pôle Cadoule et Bérange,
- que les prestations d'entretien et maintenance de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Vendargues sont réalisées, dans le cadre du nouveau marché n°4571AT16 par le groupement constitué de la SAS BONDON et l'entreprise ALLEZ & Cie.

- que Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS BONDON se sont mis d'accord sur la nécessité de résilier le lot 1 « Entretien régulier du réseau d'éclairage public dédié aux espaces ouverts à la circulation publique et des feux de signalisation » et le lot 2 « Travaux hors programme relatifs à la maintenance, rénovation, renouvellement, extension du réseau d'éclairage public dédié aux espaces ouverts à la circulation publique et des feux de signalisation » du marché transféré n°4457AT16 sans indemnisation, dans la mesure où le prestataire reste la SAS BONDON pour la réalisation des prestations d'entretien et maintenance de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Vendargues.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des décisions de résiliation des lots 1 et 2 du marché transféré n°4457AT16 d'entretien régulier et travaux hors programme d'installations d'éclairage public 2016-2018 de la commune de Vendargues.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les décisions de résiliation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-706
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921-lmc1148959-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles BP 329  
et BP 331 route de Mende - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'accord du propriétaire « FDI PROMOTION » sur les modalités de cession des deux parcelles cadastrées BP 329 de 18 m<sup>2</sup> et BP 331 de 57 m<sup>2</sup> au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir une emprise de 75 m<sup>2</sup> au titre de l'opération C2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier pour élargir la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de FDI Promotion, les deux parcelles cadastrées BP 329 et BP 331 pour une superficie totale de 75 m<sup>2</sup> au titre de l'opération C 2 inscrite au PLU.

**ARTICLE 2** : L'acquisition aura lieu au prix de 70 € / m<sup>2</sup>, soit un montant total de 5 250 € TTC pour 75 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : Maître BONNARY, notaire à Montpellier, sera chargé de rédiger l'acte constatant le transfert de propriété aux frais de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-707
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929- lmc1148958-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4974AT17 de fourniture et pose de bâtiments modulaires types vestiaires et sanitaires pour le Pôle Vallée du Lez**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- que la nécessité de répondre aux besoins sanitaires d'une cinquantaine d'agents de terrain du Pôle Vallée du Lez a fait porter le choix sur l'acquisition de bâtiments modulaires types vestiaires et sanitaires et ainsi créer une base vie à Castelnau-le-Lez dont la mise en service doit être impérativement effective en décembre 2017.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché global, non alloti, à prix forfaitaire, dont le délai global d'exécution des prestations ne devait pas dépasser 12 semaines.
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix, à hauteur de 40%, le délai, à hauteur de 15% et la valeur technique, à hauteur de 45%.
- qu'après analyse, l'entreprise ALGECO, sise 21 avenue de Rome – ZI Les Estroublans – 13742 Vitrolles Cedex 02, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°4974AT17 de fourniture et pose de bâtiments modulaires types vestiaires et sanitaires à l'entreprise ALGECO, pour un montant de 89 300,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution est de 11 semaines.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-708
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1148972-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles CM 448 et CM 449 auprès des copropriétaires de la Résidence Carré Rivoli - Commune de Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord donné pour la cession des parcelles CM 448 et CM 449 d'une superficie respective de 190 m<sup>2</sup> et 50 m<sup>2</sup>, situées avenue de l'Europe et chemin des Perrières à Castelnau-le-Lez par les Assemblées Générales :
  - de l'ASL CARRE RIVOLI en date du 25 Mars 2015
  - du Syndicat des Copropriétaires de l'immeuble CARRE RIVOLI VOLUME 1 en date du 25 Mars 2015
  - du Syndicat des Copropriétaires de l'Immeuble CARRE RIVOLI ABC en date du 17 Mars 2015
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont en nature de trottoir et de parvis à vocation de futur domaine public,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées CM 448 et CM 449 d'une superficie respective de 190 m<sup>2</sup> et 50 m<sup>2</sup>, situées avenue de l'Europe et chemin des Perrières à Castelnau-le-Lez auprès de l'ASL CARRE RIVOLI, de la Copropriété CARRE RIVOLI VOLUME 1 et de la Copropriété CARRE RIVOLI ABC.

**ARTICLE 2 :** L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-709
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921-lmc1148989-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché 3910 pour le raccordement de Castries à la station d'épuration de MAERA - lot 2 Réseaux**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n° D2016-849 attribuant le marché n° 3910 pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA lot 2 Réseaux à l'entreprise SADE SGTH, sise ZI Salaison – 820 rue de la Marbrerie – BP 33 – 34741 VENDARGUES Cedex pour un montant de 635 056 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 1 an ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'intégrer des prix nouveaux au Bordereau de Prix Unitaires en raison d'incohérences par rapport à la réalité du terrain relevées lors du démarrage de la période de préparation.
- l'avis favorable de la commission d'appel d'offres du 25 juillet 2017 quant à la passation de cet avenant.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3910 pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA lot 2 Réseaux avec l'entreprise SADE SGTH, sise ZI Salaison – 820 rue de la Marbrerie – BP 33 – 34741 VENDARGUES, avenant d'un montant de 34 019 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-710
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003-lmc1149018-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente de la parcelle PN 151 au profit des époux  
DESSONS - Chemin des Traverses - Commune de Montpellier**

- VU les articles L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la décision du Président n° D2017-450 en date du 13 juin 2017, relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 73 m<sup>2</sup> située chemin des Traverses, commune de Montpellier,
- VU le courrier des époux DESSONS en date du 31 mars 2017 acceptant les modalités de transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaine du 06 février 2017, référence 2017-172V0130,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, qui constitue une charge d'entretien pour la Collectivité.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole vend la parcelle cadastrée PN 151 d'une contenance totale de 73 m<sup>2</sup>, préalablement désaffectée et déclassée, aux époux DESSONS, domiciliés 29 rue des Baguenaudiers à Montpellier, selon le prix fixé par France Domaine, soit 55 €/m<sup>2</sup>, ce qui représente un total de 4 015 € pour 73 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais des époux DESSONS, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à l'affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-711
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926- lmc1148998-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Adela BARBU - Requête n°1703951-1 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1703951-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 août 2017 par Madame Adela BARBU contre le titre n°120356 émis le 28 juin 2017 par Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 10 038 euros correspondant à la participation pour raccordement à l'égout d'une construction sise sur la commune de Clapiers.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « PARME AVOCATS ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-712
Reçue en Préfecture le	12/09/17
Affichée le	12/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170912- lmc1149014-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché N°4795AT17 portant sur les travaux de réhabilitation de la voirie du quartier du Devois à Castelnau-le-Lez**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii Youssous dans le domaine de « Voirie, espace public »

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de réaliser des travaux de réaménagement de la voirie du quartier du Devois à Castelnau-le-Lez ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de travaux à tranche optionnelle, avec 3 lots techniques pour une durée de 14 mois pour le lot 1, 8 mois pour le lot 2 et 6 mois pour le lot 3 (toutes tranches confondues) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
  - valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
  - prix des prestations au regard du total du détail quantitatif et estimatif : 40 % ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 4 juillet 2017 a été informée de l'attribution du marché aux entreprises suivantes présentant les offres économiquement les plus avantageuses :
  - Lot 1 / voirie – réseau pluvial : Société EUROVIA
  - Lot 2 / réseaux secs : Société CITEOS
  - Lot 3 / plantations : Société BRL ESPACES NATURELS

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature du marché n°4795AT17 aux entreprises suivantes, toutes tranches confondues :

- . Lot 1 : Société EUROVIA pour un montant de 896 635 € HT
- . Lot 2 : Société CITEOS pour un montant de 139 040 € HT
- . Lot 3 : Société BRL ESPACES NATURELS pour un montant de 36 064,68 € HT

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux est de :

- . Lot 1 : Tranche ferme : 7 mois – Tranche optionnelle : 7 mois

- . Lot 2 : Tranche ferme : 4 mois – Tranche optionnelle : 4 mois
- . Lot 3 : Tranche ferme : 3 mois – Tranche optionnelle : 3 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché 4895AT17 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-713
Reçue en Préfecture le	11/09/17
Affichée le	11/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170911-lmc1149020-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/09/2017

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°2926S17.06 d'études hydrogéologiques et de services connexes pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat en date du 30 mai 2016 au bénéfice de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), 50 place Zeus – CS 39556 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2.

**CONSIDERANT :**

- que, dans le cadre de la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional, il est nécessaire de recourir à des études hydrogéologiques ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de 4 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (40 %), et la valeur technique (60%, décomposés comme suit : Méthodologie employée pour réaliser les études hydrogéologiques, 23% ; Description des moyens humains et matériels affectés à l'exécution du marché, détaillé par type de mission, 31% ; Méthodologie employée pour la constitution des dossiers réglementaires et leur suivi pour leur instruction, 23% ; Délais d'intervention, 23%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise ANTEA France, 803 boulevard Duhamel de Monceau, Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°2926S17.06 d'études hydrogéologiques et de services connexes pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise ANTEA FRANCE, pour un montant de 195 000 euros HT maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-714
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926- lmc1149053-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4632AT16 portant sur les travaux de réaménagement de l'avenue des Hauts de Fontcaude à Juvignac**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de réaliser un programme de rénovation de la voirie de la ville de Juvignac et de favoriser de manière concomitante les déplacements doux, en particulier avenue des Hauts de Fontcaude ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de travaux n°4632 AT 16 en deux lots, deux phases et une prestation supplémentaire éventuelle, pour une durée de six mois concernant le lot un et de cinq mois pour le lot deux.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%  
Prix des prestations au regard du total du détail quantitatif et estimatif : 40%  
-que la commission d'appel d'offres a été informée dans sa séance du 25 juillet 2017 :

- De l'attribution du marché n°4632 AT 16 au groupement EUROVIA / BONNET sise route de Lodève à Juvignac pour le lot 1, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- De l'attribution du marché n° 4632 AT 16 à l'entreprise UPEE 7 sise 109 rue de la Balaurie à Saint Aunès pour le lot 2, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature du marché avec le groupement EUROVIA / BONNET, pour un montant de 1 156 397,42 euros HT pour le lot 1, Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de six mois.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser la signature du marché avec l'entreprise UPEE 7, pour un montant de 45 907,20 € HT et 48 407,20 € HT avec prestation supplémentaire éventuelle (PSE) pour le lot 2.

**ARTICLE 3** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché n°4632 AT 16 lots 1 et 2, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-716
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1149083-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Scouts et Guides de France - Local Domaine de Viviers à Jacou**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocoles »,
- **CONSIDERANT** que l'association Scouts et Guides de France a demandé à pouvoir bénéficier temporairement d'un espace de stockage de matériels lors des rassemblements organisés sur des terrains situés sur le Domaine de Viviers et dont la Métropole est propriétaire,
- **CONSIDERANT** que l'Association Scouts et Guides de France est reconnue d'utilité publique, que son rayonnement sur le territoire de la Métropole est important, que les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain et que certains regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un bail précaire est signé entre Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, et l'Association Scouts et Guides de France, domiciliée Maison diocésaine, Villa Maguelone, 31 ter Avenue Saint Lazare à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le bail précaire concerne une partie d'un local représentant une surface d'environ 16m<sup>2</sup> et situé Domaine de Viviers, 34 830 Jacou.

**ARTICLE 3** : Le bail précaire prendra effet à sa signature et arrivera à terme le 31 décembre 2017.

**ARTICLE 4** : L'association Scouts et Guides de France étant reconnue d'utilité publique, en tenant compte des actions menées et du fait que les regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme, le bail précaire est consenti à titre gratuit,

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-717
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926-lmc1149100-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la souscription de contrats de maintenance pour des véhicules techniques auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics, et notamment son article 26.1.2 qui prévoit qu'une centrale d'achat peut passer des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services destinés à des acheteurs.
- VU L'article 26 II de l'ordonnance susvisée précise que les pouvoirs adjudicateurs lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise à ladite ordonnance, sont dispensés de leurs obligations de mise en concurrence.
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridique et du protocole,

**CONSIDERANT :**

- que par une Décision n°2017-81, Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé l'acquisition de véhicules neufs auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant maximum de 700 000€ HT pour l'année 2017,
- que parmi ces acquisitions, certaines nécessitent la souscription d'un contrat de maintenance afin d'assurer un entretien régulier de l'équipement,
- que l'UGAP propose ce type de prestation lors d'une opération d'acquisition de véhicules neufs (notamment pour les engins techniques),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la souscription de contrat de maintenance pour les véhicules techniques pour un montant de 100 000€ HT annuel (contrat d'une durée globale de 2 ans).

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930 et 938.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-718
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929- lmc1149105-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant 1 de transfert du marché 4687EA16 pour  
l'aménagement de 4 ouvrages de franchissement piscicoles**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »
- VU la décision n°D2017-499 attribuant le marché 4687EA17 Aménagement de 4 seuils du Lez – Réalisation de dispositifs de franchissement piscicoles au groupement CTS Compagnie de Travaux Subaquatiques, sise Rue de la Plaine Basse - 94290 VILLENEUVE LE ROI et SNV, sise Zac du Val Richard - 27340 CRIQUEBEUF SUR SEINE pour un montant de 118 968.40 euros HT et pour une durée de 3 mois;

**CONSIDERANT :**

- qu'en date du 30/06/2017, les sociétés CTS Compagnie de Travaux Subaquatiques et SNV ont été absorbées par la société ENTREPRISES MORILLON CORVOL COURBOT (EMCC)
- que le même jour la société ENTREPRISES MORILLON CORVOL COURBOT (EMCC) a effectué un changement de dénomination sociale d'EMCC en VINCI CONTRUCTION MARITIME ET FLUVIAL.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant de transfert n°1 au marché 4687EA17 Aménagement de 4 seuils du Lez – Réalisation de dispositifs de franchissement piscicoles en vue du transfert à la société VINCI CONTRUCTION MARITIME ET FLUVIAL, 7 rue Ernest Flammarion – Zac du Petit Leroy – 94550 CHEVILLY LA RUE des prestations exercées jusqu'alors par le groupement CTS Compagnie de Travaux Subaquatiques - Rue de la Plaine Basse - 94290 VILLENEUVE LE ROI et SNV - Zac du Val Richard - 27340 CRIQUEBEUF SUR SEINE.

**ARTICLE 2 :** De dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-719
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926-lmc1149122-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. J.-M. LUSSERT

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché 4164EA15  
d'anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;
- VU la décision n°2013/0253 attribuant le marché n°3B0258 (devenu 4164EA15) pour l'anticipation et le suivi en temps réel des événements météorologiques à l'entreprise METEO FRANCE, sise 2 Boulevard Château Double - 13 098 AIX EN PROVENCE CEDEX 2 pour un montant de 40 724 euros HT et d'une durée de 48 mois;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de disposer de données expertisées durant la période concernée par le risque d'inondations afin d'anticiper et gérer les situations de crise.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3B0258 (devenu 4164EA15) pour l'anticipation et le suivi en temps réel des événements météorologiques avec l'entreprise METEO FRANCE, sise 2 Boulevard Château Double - 13098 AIX EN PROVENCE CEDEX 2, avenant d'un montant de 2 969,46 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De prolonger les prestations en cours du 16/09/2017 au 31/12/2017.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-720
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926-lmc1149131-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. J.-M. LUSSERT

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association  
EUROBIOMED dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation et de l'artisanat » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP SIGMA à Grabels : l'association EUROBIOMED, représentée par Monsieur Xavier TABARY a pour activité l'animation et le développement de la filière santé. Elle est candidate à la location du lot 0.3 de 48 m<sup>2</sup> pour une période 3 ans. L'association projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de l'association EUROBIOMED ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-722
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003- lmc1149154-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
SIM&CURE dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « du Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, innovation et artisanat » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société SIM&CURE, représentée par Monsieur Mathieu SANCHEZ est une SA dont l'activité est l'édition d'un logiciel d'aide au traitement de l'AVC. Elle est candidate à la location du lot C.G.0.3 de 85 m<sup>2</sup> pour une période 23 mois et 27 jours. L'entreprise projette un effectif de 17 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SIM&CURE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-723
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003-lmc1149157-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de prix nouveaux au marché n°4841AT17  
de fourniture et pose de glissières de sécurité en bordure des routes  
départementales - Lot 1 Dispositif de retenue en métal ou mixte bois métal**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°2017-529 portant sur la co-utilisation par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole du marché n°4841AT17 (14/M0627) lot 1 (dispositifs de retenue en métal ou mixte bois et métal) relatif aux «Fourniture et pose de glissières de sécurité en bordure des routes départementales», conclu jusqu'au 31/12/2018, à prix unitaires, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec AXIMUM à VENDARGUES (34741), sans montant minimum ni maximum ;

**CONSIDERANT :**

- que de nouveaux prix sont introduits dans le marché n°4841AT17 (14/M0627) lot 1 (dispositifs de retenue en métal ou mixte bois et métal) relatif aux «Fourniture et pose de glissières de sécurité en bordure des routes départementales» afin de prendre en compte d'une part, la mise à jour de la Réglementation Nationale des Equipements Routiers (RNER) en date du 21/10/2016, et d'autres part, afin de commander de nouveaux dispositifs de retenue, correspondant à des besoins des collectivités.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°4841AT17 (14/M0627) lot 1 (dispositifs de retenue en métal ou mixte bois et métal) relatif aux «Fourniture et pose de glissières de sécurité en bordure des routes départementales» avec le Département de l'Hérault et l'entreprise AXIMUM à VENDARGUES, avenant n'ayant pas d'incidence financière.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-724
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1149160-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société YOUVIC CASTELNAU dans le lotissement Jean Mermoz à Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation et de l'artisanat » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le lotissement Jean Mermoz à Castelnau-le-Lez : la SCI YOUVIC CASTELNAU, représentée par Monsieur Yvan RAPOPORT, est candidate à l'acquisition du lot 6 de 5 114 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un immeuble de bureaux de 2 491 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 557 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société FOIR'FOUILLE (chaîne de magasins spécialisés dans le maxi discount d'équipement de la maison) pour l'implantation de son siège social, holding et filiales.  
La société prévoit un effectif de 55 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI YOUVIC CASTELNAU ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-725
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003-lmc1149231-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de  
la société GEM dans la ZAC Descartes à Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation et de l'artisanat » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la SCI GEM est candidate à l'acquisition du lot 7 de 1 836 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et entrepôt de 835 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 918 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société SIRT, représentée par Monsieur Gilles Muller, pour une activité de télécommunication. La société prévoit un effectif de 50 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI GEM ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-726
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003- lmc1149234-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de correction du BPU relatif au marché transféré du Département n°4850AT17 de travaux de conservation et de réparation des chaussées des RD - Lot 4 Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°2017-522 transférant du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole le marché n°4850AT17 (17/M0106) de travaux de conservation et de réparation des chaussées des routes départementales – Lot 4 Métropole, dont l'entreprise MALET, sise 18 rue des Cabernets ZAC de la Louvade à Mauguio, est titulaire, pour un montant minimum annuel de 70 000 euros HT, sans montant maximum et pour une durée partant de la notification jusqu'au 30/12/2017, reconductible trois fois par période successive de un an, sans que cette durée ne puisse excéder de 30/12/2020.

**CONSIDERANT :**

- qu'une erreur d'écriture a été constatée dans le bordereau des prix unitaires du marché n°4850AT17 (17/M0106) de travaux de conservation et de réparation des chaussées des routes départementales – Lot 4 Métropole, notamment concernant le prix n°215e Fourniture et pose de canalisation PVC. En effet, le diamètre de la canalisation mesure 315 mm, et non 31,5 mm comme il était présenté initialement.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant corrigeant la description du prix n°215e issu du bordereau des prix unitaires relatif au marché n°4850AT17 (17/M0106) de travaux de conservation et de réparation des chaussées des routes départementales – Lot 4 Métropole, cet avenant n'ayant aucune incidence financière.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-727
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1149238-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Adela BARBU - Requête n°1704218-3 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n° 1704218-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 septembre 2017 par Madame Adela BARDU contre l'avis d'opposition à tiers détenteur du 17 août 2017 établi pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole consécutivement au jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 20 novembre 2015 condamnant Madame BARBU à verser la somme de 1 500 euros au titre de l'article L 761-1 du Code de Justice Administrative.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-728
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921- lmc1149242-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de Transfert à Rhône Alpes Propreté  
du marché n°4870AT17 (16/M0672) de fourniture et évacuation  
de produits absorbants routiers - Lot 1 Agence Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°2017-522 transférant du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole le marché n°4870AT17 (16/M0672) de Fourniture et évacuation de produits absorbants routiers – Lot 1 Agence Métropole dont l'entreprise RHONE ALPES INDUSTRIE, sise ZA La Bargette 42500 Le Chambon-Feugerolles est titulaire, pour un montant maximum annuel de 8 000, 00 euros HT et pour une durée partant de la notification jusqu'au 31 décembre 2017, reconductible trois fois par période successive de 1 an, sans excéder le 31 décembre 2020 ;

**CONSIDERANT :**

- qu'en date du 12 juin 2017, la SAS RHONE ALPES PROPRETE, sise Rue Marcel Dassault ZA La Bargette 42500 LE CHAMBON-FEUGEROLLES – RCS Saint Etienne n°829 598 655, a racheté l'ensemble du fichier clientèle de la SARL RHONE ALPES INDUSTRIE, ce qui provoque sa substitution à la SARL RHONE ALPES INDUSTRIE dans les droits et obligations des marchés. La SAS RHONE ALPES PROPRETE s'engageant à poursuivre l'exécution des marchés dans les termes et conditions initiaux, notamment en termes de qualité des produits et de tarification, il convient de prendre un avenant actant le transfert du marché n°4870AT17 (16/M0672) de Fourniture et évacuation de produits absorbants routiers – Lot 1 Agence Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°4870AT17 (16/M0672) de Fourniture et évacuation de produits absorbants routiers – Lot 1 Agence Métropole avec l'entreprise SAS RHONE ALPES PROPRETE, cet avenant n'ayant aucune incidence financière.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-729
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926- lmc1149260-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 154 appartenant à la SARL Rambier Aménagement - Commune de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le courrier de la société Rambier Aménagement en date du 7 septembre 2017 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AP 154 d'une superficie de 1156 m² située Impasse de la Source à Prades-le-Lez,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AP 154 d'une superficie de 1156 m² située Impasse de la Source à Prades-le-Lez auprès de la SARL Rambier Aménagement.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-730
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929-lmc1149250-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention d'occupation  
du domaine passée avec la société INCITIUS SOFTWARE  
pour une modification de sa surface au sein du bâtiment MIBI**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> août 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INCITIUS SOFTWARE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1<sup>er</sup> août 2016,
- **CONSIDERANT** que l'association POLE MONDIAL DE COMPETITIVITE EAU, mitoyenne de l'entreprise INCITIUS SOFTWARE, souhaite regrouper ses effectifs au deuxième étage, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a demandé à l'entreprise INCITIUS SOFTWARE de restituer le B2.44,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise INCITIUS SOFTWARE a accepté la proposition du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en restituant le module B2.44 pour un transfert vers un module libre de toute occupation et contigu à sa surface actuelle,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INCITIUS SOFTWARE pour la restitution du module B2.44 d'une surface de 14,40 m<sup>2</sup> pour un transfert vers une surface de 15,20 m<sup>2</sup>, du module B2.46 mitoyen de sa surface louée.

**ARTICLE 2:** A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017, la surface occupée par la société INCITIUS SOFTWARE passe de 108,30 m<sup>2</sup> à 109, 10 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3:** A compter de cette date, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 juillet 2019, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

**ARTICLE 4 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise INCITIUS SOFTWARE pour cette nouvelle surface de 109,10 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 1 475,03 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 5:** La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

**ARTICLE 6 :** Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-731
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1149271-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'abrogation de la convention générale de groupement de commandes  
relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier  
- Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, international et Artisanat » ;
- VU la délibération de la Ville de Montpellier du 23 février 2017, celle du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale du 30 janvier 2017, et la décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°2017-202 du 28 mars 2017 instituant un groupement de commandes relatif aux achats d'équipements et prestations informatiques, la Ville de Montpellier agissant en tant que coordonnateur de ce groupement ;
- **CONSIDERANT** que ce groupement de commande, par son caractère trop généraliste, ne permet pas, d'une part, à ses membres de s'associer, au cas par cas, en fonction de la nature de l'achat et de l'opportunité de se grouper, et d'autre part, à Montpellier Méditerranée Métropole de porter, en tant que coordonnateur, un ou plusieurs groupements d'achat de matériel ou de prestations informatiques avec d'autres communes membres de la Métropole ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : L'ensemble des membres du groupement d'achat s'engage à acter, selon les formes propres au fonctionnement de son institution (délibération ou décision) qu'il convient, de mettre un terme à ce groupement généraliste.

**ARTICLE 2** : Concernant Montpellier Méditerranée Métropole, la décision n°2017-202 du 28 mars 2017 susvisée est donc abrogée.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-732
Reçue en Préfecture le	04/10/17
Affichée le	04/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171004-lmc1149282-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/10/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parties communes de la copropriété  
"Les Portes de la Mer", située rue du Pirée - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lattes n°2014-285 en date du 16 décembre 2014 relative à la rétrocession au domaine public des parties communes de la copropriété "Les Portes de la Mer",
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles « à usage public » situées dans la copropriété « Les Portes de la Mer » à Lattes.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété "Les Portes de la Mer", les parcelles cadastrées DX 460, DX 464, DX 466, DX 468, DX 470, DX 472, DX 474 et DX 476 en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien vendu.

**ARTICLE : 3 :** Montpellier Méditerranée Métropole rappellera dans l'acte de transfert de propriété, le règlement du PLU de la zone, notamment pour les clôtures situées en limite des parcelles acquises.

**ARTICLE 4 :** Maître François GRANIER, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-733
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929- lmc1149330-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'Artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 11 octobre 2011, passée entre la Métropole et la société NADRA TECHNOLOGIES pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 10 avril 2017,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société NADRA TECHNOLOGIES n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NADRA TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2018.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NADRA TECHNOLOGIES pour la surface totale de 58,35 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 849,57 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-734
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1149341-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4798VD17 - Traitement des collectes des encombrants et des bennes bois des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Tri et valorisation des bennes bois des points propreté**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- que l'échéance du marché 3837 GD 15 (Traitement des collectes des encombrants et des bennes bois des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Tri et valorisation des bennes bois des points propreté) est fixée au 30 septembre 2017, il est donc nécessaire de conclure un nouveau marché, intitulé 4798VD17.
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-i et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un appel d'offres ouvert sans lot, d'une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible 2 fois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du coût établi sur la base des BPU et DQE (40%) et la valeur technique au regard du mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON sise 765 rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, seule entreprise à avoir fait une offre, est tout à fait satisfaisante au plan technique et compatible avec l'estimation financière des services.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché 4798VD17 à l'entreprise ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON, pour un montant estimatif annuel de 1 123 973.69 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible 2 fois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-735
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926-lmc1149352-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

Mme V. BARTHAS-ORSAL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au mandat d'études préalables pour l'implantation  
de nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional - Constat  
d'achèvement - Reddition des comptes et clôture du mandat**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- que par décision n°D2015-156 du 2 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier à la Société Publique Locale d'Aménagement « Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole » (SA3M) un mandat d'études préalables pour effectuer en son nom les études préalables relatives à l'implantation du futur Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR),
- que ce mandat d'études préalables a été signé le 14 avril 2015 et notifié le 12 mai 2015,
- que les études préalables ont été conduites en 2015 pour s'achever en 2016, et ont conclu à l'opportunité de la réalisation du futur Conservatoire à Rayonnement Régional sur la parcelle de l'ancienne Maternité Grasset, à Montpellier,
- que l'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 184 753,17€ TTC et qu'à ce jour, l'ensemble des recettes d'un montant de 184 390,09€ TTC est assuré par les remboursements de dépenses de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que le solde de trésorerie du mandat, soit - 363,08€ TTC, correspond aux frais financiers de l'année 2016 et fera l'objet de la dernière situation de dépenses de la SA3M.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

**ARTICLE 2 :** D'accepter la reddition des comptes du mandat d'études préalables qui sont présentés.

**ARTICLE 3 :** De prendre acte des sommes restant dues par Montpellier Méditerranée Métropole et de l'avance de trésorerie due par la SA3M.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus à la SA3M concernant sa mission.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-736
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003- lmc1149372-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AV n°30 et 31 à Cournonterral - Aménagement de la ZAC CANNABE**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de l'artisanat »,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie en date du 2 août 2017 sur les parcelles cadastrées AV n°30 et 31, sises commune de Cournonterral, d'une superficie respective de 4 027 m² et 4 002 m², au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par M. et Mme GUIZARD André et Francine, propriétaires des dites parcelles, moyennant un prix de 136 493 € correspondant à la valeur vénale des terrains, majoré de 10 084 € correspondant à l'indemnité d'éviction du au fermier exploitant les vignes,
- VU l'avis des services de France Domaine en date du 7 septembre 2017,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition des parcelles cadastrées AV n°30 et 31, sises commune de Cournonterral d'une superficie totale de 8 029 m², auprès de M. et Mme GUIZARD, est nécessaire à la réalisation de l'aménagement du secteur de CANNABE à Cournonterral,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les parcelles AV n°30 et 31, sises commune de Cournonterral, d'une superficie respective de 4 027 m² et 4 002 m², auprès de M. et Mme GUIZARD André et Francine, domiciliés ensemble 11 impasse Treboulon à Cournonterral.

**ARTICLE 2 :** La vente aura lieu moyennant le prix de 146 577 € (cent quarante-six mille cinq cent soixante-dix-sept euros) toutes indemnités confondues décomposé comme suit :

- 136 493 € (cent trente-six mille quatre cent quatre-vingt-treize euros) correspondant à la valeur vénale des parcelles,

- 10 084 € (dix mille quatre-vingt-quatre euros) au titre de l'indemnité d'éviction du au fermier exploitant les vignes.

Le prix d'acquisition sera majoré des frais d'acquisition restant à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu de la part du Président délégation à cet effet, est autorisée à signer l'acte authentique d'achat des parcelles visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-737
Reçue en Préfecture le	21/09/17
Affichée le	21/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170921-lmc1149356-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Francis COMBE - Requête n°1703997-5 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1703997-5 déposée près le TA de Montpellier le 18 août 2017 par Monsieur Francis COMBE contre la main levée de l'arrêté à caractère imminent portant sur les équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis au 10 bis rue Jules Ferry à Montpellier pris par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole le 26 juin 2017.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « PARME Avocats ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-738
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926- lmc1149362-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention de prise de possession anticipée des parcelles cadastrées AV n°30 et 31 à Cournonterral - Aménagement de la ZAC CANNABE**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de l'artisanat »,
- VU la convention de prise de possession anticipée consentie le 2 août 2017 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par M. et Mme GUIZARD André et Francine sur les parcelles leur appartenant cadastrées AV n°30 et 31, sises commune de Cournonterral, d'une superficie respective de 4 027 m<sup>2</sup> et 4 002 m<sup>2</sup>, moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 20 474 €,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse unilatérale de vente signée le 2 août 2017, M. et Mme GUIZARD André et Francine se sont engagés à vendre à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles leur appartenant cadastrées AV n°30 et 31, sises commune de Cournonterral, d'une superficie respective de 4 027 m<sup>2</sup> et 4 002 m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne qu'elle se substituerait, souhaite prendre possession des parcelles précitées avant la réitération, par acte authentique, de la promesse unilatérale de vente.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de prise de possession anticipée des parcelles situées sur la commune de Cournonterral, cadastrées section AV n°30 et 31, d'une contenance totale de 8 029 m<sup>2</sup>, est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et M. et Mme GUIZARD André et Francine.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 20 474 € (vingt mille quatre cent soixante-quatorze euros).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.



**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de prise de possession anticipée visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-739
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929-lmc1149376-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
HÉRAULT HABITAT dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, innovation et artisanat » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société HÉRAULT HABITAT, représentée par son Directeur Général Monsieur Jean-Pierre PUGENS, est un Etablissement Public à caractère industriel et commercial dont l'activité est le logement social.  
Actuellement locataire des lots n° B04/B10/B11 d'une surface totale de 198.06 m², elle est candidate au renouvellement de son bail à compter du 1er novembre 2017. La société projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société HÉRAULT HABITAT ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail commercial ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-740
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003- lmc1149386-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIVODIA -  
SOLUTIONS CÉRAMIQUES dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation et de l'artisanat » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société VIVODIA – SOLUTIONS CERAMIQUES, représentée par Monsieur Nicolas COURTOIS est une SARL dont l'activité est la vente et l'entretien de produits pour la céramique.  
Actuellement locataire du lot A06 de 105 m<sup>2</sup>, la société est candidate au renouvellement de son bail pour une période 23 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société VIVODIA – SOLUTIONS CERAMIQUES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-741
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003- lmc1149393-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société VALECO dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation et artisanat » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société VALECO, représentée par Monsieur Erick GAY est une SAS dont l'activité est la production d'énergies renouvelables.  
Elle est candidate à la location des lots A11 et B9-B10 de 348.12 m<sup>2</sup> pour une période 36 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société VALECO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-742
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003- lmc1149400-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4788CO17 - Impression - Façonnage  
- Conditionnement et livraison des supports de communication**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur EL KANDOUCI en qualité de conseiller délégué à la Communication ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur EL KANDOUCI dans le domaine « Communication, développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

**CONSIDERANT :**

- que depuis le 1er mars 2017, la direction de la communication est devenue mutualisée et œuvre indifféremment pour le compte de la Ville et de la Métropole, aussi tous les marchés publics doivent également être mutualisés dans un souci d'économies et pour permettre un fonctionnement optimal des missions de la Direction,
- qu'une convention de groupement de commandes permanent a été adoptée par la décision n°2017-55,
- que la direction de la communication a besoin de prestataires pour l'impression et le façonnage des supports de communication,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à marchés subséquents sans minimum ni maximum conclu avec plusieurs prestataires (lot 1, 2 et 3), d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum avec plusieurs prestataires pour le lot 4 pour une durée de 1 an reconductible 3 fois,



- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix des prestations 40%,

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12/09/2017 a attribué les accords-cadres aux entreprises suivantes ayant présentées les offres économiquement les plus avantageuses,

- **SUPERPLAN 34** (1<sup>ère</sup>), **SAS IMPRIMERIE CHAMPAGNAC** (2<sup>ème</sup>) et **IMPACT IMPRIMERIE** (3<sup>ème</sup>), pour le lot n°1 « Impression numérique » ;
- **IMP'ACT IMPRIMERIE** (1<sup>ère</sup>), **SAS IMPRIMERIE CHAMPAGNAC** (2<sup>ème</sup>) et **IMPRIMERIE CLEMENT** (3<sup>ème</sup>), pour le lot n°2 « Impression offset » ;
- **DS IMPRESSION** (1<sup>ère</sup>), **SAS PUBLITEX** (2<sup>ème</sup>) et **MIMOSA** (3<sup>ème</sup>), pour le lot n°3 « Impression d'affiches > et = 80x120 cm. »
- **EYES UP** (1<sup>ère</sup>), **D-DAY VISION** (2<sup>ème</sup>) et **SARL NEW MEDIA FAB** (3<sup>ème</sup>), pour le lot n°4 « Impression de supports par l'utilisation de machines d'impression tous formats sur supports souples et rigides (toile, bâche, carton, PVC,...) ».

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature des accords-cadres mutualisés pour l'impression, le façonnage, le conditionnement et la livraison des supports de communication de la Ville et de la Métropole de Montpellier aux entreprises mentionnées ci-dessus. Le marché prend effet à compter du 01/01/2018. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2021.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933, 936.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-743
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003- lmc1149406-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Cour Administrative  
d'Appel de Marseille - Requête en sursis à exécuter"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU le jugement du Tribunal Administratif n°1403304 du 18 mai 2017 annulant la décision du Maire de Saint-Brès du 9 mai 2014 refusant d'abroger partiellement le PLU à la demande de Monsieur Serge Richard d'une part et enjoignant le Maire de Saint-Brès de saisir le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de la demande d'annulation partielle du PLU de Saint-Brès formée par Monsieur Serge Richard d'autre part.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille tendant au sursis à exécution du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1403304 du 18 mai 2017.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-746
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926- lmc1149448-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Référé mesures utiles - Tramshop Occitanie"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que la société Tramshop Occitanie occupe sans titre l'espace du domaine public situé sur le « Parking Occitanie » avenue Doyen Gaston Giraud à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts en référé « mesures utiles » près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à la libération immédiate de l'espace du domaine public situé sur le « parking occitanie » avenue Doyen Gaston Giraud à Montpellier par la Société Tramshop Occitanie, occupant sans titre les lieux.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « PARME AVOCATS ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-748
Reçue en Préfecture le	26/09/17
Affichée le	26/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170926- lmc1149532-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société imaGeau au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 passée entre la Métropole et la société IMAGEAU pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 10 avril 2017,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IMAGEAU n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période de six mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface de 161,55 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 256,98 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-749
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1149545-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Occupation illicite rue Louise GUIRAUD à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts en référé près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe d'individus occupant illicitement le domaine public routier rue Louise Guiraud à Montpellier et faisant obstacle à la libre circulation automobile et piétonne.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et ASSOCIES ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-754
Reçue en Préfecture le	20/09/17
Affichée le	20/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170920-lmc1149604-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4317DC16 de  
reconstruction de la médiathèque A. Césaire - Lot 2 - Gros oeuvre**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «culture » ;
- VU la délibération n°13620 du 27 janvier 2016 autorisant la signature des 14 lots du marché 4317DC16, pour un montant total prévisionnel de 3,12 M€ HT ;

**CONSIDERANT :**

- que l'entreprise MATINAZZO Jean-Luc a souhaité se retirer du groupement conjoint LAGUARRIGUE BTP / MARTINAZZO titulaire du marché 4317DC16 lot 2 Gros Œuvre,
- qu'un protocole d'accord a été signé en ce sens par les deux parties en date du 03 mars 2017.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4317DC16 lot 2 avec l'entreprise MATINAZZO Jean-Luc et l'entreprise LAGARRIGUE BTP, qui reste seule titulaire de ce marché.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-756
Reçue en Préfecture le	03/10/17
Affichée le	03/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171003- lmc1149652-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant N°3 au marché N°4890AT17 pour l'établissement de prix nouveaux et la prolongation des délais d'exécution**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU l'arrêté préfectoral N°2016-1-1361 portant constatation du transfert des routes départementales de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision N°D2017-522 du 29/06/2017, actant le transfert des marchés du Conseil Départemental à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil Départemental n°AD/020415/H/3 du 3/04/2015 attribuant le marché N°16M0057 (4890AT17) à l'entreprise BUESA, sise à Béziers (34535) pour un montant de 294 995,10 € HT et pour une durée de 38 mois et 2 semaines ;

**CONSIDERANT :**

- qu'en application de l'article 139.3°, des modifications ont été rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- que dans le cadre des travaux sur la RD145, doublement de l'allée des Platanes à Prades-le-lez, il convient d'inclure des prix nouveaux relatifs :
  - à la modification de la descente d'eau en rive droite du Lez en amont de l'ouvrage au confortement des fascines en pied de talus en rive gauche du Lez par la plantation de boutures de saules
  - à l'évacuation de matériaux impropres découverts lors des terrassements en rive gauche
  - à l'amenée et au repli de matériels supplémentaires dus à l'interruption de chantier liée aux travaux de chaussée concomitants ;
- qu'il convient également de prolonger les délais d'exécution des travaux pour les motifs suivants :
  - la localisation du fossé de récupération des eaux du bassin versant nord rive gauche a évolué lors des travaux de chaussée concomitants, prestations non comprises dans le marché initial. Cette modification nécessite une adaptation, un repositionnement de l'ouvrage bétonné en sortie de ce même fossé et un allongement du délai de réalisation,
  - le retard des travaux de chaussée concomitants (hors marché) a un impact sur le délai de réalisation du mur de soutènement et de la descente d'eau en rive gauche entraînant un report de 2 mois de l'ensemencement des berges,

- les équipements de collecte des eaux en rive droite doivent être modifiés passant d'une descente d'eau à une buse enterrée afin de ne pas déstabiliser les remblais techniques de l'ouvrage sur le Lez. Cette adaptation nécessite la commande de fournitures prolongeant le délai de réalisation
- le niveau d'eau du Lez fluctuant retarde les aménagements situés dans le lit mineur du Lez.
- que pour ces raisons, une prolongation de délai d'exécution des travaux de génie civil et de plantation de 6 semaines est nécessaire. Le délai d'exécution des travaux de génie civil et de plantation sera de 3 mois et 3 semaines. Par ailleurs, l'ensemencement des berges nécessite une prolongation du délai global d'exécution des travaux de 2 mois soit un délai total de 40 mois et 15 jours. Ce report permet de réaliser l'ensemencement à une période plus favorable au développement de la prairie.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché N°4890AT17 relatif aux travaux de doublement de l'allée des platanes sur la RD145 à Prades-le-Lez avec l'entreprise BUESA, avenant en moins-value d'un montant de 740,05 € HT et de prolongation des délais d'exécution.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-759
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929- lmc1149718-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 pour la parcelle section CL n° 62 Lot HDL 25F (société SSCV Les HAUTS DE LATTES) - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°10387 du conseil, en date du 29 septembre 2011, par laquelle la Communauté d'Agglomération, désormais Métropole, a confirmé les objectifs pour l'opération d'aménagement « Route de la Mer – EcoCité », identifié comme site stratégique par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur les communes de Lattes et Pérols, puis arrêté les modalités de concertation exposées au vu de l'avis des communes de Lattes et Pérols ;
- VU la délibération n°10479 du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a :
  - arrêté, au vu des études préalables et du bilan de la concertation, le périmètre de l'opération,
  - arrêté le programme prévisionnel global des constructions,
  - arrêté la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble telle que définie à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme et dénommée l'opération « Route de la mer », et renommée depuis ODE à la Mer ;
- VU la délibération n°10480 du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble Ode à la Mer dans le cadre d'une concession d'aménagement, et a approuvé le bilan prévisionnel de cette opération ;
- VU la délibération du conseil n°11982 du 27 novembre 2013 portant création de la ZAC Ode Acte 2 ;
- VU la délibération n°11729 du 25 juillet 2013 par laquelle le conseil a approuvé la signature d'un avenant à la concession d'aménagement d'ensemble renommée ODE A LA MER, précisant le périmètre d'intervention de la SA3M en qualité d'aménageur de la ZAC ODE ACTE 1 ;
- VU la délibération n°12470 du 31 juillet 2014, par laquelle le conseil a approuvé la signature d'un avenant n°2 à la concession d'aménagement d'ensemble ODE A LA MER, afin de recalculer et actualiser le bilan financier et l'échéancier prévisionnels de l'opération d'aménagement ;

- **CONSIDERANT**, l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifiée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone ;

- **CONSIDERANT** le lot HDL 25F situé dans le périmètre de la Z.A.C. Ode Acte 2 à Lattes et constitué d'une part de ladite parcelle CL 62 d'une superficie de 3140 m<sup>2</sup> en zone AUC du PLU et d'autre part de la parcelle CL 61a d'une superficie de 1701 m<sup>2</sup> dont 1525m<sup>2</sup> sont classés en zone AUC du PLU et de 176 m<sup>2</sup> classés en zone N du PLU de Lattes. La parcelle CL61a faisant l'objet d'une vente par l'AMENAGEUR au profit du CONSTRUCTEUR ;

- **CONSIDERANT** la demande de permis de construire sous le numéro PC n°03412917M0040 déposée par société SCCV Les HAUTS DE LATTES) – Commune de Lattes, représentée par Monsieur Grégory Henry Emile Benoit, le 28 juillet 2017, auquel ont été ajoutés des pièces complémentaires déposées les 21/08 et le 12/09/2017 en vue de la réalisation d'un programme immobilier de 83 logements (dont 25 logements locatifs sociaux et 17 logements en accession abordable) correspondant à un total de 4 998 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) et de 123 places de stationnement minimum. Dont la répartition des SDP du programme de construction est la suivante :

- 3959 m<sup>2</sup> SDP sur la parcelle CL62
- 1039 m<sup>2</sup> SDP sur la parcelle CL61a ;

- **CONSIDERANT** que sur la base du programme des équipements publics de l'opération d'aménagement d'ensemble, le montant de la participation prévisionnelle du constructeur au programme des équipements publics est fixé à : 200 € par mètre carré de SDP de logement déterminé sur la base du projet de demande de permis de construire déposé le 28 juillet 2017 et la répartition des droits défini ci-dessus à savoir 3 959 m<sup>2</sup> SDP.

Le montant de la participation du CONSTRUCTEUR pour le programme visé ci-dessus s'établit prévisionnellement à la somme de :  $200 \times 3\,959 = 791\,800$  euros ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur (la SCCV Hauts de Lattes) et l'aménageur de la Z.A.C. : la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), préalablement à la délivrance du permis de construire.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 est conclue avec le constructeur (la SCCV Hauts de Lattes) et la SA3M en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 2** : Le montant de cette participation est fixé à 791.800 euros au regard des surfaces de plancher prévisionnelles.

**ARTICLE 3** : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

**ARTICLE 4** : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.).

Décision n°	D2017-760
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929-lmc1149711-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession d'un véhicule tractopelle JCB n°941744  
en état de véhicule économiquement irréparable suite à un sinistre**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule tractopelle JCB n° 941744,
- **CONSIDERANT** que suite à un sinistre, le véhicule tractopelle est inutilisable et qu'il a été jugé économiquement irréparable par le Cabinet d'Expertise Rey & Associés, 34170 Castelnau-le-Lez,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule inutilisable et économiquement irréparable,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède le véhicule tractopelle JCB n° 941744 pour pièces détachées à la SARL MGM, sise 931 Avenue du Languedoc, 66 170 Saint-Feliu-d'Avall.

**ARTICLE 2** : Le prix de cession, conforme au rapport d'expertise du Cabinet Rey & Associés, s'élève à 3000 euros TTC.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-762
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1149730-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 pour la parcelle section CL n° 59 Lot HDL 25D (société SC Le domaine de Lattes) - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°10387 du conseil, en date du 29 septembre 2011, par laquelle la Communauté d'Agglomération, désormais Métropole, a confirmé les objectifs pour l'opération d'aménagement « Route de la Mer – EcoCité », identifié comme site stratégique par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur les communes de Lattes et Pérols, puis arrêté les modalités de concertation exposées au vu de l'avis des communes de Lattes et Pérols,
- VU la délibération n°10479 du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a :
  - arrêté, au vu des études préalables et du bilan de la concertation, le périmètre de l'opération,
  - arrêté le programme prévisionnel global des constructions,
  - arrêté la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble telle que définie à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme et dénommée l'opération « Route de la mer », et renommée depuis ODE à la Mer,
- VU la délibération n°10480 du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble Ode à la Mer dans le cadre d'une concession d'aménagement, et a approuvé le bilan prévisionnel de cette opération.
- VU la délibération du conseil n°11982 du 27 novembre 2013 portant création de la ZAC Ode Acte 2.
- VU la délibération n°11729 du 25 juillet 2013 par laquelle le conseil a approuvé la signature d'un avenant à la concession d'aménagement d'ensemble renommée ODE A LA MER, précisant le périmètre d'intervention de la SA3M en qualité d'aménageur de la ZAC ODE ACTE 1,
- VU la délibération n°12470 du 31 juillet 2014, par laquelle le conseil a approuvé la signature d'un avenant n°2 à la concession d'aménagement d'ensemble ODE A LA MER, afin de recaler et actualiser le bilan financier et l'échéancier prévisionnels de l'opération d'aménagement,

- **CONSIDERANT** l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone,

- **CONSIDERANT** le lot HDL 25D situé dans le périmètre de la Z.A.C. Ode Acte 2 à Lattes et constitué d'une part de ladite parcelle d'une part de la parcelle CL 59 d'une superficie de 4058 m<sup>2</sup> en zone AUC du PLU et de partie des parcelles CL 60a d'une superficie de 1808 m<sup>2</sup> et CL 60c d'une superficie de 86 m<sup>2</sup> classés en zone AUC du PLU et de la parcelle CL 60b d'une superficie de 1233m<sup>2</sup> classée en zone N du PLU de Lattes,

- **CONSIDERANT** la demande de permis de construire sous le numéro PC n°03412917M0029 déposée par la Société SC Le Domaine de Lattes ) – Commune de Lattes, représentée par Monsieur Pascal BRUNEL, le 15 juin 2017, auquel ont été ajoutés des pièces complémentaires déposées les 28/07 et 24/08/2017 en vue de la réalisation d'un programme immobilier de 77 logements (dont 22 logements locatifs sociaux et 15 logements en accession abordable) correspondant à un total de 4 546 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) et de 154 places de stationnement minimum. Dont la répartition des SDP du programme de construction est la suivante :

- 4080 m<sup>2</sup> SDP sur la parcelle CL59
- 466 m<sup>2</sup> SDP sur la parcelle CL60a.

- **CONSIDERANT** que sur la base du programme des équipements publics de l'opération d'aménagement d'ensemble, le montant de la participation prévisionnelle du constructeur au programme des équipements publics est fixé à : 200 € par mètre carré de SDP de logement. Compte tenu de la nature du programme, le montant de la participation prévisionnelle du Constructeur au coût des équipements publics de la zone est fixé à 200 € par mètre carré de SDP de logement déterminé sur la base du projet de demande de permis de construire déposé le 15 juin 2017 et la répartition des droits défini ci-dessus à savoir 4080 m<sup>2</sup> SDP.

Le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit prévisionnellement à la somme de : **200 x 4080 = 810 000 euros**,

- **CONSIDERANT** la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur (la Société SC Le Domaine de Lattes) et l'aménageur de la Z.A.C. : la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), préalablement à la délivrance du permis de construire.

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Ode Acte 2 est conclue avec le constructeur (la Société SC Le Domaine de Lattes) et la SA3M en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 2** : Le montant de cette participation est fixé à 810.000 euros au regard des surfaces de plancher prévisionnelles.

**ARTICLE 3** : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

**ARTICLE 4** : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Décision n°	D2017-763
Reçue en Préfecture le	29/09/17
Affichée le	29/09/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170929-lmc1149723-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 29/09/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative suite au sinistre de bris de glace sur le site de l'Agora de la danse à Montpellier - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurances, dont le montant est supérieur à 5 000€,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « de l'Administration Générale, du Contentieux, des Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDERANT** la proposition de GROUPAMA, compagnie d'assurance de la société CSS (Concept Serrurerie Service), du versement de l'indemnité d'assurances d'un montant de 5 271,30 € HT à Montpellier Méditerranée Métropole, au titre du sinistre survenu le 21 mars 2016 au droit du site de l'Agora de la danse à Montpellier dû à un bris de glace.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 5 271,30 € HT correspondant à un montant total de 5 857 € H.T. auquel est déduit une franchise de 587,70 € HT applicable au titre de la responsabilité civile du tiers.

**ARTICLE 2** : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité d'assurance, visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-766
Reçue en Préfecture le	09/10/17
Affichée le	09/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171009- lmc1149753-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion  
Théâtrale pour le spectacle "Les Dessous d'histoire"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Les dessous d'Histoire » diffusé à partir du 23 septembre 2017 à Grabels.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Internationale Alligator et la ville de Grabels, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1500 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-767
Reçue en Préfecture le	10/10/17
Affichée le	10/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171010-lmc1149759-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/10/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une autorisation d'occupation temporaire du domaine public avec le Centre International des Musiques Médiévales**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de favoriser la diffusion de projets et œuvres artistiques ainsi que la transmission et l'apprentissage de la lutherie médiévale auprès des élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional, des publics étudiants et amateurs, et de rendre possible une formation spécialisée en musique du Moyen-Age sous la forme de plusieurs Master-classes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de locaux situés le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole, au bénéfice du Centre International des Musiques Médiévales (CIMM), afin de permettre le déroulement des master-classes précitées.

**ARTICLE 2** : Ces Master-classes se dérouleront sur le site de l'Archevêché, 22 rue Lallemand à Montpellier et sur le site de Candolle, 3 rue de Candolle à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Ces Master-classes auront lieu sur le site de l'Archevêché, les 11-12 novembre 2017, 2-3 décembre 2017, 13-14 janvier 2018, 10-11 février 2018, 17 et 24 février 2018, et sur le site de Candolle, les 20 janvier 2018, 3 février 2018, 10 mars 2018 et 7 avril 2018.

**ARTICLE 4** : Compte tenu de l'intérêt général, cette mise à disposition est consentie à titre gracieux. Les frais engendrés par ces Master-classes seront entièrement pris en charge par le CIMM.



**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-768
Reçue en Préfecture le	10/10/17
Affichée le	10/10/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171010-lmc1149840-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 10/10/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société ETIK 3D dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société ETIK 3K, représentée par Monsieur Joël LEVORATI est une SARL dont l'activité est l'impression numérique d'étiquettes en relief. Actuellement locataire du lot A06 de 108.69 m², la société est candidate au renouvellement de son bail à compter du 1er novembre 2017. L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ETIK 3D ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail commercial ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-775
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1149961-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain -  
Parcelles cadastrées AX n° 140 et 141 - Commune de Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pérols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 23 janvier 2007,
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 26 avril 2007 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Pérols,
- VU le Plan de Déplacements Urbains approuvé par délibération du Conseil de Métropole en date du 19 juillet 2012,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 4 juillet 2017, envoyée par Maître MENON-FONT Virginie, Notaire à LATTES (34970), mandataire de Monsieur Bruno COMBETTES et Madame Céline TUR, reçue en Mairie de Pérols le 6 juillet 2017, concernant les parcelles cadastrées AX n° 140 et 141, d'une superficie totale de 442 m², à usage de maison d'habitation situées sur la Commune de Pérols, au lieudit Les Cabanes, au prix de 202 000 euros plus une commission d'agence de 6 000 euros TTC à la charge du vendeur, en valeur libre,
- VU l'avis de France Domaine en date du 12 septembre 2017,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières en vue de réaliser un équipement collectif de transport public identifié dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU),
- **CONSIDERANT** que le PDU prévoit entre les deux infrastructures routières la prolongation d'une ligne de tramway vers les plages entre la RD 62 et RD 66 à Pérols,

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, des parcelles cadastrées AX n° 140 et 141, d'une superficie totale de 442 m², à usage de maison d'habitation, sur la Commune de Pérols, au lieudit Les Cabanes, auprès de :

Monsieur Bruno COMBETTES domicilié 19 Bis Rue du Pont de la Gaze 34470 PEROLS  
Madame Céline TUR domiciliée 19 Bis Rue du Pont de la Gaze 34470 PEROLS

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien libre d'occupation est fixé à 150 000 euros, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-790
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1150096-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession à titre gratuit de mobiliers vétustes de bureau à l'association "Les Amis et Compagnons Emmaüs"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, du Contentieux et Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des mobiliers vétustes de bureau.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède un ensemble de mobiliers vétustes de bureau, d'une valeur estimée à 700 euros à l'association « Les Amis et Compagnons Emmaüs », sise Zac Saint-Antoine, 34 130 Saint-Aunès.

**ARTICLE 2** : La liste des mobiliers concernés est annexée à la présente décision.

**ARTICLE 3** : La cession est effectuée à titre gratuit.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-791
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006- lmc1150101-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un bail de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SCI du Trois Mats - Local 4<sup>ème</sup> étage et 4 places de parking immeuble "Le Belem" à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions d'intérêt général et du développement de ses services, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de louer des locaux à usage de bureaux et des places de parking pour y installer des services,
- **CONSIDERANT** que la SCI DU TROIS MATS, dont le siège social est situé 204 rue Michel Teule à Montpellier (34 080) dispose de locaux vacants à usage professionnel et de places de parking dans l'immeuble « Le Belem », sis 355 avenue Vendémiaire à Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail de location avec la SCI DU TROIS MATS, représentée par son gérant la SAS Méditerranée Immobilier agissant par son représentant légal en exercice.

**ARTICLE 2** : La Métropole prend à bail un local situé au 4<sup>ème</sup> étage de l'immeuble « Le Belem », sis 355 avenue Vendémiaire à Montpellier, ainsi que 4 places de parking situées au premier sous-sol à la même adresse.

**ARTICLE 3** : Le bail est consenti et accepté pour une durée de 6 ans à compter de sa signature, renouvelable une fois tacitement pour la même durée.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel du loyer, payable trimestriellement, est de 44 407,32 euros TTC, auquel s'ajoute une provision annuelle pour charges de 7 728 euros TTC

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.



Décision n° D2017-792

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-792
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006- lmc1150128-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Serge ABDOU - requête n°1704637-8TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1704637-8 le 29 septembre 2017 par Monsieur Serge ABDOU tendant à la désignation d'un expert aux fins de déterminer les causes des fuites constatées sur la canalisation d'eau potable implantée sur le chemin "Les Mouillères" sis à Cournonterral ainsi que les responsabilités encourues.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-793
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1150135-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un bail de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI Du Trois Mats - Immeuble "Le Belem" à Montpellier - Locaux aux 1er et 3ième étage et 20 places de parking**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions d'intérêt général et du développement de ses services, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de louer des locaux à usage de bureaux et des places de parking pour y installer des services,
- **CONSIDERANT** que la SCI DU TROIS MATS, dont le siège social est situé 204 rue Michel Teule à Montpellier (34 080) dispose de locaux vacants à usage professionnel et de places de parking dans l'immeuble « Le Belem », sis 355 avenue Vendémiaire à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail de location avec la SCI DU TROIS MATS, représentée par son gérant la SAS Méditerranée Immobilier agissant par son représentant légal en exercice.

**ARTICLE 2** : Dans l'immeuble « Le Belem », situé 355 avenue Vendémiaire à Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole prend à bail un local au 1<sup>er</sup> étage d'une superficie de 657,59 m², un local au 3<sup>ème</sup> étage d'une superficie de 906,59 m² et 20 places de parking situées au premier sous-sol, numérotées de 1 à 7, de 12 à 19 et de 24 à 28.

**ARTICLE 3** : Le bail est accepté et consenti pour une durée de 6 ans à compter de sa signature, renouvelable une fois tacitement pour la même durée.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel du loyer, payable trimestriellement, est de 257 721 euros TTC, auquel s'ajoute une provision annuelle pour charges de 48 000 euros TTC .

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Décision n° D2017-796

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-796
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006- lmc1150147-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Commune de Pérols - Requête n°1704650-8 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1704650-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 septembre 2017 par la commune de Pérols en référé expertise pour déterminer les origines des pollutions constatées affectant les sédiments à enlever dans le chenal d'accès au port nautique et de pêche de Pérols.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-797
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1150155-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de canalisations d'eau au profit de BRL - Parcelle cadastrée CB n°4 - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la convention de constitution de servitude de passage en tréfonds de canalisations d'eau brute réelle et perpétuelle avec un regard consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de BRL sur une emprise de 176 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée CB n°4, située lieudit Font de la Banquière à Lattes,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire au passage de canalisations d'eau brute et à la réalisation d'un regard appartenant à BRL,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une servitude de passage en tréfonds de canalisations d'eau brute et un regard est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole, sur la parcelle cadastrée CB n°4, située lieudit Font de la Banquière à Lattes. Cette servitude s'exercera, au profit de la parcelle cadastrée section E n° 1403 lieudit Piechegut à Bellegarde, appartenant à BRL, Société Anonyme d'Economie Mixte dont le siège est 1105 Avenue Pierre Mendès-France à Nîmes (30).

**ARTICLE 2** : La constitution de la servitude est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 1 euro.

**ARTICLE 3** : La recette sera constatée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 4** : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer l'acte authentique de constitution de servitude visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-801
Reçue en Préfecture le	09/10/17
Affichée le	10/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution de servitudes de passage de canalisation d'eaux usées sur les parcelles cadastrées A n°1363 sise commune de Sussargues, AB n°324 sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues et F n°84 et 112 sises commune de Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement»,
- VU la décision n°2013-494 du 11 juillet 2013, permettant la constitution par acte authentique de servitudes de passage en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées sur les parcelles cadastrées A n°1363, sise commune de Sussargues, AB n°324, sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues, F n°84 et 112, sises commune de Castries consentie par l'indivision DE FONTMAGNE au profit de Montpellier Méditerranée Métropole moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 630 € (six cent trente euros),
- VU les origines de propriétés réalisées par le notaire de l'indivision DE FONTMAGNE, relevant que les parcelles cadastrées A n°1363, sise commune de Sussargues, et AB n°324, sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues n'appartiennent pas à l'indivision DE FONTMAGNE mais au Groupement Foncier Agricole DE FONTMAGNE,
- **CONSIDERANT** que la constitution de servitudes de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées sur les parcelles cadastrées A n°1363, sise commune de Sussargues, AB n°324, sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues, F n°84 et 112, sises commune de Castries est nécessaire dans le cadre de l'opération « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement – Raccordement des effluents de Sussargues et Saint-Geniès-des-Mourgues à la station d'épuration intercommunale de Saint-Geniès-des-Mourgues »
- **CONSIDERANT** que la décision 2013-494 du 11 juillet 2013 visant comme tiers unique l'indivision DE FONTMAGNE pour la constitution de servitude sur les parcelles cadastrées A n°1363, sise commune de Sussargues, AB n°324, sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues,



F n°84 et 112, sises commune de Castries, ne peut être considérée comme juridiquement valable pour permettre la signature de l'acte authentique de constitution de servitudes car les parcelles cadastrées A n°1363, sise commune de Sussargues, et AB n°324, sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues n'appartiennent pas à l'indivision DE FONTMAGNE mais au Groupement Foncier Agricole DE FONTMAGNE, il est donc nécessaire de prendre une nouvelle décision afin de permettre la constitution par devant notaire des servitudes de passage de canalisation et la répartition de l'indemnité de constitution de 630 € entre les deux propriétaires,

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : La décision n°2013-494 du 11 juillet 2013 est abrogée.

**ARTICLE 2** : Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées d'une emprise de 1031 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée A n°1363, sise commune de Sussargues, et d'une emprise de 256 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée AB n°324, sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par le Groupement Foncier Agricole DE FONTMAGNE, dont le siège est à Castries (34160), Château de Fontmagne, Domaine de Fontmagne, identifié au SIREN sous le numéro 322577594 et immatriculée au RCS de Montpellier, représenté par M. Jacques DURAND DE FONTMAGNE agissant en qualité de gérant.

**ARTICLE 3** : Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation d'eaux usées d'une emprise totale de 286 m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées F n°84, et n°112 sises commune de Castries, est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par l'indivision DE FONTMAGNE composée de :

- Mme Françoise DURAND DE FONTMAGNE, épouse DUBOSC de PESQUIDOUX, domiciliée Domaine du Moulinas – La Plaine du Moulinas à Castries (34160) ;
- M. Jacques DURAND DE FONTMAGNE, domicilié à Château de Fontmagne à Castries (34160) ;
- Mme Michèle DURAND DE FONTMAGNE, épouse DE CHOLIER DE CIBEINS, domiciliée Château de Cabriac à Douzens (11700) ;
- Mme Dominique DURAND DE FONTMAGNE, épouse ESCARD, domiciliée 24 rue de l'Olivier à Lunel-Viel (34400) ;
- Monsieur Laurent DUBOSC DE PESQUIDOUX, domicilié Le Moulinas à Castries (34160) ;
- Mme Aude DURAND DE FONTMAGNE, épouse HONEGGER, domiciliée 2 rue de l'Oiseau Blanc à Lyon (69005)
- Mme Maguelonne DURAND DE FONTMAGNE, épouse KOCH, domiciliée 44 rue du Château à Vincennes (94300)
- M. Hugues DURAND DE FONTMAGNE, domicilié Château de Fontmagne à Castries (34160) ;
- M. Hélène DE CHOLIER DE CIBEINS, épouse HINGRE, domiciliée 9 square du Pressoir à Etiolles (91450)
- Mme Bénédicte ESCARD, épouse DUMARCHER, domiciliée 518 chemin des Chênes à La-Baume-de-Transit (26790)

**ARTICLE 4** : La constitution de la servitude sur les parcelles cadastrées A n°1363, sise commune de Sussargues, et AB n°324, sise commune de Saint-Geniès-des-Mourgues visée à l'article 1, est consentie moyennant le versement au Groupement Foncier Agricole DE FONTMAGNE d'une indemnité globale et forfaitaire de 115 € (cent quinze euros). Les frais de constitution de servitude restent à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 5** : La constitution de la servitude sur les parcelles cadastrées F84 et 112, sises commune de Castries, visée à l'article 2, est consentie moyennant le versement à l'indivision DE FONTMAGNE d'une indemnité globale et forfaitaire de 535 € (cinq cent trente-cinq euros). Les frais de constitution de servitude restent à la charge de la Métropole.

Décision n° D2017-803

**ARTICLE 6 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 7 :** Madame la 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente est autorisée à signer les actes authentiques de constitution des servitudes visées dans les articles 1 et 2 ainsi que tout document relatif à ces affaires conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-803
Reçue en Préfecture le	06/10/17
Affichée le	06/10/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20171006-lmc1150254-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

## **ARRETES**

PARTIE III - SOMMAIRE  
ARRETES DU 3 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE 2017

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2017-214	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	480
A2017-216	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	486
A2017-228	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de la SOCIETE DES AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE FABREGUES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	493
A2017-234	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	500
A2017-238	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°68	507
A2017-239	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°91	509
A2017-240	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Beaulieu	511
A2017-241	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	513
A2017-243	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES (MILLENAIRE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	519
A2017-246	Arrêté portant délégation de signature pour le Département SPET	527
A2017-248	Arrêté portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires	541
A2017-249	Arrêté relatif à la CDAC du 20 octobre 2017 à 9h30	545
A2017-250	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	546

PARTIE III - SOMMAIRE  
ARRETES DU 3 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE 2017

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2017-252	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MONOPRIX Comédie dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	553
A2017-253	Arrêté modificatif de l'arrêté n°A2017-226 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades d'Attaché, d'Attaché de conservation du patrimoine et d'Ingénieur territorial	559
A2017-254	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS - Autorisation de stationner n°7 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	561
A2017-255	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°12	564
A2017-256	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Saint-Brès "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1	566
A2017-257	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune du CRES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°4	568
A2017-258	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1	570
A2017-259	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°11	572
A2017-260	Association des Villes Universitaires de France (AVUF) - Désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant	574
A2017-263	Arrêté portant délégation de signature pour le Département SPET	576
A2017-264	Délégation de signature relative au Département Culture et Sport	590
A2017-265	Arrêté de représentation pour l'Assemblée Générale de la Copropriété Immeuble La coupole	598
A2017-266	Remplacement temporaire de M. Le Président	600
A2017-273	Délégation de fonction à Madame Chantal MARION, 14ème Vice-présidente	601
A2017-274	Délégation de fonction à M Pierre DUDIEUZERE, 19ème Vice-Président	603
A2017-275	Délégation de fonction à Madame Rosy BUONO, 9ème Vice-Présidente	605



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de  
l'Établissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO dans le  
système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- VU le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- VU le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- VU la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- VU la demande de l'établissement REGIE DES EAUX MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (M3M) - STATION ARAGO;
- VU l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- VU la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **CONSIDÉRANT** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **CONSIDÉRANT** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement REGIE DES EAUX MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (M3M)

- STATION ARAGO,

- dont le siège social est situé au 391 Rue de la Fontfroide à Montpellier 34090,

- est représenté par Monsieur Grégory VALLEE, en qualité de Directeur,

L'Établissement STATION ARAGO géré par la REGIE DES EAUX M3M

- est situé au 2000 Route de Mende à Montpellier 34090,

- est implanté sur dont les références cadastrales sont : AL 28, 29, 30 et 31, ci-après désigné « l'Établissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Production et traitement d'eau potable, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé route de Mende à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Traitement et production d'eau potable
- Analyses d'eau

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 811 728 419 00027
- Code APE : E 3600 Z

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1138	Stockage de chlore	Déclaration

Autres contraintes réglementaires	
Code l'Environnement	
Code de la Santé publique	
Décrets, arrêtés et circulaire afférents au traitement de l'eau pour la consommation humaine	

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier



Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement REGIE DES EAUX M3M - STATION ARAGO sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

**Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES****7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

**7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-214
<b>Transmis en Préfecture le</b>	03/10/17
<b>Affiché le</b>	03/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171003-lmc1147580-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-19-6 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-10 et L.1337-2 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- VU le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code général des collectivités territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- VU le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- VU la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- VU la demande de l'établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP);
- VU l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- VU la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **CONSIDÉRANT** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **CONSIDÉRANT** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP),

- dont le siège social est situé au 395 rue Louis Lépine à MONTPELLIER 34000,

- est représenté par Monsieur PRIOUX Olivier, en qualité de Directeur,

L'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP)

- est situé au 395 rue Louis Lépine à MONTPELLIER 34000,

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : RT 71, 73, 75, 76, ci-après désigné « l'Établissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Décontamination particulière, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 395 rue Louis Lépine à MONTPELLIER 34000.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Nettoyage ultra-propre,
- Dilution et conditionnement de matières premières (Désinfectants),
- Collecte et Maintenance de containers semi-conducteurs.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 44318658000033
- Code NAF : 8129B

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Intitulé	Régime
2563	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface	Déclaration soumise à contrôle périodique
2565-2	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage dégraissage visé par la rubrique 2563	Non classé
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	Déclaration
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)	Non classé

Rubrique	Intitulé	Régime
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	Non classé
	2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	
1433	Liquides inflammables (installation de mélange ou d'emploi de)	Non classé

A. Installation de simple mélange à froid		
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public	Non classé
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565	Non classé

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du concessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le concessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du concessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement ENTEGRIS CLEANING PROCESS (ECP) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible



à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-216
<b>Transmis en Préfecture le</b>	03/10/17
<b>Affiché le</b>	03/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171003- lmc1147628-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de la  
SOCIETE DES AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE FABREGUES  
dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-19-6 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-10 et L.1337-2 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- VU le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L.2224-12 du Code général des collectivités territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- VU le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- VU la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- VU la demande de l'établissement SOCIETE DES AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) AIRE DE FABREGUES;
- VU les arrêtés préfectoraux ICPE en date du 19/05/200 (S.A. ANTAR), 23/10/2001(AGIP), 15/11/2001(AVIA);
- VU l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

- VU la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **CONSIDÉRANT** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **CONSIDÉRANT** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement SOCIETE DES AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) AIRE DE FABREGUES,

- dont le siège social est situé au 9, Place de l'Europe, 92851 Rueil-Malmaison Cedex,
- est représenté par Monsieur Olivier TURCAN, en qualité de Directeur Régional,

L'Établissement SOCIETE DES AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) AIRE DE FABREGUES

- est situé sur l'Autoroute A9 sur la Commune de Fabrègues,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont (sont) : BL 33, 34, 36, 37 et 38, ci-après désigné « l'Établissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Aires de services et de repos, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un poste de refoulement situé en domaine public communal en bordure des anciens ouvrages de traitement de l'établissement, puis via le réseau situé sur le chemin communal qui rejoint le chemin de la Fabrique sur la commune de FABREGUES.

Sont implantés sur les aires de service de Montpellier/Fabrègues, les sous concessions de l'Établissement ayant les activités suivantes :

- Stations-service,
- Hôtellerie,
- Restauration,
- Kiosque de vente (boulangerie),
- Sanitaires publics.

Les références de l'Établissement sont :

Etablissements	Entités	N° SIRET	Code APE ou NAF
Gestionnaire	ASF	572 139 996 00290	5221Z
Station de service	ENI	969 502 004	4671Z
	EFR France	439 793 811	7010Z
L'ARCHE	Cafétéria	379 455 231 00 462	5610 A
	IBIS		
	QUICK		
	PAUL		

L'établissement n'est pas une ICPE (Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement). Seule, l'activité pétrolière des sous-concessions est soumise aux dispositions des ICPE (Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement)

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1430	Dépôt de liquides inflammables de première catégorie	Déclaration
1434	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement ASF AIRE DE FABREGUES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.



<b>Arrêté n°</b>	A2017-228
<b>Transmis en Préfecture le</b>	03/10/17
<b>Affiché le</b>	03/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171003- lmc1148427-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-19-6 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-10 et L.1337-2 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- VU le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L.2224-12 du Code général des collectivités territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- VU le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- VU la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- VU la demande de l'établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA;
- VU l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- VU la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **CONSIDÉRANT** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **CONSIDÉRANT** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA,

- dont le siège social est situé au 53 Avenue du Marché Gare BP 78 à Montpellier 34 072 Cedex 3,

- est représenté par Jean Louis RIBELLES, en qualité de Président Directeur Général,

L'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA

- est situé au 53 Avenue du Marché Gare BP 78 à Montpellier 34 072 Cedex 3,

- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : OL 34, ci-après désigné « l'Établissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : Négoce d'emballages en verre et lavage de bouteilles (hors site), pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 53 Avenue du Marché Gare BP 78 à Montpellier 34 072.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Négoce de Verre creux

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 382 179 893 00021

- Code NAF : 4676 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA, dont le déversement des eaux usées assimilées domestiques est autorisé par le présent arrêté, a n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'exploitant.

Une réunion entre l'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement MIDI VERRE EMBALLAGES SA sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau

public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-234
<b>Transmis en Préfecture le</b>	03/10/17
<b>Affiché le</b>	03/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171003- lmc1148541-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-234
<b>Transmis en Préfecture le</b>	03/10/17
<b>Affiché le</b>	03/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171003- lmc1148541-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°68**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain du 21/06/2016, n°A2016-247 concernant un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Christine CORSET**, titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 21/06/2016, n°A2016-247 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Madame Christine CORSET**, née le 13 mai 1964 à **Romans (Drôme)**, domiciliée au 6 rue Fontanon à Montpellier (34 000), est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **EP-885-CA**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **68**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-238
<b>Transmis en Préfecture le</b>	06/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171006-lmc1148703-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°91**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain du 13/04/2017, n°A2017-77 ;
- **CONSIDERANT** que la **SARL AMBULANCE BALARUC ASSISTANCE**, titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté métropolitain du 13/04/2017, n°A2017-77 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : La **SARL AMBULANCE BALARUC ASSISTANCE (SIREN 508 737 889)**, dont le siège social est situé au 4 rue des Négafols à Balaruc-les-Bains (34 540), est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **EP-895-NE**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **91**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-239
<b>Transmis en Préfecture le</b>	06/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171006- lmc1148708-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Beaulieu**

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.151-51, R.153-18 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.562-1 à L.152-9, R.562-1 à R.562-11 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu approuvé le 19 septembre 2011, révisé le 30 avril 2014, modifié le 28 septembre 2016 et mis à jour le 07 juillet 2017 ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Décret 2014-1605 en date du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2017-06-08497 en date du 02 juin 2017 portant approbation de la révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) de la commune de Beaulieu.

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Beaulieu est mis à jour pour reporter en annexe le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) révisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Beaulieu (Place de la Mairie - 34160 BEAULIEU) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Beaulieu.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Beaulieu sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-240
<b>Transmis en Préfecture le</b>	06/10/17
<b>Affiché le</b>	06/10/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171006- lmc1148762-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

**Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-19-6 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-10 et L.1337-2 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- VU le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code général des collectivités territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- VU le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- VU la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- VU la demande de l'établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE ;
- VU l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- VU la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **CONSIDÉRANT** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **CONSIDÉRANT** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE,

- dont le siège social est situé au 7 Rue Alfred de Sauvy, ZAC Massane, Parc Aftalion, à Baillargues 346701,

- est représenté par Monsieur ZERBINI Julien, en qualité de Gérant,

L'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE

- est situé au 7 Rue Alfred de Sauvy, ZAC Massane, Parc Aftalion, à Baillargues 346701,

- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AZ 123, ci-après désigné « l'Établissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Piste de lavage pour véhicules industriels , pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 7 Rue Alfred de Sauvy , ZAC Massane, Parc Aftalion, à Baillargues 346701,

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Piste de lavage

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 392 731 311

- Code NAF ou APE : 8122 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.



**Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS****2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

**2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

**Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement LAVAGE

TRANSPORT DE FRANCE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement LAVAGE TRANSPORT DE FRANCE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

**7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-241
<b>Transmis en Préfecture le</b>	03/10/17
<b>Affiché le</b>	03/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171003-lmc1148949-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 03/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES (MILLENAIRE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement SEMCO TECHNOLOGIES (MILLENAIRE);
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES (MILLENAIRE),

- dont le siège social est situé au 625 Rue de la croix verte, Parc Euromédecine à Montpellier 34196 Cedex 5,

- est représenté par Madame Véronique CHARRIER, en qualité de Directrice Générale,

L'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE qui est l'Établissement secondaire de l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES

- est situé au 395, rue Louis Lépine - Parc du Millénaire-, 34000 Montpellier,

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : RT 71, 73, 75, 76, (copropriété avec la société ENTEGRIS CLEANING PROCESS-ECP),  
ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Industrie métallurgie, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 395, rue Louis Lépine -Parc du Millénaire-, 34000 Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication de semelles électrostatiques,
- Développement de procédés pour l'industrie photovoltaïque,
- Fabrication de fours et brûleurs,
- Fabrication d'articles de robinetterie,

Les références de l'Établissement sont :

N°SIRET : 819 668 427 00035

Code NAF/APE : 2712 Z (Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique),

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
2565(2b)	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	Déclaration
2565(3)	Rubrique 2565 avec traitement en phase gazeuse ou autres traitements sans mise en œuvre de cadmium	Déclaration
4000	Substances et mélanges dangereux (définition et classification des).	Déclaration (en cours de vérification)

L'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES, qui est la maison mère,

- situé au 625 Rue de la croix verte, Parc Euromédecine à Montpellier 34196 Cedex 5,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TA 31

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication d'équipements
- Test des appareils fabriqués l'Établissement secondaire SEMCO TECHNOLOGIES  
MILLENAIRE

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 819 668 427 0027
- Code NAF ou APE : 2712 Z (Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique)

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : Industrie métallurgie, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 625 Rue de la croix verte, Parc Euromédecine à Montpellier 34196 Cedex 5.

Cet établissement déménagera en fin d'année 2018 à Castelnau Le Lez (25 Rue Didier Daurat, 34170 Castelnau-le-Lez et parcelle AN 64) avec les mêmes activités et aura donc des rejets, théoriquement, assimilés domestiques.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

**Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS****2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

**2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

En contrepartie du service rendu, l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES, situé au 625 Rue de la croix verte, Parc Euromédecine à Montpellier 34196 Cedex 5, dont le déversement des eaux usées assimilées domestiques est autorisé par le présent arrêté, a n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique et respecte seuils des valeurs domestiques du territoire M3M.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.



Suite au déménagement à Castelnau Le Lez ce même établissement SEMCO TECHNOLOGIES (25 Rue Didier Daurat, 34170 Castelnau-le-Lez et parcelle AN 64) sera sous le même régime tarifaire si les rejets de cette nouvelle implantation, sont toujours classés assimilés domestiques.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

**Article 6 : INCIDENTS****6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement SEMCO TECHNOLOGIES MILLENAIRE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

**6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible

à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### 7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-243
<b>Transmis en Préfecture le</b>	10/10/17
<b>Affiché le</b>	10/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171010- lmc1149300-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 10/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant délégation de signature pour le Département SPET

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'arrêté n°A2017-154 du 25 juillet 2017 portant délégation de signature pour le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET),

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2017-154 du 25 juillet 2017 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 3 :** La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Coordination des politiques d'exploitation et de gestion ;
- Pôle Territorial de Montpellier ;
- Etudes voiries urbaines ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Etudes et conduites d'opérations voiries interurbaines.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service de Coordination des politiques d'exploitation et de gestion, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-1 :** Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service de Coordination des politiques d'exploitation et de gestion, Adjoint au Directeur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Chef de service adjoint, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Etudes voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-4 :** Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-5 :** Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-6 :** Monsieur Stéphane PIC, Responsable du service Etudes et conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.



- En matière financière :
  - P délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-7 :** Monsieur Thomas Comte responsable des réseaux structurants, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les actes relevant de son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - P délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant des voies métropolitaines transférées par le Conseil départemental de l'Hérault.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas Comte, les délégations ci-dessus sont accordées à son adjoint, Monsieur Olivier Richard.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas Comte et de Monsieur Olivier Richard, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas Comte, de Monsieur Olivier Richard et de Monsieur Thierry Alis, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4 :** La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, Directrice Adjointe et à Monsieur Gilles LAVAUD, Directeur Adjoint pour ce qui relève de son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGH et de Madame Sandrine UGUEN ou de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4-1 :** Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGH.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain HURARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Monsieur Alain HURARD , les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGH.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Gilles LAVAUD, Alain HURARD et Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5 :** La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-1 :** Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU , cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU , cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 5-2** : Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Karl ABRAHAM .

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-3** : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-4** : Monsieur Edgard ALEXANDRE, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6** : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maîtrise du service public ;
- Risques pluvial et inondation ;
- Service administratif et financier.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-1** : Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-2** : Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-3** : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maîtrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-4** : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, Responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-5 :** Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 7 :** La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine Ouest ;
- Pôle territorial Vallée du Lez ;
- Service Ressources Transversales.

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint et responsable du service Ressources Transversales.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-1 :** Madame Caroline MICHALAKIS, Responsable par intérim, du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Simon BIRR et de les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-2 :** Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-3 :** Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT,

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.



En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-4 :** Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-5 :** Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-6** : Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint et responsable du service Ressources Transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 8** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

<b>Arrêté n°</b>	A2017-246
<b>Transmis en Préfecture le</b>	12/10/17
<b>Affiché le</b>	12/10/2017
<b>Notifié le</b>	13/10/17
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011-lmc1149314-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires

- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération n°14770 du 5 juillet 2017 portant décision sur le non maintien de 8 Vice-Présidents dont le 12<sup>ème</sup> Vice-Président, Monsieur Pierre BONNAL, délégué aux Ressources Humaines,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 portant élection des nouveaux Vice-Présidents,
- VU l'arrêté n° A2017-85 du 7 avril 2017 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2017-194 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonctions dans le domaine des Ressources Humaines attribuée à Madame Régine ILLAIRE,
- **CONSIDERANT** les modalités de désignation des représentants de la collectivité en Commission Administrative Paritaire en application de l'article 3 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2017-85 du 7 avril 2017 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Les Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

**Commission Administrative Paritaire – Catégorie A**

**Représentants de l'administration**

**TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL  
*Président de la Commission Administrative Paritaire*  
Mme Régine ILLAIRE  
Mme. Rosy BUONO  
Mme. Eliane LLORET

**Représentants de l'administration :**

**SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL  
M. Yvon PELLET  
M. Abdi EL KANDOUSSI  
Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES

**Représentants du personnel**

**TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 6*  
M. Arnaud VESTIER  
*Groupe hiérarchique 5*  
M. Mohamed CHEBLI (UNSA)  
M. Grégory FARGAS (FO)  
Mme Marianne DINTRANS-HOLMES (CFDT)

**Représentants du personnel :**

**SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 6*  
M. Pierre BRICE  
*Groupe hiérarchique 5*  
Mme Raphaëlle ALBER (UNSA)  
M. Gil BUSCAYLET (FO)  
Mme Pascale NABAFFA (CFDT)

**Commission Administrative Paritaire – Catégorie B**

**Représentants de l'administration**

**TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL  
*Président de la Commission Administrative Paritaire*  
Mme Régine ILLAIRE  
Mme. Rosy BUONO  
Mme. Eliane LLORET  
M. Jérémie MALEK

**Représentants de l'administration :**

**SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL  
M. Yvon PELLET  
M. Abdi EL KANDOUSSI  
Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES  
Mme Mylène FOURCADE

**Représentants du personnel**

**TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 4*  
M. Laurent BERNARD (UNSA)  
M. Frédéric DOLADILLE (FO)  
M. Patrick CORNELLES (SUD)

*Groupe hiérarchique 3*  
M. Patrick SENDRA (UNSA)  
Mme Sabine BERGÜA (FO)

**Représentants du personnel :  
SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 4*  
M. Gabriel OBE (UNSA)  
M. Pierre ANSELME (FO)  
Mme Corinne CROS (SUD)  
*Groupe hiérarchique 3*  
Mme Carole GILBERT (UNSA)  
M. Gilles GUY (FO)

**Commission Administrative Paritaire – Catégorie C**

**Représentants de l'administration  
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL  
*Président de la Commission Administrative Paritaire*  
Mme. Régine ILLAIRE  
M. Guy BARRAL  
Mme. Eliane LLORET  
Mme. Rosy BUONO  
M. Abdi EL KANDOUSSI

**Représentants de l'administration :  
SUPPLEANTS**

M. Jérémie MALEK  
M. Yvon PELLET  
Mme Marie-Hélène SANTARELLI  
Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES  
Mme Mylène FOURCADE  
Mme. Patricia MIRALLES

**Représentants du personnel  
TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 2*  
Mme Corinne LECCIA (UNSA)  
M. Denis SAVOYE (FO)  
*Groupe hiérarchique 1*  
Mme Régine BARRY (SUD)  
M. Ichem MOGHEL (UNSA)  
Mme Edwige HERNANDEZ (FO)  
Mme Christel BALLUET-QUINTANA (UNSA)

**Représentants du personnel :  
SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 2*  
M. Sauveur SPINA (UNSA)  
M. Thierry NOFARES (FO)  
*Groupe hiérarchique 1*  
Mme Nour El Amel LAGHMIRI (SUD)  
M. Gilles ZOZOR (UNSA)  
M. Rémi MOREAU (FO)  
M. Marc BOUKHOBZA (UNSA)

<b>Arrêté n°</b>	A2017-248
<b>Transmis en Préfecture le</b>	05/10/17
<b>Affiché le</b>	05/10/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171005- lmc1149596-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 05/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté relatif à la CDAC du 20 octobre 2017 à 9h30

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le vendredi 20 octobre 2017, à 9h30.

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Max Lévit, Vice-Président, pour siéger et voter le vendredi 20 octobre 2017 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault en qualité de Vice-Président, pour l'examen d'un projet de création d'un supermarché à prédominance alimentaire à l'enseigne « LIDL » d'une surface de vente de 1460,70 m<sup>2</sup>, situé rue des Pattes à Juvignac.

**ARTICLE 2** : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président.

**ARTICLE 3** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-249
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11/10/17
<b>Affiché le</b>	11/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011-lmc1149670-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;



- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE (VEOLIA PROPRETE),

- dont le siège social est situé au 2443 Avenue de Maurin, ZAC de Garosud BP 75527, à Montpellier 34070,

- est représenté par Monsieur Christophe BELLIN en qualité de Directeur d'Agences Régional,

L'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE

- est situé à 2443 Avenue de Maurin, ZAC de Garosud BP 75527, à Montpellier 34070,

- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : OL 70,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Maintenance des réseaux d'assainissement, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé en fond de parcelle sur le réseau collectif d'assainissement (Ø 1000) qui traverse la parcelle de l'Établissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- service Assainissement : vidanges, curages, débouchages, pompages ...
- service Electromécanique : entretien de pompes, stations d'épuration, mise en place et entretien de postes de relevage, dégrilleurs ...
- service Nettoyage et Réservoirs d'Eau Potable : entretien de façades / toitures, entretien / désinfection de réservoirs, entretien et suivi des systèmes de chloration ...
- service Travaux : recherche de fuite, réparation, terrassement, pose d'ouvrages d'assainissement (fosses septiques, bacs à graisse ...)
- service Caméra : diagnostics de canalisation, réception de travaux neufs, essais d'étanchéité ...
- service 3D: désinsectisation, dératisation, désinfection, nettoyage hotte de cuisine, VMC Gaz....

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 320 180 516 00082
- Code NAF ou APE : 3700Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement SOMES- SARP MEDITERRANEE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-250
<b>Transmis en Préfecture le</b>	10/10/17
<b>Affiché le</b>	10/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171010- lmc1149850-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 10/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

**SIGNÉ**

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MONOPRIX Comédie dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement MONOPRIX Comédie;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement MONOPRIX Comédie,

- dont le siège social est situé au 14-16, rue Marc BLOCH à CLICHY 92 116,
- est représenté par Monsieur PADRAO Narciso, en qualité de Directeur,

L'Établissement MONOPRIX Comédie

- est situé 2 rue de Verdun à Montpellier 34000,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : HM 55, 58 et 59,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Commerce de vente, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 2 rue de Verdun à Montpellier 34000.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Surface commerciale d'alimentation et autres,
- Ateliers de transformation,
- Locaux techniques de tous types,
- Refroidissement des équipements de production de chaleur,

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 520 832 970 0705
- Code NAF : 4711 D

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.



En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement MONOPRIX Comédie doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement MONOPRIX Comédie, dont le déversement des eaux usées assimilées domestiques est autorisé par le présent arrêté, a n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sur sa consommation de la ressource et du volume rejeté issu du pompage de nappe (trop-plein) sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement MONOPRIX Comédie désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement MONOPRIX Comédie devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement MONOPRIX Comédie et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement MONOPRIX Comédie s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement MONOPRIX Comédie, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement MONOPRIX Comédie de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement MONOPRIX Comédie sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L 1337-2 : qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau

public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-252
<b>Transmis en Préfecture le</b>	10/10/17
<b>Affiché le</b>	10/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171010- lmc1149928-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 10/10/2017  
Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNÉ

Première Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Arrêté modificatif de l'arrêté n°A2017-226 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades d'Attaché, d'Attaché de conservation du patrimoine et d'Ingénieur territorial**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
- Vu le décret n° 91-843 du 2 septembre 1991 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine,
- Vu le décret n° 2016-201 du 26 janvier 2016, portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les

discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),

- Vu le décret n°2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents,
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 14 décembre 2016,
- Vu l'avis favorable du comité technique du 10 novembre 2016,
- Vu l'arrêté n°A2017-226 du 5 septembre 2017 portant ouverture de la session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'attaché, d'attaché de conservation du patrimoine et d'ingénieur territorial.

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'article 4 de l'arrêté n°A2017-226 du 5 septembre 2017 est modifié comme suit:  
Les mots « – Monsieur Domitien DETRIE, fonctionnaire au grade d'Administrateur Territorial » sont remplacés par : « - Madame Cécile MATTERA, fonctionnaire au grade d'Attaché territorial. »

**ARTICLE 2 :** Toutes les autres dispositions restent inchangées.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-253
<b>Transmis en Préfecture le</b>	05/10/17
<b>Affiché le</b>	05/10/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171005- lmc1150009-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 05/10/2017  
Mme R. ILLAIRE

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS - Autorisation de stationner n°7 - Présentation d'un successeur à titre onéreux**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
  - VU l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
  - VU l'arrêté de la Métropole du 13/12/2016, n°A2016-353;
  - VU la faculté donnée à **Monsieur Samuel ROUZEL** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
  - VU la demande présentée par **Monsieur Jérôme ALLEMAND** pour la succession de cette autorisation ;
  - **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 22/09/2017 au terme duquel, Monsieur Samuel ROUZEL consent la présentation à titre onéreux de Monsieur Jérôme ALLEMAND en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et stationnement d'un taxi sur la commune de Pérols délivrée sous le n°7.
- A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 150 000 €.

### **AR R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 13/12/2016, n°A2016-353 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Jérôme ALLEMAND**, né le 07 août 1973 à Avignon (Vaucluse), domicilié au 81 rue Edgar Quinet à Lunel (34 400), est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type Classe E immatriculé **DZ-740-YQ**, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationner n°2 sur l'emprise de l'aéroport de MONTPELLIER MEDITERRANEE, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 7, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PEROLS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.



<b>Arrêté n°</b>	A2017-254
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011- lmc1150046-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°12**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 05/04/2016, n°A2016-103 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Olivier GAICHE** titulaire d'une autorisation de taxi à **PEROLS**, a procédé au changement de son véhicule ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 05/04/2016, n°A2016-103 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Olivier GAICHE**, né le **18 juin 1976** à **Montpellier (Hérault)**, domicilié au **3 rue d'Alsace à Pérols (34 470)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **OPEL** type **ASTRA** immatriculé **CS-509-BD**, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationner n°15 sur l'emprise de l'aéroport de **MONTPELLIER MEDITERRANEE**, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **12**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PEROLS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-255
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011-lmc1150048-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de SAINT BRES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Saint-Brès n°2014-353 du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 07 janvier 2016, n°A2016-54 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Christian PHILIP** titulaire d'une autorisation de taxi à **SAINT BRES**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 07 janvier 2016, n°A2016-54 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Christian PHILIP**, né le 03 août 1950 à Aubais (Gard), domicilié au 18 place de la Ramade à Saint-Brès (34 670), est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **EQ-896-VF**, sur le territoire de la commune de **SAINT-BRES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **SAINT-BRES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-256
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011-lmc1150050-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune du CRES " Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°4**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune du Crès n°214-2014 du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune du Crès du 18 février 2014, n°30-2014 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société **TAXI SUD HERAULT** titulaire d'une autorisation de taxi au **CRES**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **AR R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune du Crès du 18 février 2014, n°30-2014 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : la société **TAXI SUD HERAULT** (SIREN 401 863 212) dont le siège social est situé au 4 rue du Serpolet à Villeneuve-lès-Maguelone (34 750), est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C-ELYSEE** immatriculé **EF-764-FS**, sur le territoire de la commune du **CRES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune du **CRES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-257
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011- lmc1150057-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de CASTELNAU-LE-LEZ "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Castelnau-le-Lez n°2014/10-1561 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Castelnau-le-Lez du 12 décembre 2014, n°2014/12-1849-DAGR ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Frédéric MONTAGNE titulaire d'une autorisation de taxi à CASTELNAU-LE-LEZ, a procédé au changement de son véhicule ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Castelnau-le-Lez du 12 décembre 2014, n°2014/12-1849-DAGR susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : Monsieur Frédéric MONTAGNE, né le 26/06/1973 à Castres (Tarn), domicilié au 1 rue du Général de Monsabert à Béziers (34 500), est autorisé à stationner avec le véhicule BMW type série 2 immatriculé EQ-690-NS, sur le territoire de la commune de CASTELNAU-LE-LEZ dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationner n°20 sur l'emprise de l'aéroport de MONTPELLIER MEDITERRANEE, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de CASTELNAU-LE-LEZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-258
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011-lmc1150061-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°11**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Pérols du 18 avril 2014, n°2014-184 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société **ATOUT TAXI** titulaire d'une autorisation de taxi à **PEROLS**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Pérols du 18 avril 2014, n°2014-184 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société **ATOUT TAXI (SIREN 791 822 620)** dont le siège social est situé au **205 enclos des cols verts à MAUGUIO CARNON (34 280)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **Classe E** immatriculé **CP-943-ZV**, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationner n°14 sur l'emprise de l'aéroport de **MONTPELLIER MEDITERRANEE**, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **11**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PEROLS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-259
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011-lmc1150168-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Association des Villes Universitaires de France (AVUF) - Désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** que l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) sollicite la Métropole pour la désignation de deux représentants, à savoir un représentant titulaire et un représentant suppléant, ce conformément à ses statuts et son règlement intérieur,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : Madame Chantal MARION est désignée comme représentante titulaire de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'AVUF.

**ARTICLE 2** : Monsieur Max LEVITA est désigné comme représentant suppléant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'AVUF.

**ARTICLE 3** : Ces deux représentants sont autorisés à exercer toutes fonctions dans le cadre de ces représentations, qui s'exercent sous la surveillance du Président.

**ARTICLE 4** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affiché au siège de la Métropole.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-260
<b>Transmis en Préfecture le</b>	11/10/17
<b>Affiché le</b>	11/10/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171011- lmc1150438-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant délégation de signature pour le Département SPET

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'arrêté n°A2017-154 du 25 juillet 2017 portant délégation de signature pour le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET),

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2017-154 du 25 juillet 2017 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 3** : La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Coordination des politiques d'exploitation et de gestion ;
- Pôle Territorial de Montpellier ;
- Etudes voiries urbaines ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Etudes et conduites d'opérations voiries interurbaines.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service de Coordination des politiques d'exploitation et de gestion, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-1** : Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service de Coordination des politiques d'exploitation et de gestion, Adjoint au Directeur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Chef de service adjoint, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Etudes voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-4 :** Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :



- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-5 :** Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-6 :** Monsieur Stéphane PIC, Responsable du service Etudes et conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :
  - P délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4 :** La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, Directrice Adjointe et à Monsieur Gilles LAVAUD, Directeur Adjoint pour ce qui relève de son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN ou de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4-1 :** Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain HURARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Monsieur Alain HURARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Gilles LAVAUD, Alain HURARD et Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5 :** La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-1 :** Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 5-2 :** Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-3** : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-4** : Monsieur Edgard ALEXANDRE, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6** : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maîtrise du service public ;
- Risques pluvial et inondation ;
- Service administratif et financier.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-1** : Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-2** : Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-3** : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maîtrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-4 :** Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, Responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-5 :** Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 7 :** La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine Ouest ;

- Pôle territorial Vallée du Lez ;
- Service Ressources Transversales.

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint et responsable du service Ressources Transversales.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-1** : Madame Caroline MICHALAKIS, Responsable par intérim, du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Simon BIRR et de les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-2** : Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.



- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-3 :** Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT,

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-4 :** Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-5 :** Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

**ARTICLE 7-6 :** Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint et responsable du service Ressources Transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-7 :** Monsieur Thomas Comte responsable des réseaux structurants, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les actes relevant de son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :

- P délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant des voies métropolitaines transférées par le Conseil départemental de l'Hérault.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas Comte, les délégations ci-dessus sont accordées à son adjoint, Monsieur Olivier Richard.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas Comte et de Monsieur Olivier Richard, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas Comte, de Monsieur Olivier Richard et de Monsieur Thierry Alis, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 8** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

<b>Arrêté n°</b>	A2017-263
<b>Transmis en Préfecture le</b>	24/10/17
<b>Affiché le</b>	24/10/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171024-lmc1150895-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation de signature relative au Département Culture et Sport**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- VU l'arrêté n°A2017-217 portant délégation de signature concernant le Département Culture et Sport,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2017-217 du 05 septembre 2017 portant délégation de signature concernant le Département Culture et Sport est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le Département Culture et Sport est composé de la manière suivante :

- Le Pôle Jeunesse et Sports,
- La Direction de la Culture (DC).

Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint en charge du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son Département à l'exception des dépôts de plainte ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Mme Christel CELIE, Directrice de Projet pôle Jeunesse et Sports.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc DANIEL et de Mme Christel CELIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 3 :** Le Pôle Jeunesse et Sports est composé de la Direction des Sports qui comprend les services suivants :

- Travaux et Maintenance ;
- Ressources ;
- Réseau des Piscines.

Monsieur Thierry GUITTET, Directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction à l'exception des dépôts de plainte.

- En matière de marchés publics et accords-cadres :

- Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Responsable du service Travaux et Maintenance pour ce qui relève du service Travaux et Maintenance, Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources pour ce qui concerne le service Ressources et Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines pour ce qui concerne le service Réseau des Piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Messieurs Joseph GUISIANO, ou Mathieu FONTENEAU, ou Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Mme Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Messieurs Joseph GUISIANO, ou Mathieu FONTENEAU, ou Laurent VIOLEAU ou Mme Christel CELIE chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Mme Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Mme Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-1 :** Monsieur Joseph GUISIANO, Responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Mme Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO et de Mme Christel CELIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Mme Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Mme Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Mme Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-4 :** Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Frédéric MICHOLET, pour la piscine olympique d'Antigone,
- Monsieur Pascal CAPRON et en son absence Madame Laetitia MELLET, pour le centre nautique Neptune,
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Spilliaert,
- Monsieur SZABO, pour la piscine Amphitrite,
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany,
- Madame Florence PONTHER, pour les piscines Pitot et Caron,
- Monsieur Gwenael LE HENAFF, pour la piscine Nakache,
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Vivès,
- Madame Françoise MOURGUES, pour la piscine Berlioux,
- Monsieur Paul ALCAYDE, pour la piscine Taris,
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides,
- Madame Nathalie BOURGEAT pour la piscine Poseidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette,
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU, et à défaut à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry BOUSQUET et à défaut à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Jocelyn COLOU et à défaut à Madame Estelle SERRE.

**ARTICLE 4 :** La Direction de la Culture (DC) est composée des services :

- Maîtrise d'ouvrage ;
- Administratif et Financier ;
- Ecolothèque ;
- Direction du réseau des médiathèques et du livre ;
- Musée Fabre ;
- Site Archéologique Lattara- musée Henri Prades ;
- Conservatoire à Rayonnement Régional ;
- Conservatoire Art Dramatique.

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction à l'exception des dépôts de plainte.

- En matière de marchés publics et accords-cadres :

- Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus sont accordées (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande), Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, pour ce qui concerne l'Ecolothèque, Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, pour ce qui concerne la Direction des médiathèques et du livre, Monsieur Michel Hilaire, Directeur du musée Fabre, pour ce qui concerne le musée Fabre, Madame Diane DUSSEAUX, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades, pour ce qui concerne le Site Archéologique Lattara-musée Henri Prades, Monsieur Patrick POUGET, Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional, en ce qui concerne le Conservatoire à Rayonnement Régional et Monsieur Gildas MILIN, Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique, en ce qui concerne le Conservatoire d'Art Dramatique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Patricia REEB, de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Patrick POUGET et de Monsieur Gildas MILIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, pour le service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-2** : Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, de Madame Florence MOUSSET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-3** : Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité (Réseau des médiathèques et Comédie du Livre) :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT, Directrice adjointe. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN et de Madame Sylvie ROBERT, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX, Responsable administratif du réseau des médiathèques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT et de Madame Laure FELIX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX et de Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX, de Madame Valérie SERRE-RAUZET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-4** : Monsieur Michel HILAIRE, Directeur du musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.



En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Martine TOURRE-DARCOURT, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Martine TOURRE-DARCOURT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Martine TOURRE-DARCOURT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-5 :** Madame Diane DUSSEAUX, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe REITZ, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et de Monsieur Philippe REITZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Philippe REITZ et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-6 :** Monsieur Patrick POUGET, Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GANDREAU, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Nathalie GANDREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, de Madame Nathalie GANDREAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-7 :** Monsieur Gildas MILIN, Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gildas MILIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gildas MILIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-8 :** Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX,
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT,
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Sarah LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI,
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS,
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle CREMA,
- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES,
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA,
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON . En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS,
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN,
- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET . En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAN,
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel CALLANT,
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ,
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL,
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame France DESANGES,

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Marion LORIUS, Monsieur Sylvain FRANCESCHI, Monsieur Benoît FLAUD, Madame Laure FELIX et Madame Elodie BARASCUD.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-264
<b>Transmis en Préfecture le</b>	24/10/17
<b>Affiché le</b>	24/10/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171024- lmc1150898-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/10/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Arrêté de représentation pour l'Assemblée Générale de la Copropriété Immeuble La coupole**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12227 du 19 mai 2014 relative à la désignation de Monsieur Christophe COUR en qualité de représentant de la Métropole,

- **CONSIDERANT** que Monsieur Christophe COUR ne peut assister à l'Assemblée Générale de la copropriété Immeuble La Coupole qui se déroulera le mardi 17 octobre 2017 à 9h30,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** En l'absence de Monsieur Christophe COUR, délégation de signature est attribuée à Madame Véronique PEREZ, Conseillère métropolitaine, pour signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2 :** Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président pour la séance de l'Assemblée Générale de la copropriété Immeuble La Coupole qui se tiendra le mardi 17 octobre 2017 à 9h30.

**ARTICLE 3 :** Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de la Métropole.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-265
<b>Transmis en Préfecture le</b>	16/10/17
<b>Affiché le</b>	16/10/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171016- lmc1150919-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 16/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Remplacement temporaire de M. Le Président

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service public,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est accordée à Monsieur Max LÉVITA, 2ème Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole. En cette qualité, Monsieur Max LÉVITA remplace le Président de Montpellier Méditerranée Métropole dans la plénitude de ses fonctions. Cette délégation est attribuée du 23 au 29 octobre 2017 inclus et du 16 au 18 novembre 2017 inclus.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-266
<b>Transmis en Préfecture le</b>	20/10/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171020-lmc1151158-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation de fonction à Madame Chantal MARION, 14ème Vice-présidente**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2017-196 et les dispositions correspondantes de l'article 2017-27.

**ARTICLE 2** : Madame Chantal MARION, 14<sup>ème</sup> Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines :

- du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ;
- de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 3 :** Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Chantal MARION reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Chantal MARION n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal MARION, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal MARION et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-273
<b>Transmis en Préfecture le</b>	02/11/17
<b>Affiché le</b>	02/11/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171102-lmc1151618-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation de fonction à M Pierre DUDIEUZERE, 19ème Vice-Président**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la délibération n°14772 du Conseil du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Pierre DUDIEUZERE en qualité de 19<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU la délibération n°14772 du Conseil du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté A2017-21 du 27 février 2017.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public.

**ARTICLE 3 :** Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Pierre DUDIEUZERE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.

- En matière de marchés publics et accords-cadres :
    - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
    - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).
- Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Pierre DUDIEUZERE n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DUDIEUZERE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DUDIEUZERE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-274
<b>Transmis en Préfecture le</b>	02/11/17
<b>Affiché le</b>	02/11/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171102-lmc1151683-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation de fonction à Madame Rosy BUONO, 9ème Vice-Présidente**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14850 du Conseil du 27 septembre 2017 relative à l'élection de Madame Rosy BUONO en qualité de 9<sup>ème</sup> Vice-Présidente,
- VU la délibération n°14772 du Conseil du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté A2017-199 du 26 juillet 2017 ainsi que tout autre arrêté relatif au même objet.

**ARTICLE 2** : Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction concernant le Fonds de Solidarité pour le Logement et la protection animale (complexe animalier Noé).

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Rosy BUONO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.

- En matière de marchés publics et accords-cadres :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).
- Néanmoins, la délégation consentie à Madame Rosy BUONO n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Rosy BUONO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Rosy BUONO et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-275
<b>Transmis en Préfecture le</b>	02/11/17
<b>Affiché le</b>	02/11/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20171102-lmc1151685-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 02/11/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.